

سكننا من الامم

Supplément « Livres-Idees »

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14514 - 6 F.

VENDREDI 27 SEPTEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

Des milliers de mineurs devant le siège du gouvernement

Les manifestations populaires ébranlent le pouvoir roumain

Transition chaotique

ALIÉS d'hier, que le président Iliescu avait jusqu'à récemment remerciés publiquement pour leur « nettoyage » de Bucarest en juin 1990, les mineurs de la vallée du Jiu se sont retournés contre le pouvoir roumain. Mercredi 26 septembre, c'est aux cris de « A bas Iliescu et Roumen » qu'ils ont envahi la capitale avec leur barbarie coutumière et attaqué le siège du gouvernement, laissant dix-sept morts et blessés derrière eux.

En Roumanie, plus gravement atteinte que les autres pays de l'ancien bloc soviétique, jusqu'au plus profond du tissu social, le moindre soupçon revêt des allures de violence incontrôlée depuis la chute de Ceausescu, en décembre 1989. Cette nouvelle intervention des mineurs n'aura pas failli à la règle. Pourtant, le motif originel de leur mouvement de protestation n'est pas spécifique à la Roumanie : c'est l'un des symptômes de la transition vers l'économie de marché, un processus vécu avec plus ou moins de difficulté selon les pays, mais toujours douloureusement, par l'ensemble du début COMECON.

La Pologne connaît des flambées de colère paysanne sporadiques et des grèves à intervalles réguliers dans de gigantesques usines devenues inutilisées ; les Hongrois oscillent entre la morosité et le pessimisme noir, avec de temps à autre, même chez eux, une poussée de libéralisme socialiste comme celle de l'automne 1990 qui a vu des chauffeurs de taxi menacer la démocratie. Les divergences sur le rythme des réformes économiques et les disparités de coût social qu'elles entraînent ont exacerbé les tensions entre Slovaques et Tchèques. Dans les Balkans, cela s'ajoute à une violence plus ou moins latente.

Pour pouvoir résister à ces turbulences, à la force d'autant moins privilégiée que ces transitions sont sans précédent, les nouvelles démocraties doivent reposer sur une base politique et sociale suffisamment solide. C'est là, justement, que le bât blesse en Roumanie : malgré leur écrasante victoire électorale de mai 1990, les dirigeants roumains et leur Front de salut national (FSN) n'ont pas d'assise stable dans la société.

Le fait que des jeunes et des habitants de Bucarest se soient joints mercredi aux mineurs - ceux-là mêmes qui les frappaient auparavant l'année dernière - montre à quel point leur position est fragile. Celle du premier ministre Petre Roman, qui a offert sa démission jeudi matin, l'est tout particulièrement : c'est lui qui personnellement, aux yeux des Roumains, le programme de réformes économiques mis en place au cours de l'année écoulée, et qui est donc tenu pour responsable des difficultés de la vie quotidienne et d'un taux d'inflation de 200 %, alors que le président Iliescu perdait prédominance ses distances.

Reste à savoir si l'opposition, qui a jusqu'à présent refusé les offres de dialogue du FSN, est disposée cette fois à collaborer avec M. Roman, ou si elle le considère comme trop proche des anciens communistes.

Plusieurs milliers de mineurs, rejoints par des manifestants hostiles à la politique d'austérité du pouvoir, étaient de nouveau rassemblés, jeudi matin, à Bucarest, devant le siège du gouvernement, protégé par des dizaines de véhicules blindés. Les affrontements de la veille avaient fait au moins quatre morts. Le premier ministre, M. Roman, a présenté sa démission pour permettre la formation d'un gouvernement ouvert à toutes les forces politiques « responsables » du pays.

BUCAREST

de notre correspondant

Après une journée et une nuit de violence qui ont fait quatre morts, dont trois policiers, et des dizaines de blessés, les Bucarestois, pleurant dans les rues noyées de gaz lacrymogène, ont découvert, jeudi 26 septembre au matin, dans le centre-ville, un spectacle de désolation. Taches de sang sur le sol, magasins pillés, vitrines brisées, rues jonchées de pierres. Les blindés de l'armée étaient toujours postés autour du siège, noirci du gouvernement ; des milliers de

mineurs, armés de gourdins, de pics, de barres de fer, se trouvaient derrière des barricades, place de l'Université, et criaient : « Nous ne partons pas ! », en promettant une nouvelle journée difficile. Les autorités roumaines, menacées aujourd'hui par la colère des mineurs qui les avaient « sauvées » il y a un peu plus d'un an, tentaient de reprendre le contrôle militaire et politique d'un affrontement explosif qui, selon le président Iliescu, menaçait le « processus démocratique ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Lire la suite page 5

Un entretien avec le ministre du travail

Chômage : M^{me} Aubry dénonce les « faux débats »

Le chômage a diminué de 0,6 % en août, soit 17 700 demandeurs d'emploi en moins : cette baisse rompt avec douze mois de hausse. Dans l'entretien qu'elle nous a accordé, M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, refuse le « faux débat » sur les « faux chômeurs » et leur nombre. Elle annonce un renforcement des contrôles et développe les grands axes de la politique du gouvernement pour favoriser l'emploi.

« Avec près de dix-huit mille chômeurs de moins à la fin août, vous enregistrez la première baisse depuis douze mois. Est-ce un renversement de tendance ou un simple répit ?

« Le chiffre d'août est meilleur. Mais il est essentiellement dû à une baisse de l'inscription des jeunes, qui, cette année, se sont présentés à l'ANPE plus tôt que d'habitude, comme nous l'avons souligné en juin et juillet, mais nous allions encore avoir des mois difficiles. Certains secteurs réduisent leurs effectifs pour des raisons struc-

nelles - je pense à l'électronique, l'automobile, le textile et l'habillement - et d'autres activités subissent quant à elles le contrecoup de la faible croissance.

« La polémique sur les faux chômeurs réapparaît et M. Michel Charasse en dénombre sept cent mille. Il n'empêche que le chômage n'a jamais atteint ce niveau...

« Raison de plus pour ne pas baisser les bras et pour ne pas se lancer sur des faux débats.

Propos recueillis par ALAIN LEBLAUME Lire la suite page 32

Air France supprime trois mille emplois

La groupe Air France poursuit sa restructuration. Le groupe UTA disparaît. Trois mille emplois supplémentaires seront supprimés.

page 31

Les petits actionnaires, une mine abandonnée

Au moment où le gouvernement envisage de nouvelles privatisations partielles, l'intérêt des particuliers pour la Bourse s'émousse lentement.

page 31

AFFAIRES

Les stratégies agroalimentaires

■ Le choix européen ■ Viende : l'impératif de qualité ■ La réussite discrète des pâtes savoyardes ■ Le percée italienne de BSN ■ Lait : une coopérative tentée par le capitalisme

pages 35 à 37

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 42

Lendemain d'émeutes à Kinshasa

Après les pillages du début de la semaine le pire, au Zaïre, est peut-être à venir

KINSHASA

de notre envoyé spécial

Accablés au bastion de MS Ngabila, les bédés vers la Légion regardent, impassibles, se rapprocher la rive d'où surgissent les immenses tours de Kinshasa. Le silence est total. Écrasée par ces quarante-huit heures de liesse destructrice, « Kin-la-Belle » semble s'être endormie. Filant sous le soleil lourd et bas, une pirogue à la coque aussi brune que les remous boueux du fleuve, glisse furtivement le long des quais déserts.

« Pas mal de gens ont essayé de passer en pirogue. Ils avaient peur. Ils espéraient se réfugier chez nous en douce », explique, souriant aux lèvres, un des officiers congolais chargés d'escorter les cent trente légionnaires français en route vers le Zaïre.

« On les a refoulés : il y a assez de problèmes chez nous ; on ne veut pas se laisser envahir ! En commettant leurs pillages, les Zaïrois ont creusé leur propre tombe - ce n'est pas au Congo d'en faire les frais », conclut, plein d'assurance, ce militaire.

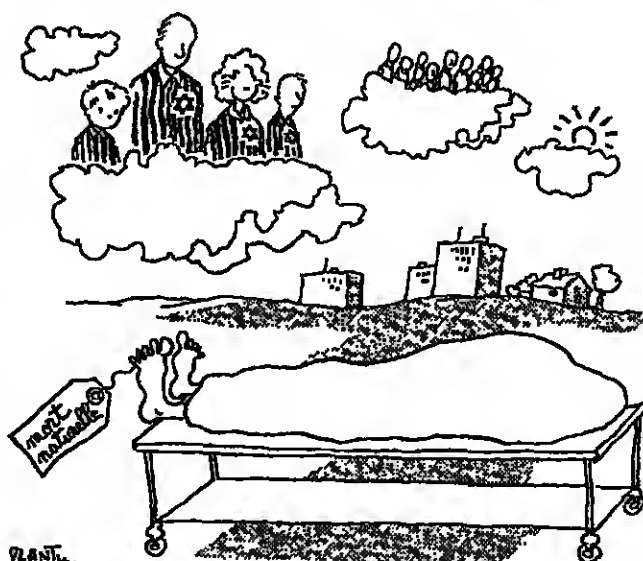
De Brazzaville à Kinshasa, la traversée dure vingt minutes à peine. Quand le bateau accoste, mercredi 25 septembre vers 9 heures, une foule de civils - une petite centaine de personnes, essentiellement des Congolais - attendent déjà en file indienne que le MS Ngabila se vide de ses passagers en treillis pour prendre place à bord et retourner à Braz-

zaville. A l'entrée du « Beach » (le port des voyageurs), sur un gigantesque panneau en bois, des slogans défilent : « Vive la solidarité africaine, la politique de bon voisinage et la coopération internationale ».

Quelques militaires zaïrois sont là aussi, l'air désabusé et le regard absent. « Moi, je ne fais pas de politique, je suis un technicien ; ma spécialité, c'est les blindés », s'empresse de dire un officier, espérant couper court aux questions de la presse étrangère. Il n'en offre pas moins, avec une grande urbanité, des places dans sa voiture pour emmener le petit groupe de journalistes jusqu'au centre-ville.

CATHERINE SIMON Lire la suite page 6

La mort de Klaus Barbie



Lire page 12 l'article de JEAN-MARC THÉOLLEYRE : « La crime sans remède »

Les libraires malades de l'édition

Après la crise du printemps, le livre se porte mieux mais ce n'est qu'un nouveau répit

Les six premiers mois de l'année ont été mauvais pour l'édition française. La crise du Golfe a découragé les lecteurs de la fréquentation des librairies. Pour essayer de rétablir leur trésorerie, éditeurs et libraires ont tiré, selon leurs intérêts immédiats, en sens contraire : les premiers en augmentant considérablement leur production en mai et en juin - plus de 25 % par rapport aux mêmes mois de 1990 - les seconds en procédant à des déstockages massifs. On a pu croire alors que le livre français entrerait dans cette grande crise culturelle et industrielle annoncée depuis des années.

Pour le moment, la rentrée de septembre permet de penser que le malade va connaître un nouveau répit. Pour remplir leurs présentoirs vidés avant l'été, les libraires ont passé de nombreuses commandes ; les éditeurs paraissent avoir résisté à la tentation de faire de plus en plus de livres pour des lecteurs de moins en

moins nombreux ; le public, de son côté, attiré par une brochette de livres de qualité, semble avoir retrouvé le chemin des librairies : on a vendu en une semaine dix mille exemplaires de *Qu'est-ce que la philosophie ?* de Deleuze et Guattari, un ouvrage qui n'est pourtant pas d'abord facile.

Le risque est que cet été indien ne fasse oublier, de nouveau, les graves maladies dont souffrent l'édition et le livre français. Depuis une douzaine d'années, le lectorat a tendance à stagner, voire à reculer, lentement mais inexorablement. Pour limiter cette érosion, il serait nécessaire que les différents acteurs de la « chaîne du livre », auteurs, éditeurs, distributeurs, libraires, travaillent de concert. Pour écrire, publier, acheter et vendre de meilleurs livres.

C'est exactement le contraire qui se passe : pour survivre aux difficultés immédiates, on publie trop - et pas toujours du meilleur - on raccourcit, du même

coup, le temps d'existence des livres. Et les relations entre les éditeurs et les libraires n'ont jamais, malgré quelques exceptions notables, été aussi tendues. M. Patrice Cabart, le médiateur nommé par le ministère de la culture pour essayer de mettre d'accord les parties et de dégager une politique commune, risque de connaître encore bien des nuits blanches.

PIERRE LEPAPE

Lire notre enquête page 21

LIVRES ♦ IDÉES

■ Dossier : 1492, l'ennée folle. ■ Sade dans le vie. ■ En quête d'Abel. ■ Il était une fois. ■ L'ordinaire du réel. ■ La drogue du développement. ■ Ces Catalans qu'on attend. ■ L'un était Bleu et l'autre Gris.

pages 19 et 30

ANTOINETTE VOLODINE
L'ARTO SOLO
MINUIT

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 S ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Arabie-Saoudite, 8 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 Fl. ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KR ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2,3 \$; USA (other), 2,50 \$.

AR

DÉBATS

Politique

Le texte caché

par Jean-Claude Guillebaud

SUR le plupart des logiciels informatiques existe une fonction qui permet de lire - à la demande - le « texte caché », celui qui n'apparaît pas ordinairement sur l'écran. Le « texte caché », c'est un ensemble de codes, de balises informatiques, de marques conventionnelles qui ajoutent un « mode d'emploi » au texte lui-même. C'est le « texte caché » qui permettra donc aux outils dits « périphériques » (imprimante, par exemple) d'effectuer la « vraie » lecture du texte principal. Chacun sait cela : l'informatique est notre deuxième langue maternelle.

La même règle opère, désormais, en politique. Nos énoncés sont des déclarations, lancées des petites phrases à la balistique éjectée et fe-

gnent de s'effaroucher lorsqu'un tohu-bohu d'indignations leur répond.

Ils protestent alors de leur bonne foi et jurent leurs grands dieux qu'ils n'ont fait qu'articuler tout haut ce que tout le monde chuchote. Lorsqu'ils sont malins, ils en rajoutent même en choisissant un ton faussement navré pour déplorer ces « polémiques » et ces « procès d'intention » qu'on opposerait à leur courage et à leur « parler vrai ».

En réalité, ils mentent sur toute la ligne. Pourquoi ? Parce que, au-delà de leurs déclarations *stricto sensu*, existe bel et bien un « texte caché », un signal codé envoyé à l'opinion et dont ils escomptent, mine de rien, un bénéfice. Ils jouent, en somme, sur les deux tableaux : abritant leur supposée bonne foi derrière la rigueur du « texte principal » mais cédant sans pudeur à la démagogie calculatrice dans leur « texte caché ».

Deuxième message

Lorsqu'il dénonce les « faux chômeurs », Michel Charasse énonce une évidence statistique que tout le monde connaît. Mais, par le ton employé, le moment choisi, le « texte caché » en somme, il flatte dans le même temps l'air de poudrière des beaux toujours prompts à stigmatiser les « feignants » et les « profiteurs ». Il fait donc mine de ramener le drame du chômage à une fâcheuse escroquerie aux ASSÉDIC : il met les braves gens de son côté en plaquant les vrais chômeurs du septennat socialiste derrière les faux. Lorsqu'il évoque, pour l'avenir, les risques d'une « invasion » démographique de l'Europe par les peuples venus du Sud ou de l'Est, Giscard d'Estaing traite assurément d'un vrai problème : ces grands mouvements de population, plus ou moins contrôlables, qui se profilent à l'horizon de l'an 2000. Mais par le choix des mots, l'agencement de son article, du *Figaro-Magazine* (cette Marianne en tchador au second plan sur la couverture), le choix du moment, il suggère lui aussi - et sciemment - un « texte caché » assez ignominieux, jouant ainsi sur la peur ambiante, la xénophobie, etc.

Lorsque Edith Cresson évoque,

dans le même contexte, les « charters gratuits » qu'il faudrait mettre en service, elle aborde un problème bien réel : comment renvoyer chez eux les immigrés en situation irrégulière. Il n'empêche que c'est surtout son « texte caché » qui est perçu : voyez, semble-t-elle dire, comment la gauche a musclé son discours et ne répugne plus à l'idée d'expulser les indésirables...

Ainsi de suite pour Chirac (l'« odeur »), Le Pen (le « détail ») et les autres... Ainsi vont les débats du moment. Gâtés par la feinte, faussés par la posture, empoisonnés par les tricheries publicitaires. Après chaque déclaration, désormais, des polémiques se déclenchent qui sont passablement irréelles puisque personne, au fond, ne parle de la même chose. Les uns s'en tiennent au « texte principal » et font mine d'argumenter sérieusement ; les autres visent le « texte caché », soit pour s'en indigner, soit pour s'en réjouir, soit pour s'en approprier - honteusement - l'approuver.

Quant aux sondages d'opinion qu'on déverse aussitôt - comme du pétrole sur un incendie - comme les accordailles - la moindre signification puisque personne ne sait exactement lequel des deux « messages » les malheureux sondés ont reçus ? Le brouillard ne fait en général que s'épaissir un peu plus, tandis que, naturellement, perdurent les fameux « problèmes ».

Une longue lettre à Cicéron

A tout cela, peut-on objecter qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil et que nos politiciens n'ont rien inventé de la démagogie ? Bien sûr. On ne fera pas semblant de croire ici que la ruse politique, l'électorisme, la rhétorique des tribuns sont des phénomènes nouveaux. Citons, pour l'anecdote, une longue lettre écrite voilà deux mille ans à Cicéron par son propre frère et intitulée « Petit manuel de campagne électorale ». Tous les conseils, les ruses, le double langage y sont déjà, au point que nos politiciens d'aujourd'hui tiraient

un grand profit de cette lecture. (Les électeurs aussi...)

Il n'empêche ! Une chose est proprement nouvelle sur ce vieux « front » de la démagogie politique : ce qu'il est convenu d'appeler la médiatisation. Autrement dit, cette révolution notable du « vecteur » qui privilégie les effets d'annonce, les gesticulations télévisées, les sautes d'humeur, toujours aléatoires et parfois dévastatrices. Aujourd'hui, comme on le sait, les médias se sont massivement substitués à ce qu'on appelait jadis les corps intermédiaires (Parlement, etc.). La démocratie se joue désormais en temps réel, sous le feu des sunlights, sans garde-fous ni intermédiaires, entre le public et les artistes.

C'est donc un rapport de type « spectaculaire », direct, émotif, instantané, qui prévaut. Un rapport éminemment propice aux manipulations psychologiques et aux ruses d'annonceurs avisés. D'autant plus avertis, d'ailleurs, que ces techniques dites de communication ont désormais leurs spécialistes, leurs officines, leurs Diafoirus. L'époque, de ce point de vue, consacre le triomphe ambigu du « texte caché » et donne une prime supplémentaire à la ruse sémantique.

Pour quel résultat ? Il est facile à deviner : une dévalorisation progressive du discours politique, une suspicion généralisée, un désarroi des électeurs, une augmentation funeste de l'abstentionnisme. Puisque les mots sont désormais à double sens, puisque chaque discours cache un autre, puisque le « parler vrai » n'est souvent que l'ultime déguisement du « parler faux », on voit bien ce qui, d'un tintamarre à l'autre, s'épuise : la confiance. Cette bonne vieille confiance aux allures ringardes, mais qui demeure la nappe pharaïque d'où la démocratie tire sa force.

Quand baisse le niveau, gare à la sécheresse...

► Jean-Claude Guillebaud est journaliste et éditeur, président de l'association Reporters sans frontières.

BIBLIOGRAPHIE

Une initiation pour les étudiants-citoyens

LE POUVOIR POLITIQUE EN FRANCE

d'Olivier Duhamel.
PUF, collection « L' cycle ».
384 p., 98 F.

L'initiation aux institutions et à la vie politique d'un public d'étudiants (largi d'ailleurs par la légitime curiosité d'autres lecteurs) connaît trois sortes de difficultés.

La première, paradoxale, est qu'il s'agit de destinataires déjà informés comme lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs. A leur rabâcher ce qu'ils savent déjà on les fait bâiller. A les éblouir par le train-train des petites phrases, des grands discours et des jeux télévisés, on les vole.

Et puis... l'entreprise se situe au cœur d'une querelle quasi métaphysique entre extrémistes. Les moins ségés des juristes veulent que le politique se réduise à peu près aux règles de droit qui l'encadrent ; les moins sages des politistes veulent que le droit ne soit qu'épiphénomène, ombre sur le euvre. Pour sortir de cette querelle renouvelée du maître de musique et du maître à danser, il ne suffit d'ailleurs pas de se réfugier dans l'irréalité juste milieu. Il faut démythifier, à chaque pas et sur chaque point, le parti pris pseudo-scientifique qui renvoie la complexité de l'objet pour simplifier la vie de celui qui prétend l'observer.

Enfin, la matière appelle irrésistiblement des jugements sur les valeurs en jeu et sur le mérite des moyens mis à leur service. On ne peut pas écrire sur la démocratie, sur la liberté, sur les élections avec l'impassibilité d'un expert géomètre. Mais il ne faut pas davantage se faire héraut d'un parti, d'une chapelle ou tout simplement d'opinions personnelles pro-

mues au rang de vérités éternelles.

Olivier Duhamel n'est ni le premier ni le seul à avoir connu ces difficultés et à les avoir vaincues. Nombreux sont les livres, dont certains ne sont pas d'une plume universitaire, qui ont eu répondre aux attentes que l'on vient de rappeler. Il faut pourtant dire qu'Olivier Duhamel a gagné son pari avec un singulier bonheur.

Il y a été bien préparé. En 1980, son livre *La Gauche et la V^e République* était au carrefour du droit et de la science politique puisqu'il traitait de l'étendue de la gauche envers les institutions issues de la Constitution de 1958 et du remodelage des pouvoirs par la règle du jeu. Depuis lors, coauteur d'une *Histoire des idées politiques*, d'un *Dictionnaire des œuvres politiques*, d'un *Dictionnaire constitutionnel*, d'analyses annuelles de l'opinion publique, cofondateur et corresponsable de la revue *Pouvoir*, il n'a cessé de réfléchir sur la nature, le contenu et les facteurs du phénomène politique.

Un terrain familier

Ayant à bâtir un ouvrage éblouissant, selon le vœu des programmes universitaires (qui, sur ce point, ne s'écartent pas du sens commun), le théoricien général des institutions politiques, une étude comparative de celles-ci et une analyse du cas français, il débute par un premier volume allant directement, selon son titre, au *Pouvoir politique en France*. Le lecteur y gagne d'être tout de suite sur un terrain familier qui s'élargira dans un autre volume aux perspectives étrangères et aux développements théoriques. Mais un indispensable dépaysement accompagne cette plongée dans l'Hexagone. De page

en page, le lecteur voit préciser, corriger et approfondir la perception « naïve » du fait politique français. Trois grande titres encadrent cette démarche : l'attribution du pouvoir, l'exercice du pouvoir, la limitation du pouvoir.

La matière est d'ailleurs prise dans toute son étendue : le rôle des médias, du système économique, des structures administratives, de la décentralisation, de l'insertion dans l'Europe est pris en compte.

Bien que promises à des développements ultérieurs, les approches théoriques ne sont pas négligées. C'est ainsi que, à propos de la controverse - souvent de mer sur la « nature » de nos institutions, l'auteur distingue avec justesse le régime constitutionnel que l'on peut regarder, après Maurice Duverger, comme « semi-présidentiel » et le système politique indéniablement « présidentiel ».

Sur les sujets litigieux (régime électoral, référendum, deuxième tour, contrôle de constitutionnalité, etc.), Olivier Duhamel expose objectivement les arguments échangés de part et d'autre et prend parti, souvent de façon originale. Il esquisse, par exemple, la possibilité de faire de la seconde Assemblée, qui serait élue à la proportionnelle, une Chambre d'opinion compensant la rigueur des choix majoritaires nécessaires à la formation de l'Assemblée nationale, chambre de décision.

Les citations, les tableaux synoptiques, les graphiques ponctuent les développements et les éclairent. Le tout en quatre cents pages sans page de mouche. Un bon rapport qualité/quantité également cher au cœur du lecteur, étudiant ou citoyen en quête de lui-même.

GEORGES VEDEL

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Les politiques et leurs mentors

Le débat sur le rôle des médias et des sondages dans la vie démocratique a été animé par des publications récentes, dont les revues se font l'écho. D'autres experts exerçant une influence sur le pouvoir politique sont, sur la sellette : la haute administration et les intellectuels.

ES hommes politiques ont la légitimité et le pouvoir. Pourtant, ils n'ont pas le moral. Ils ont de plus en plus le sentiment que leur autorité est grignotée par des concurrents déloyaux. Le *Débat* désigne les rivaux des gouvernants que sont les instituts de sondages, les médias et les technocrates. Mais il souligne aussi que loin de s'animer de leur puissance, ceux-ci sont eux-mêmes saisis par le doute et la tentation bien française à l'autodéniement.

Répondent aux attaques récentes du sociologue « bourgeois » Patrick Champagne (dans son livre *Faire l'opinion*), Gérard Grunberg, chercheur en sciences politiques et ancien conseiller de M. Rocard, s'indigne que les sondages puissent être considérés comme une « manipulation » du corps social.

A ses yeux, ils ont permis d'émousser notre connaissance de la société française et cette forme de consultation des citoyens n'est pas moins démocratique que celle du vote. Mais il reconnaît que l'interprétation et l'utilisation des résultats posent de réels problèmes, de même que les relations entre le sondeur, l'agence qui l'emploie, le client qui paie l'enquête et peut intervenir dans la formulation des questions et le journaliste qui communique les résultats. Et s'il ne s'attend pas sur cet aspect de la question, il était, bien placé, à l'hôtel Matignon, pour observer le trouble que suscitent les sondages dans les comportements des hommes politiques.

Monique Dagnaud, sociologue au CNRS et maintenant membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel, est beaucoup plus explicite sur l'influence des médias, qu'elle a observée de près dans le gouvernement Rocard. *Les hommes politiques* les reconnaissent bien volontiers, écrit-elle. Parmi les éléments qui poussent à une prise de conscience de la gravité d'une question sociale, Michel Rocard cite d'abord le vote administratif (en particulier les préfets), mais aussitôt après : les médias. Bien avant l'opinion des élus politiques ou syndicaux, des élites économiques ou culturelles et loin devant les sondages.

Ce rapprochement dans la sphère du pouvoir conduit-il à une collusion « politico-médiatique », comme certains ouvrages récents tentent de le démontrer ? Les choses ne sont pas si simples et Monique Dagnaud est plutôt frappée par les relations conflictuelles opposant ces deux milieux, qui obéissent à des logiques et à des intérêts contradictoires.

L'inculture des énarques

Du moins les sondeurs et les journalistes se tiennent-ils en dehors des palais ministériels. A l'intérieur, les hommes politiques doivent affronter d'autres concurrents : les technocrates. Il y a longtemps été de mise, en France, de critiquer leur toute-puissance arrogante. Du moins ne mettaient-ils pas en doute leur fidélité et leur sens de l'Etat. Il n'en va plus de même aujourd'hui, avec leur propension à fuir la fonction publique pour le privé, autrement plus lucratif. Mais à ce reproche, Nicolas Tenzer, président du Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique, en ajoute un autre : celui de l'inculture. Certes les énarques sont toujours de bons techniciens dans leur domaine, mais leur manque, estime-t-il, ce qui est de plus en plus indispensable dans un monde en ébullition permanente : la hauteur de vue, la

capacité de synthèse et de recul. Bref, le culture générale. « Soyons direct, écrit-il, sans, en effet, tourner autour du pot : la culture moyenne d'un énarque est extrêmement limitée ». Et il ajoute : « Hormis quelques cas singuliers, l'aptitude au raisonnement abstrait, philosophique, comme à l'analyse rigoureuse et complète de situations complexes, n'existe pas chez des étudiants qui n'ont jamais reçu de cours de philosophie dignes de ce nom ».

Pour Nicolas Tenzer, les élites administratives sont incapables d'avoir la réflexion politique qui permet de mettre en œuvre un grand projet, de définir une stratégie au service d'une politique. En ce sens, l'inculture administrative se conjugue avec l'impéissance des politiques, pour mener une gestion au jour le jour, répondant aux sollicitations des lobbies et des caillots politiques, mais n'ayant rien à voir avec la démarche, devenue mythique, de l'indépendant. D'où le cri de confiance des hauts fonctionnaires que relève Nicolas Tenzer et qui ne prendra fin que si les politiques savent donner un nouvel élan au service de l'Etat.

Cette démolition, Jean-Pierre Rioux la relève également dans le chapitre de *l'Histoire* consacré à « Ces élites qui nous gouvernent » et il y voit la conséquence d'un « affaiblissement des grandes idéologies et des grandes ambitions réformatrices ». Il manque à cette haute fonction publique d'être appelée à se mobiliser pour une grande mission : la modernisation de la société.

« Ni valet ni bouffon »

C'est à une tâche étonnante d'ingénieur social au service du bien public qu'ont participé les sociologues de terrain qu'étudie la revue *Genèses* dans son numéro « Observer, classer, administrer » : l'Anglais Charles Booth, auteur, à la fin du dix-neuvième siècle, d'une carte de la population de Londres, qui devait aider les autorités, inquiètes par les émeutes de chômeurs, à lutter contre la pauvreté ; ou le groupe d'inspiration catholique Economie et Humanisme, dont les enquêtes sur l'habitat devaient, après la dernière guerre, aider le gouvernement à mettre en œuvre sa politique du logement.

Mais les influents d'aujourd'hui, ce n'est plus dans la haute administration ou l'université qu'il faut les chercher, mais dans la finance et la communication, comme le constatent avec tristesse plusieurs des intellectuels interrogés par la revue *Débat*. Invitée à répondre à la question : « Ni valet ni bouffon, quel rôle pensez-vous jouer ? », ces maîtres à penser, qui autrefois faisaient trembler les puissants et dont maintenant on brocardait le « silence », disent leur désarroi. Comment prendre encore publiquement la parole pour condamner ou conseiller, après tout ce que la planète a connu depuis vingt ans et alors que la bruit médiatique a envahi le scène sociale ? Mais certains aussi s'interrogent sur leur légitimité même... c'est-à-dire sur celle de leur œuvre. « Il serait dérisoire d'occuper une position que la société ne reconnaît plus. Aujourd'hui, ce ne sont pas les intellectuels qui n'ont plus de prestige, c'est leur œuvre qui manque, singulièrement, pour évaluer leurs propos », constate avec tristesse le poète et romancier Paul-Louis Rossi.

Ce à quoi Claude Simon répond modestement : « Le rôle de l'écrivain, il me paraît bien clair : écrire du mieux qu'il peut ».

► Le *Débat* n° 66, septembre-octobre 1991. Gallimard, 76 F.

► *L'Histoire*, n° 147, septembre 1991, 31 F.

► *Genèses*, n° 5, septembre 1991, Calmann-Lévy, 85 F.

► *Débat*, n° 57, septembre 1991, Mécanisme de France, 80 F.

TRAIT LIBRE



BOUCHARD PÈRE & FILS

BEAUNE DU CHATEAU



BOUCHARD PÈRE & FILS

هكذا من الأصل

حکذا من الاصل

ÉTRANGER

IRAK : le contrôle des installations nucléaires

Le conflit avec les inspecteurs de l'ONU serait en voie de règlement

Une solution au problème des inspecteurs des Nations unies, retenus contre leur gré à Bagdad, semblait en vue, jeudi matin 26 septembre. Les émissaires de l'ONU n'avaient toujours pas retrouvé leur liberté de mouvement, jeudi en début d'après-midi, mais les irakiens semblaient devoir faire marche arrière dans cette affaire, comme ils l'avaient fait la veille au sujet des patrouilles d'inspection en hélicoptère.

NEW-YORK (Nations unies) de nos correspondants

L'ambassadeur irakien à l'ONU, M. Abdel Amir El Anbari, a remis, tard dans la soirée, une lettre au ton conciliant au président du Conseil de sécurité, M. Jean-Bernard Mérimée. La lettre proposait une formule de règlement du conflit : « A première vue, elle n'est pas mauvaise, et il n'est pas impossible qu'elle puisse déboucher sur une solution, mais peut-être pas demain », a dit M. Mérimée. Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Duménil, a été un peu plus réservé : « L'ambassadeur d'Irak envoie souvent des lettres ; le problème est de savoir si elles sont satisfaisantes », a-t-il déclaré. Depuis mardi, quarante-quatre inspecteurs de l'ONU sont retenus à Bagdad, empêchés par l'armée de quitter leur base tant qu'ils n'auront pas rendu aux autorités une série de

documents portant sur le programme nucléaire militaire irakien et saisi au début de la semaine dans un bâtiment du gouvernement. Les inspecteurs de l'ONU, chargés de surveiller l'application des résolutions sur le cessez-le-feu en Irak, estiment que ces documents sont essentiels à l'exercice de leur mission dont l'objet est, notamment, de s'assurer que Bagdad se défilait de toutes les armes de destruction massive et ne cherche pas à en fabriquer d'autres. Selon le Washington Post, ce sont les informations fournies par un transfuge irakien qui ont permis aux inspecteurs de l'ONU de mettre la main sur cette série de documents donnant d'amples précisions sur le programme nucléaire de l'Irak. Les irakiens affirment que ces documents concernent les dossiers personnels de nombreux scientifiques et que leur divulgation pourrait mettre ces personnes en danger. Jusqu'à présent, le gouvernement du président Saddam Hussein disait ne pas vouloir négocier sur cette affaire et accusait le chef de la mission de l'ONU, M. David Kay, d'être un « agent de la CIA ».

Le contenu de la lettre irakienne n'avait pas encore été rendu public dans la nuit de mercredi à jeudi. Selon de bonnes sources, l'Irak proposait une manière de compromis. Les parties intéressées devraient ensemble un procès-verbal identifiant et faisant l'inventaire de tous les documents. Après quoi, les inspecteurs seraient libres de s'en aller en emportant leur précieux matériel. Pour s'entendre sur les

détails de ce règlement, l'Irak propose que M. Rolf Ekens, le diplomate suédois président de la commission spéciale de l'ONU sur l'application du cessez-le-feu, se rende dans les quarante-huit heures à Bagdad. Le Conseil de sécurité devrait incessamment étudier la proposition irakienne.

Préparatifs militaires américains

Quel que soit son sort, elle manifeste un changement de ton à Bagdad, comme si le régime baasiste avait décidé de céder devant la détermination du Conseil de sécurité et les gestations militaires des États-Unis. L'Irak avait effectué une première volte-face la veille en acceptant que les hélicoptères des inspecteurs de l'ONU puissent survoler tout le territoire irakien et sans condition. Américains, Britanniques et Français, notamment, ont fait savoir qu'ils considéraient que l'« acceptation » irakienne était bel et bien « inconditionnelle ». Le Conseil pourrait prochainement « tester » la bonne volonté de Bagdad en envoyant une mission militaire surveiller le désert irakien à l'emplacement de sites militaires.

Depuis une semaine, les États-Unis avaient haussé le ton à l'encontre du président Saddam Hussein, qui paraissait vouloir éprouver la réaction des Occidentaux sur ces deux affirmes, les hélicoptères et les documents. Mercredi, une réunion spéciale des conseillers du président George Bush pour les questions de sécurité a eu lieu à la Maison Blanche. « Toutes les options

restent ouvertes » pour faire face à la situation, a averti le porte-parole de la présidence, M. Martin Fitzwater. Les forces américaines dans la région - 27 bâtiments dont 100 porte-avions, près de 40 000 hommes - peuvent entrer en action « à très bref délai » et pour des missions les plus diverses, avait expliqué le général Colin Powell, chef d'état-major interarmes.

Pour donner un peu plus de crédibilité encore à ces mises en garde lancées avant que Bagdad ne commence à faire marche arrière, des sources officielles américaines ont fait savoir que le général Charles Horner, l'homme qui commanda la flotte de 1 200 avions mobilisés lors de l'opération « Tempête du désert », pourrait être renvoyé en Arabie saoudite si nécessaire.

Comme prévu, un pont aérien a été mis en œuvre depuis une base américaine en Allemagne pour acheminer une centaine de missiles anti-missiles Patriot en Arabie saoudite ainsi qu'un contingent de 1 300 hommes destinés à servir ces batteries. Y a-t-il eu débat, désaccord, au sein de la hiérarchie saoudienne à ce sujet ? La question relève encore de la spéculation, mais ceux de commentaires ont noté que le prince Khalid Ben Sultan Ben Abdallah, chef des forces aériennes royales, a annoncé sa démission dès que fut connue la décision américaine sur les Patriot.

ALAIN FRACHON et SERGE MARTI

La réunion du « Parlement » de l'OLP à Alger

Deux personnalités palestiniennes des territoires occupés appellent à participer à la conférence de paix

ALGER de notre envoyée spéciale

Le Conseil national palestinien (CNP, ce parlement en exil) a vécu un grand moment, dans la nuit du mercredi 25 au jeudi 26 septembre, avec l'audition de M. Fayyad Hussein et M. Haneen Ashraoui, les deux personnalités des territoires occupés par Israël qui négocient depuis le début de l'initiative de paix américaine avec le secrétaire d'État, M. James Baker et qui ont lancé un vibrant appel pour une participation palestinienne à la conférence de paix.

Si fallait encore une preuve que les Palestiniens sont bien mandatés par l'OLP et parlent en son nom, elle a ainsi été donnée. Même si, pour les protéger formellement des rigueurs de la loi israélienne - qui interdit sous peine de prison tout contact avec une « organisation terroriste » (ce qu'est l'OLP pour Israël) - personne, hormis les membres de la commission politique du Congrès n'a pu les voir et donc apporter la preuve tangible de leur présence.

Pour respecter ces arifices qui a été négocié, selon toute vraisemblance, avec l'administration américaine et qui ne manquera pas de déclencher quelques polémiques en Israël, M. Anfat avait demandé des strictes consignes de discrétion aux membres de la commission et, au milieu de la nuit, rares étaient ceux qui acceptaient même de confirmer le fait.

Le choc et l'émotion visibles sur les visages en étaient toutefois la meilleure preuve, et, semble-t-il, plus que l'exposé des deux personnalités sur leurs diverses rencontres avec M. Baker, c'est leur témoignage du vécu de l'intifada qui a bouleversé les délégués. Le secret de la venue de M. Hussein et de M. Ashraoui avait été en effet bien gardé, et, alors même que l'information de leur arrivée à Alger, venant de Paris, était confirmée de très bonne source, la plupart des parlementaires palestiniens ont été surpris.

Cette présence est un grand coup politique pour M. Anfat, qui d'aurait pu faire mieux pour convaincre les opposants à la participation à la conférence de paix. Les nouveaux arrivants leur ont permis d'entendre le seul témoignage de première main

qu'ils peuvent avoir sur l'état des négociations, et surtout sur le climat dans lequel celles-ci se déroulent, donc ce que les Palestiniens peuvent en espérer.

Déjà le chef de l'OLP était lui-même monté au créneau mercredi en fin de matinée pour répondre à huis clos aux partisans de la non-participation, en leur faisant valoir que les États-Unis avaient, au fil des rencontres et des négociations, amélioré les conditions de la participation palestinienne. M. Anfat avait notamment fait état de quatre « progrès » dans la lettre d'assurances américaine. Le mot « peuple » a ainsi été ajouté. Cette revendication était fondamentale pour l'OLP car elle décollait les droits d'une nation. D'autre part, la question de Jérusalem pourra être soulevée par les représentants palestiniens dès le début de la négociation et non plus dans sa deuxième phase. Troisième, les tractations finales sur le statut des territoires occupés par Israël auront lieu non pas trois ans après l'octroi de l'autonomie, mais dès la fin de la deuxième année. Enfin, pour répondre à l'exigence de l'OLP de voir reconnaître le droit à l'autodétermination ou au minimum que rien ne ferme la porte à cette revendication, les États-Unis ont accepté une formulation qui accorde aux Palestiniens la possibilité de gérer leurs affaires et de contrôler leurs ressources naturelles.

M. Anfat avait, d'autre part, souligné que les négociations se poursuivent toujours, laissant ainsi entendre que d'autres améliorations étaient possibles. M. Hussein et M. Ashraoui doivent d'ailleurs se rendre « très prochainement » à Washington ou à New-York. En fait, s'il ne semble plus faire de doute que le CNP va adopter des résolutions qui permettront à une délégation palestinienne, quelle que soit sa forme, de participer à une conférence de paix, la difficulté va consister maintenant à rédiger celles-ci de telle manière qu'elles puissent recevoir la plus large adhésion possible.

FRANÇOISE CHIPAUX

ISRAËL : les tractations sur les échanges de prisonniers

Jérusalem met en cause l'attitude de l'Iran

JÉRUSALEM de notre correspondant

L'homme-clé pour l'éventuelle libération d'un nouveau groupe de prisonniers chiites libanais par Israël est nommé. Ron Arad. Il est l'un des sept soldats disparus ces dernières années dans des opérations israéliennes en Liban sud et le seul, croit-on, savoir les autorités de l'Irak, à être encore en vie. Des informations égrées quant au sort de ce jeune aviateur de trente-trois ans pourraient ouvrir la porte à certains des trois cent et quelques prisonniers chiites libanais

qu'Israël détient. Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, l'a répété, mercredi soir 25 septembre, à Jérusalem : « Il n'y a pas de malin, dans ce cas, que nous aurons obtenu les informations que nous avons demandées sur le sort de nos disparus, nous libérerons tous ceux que nous avons promis de libérer ». En attendant, comme le laisse entendre M. Uri Lubrani, le négociateur israélien des affaires délicates, « la balla est aujourd'hui dans le camp des preneurs d'otages ». Discrétion oblige, il est bien évidemment difficile de savoir où en est exactement la médiation entreprise par

le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, à propos des otages, des disparus et des prisonniers du Proche-Orient. Les négociations continuent dans le couloir.

La libération mardi de l'ancien pilote britannique Jack Mann avait pu donner l'impression que le processus général d'échanges, après un temps d'arrêt, était reparti dans la bonne direction (le Monde du 26 septembre). Et M. Shamir lui-même se montrait assez confiant, allant jusqu'à déclarer publiquement, le même jour, son espoir de « pouvoir annoncer très bientôt une bonne nouvelle au pays ». Et puis, mercredi

après-midi, nouveau temps d'arrêt : « rien ne bouge », se plaint le chef du gouvernement devant la presse. Un peu plus tôt dans la journée, c'est M. Danny Naveh, porte-parole du ministère de la défense, qui « a mis les points sur les i : le blocage, selon lui, vient de l'Iran, qui, malheureusement, n'a pas encore tenu son engagement de nous fournir des informations claires et non équivoques sur le sort d'un de nos disparus, Yossi Fink ».

Le fantasma de cette question était tombé dans une embuscade en février 1986, dans le sud du Liban, avec un compagnon, le soldat Rahmim Al Sheikh. Pour ce dernier, pas de doute, Israël a reçu les preuves de sa mort. Pour Yossi Fink, en revanche, « l'Iran (en tant que protecteur-inspirateur du Hezbollah libanais, dont les maquisards étaient à l'origine de l'embuscade tendue aux deux soldats israéliens) a transmis des informations insuffisantes pour établir son sort avec certitude », a affirmé M. Naveh. Or, selon lui, Israël a déjà en quelque sorte « payé d'avance » pour ces informations avec, entre autres, la libération de 51 prisonniers chiites libanais le 11 septembre dernier.

PATRICE CLAUDE

M. Lévy estime avoir dissipé la tension entre Israël et les États-Unis

Après un entretien à New-York avec le secrétaire d'État américain, M. James Baker, le ministre israélien des affaires étrangères, M. David Lévy, a estimé, mercredi 25 septembre, avoir considérablement atténué la tension entre Israël et les États-Unis au sujet de la convocation d'une conférence de paix au Proche-Orient. « Nous pouvons dire que toutes les ombres qui planaient entre nous et les États-Unis ont été dissipées et qu'un meilleur climat s'est dégagé de ces discussions », a déclaré M. Lévy. Plus réservé, un haut responsable américain qui a requis l'anonymat a

affirmé que la rencontre avait « probablement contribué et contribuera à dédramatiser l'atmosphère », sans fournir d'indication concrète sur les progrès accomplis.

M. Lévy a confié à des journalistes israéliens qu'il avait obtenu du secrétaire d'État la promesse que ce dernier ne prendrait pas le gouvernement de Jérusalem par surprise en lançant des invitations à la conférence tant que la « lettre d'assurances » américaine à Israël ne serait pas prête. Ce document pourrait être transmis dans les tout prochains jours. - (AFP)

A TRAVERS LE MONDE

HAÏTI
Le Père Aristide propose aux Nations unies « dix commandements démocratiques »

Le nouveau président haïtien, le père Jean-Bertrand Aristide, a proposé mercredi 25 septembre à l'ONU « dix commandements démocratiques » qu'il a appelés « les dix jalons lumineux ». Du haut de la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU où il s'exprimait pour la première fois depuis son élection en décembre dernier, le Père Aristide s'est voulu le chef de la liberté, de la démocratie, de la défense des droits de l'homme, du droit de manger et de travailler, mais également de la défense de la diaspora haïtienne.

A cet égard, il a accusé la République dominicaine de pratiquer des « violations flagitantes »

des droits de l'homme à l'égard des Haïtiens. Plus jamais, nos seurs et frères haïtiens ne seront vendus pour transformer leur sang en sucra amara, a-t-il lancé. Quelque cinquante mille Haïtiens ont été expulsés de la République voisine, a-t-il dit, expulsion pour laquelle il demande réparation.

SALVADOR
Signature de l'accord de paix entre le gouvernement et la guérilla

La secrétaire générale de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a conclu avec succès, mercredi 25 septembre, ses efforts de médiation entre le gouvernement et la guérilla salvadoriens, avec la signature d'un large accord jetant les bases pour mettre rapidement un terme à la guerre civile qui a fait environ soixante-quinze mille

morts dans ce pays en onze ans (le Monde du 26 septembre).

Le document, signé au siège de l'ONU, comprend des accords sur la réduction et l'épuration des forces armées, sur la création d'une police nationale civile, sur divers problèmes socio-économiques et sur la composition d'une commission nationale de paix qui sera chargée de superviser le processus. Le document octroie en outre à la guérilla du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) des garanties pour son intégration à la vie civile. Les négociations entre le président du Salvador, M. Alfredo Cristiani, et les cinq chefs du FMLN avaient débuté il y a dix jours au siège de l'ONU. Après la signature de cet accord historique, les négociations pour mettre un terme définitif à la guerre civile reprendront à la mi-octobre au siège de l'ONU pour approuver un calendrier de cessez-le-feu et mettre au point un mécanisme de contrôle de son application. - (AFP)

EN BREF

CHINE : deux cent seize morts dans un glissement de terrain. - Des pluies diluviennes ont provoqué une gigantesque coulée de boue qui a entraîné la mort de deux cent seize personnes et enterré sous ses débris une zone de 2 kilomètres carrés, lundi 23 septembre, dans la province méridionale chinoise du Yunnan. La catastrophe de lundi intervient à l'issue d'une saison des pluies particulièrement meurtrière qui a déjà fait plus de deux mille morts, essentiellement dans l'Est et le Nord-Est, selon un bilan provisoire communiqué en août par les autorités. - (AFP, AP, Reuters)

CORÉE DU NORD : un programme d'armement nucléaire serait en cours. - Un journal sud-coréen a révélé, mercredi 25 septembre, que

la Corée du Nord avait demandé l'assistance de Pékin pour se doter de l'arme nucléaire. Le Japon a fait savoir qu'il estimait très préoccupantes de telles informations. Washington aurait récemment envoyé à Tokyo trois experts de la CIA pour avertir les officiels japonais que la Corée du Nord était en mesure de produire actuellement l'arme nucléaire. - (AFP)

JAPON : première tournée asiatique d'un empereur nippon. - Akihito et l'impératrice Michiko ont quitté Tokyo jeudi 26 septembre pour un voyage de onze jours en Asie, la première jamais effectuée par un empereur du Japon, avec pour principal objectif de promouvoir « une nouvelle diplomatie » et de faire oublier le passé de conquêtes japonaises dans cette région du monde.

L'empereur Akihito, cinquante-sept ans, qui a succédé à son père Hirohito en janvier 1989, se rendra successivement en Thaïlande, en Malaisie et en Indonésie. - (AFP, Reuters)

PAKISTAN : deux Américains condamnés pour vol sans autorisation. - Deux Américains, convertis à l'Islam, vont être amputés chacun de la main droite et du pied gauche pour vol dans une banque au Pakistan, selon un jugement prononcé, mercredi 25 septembre, par un tribunal spécial de Peshawar. Les deux hommes, âgés respectivement de trente-deux et trente ans, ont également été condamnés à plusieurs peines de prison et seront expulsés du Pakistan à l'issue de leur détention, d'une durée minimale de cinq ans. - (AFP)

LA RECHERCHE

LES PREMIERS FEUX DE FORÊT • L'ÉLECTRONIQUE DANS L'ESPACE
LA CICATRISATION DES BLESSURES • L'INTELLIGENCE DES BÉBÉS



LA GÉNÉTIQUE ET L'ORIGINE DE L'HOMME

RECHERCHE

PUBLIE DANS SON NUMÉRO D'OCTOBRE UN DOSSIER SUR :

LA GÉNÉTIQUE ET L'ORIGINE DE L'HOMME

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- L'intelligence des bébés.
- L'électronique dans l'espace.
- La cicatrization des blessures.
- Les premiers feux de forêts.
- Le tiers monde malade du tabac américain.

N° 236 - OCTOBRE 1991 - 35F

EN VENTE EN KIOSQUE

EUROPE

Alors que la conférence de paix reprend ses travaux à La Haye

La Serbie, la Croatie et l'armée fédérale veulent consolider le cessez-le-feu

Les signataires de l'accord de cessez-le-feu conclu le 17 septembre à Igalo (Monténégro), en présence du médiateur européen lord Carrington, se sont de nouveau rencontrés, mercredi 25 septembre, à Belgrade. Le président croate, M. Franjo Tudjman, son homologue serbe, M. Slobodan Milosevic, et le ministre fédéral de la défense, le général Veljko Kadijevic, sont convenus qu'il était « indispensable d'assurer et de stabiliser la paix en Yougoslavie par un cessez-le-feu absolu, premier préalable à une issue politique de la crise yougoslave ».

Les trois leaders ont par ailleurs estimé que « la conférence de paix de La Haye contribuera à un règlement pacifique et équitable de la crise yougoslave si elle renonce à imposer par la force une solution politique ».

BELGRADE

de notre correspondante

Les trois principaux protagonistes réaffirment leur intention de régler pacifiquement la crise mais le cessez-le-feu en Croatie est loin d'être absolu. Si la trêve est

effective dans de nombreuses zones de combat, de violents affrontements se poursuivent dans plusieurs villes de Slavonie et de Dalmatie.

En dépit de l'accord de dimanche selon lequel le ministre fédéral de la défense avait ordonné à l'armée fédérale la cessation de toute attaque et de tout mouvement de troupes, le commandant de la première région militaire, (qui couvre la Serbie et l'est de la Croatie) a déclaré mercredi soir avoir pris « des mesures décisives pour libérer les unités et les casernes fédérales encerclées qui sont situées en Slavonie orientale ».

Selon le communiqué, cette décision a été prise après quarante-sept violations du cessez-le-feu par les forces armées croates. L'aviation yougoslave a été utilisée dans cette région, notamment lundi matin, contre la petite ville de Knin, qui commande la première région militaire, ont annoncé des mesures semblables avec l'appui de l'aviation, pour libérer les casernes de Zadar.

Alors que les conflits sanglants de ces derniers mois ont porté un coup fatal à la fédération yougoslave, les institutions de ce pays qui « n'existent plus que sur le papier », sont totalement paralysées. La présidence fédérale, la plus haute instance de l'Etat yougoslave, reste divisée par des querelles intestines et ne parvient plus à se réunir au grand complet depuis le 7 septembre.

Quant au gouvernement fédéral qui est privé d'un grand nombre de ses ministres après le départ des Slo-

lètes, des Croates et des Macédoniens, il a perdu toute

légitimité dans le pays et continue à faire l'objet de très vives critiques. Alors que l'un des membres du cabinet, le ministre de la défense, avait accusé le premier ministre, M. Ante Markovic, d'avoir contribué à la désintégration du pays, le vice-président du gouvernement serbe, M. Kostic, considérait mercredi que « de facto le gouvernement fédéral n'existe plus ». Plus virulent, le représentant de la Voïvodine à la présidence yougoslave, M. Jugoslav Kostic, considérait au premier ministre de démissionner, faute de quoi « il risquerait d'être écarté physiquement ».

Le réveil des Albanais du Kosovo

En réponse à ces menaces le gouvernement Markovic a annoncé mercredi qu'il envisageait de quitter Belgrade, siège officiel de la fédération.

Après un silence forcé de près d'un an, la minorité albanaise, largement majoritaire au Kosovo, lancerait-elle un nouveau défi aux autorités serbes ? Le 5 juillet 1990 le pouvoir central de Belgrade avait dissous le Parlement du Kosovo qui venait de promulguer sa propre Constitution, donnant à cette province du sud de la Serbie un statut pratiquement semblable à celui des autres Républiques de la fédération.

Depuis le Kosovo a opté pour la résistance passive, évitant ainsi pendant près d'un an les violentes représ-

sions policières qu'il avait connues durant près d'une décennie. Dans le plus grand secret, le Parlement désormais clandestin, votait, dimanche 22 septembre, « une résolution sur la souveraineté et l'indépendance de la République du Kosovo » et décidait d'organiser un référendum visant à la légitimer.

Dans la journée de mercredi, tous les partis albains de Yougoslavie ont approuvé la résolution du Parlement local et appelé leurs adhérents à se rendre aux urnes. L'Union des syndicats indépendants albains a soutenu cette initiative tout en mettant en garde contre des risques de répression de la part des autorités serbes. Entre mercredi 26 et lundi 30 septembre les habitants du Kosovo, dont 92 % sont de souche albanaise, devront se prononcer pour ou contre « la souveraineté et l'indépendance de la République du Kosovo en tant qu'Etat qui pourra, en toute liberté et en toute égalité de droit avec les autres Républiques, s'associer à une alliance d'Etats souverains dans le cadre de la Yougoslavie ». Selon les organisateurs de ce référendum, les bulletins ont été imprimés en albanais, en serbo-croate et en turc. Ils ont par ailleurs prévu le vote à domicile en présence d'observateurs étrangers, si les autorités serbes venaient à interdire la consultation.

Bien qu'il n'y ait pour l'instant aucune réaction officielle, les milieux serbes et monténégrins, minoritaires au Kosovo, estiment que cette nouvelle résolution prise par un Parlement illégal, relève soit de l'illusion, soit de la provocation.

FLORENCE HARTMANN

Après la proclamation de l'indépendance de la Macédoine

La Grèce, inquiète des tensions dans les Balkans, cherche des alliés

ATHÈNES

de notre correspondant

Le premier ministre bulgare, M. Dimitar Popov, a achevé, jeudi 26 septembre, une visite de travail de trois jours à l'invitation de son homologue grec, M. Constantinos Mitsotakis, au cours de laquelle ont été réaffirmées « les étroites relations d'amitié gréco-bulgares ». Samedi dernier, une réunion régionale quadripartite (Grèce, Bulgarie, Roumanie, Serbie) destinée à examiner les évolutions de la crise yougoslave, avait été reportée sine die.

Alors que la région est en ébullition, MM. Popov et Mitsotakis ont tenu à remettre les pendules à l'heure et à réaffirmer que l'axe Sofia-Athènes représente un « facteur de stabilité ». Ils ont décidé « de travailler ensemble pour assurer la coopération et la paix dans la région » et sont convenus de signer tout prochainement à Sofia, lors d'une visite du chef du gouvernement grec, « un accord de coopération, de bon voisinage et d'amitié ».

Cette mise au point était nécessaire à Athènes où le report de la réunion de samedi, à la demande de la Bulgarie, a laissé un goût amer. Cette rencontre se tiendra à un moment opportun et sera élargie à d'autres pays des Balkans, ont affirmé sans plus de détails les deux chefs de gouvernement.

La Bulgarie, selon des sources grecques, a demandé le report de la réunion à la suite de pressions exercées par l'Italie et l'Allemagne, désireuses toutes deux de jouer un rôle dans la région, et qui n'estiment pas opportun que soit offerte une telle tribune à la Serbie. La présence du président serbe, M. Slobodan Milosevic, à la même table que M. Dimitar Popov aurait également été néfaste pour les dirigeants bulgares à la veille des élections du mois d'octobre et le président Jelko Jeleu a donc préféré reporter la réunion.

La Grèce, seul pays de la Communauté européenne membre de la péninsule balkanique, « doit conserver le droit de prendre des initiatives pour la paix dans la région ». Ces initiatives sont « nécessaires », ont souligné les membres du gouvernement grec à l'adresse de la CEE. Concernés au premier chef par la crise yougoslave, ils se sentent dans cette affaire relégués au rang de parents pauvres par la Communauté.

Déjà confrontée à la pression de la Turquie sur sa partie orientale (le différend porte sur la minorité musulmane de Thrace), la Grèce se



sent maintenant directement menacée à sa frontière nord par les visées nationalistes des slavo-macédoniens de Skopje qui revendiquent l'existence d'une « nation macédonienne » présente, selon eux, en Bulgarie et Grèce.

« Une invention »

A Athènes, on rappelle que la République yougoslave de Macédoine a été créée de toutes pièces en 1943 par Tito comme Etat-tampon visant à limiter la puissance de la Serbie vers le sud. En 1944, Skopje a créé une langue écrite slavo-macédonienne, faite de bulgare et de serbe, soulignent les experts du ministère grec des affaires étrangères.

Pour les Grecs, la Macédoine yougoslave (composée notamment de Slavo-Macédoniens, d'Albanophones, de Turcophones, et de Serbes) est « une invention ». Elle ne peut en aucun cas revendiquer une partie du territoire grec. Le chef de la diplomatie hellène, M. Antonis Samaras, a clairement signifié qu'il n'était pas question que son pays reconnaisse un Etat « portant le nom historique grec de Macédoine ». Ce serait, a-t-il ajouté, « une altération de notre histoire et de notre culture ».

Sofia, de son côté, qui voit d'un mauvais oeil la possibilité d'extension de la Serbie vers le sud, a reconnu immédiatement l'indépendance de la République de Macé-

doine, proclamée le 15 septembre, sans toutefois accepter la option de « nation macédonienne ». Une large majorité de Bulgares considèrent que les « Macédoniens » sont en fait des Bulgares et beaucoup d'entre eux sont favorables à une unification entre la Bulgarie et la République de Macédoine.

« Depuis le dix-neuvième siècle, la question macédonienne a bouleversé la région, on a peur que ça recommence », s'inquiètent les diplomates grecs. Conscient des dangers, Athènes cherche donc des amis en voulant impulser un dialogue régional avant que les meches de la poudre ne se rallument.

DIDIER KUENZ

Plus vite, moins cher !
1000 véhicules en stock permanent.
Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite !

NEUBAUER

vend et loue des PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎ 42.93.59.52

• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68 • 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

QUOI DE NEUF à 10 ?
un regard unique sur les faits divers
par Claude SERILLON

avec la chronique d'André BALLAND (les années 60) et la chronique politique de Kathleen EVIN

France inter

ÉCOUTEZ, ÇA N'A RIEN À VOIR.

QUOI DE NEUF à 10 ?
9h
Claude Sérillon

هكذا من الأصل

Malgré les critiques concernant l'accord sur le Haut-Karabakh

M. Levon Ter-Petrossian est largement favori pour l'élection présidentielle du 16 octobre en Arménie

Haut-Karabakh et la situation des populations arméniennes ligées de la région à ce moment, celle-ci est sous administration militaire, c'est vivement critiqué par l'opposition «nationaliste». Cette dernière est opposée tout autant que ce compromis, s'il préconise «le droit à l'autodétermination des peuples» Haut-Karabakh, ou celle qui se prononce «l'autodétermination de la région» ministres de l'intérieur et de la défense soviétiques», ne fait aucune référence aux forces spéciales azéridjanaises qui ont été spécialement le fer de lance de la répression contre les Arméniens.

Pour Parouzy Haykavian, une des figures marquantes de cette opposition puisqu'il a été l'un des premiers opposants au régime soviétique, «l'essentiel reste le droit à l'autodétermination des populations du Haut-Karabakh : c'est à eux de décider de leur avenir, et non pas à nous, sans aucune concession sur ce point, nous courons à l'échec».

«Une autre critique de l'opposition touche-ou point important, mais pour le moment insoluble, du débat en cours sur l'avenir de la Fédération soviétique. «Mais que veut dire soviétique ? interroge erémeur, le mot soviétique n'est qu'un prétexte, qui sert à masquer le fait que seules les troupes soviétiques pourront demeurer dans le

Haut-Karabakh, n'y a-t-il pas un moyen d'obtenir une solution satisfaisante pour les troupes d'Azerbaïdjan ?

**Autorité
légale**

Le président Levon Te-Petrosian sait bien que le compromis de Iézenovodsk comporte un certain nombre de concessions. Notamment sur les forêts, sur les terres, puis sur la bataille des heures durant pour que leur évacuation soit mentionnée par le communiqué. En vain. « Mais, ajoute-t-il, la commission de contrôle russo-karakhé qui va être instituée devra décider du caractère légal de ces territoires, puis des troupes de Haut-Karabakh. Pour le président de la République, l'essentiel reste que le Haut-Karabakh, « qui n'avait plus aucune garantie de sécurité, qui était soumis à un pouvoir militaire dépendant de l'Azerbaïdjan, retrouve une autorité légale ».

Levon Te-Petrosian précise qu'il avait lui-même demandé à Boris Eltsine de confier une mission de médiation avec le président de Karabakh au car. « d'un point de vue

psychologique », il était important qu'il fût chrétien. Le Russe et le aïteul musulman (le Kazakhstani) aident les Arméniens (chrétiens) et les azéris (musulmans) à s'entendre.

Quant à son avenir présidentiel, Levon Ter-Petrossian semble l'envisager avec confiance, au vu des résultats du référendum. Indéniablement, sa popularité est considérable et on le voit mal, pour le moment du moins, trébucher lors de l'élection présidentielle. D'autant plus que celui qui passait pour son principal concurrent, le premier ministre, M. Vazgen Manoukian, a décidé, pour des raisons purement politiques, de démissionner de son poste de renoncer à briguer la magistrature suprême. « Des passions maladroites, a-t-il expliqué, s'écroulent et cela peut avoir des conséquences fatales pour les destinées de l'Arménie. Nous ne sommes pas encore arrivés au point de ne plus savoir gouverner une libre civilisée pour le pouvoir ».

Quant à sa démission, il la justifie par son désaccord avec le président Ter-Petrossian sur la nature des liens, trop étroits selon lui, que ce dernier entend cooérvier avec l'URSS.

JOSÉ-ALAIN FRALON

JOSÉ-ALAIN FRALON

Membres d'un « comité politique consultatif » auprès de M. Gorbatchev

**MM. Chevardnadze, Iakovlev et Soltchak
vont mener les négociations
avec les Républiques baltes**

M. Edouard Chevardnadze, l'ancien ministre des Affaires étrangères, élu comme membre d'un Conseil politique consultatif auprès du président soviétique par un décret qui a signé, mercredi 15 septembre, M. Gorbatchev, a apporté l'agence Tass.

Fonctionnement partie de ce nouvel organisme, sur lequel aucune précision n'est fournie.

M. Sergueï Iakouchine, le président du KGB, Alexandre Iakovlev, l'ancien conseiller de M. Gorbatchev, lui avait abandonné ses fonctions quelques jours avant le putsch.

Le colonel Sobor, Gavril Popov et le général Dmitri, ministre de Moscou, Saint-Petersbourg, Evgeny Iakovlev, président de la radio-télévision soviétique, Evgeny Velikhoi et Nikolai Petrakov, anciens conseillers du président soviétique, et Igor Rykov, président de la commission scientifique du parlement fédéral.

Trois membres de ce comité ont

été couronné le même jour à la fête des délégations qui vont se constituer par région avec les pays baltiques, et les problèmes liés à la reconnaissance de leur indépendance », annonce l'agence Tass. Ces trois personnalités, qui devront « présenter dans un délai d'une semaine des propositions sur la composition des délégations, les modalités et le déroulé des négociations », sont : le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, le ministre du Substitut pour l'estonien et Chevardnadze pour la Lituanie.

L'ancien ministre des affaires étrangères, qui a pris la parole mercredi devant quelques milliers de personnes venues soutenir M. Gavrill Popov, a dénoncé « les *magasins-vides* et « l'inflation de 2 à 3,5 % par semaine », « ce ne veut pas dramatiser, mais ce que l'on passe aujourd'hui, m'inquiète [...] Des éprouves difficiles nous attendent, mais nous devons aller de l'avant, d'appeler, à tous les délégués, à se rassembler autour d'une plate-forme unique... » (AFP, Tass).

Trois membres de ce comité ont

Le pouvoir roumain est ébranlé...

Suite de la première page

Après d'inefficaces appels à la raison de la part du chef de l'Etat et une condamnation « ferme » mais sans effet par le Parlement, la radio, et la télévision ont annoncé jeudi, peu après 1 heure du matin, que le Conseil suprême de la défense, réuni d'urgence par M. Ilescu, venait d'autoriser l'intervention de l'armée aux côtés des forces du ministère de l'Intérieur pour rétablir l'ordre, « assurer la défense des objectifs importants du pays, des citoyens et de l'Etat de droit ».

Contre-attaquant sur le terrain politique, le président Iliescu et son premier ministre, M. Petru Roman, qui a vu, mercredi, son palais attaqué par près de quatre mille militaires en grève de la vallée du Jiu (dans le centre du pays), ont annoncé qu'ils «désengageraient les prochaines élections pour la formation d'un nouveau gouvernement, d'ouverture nationale». Ce nouveau cabinet, encore hypothétique, devrait assurer «d'ores et déjà» de meilleures conditions de paix publique, l'ordre et droit, et la poursuite du processus de démocratisation et de réformes, précise le communiqué officiel.

Un gouvernement, aux contours encore flous, dont MM. Niescu et Roman ont toujours rêvé mais dont l'opposition, violemment réprimée en juin 1990 par les mêmes mineurs - qui « défendaient » alors le pouvoir - n'a jamais voulu faire partie. Elle existait, comme le font aujourd'hui les « gueules noires » du Jiu, mécontentes de la nouvelle politique d'austérité du premier ministre le départ de M. Roman.

Dans le centre de Bucarest, criait-il : « *Voiți să paroni pașii* ! » (« *Ai bze lițicu e Roman* »), des centaines de mineurs en vêtements de travail noircis par le charbon, lampe et casque de foud sur la tête, soutenus par de jeunes manifestants, se précipitaient vers la place qu'ils avaient sauvagement matraqués en juin 1990..., continuait de tonir des barricades de fortune. Les ennemis mortels d'hier avaient sympathisé pendant les affrontements de la révolution, mais ils se retrouvaient cette place qui fut occupée l'année dernière pendant plus de cinquante jours par des manifestants antigouvernementaux et que les mineurs avaient sauvagement matraqués. « La demande du présent, Bocu ».

Violents affrontements

Jusque tard dans la nuit de mercredi à jeudi, de très violents affrontements ont opposé les mineurs et les jeunes aux forces anti-émeutes du ministère de l'Intérieur. Chargent, derrière leurs boucliers de Plexiglas, dans le fracas des détonations, des tirs tendus de grenades lacrymogènes, les forces de l'Ordre se sont heurtées aux manifestants armés de bâtons, de barres du fer et de haches.

Beaucoup répliquaient à coups de bouteilles incendiaires et de

pierrres avant de partir terminer la nuit sur le stade de la Jeunesse, à quelques kilomètres de là; d'autres ont dormi à l'hôtel Intercontinental, plus confortablement. Certains ont pillé quelques nouveaux magasins de produits occidentaux.

En fin d'après-midi, mercredi, la police avait réussi, au prix de nombreux blessés, à dégager le siège du gouvernement de M. Petre Roman, place de la Victoire, attaqué par les mineurs, qui ont tenté de l'incendier, tentant de confisquer des jerricans d'essence dans les voitures qui passaient. Ils ont essayé de pénétrer dans le bâtiment en arrachant les grilles de protection à l'aide d'un camion.

Arrivés vers 14 heures à Bucarest, dans des trains « réquisitionnés », non sans avoir dévasté deux gares, frappé quelques policiers, un préfet, on général et violé une femme - mais « payé leurs billets », - les mineurs, excédés par deux heures d'attente sous le soleil, excités par quelques bouteilles de *tsulca*, le cognac local, et encouragés par quelques milliers de joues manifestants antigouvernementaux qui scandaient des slogans anticomunistes, ont lancé vers 16 heures un premier assaut sauvage, mais vain, contre le palais-blockhaus.

*Au-dessus
de « l'Etat de droit »*

Le leader de la Ligue des mineurs du Jiu, M. Miron Cosma, qui - après avoir été reçu par M. Petre Romao - est apparu en direct à la télévision pour justifier l'action de ses hommes, a promis au président Ilescu le départ, dans la nuit, des mineurs de la capitale. Mais, jeudi matin, alors qu'un grand nombre de près de deux mille mineurs arrivaient à Bucarest, les émeutes noires venues la veille erraient, toujours incontrôlables, sans autre but que de se battre, dans les rues désolées de Bucarest.

Comme en juin 1990, lorsque les mineurs du Jiu, appelés par le président Iliescu, logés et nourris par le gouvernement, étaient restés, au grand embarras des autorités, plus de deux jours à Bucarest, dévastant les sièges de l'opposition, matraquant les passants et les supposés opposants à un régime qu'ils adoraient alors et qu'ils veulent brûler aujourd'hui.

Parce qu'il n'a pas tenu ses idéologiques promesses financières électorales, parce que comme Nicolas Ceausescu en 1977 il n'a pas voulu alors l'uo de ses idées mauvaises comment, M. Petre Roman ne s'est pas déplacé dans la vallée du Jiu, parce qu'ils n'ont jamais été poursuivis par les autorités pour leurs violences contre l'opposition en juin 1990, les mineurs se sentent aujourd'hui au-dessus de « l'Etat de droit » - selon l'expression de M. Hilescu - et d'une « démocratie originale » qui vacille.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Cette semaine

L'ÉVÈNEMENT

du Dimanche

**CES
FRANÇAIS
QUI ONT
REUSSI
AILLEURS**



**Non,
nous ne sommes
pas noirs...**

**Assurances
SOMMES-NOUS
TROP COUVERTS**



**Un livre
et une émission de télévision
ont témoigné hélas de la résurgence
du vieux démon à travers le monde**

**LE RETOUR
DE
LA HAINE
ANTISÉMITES**

FRANCE: L'ENQUÊTE QUI RASSURE

**Ne rien exagérer
LA VÉRITÉ
SUR LA POLYGAMIE
EN FRANCE**



Le LIVRE de POCHE

Littérature générale	
JEAN LACOUTURE	Champollion Une vie de lumières
STEFAN ZWEIG	Amok
ERIC SEGAL	Docteurs
CAVANNA	Vignonne, allons voir si la rose
MADELEINE CHAPSAL	Si aimée, si seule
DIDIER ERIBON	Michel Foucault
PIERRE-JEAN REMY	Tostanes
SELMA LAGERLOF	Le Merveilleux voyage de Nils Holgersson à travers la Suède
PATRICIA HIGSMITH	Carol - Les eaux dérobées
SUZANNE PROU	La Terrasse des Bernardini
CLAUDE KLOTZ	Killer Kid
RENÉ-VICTOR PILHES	La Médiatrice
DANIEL RONDEAU	Les Tambours du monde
ALAIN BOSQUET	Un besoin de maître
Classique	
BARRY D'AUREVILLE	Le Chevalier Des Touches
Classique de la philosophie	
EMILE DURKHEIM	Les Formes élémentaires de la vie religieuse
Biblio / Romans	
GEORGE STEINER	Le Transport de A.H.
NACUIB MAHFOUZ	Le-jardin du passé
LEONARDO SCIASCIA	Monsieur le député
Biblio / Essais	
E.M. CIORAN	Sur les cimes du désespoir
Cahier de l'HERNE	Carl Gustav Jung
Policiers	
ACATHA CHRISTIE	Associés contre le crime
PATRICK RAYNAL	Fenêtre sur femmes
Thrillers	
MARY HIGGINS CLARK	Dors ma jolie
JACK CURTIS	Le Parlement des corbeaux
Science-fiction	
ROBERT FORWARD	Le Vol de la Libellule
KURT STEINER	Les Enfants de l'Histoire
Langues modernes	
Vocabulaire de l'Allemand d'aujourd'hui	PAUL THIELE et MARTINE DINARD
Méthode 90	CORINNE COHEN-COUDAR et BRIGITTE LUMBROSO
Anglais junior	BILINGUE Historias maravillosas / Contes merveilleux
RAY BRADBURY	LIRE EN ANGLAIS... A Story of love
CAMILO JOSÉ CELA	La Familia de Pascual Duarte
Pratiques	
MARINA DE BALEINE et ANDRÉE MURAT	Votre enfant et la musique
BERTRAND CRAMER	Profession bébé

AFRIQUE

Les troubles au Zaïre et l'évacuation des ressortissants étrangers

Quatre jours après le début des troubles qui ont fait plusieurs morts et des centaines de blessés à travers le pays, les opérations d'évacuation des ressortissants étrangers à Kinshasa ont repris, jeudi 26 septembre, après une nuit calme (1). Mais la situation dans la capitale zaïroise, où les troupes françaises contrôlaient les principaux points stratégiques, reste chaotique : des stocks d'armes et de munitions ont été pillés et des soldats mutins ont vendu leurs armes à des civils. D'autre part, des militaires français et belges sont arrivés, mercredi, à Kolwezi, dans la province du Shaba, toujours en proie à des troubles, selon le Quai d'Orsay. Les soldats belges ont déclaré à un photographe de Reuters que les militaires zaïrois avaient tiré sur une foule qui manifestait à Kin-

shasa pour demander le départ du président Mobutu. Selon ces soldats, la foule s'est éparpillée et a ensuite commencé à se diriger vers l'ambassade de Belgique.

Après le Portugal, la Suisse, l'Afrique du Sud et l'Italie, les États-Unis devaient entamer, jeudi, l'évacuation de leurs ressortissants ainsi que celle de la centaine de ressortissants israéliens, à la demande de Jérusalem. À l'issue d'une réunion présidée par le maréchal Mobutu, le gouvernement a décrété le couvre-feu à Kinshasa, ajourné la rentrée scolaire, et reporté la hausse prévue du prix de l'eau et de l'électricité. Il a aussi prononcé pour une reprise des travaux de la conférence nationale sur l'avenir du pays. Le président de l'union sacrée qui groupe les partis d'oppo-

sition, M. Nguz A Karl I Bond, a réclamé mercredi la « convocation immédiate » de cette conférence, en suggérant de placer à sa tête Mgr Laurent Mosengwo Pesinya, archevêque de Kisangani, une « personnalité capable et neutre ».

L'ambassadeur de France à Kinshasa, M. Henri Réthoré, a insisté auprès du président Mobutu sur « la nécessité de poursuivre le mouvement de réformes et de démocratisation qui s'impose », a déclaré un porte-parole du Quai d'Orsay. Pour sa part, le Parti socialiste, a estimé, mercredi, dans un communiqué, que « le principal obstacle à un redressement durable du Zaïre est le refus du président Mobutu de mettre fin à un régime autoritaire et corrompu ».

À l'issue du conseil des ministres, le porte-parole

du gouvernement a affirmé, mercredi, que la mission des troupes françaises était « d'assurer la sécurité des civils et rien d'autre » et qu'il n'était « pas question pour le gouvernement français de s'immiscer dans les affaires africaines ni de décider des régimes constitutionnels qui conviennent aux pays africains ». M. Jack Lang a précisé que MM. Bush et Mitterrand s'étaient entretenus au téléphone et avaient « longuement évoqué l'actualité en Irak, en Yougoslavie et au Zaïre ». « Sur tous ces sujets, a-t-il dit, (ils) se trouvent sur la même longueur d'onde et s'épaulent mutuellement ».

(1) Une cellule d'information a été mise en place au Quai d'Orsay. Le numéro de téléphone est : 45-50-34-10.

Le pire est peut-être à venir

Suite de la première page

L'immense majorité des Kinsois doivent, quant à eux, marcher à pied : les autobus et les taxis ont disparu.

Sur le boulevard du 30-Juin, où fonce, comme si de rien n'était, Mercedes et Toyota, quelques grappes de retardataires fouillent les décombres des magasins. On découvre encore, ici ou là, de petits trésors oubliés. Un vieil homme déambule, une scie toute neuve à la main, tandis que, dans les gravats du Copy Center Sanyo, des gamins en guenilles ramassent des classeurs en plastique.

« Tout le monde a peur »

Hormis quelques rares commerces, comme le café l'Orange-iraie, propriété, dit-on, d'un proche du régime, ou l'agence de voyage Zaïre Travel Service, également miraculée, la plupart des vitrines ont été saccagées. Les trottoirs sont jonchés de débris : frigos éventrés, éclats de verre, bouts de câbles électriques... Pas un quartier de la ville n'a été épargné. « Regardez, cette rue, l'avenue du Marais, c'était le Wall Street de Kinshasa... », s'exclame avec emphase un commerçant d'origine libanaise. « Et tous voyez ce qu'il

en reste ! » ajoute-t-il, la voix soudain brisée.

Une fumée noire monte des entrepôts aux façades effondrées. La rue n'est plus une, c'est un cloaque, un fouillis de débris indéchiffrables où flotte l'odeur tenace du plastique brûlé. « Il ne me reste plus rien, sauf ma voiture », ajoute un commerçant. Le carburant ? « Pour ça, pas de problème ! Ils se sont bien servis de nous, alors moi maintenant, je m'en sers ! », lance-t-il comme par défi. La plupart des automobilistes kinsois font de même. Les stations d'essence, curieusement, n'ont pas subi la foudre des émeutes : chaque « se sert » ou se débrouille au marché noir.

En moins de vingt-quatre heures, les prix ont doublé. Et sans doute n'est-ce qu'un début. Le butin des pillages soigneusement stocké, sera vraisemblablement écoulé au prix fort dès que les pénuries se feront trop criantes. Pour beaucoup, le pire semble très proche : « En temps normal, Kinshasa dispose d'environ quatre jours de stocks de nourriture. Mais, avec les pillages, il ne reste plus rien. D'ici deux ou trois jours, le gros de la population va commencer à avoir faim », prédit le Père Paul Vandereedt.

« Si tôt que les troupes françaises et belges auront quitté le pays, ce

sera le début du brigandage total et absolu, le début de la grande famine... et des tueries ! » insiste le religieux. « Tout le monde a peur ; celui qui dit qu'il n'a pas peur est un menteur ! » insiste-t-il. Pas question pourtant pour les quelques quatre mille à cinq mille membres de sa congrégation, installés souvent depuis deux ou trois décennies au Zaïre, de plier bagages. « On vit aux côtés de la population : on connaît les gens ; on ne peut pas les lâcher comme ça », explique le Père Vandereedt.

La filière angolaise

La majorité des expatriés occidentaux ne partagent pas ces scrupules ni ces états d'âme. Francis, trente-six ans, a pris sa décision : « Je revuote ma femme et mes enfants en Belgique, je règle ce qui peut encore être ici, et je m'en vais ! Pour de bon », dit-il. Travaillant comme intermédiaire pour la vente de voitures japonaises, il dit avoir subi « pour environ 600 000 dollars de pertes ». Les bureaux de sa société ont été mis à sac. Et quatorze de ses voitures ont disparu dans la tempête. « Je sais qu'elles sont déjà en route pour le bas Zaïre et l'Angola », précise-t-il. Les filières sont connues.

Le désastre, pour lui, est pourtant limité. L'assurance « anti-émeutes » qu'il a eu la bonne idée de souscrire, il y a huit mois, devrait lui permettre de ne pas se retrouver sur la paille, mais cela n'entame pas sa résolution de quitter le pays. « On a connu trop de problèmes. Ce qui vient de se passer, c'est la goutte qui fait

déborder le vase. Qui voudra investir ici à l'avenir ? »

Les deux journeaux d'émeutes qui viennent de secouer le Zaïre ont fait fondre le maigre crédit dont jouissait encore le pays, qui risque fort de se retrouver, à brève échéance, tragiquement isolé et livré à lui-même. Certes, l'ancien Congo belge n'est pas le Libéria. Mais, il n'est pas certain que l'air trait exercé jusque-là par ses exceptionnelles richesses naturelles suffise à compenser le sentiment de méfiance et de crainte qu'inspire nécessairement une situation politique de plus en plus instable.

Les ventres creux de Kinshasa — comme ceux de Kisangani, de Kolwezi ou de Lubumbashi — risquent de payer cher ces deux jours de folie. À l'hôpital Mama-Yemo, où une centaine de blessés auraient été conduits (victimes de balles perdues mais, plus souvent encore, de rixes entre pillards et de blessures accidentelles), une femme prend la presse à témoin : « Il n'y a pas de cachets, pas de seringues, rien ! Et ce n'est pas à cause du pillage : ça a toujours été comme ça. Et c'est ça la souffrance du peuple ! », l'accroche-t-elle à la cantonade.

Personne, parmi les miséreux de l'ex-Kin-la-Belle, ne semble regretter ces deux jours de liesse et d'émeutes. Pour autant, personne n'est dupe. Sur une des rares vitrines encore intactes du centre-ville, une main anonyme a soigneusement bombé : « Merci pour la fête ».

CATHERINE SIMON

Menacé d'un effondrement économique

Le pays est privé des ressources du FMI

Le temps est lointain — 1985 — où le Fonds monétaire international (FMI) félicitait le Zaïre d'avoir « respecté scrupuleusement les critères de performance auxquels il a souscrit dans le cadre de son programme d'ajustement ». Depuis le début du mois, le conseil d'administration du FMI a déclaré ce pays « inéligible à l'utilisation des ressources du Fonds ».

Moins que l'arriéré de paiement du Zaïre, d'un montant somme toute modeste de 81 millions de dollars (486 millions de francs), c'est l'incapacité de ce pays à enrayer le déclin rapide de son économie qui a motivé la décision du FMI. S'il ne peut satisfaire à ses obligations les plus élémentaires, cela signifie que les perspectives d'un écoulement, annoncé par de nombreux rapports depuis un an, sont inexistantes.

Plongé, avant même les événements récents, dans une crise financière qui se traduit par une croissance inférieure à 0,5 %, une inflation spectaculaire doublée d'une forte érosion monétaire (la valeur de la monnaie est passée en deux ans de 500 zaïres à 15 000 zaïres par dollar), le pays connaît une profonde paralysie. Inefficace, fuite de capitaux, sous-investissements dans le secteur minier, tout concourt au marasme. Les réserves en devises ne permettent plus, désormais, de satisfaire les importations pétrolières et,

fin août, les stocks de brut du Zaïre représentaient seulement 5 jours de consommation.

Cette dégradation tient largement à l'effondrement de l'appareil productif, en particulier de la firme nationale d'extraction du cuivre et du cobalt, la Gécamines. En 1991, les perspectives de production sont d'environ 250 000 tonnes, au lieu de 450 000 tonnes en 1989 et 350 000 tonnes l'année du Sud) est riche en ressources naturelles.

Sixième producteur mondial de métal rouge, il est le premier pour le cobalt ; le second pour le diamant dont une bonne partie qu'il est vrai le pays par contenance, la production officielle étant écoulée par la firme sud-africaine De Beers à des tarifs jugés insuffisants par Kinshasa. Mais, en plus de trente ans, les infrastructures minières et ferroviaires n'ont pas reçu l'attention qu'elles méritaient. Le régime a laissé se dégrader le capital minier du Shaba.

Endetté à hauteur d'environ 8,4 milliards de dollars (50 milliards de francs), le Zaïre a perdu toute crédibilité internationale auprès des institutions financières. Cette position l'expose, depuis quelque temps, à ne plus compter que sur ses forces. Elles n'ont pas résisté.

E. F.

Le pari de Hassan II sur le Sahara occidental

Reçu à la Maison Blanche, le souverain chérifien se présente en médiateur pour le Proche-Orient afin de mieux plaider la « marocanité » de l'ancienne colonie espagnole

RABAT

de notre envoyé spécial

Gagner la partie haut la main ? « C'est un pari fou », confie ce haut fonctionnaire qui, comme la quasi-totalité de ses compatriotes, croit pourtant dur comme fer à la « marocanité » du Sahara occidental. À l'approche du référendum d'autodétermination, toute la classe politique est à cran. Elle fait le compte des « incertitudes » qui pèsent sur cette consultation, dresse la liste de ceux qui mégalot leur soutien à cette « cause sacrée ».

C'est dire l'importance que revêt, aux yeux des Marocains, le nouveau voyage de Hassan II aux États-Unis, sachant que ce pays, depuis la guerre du Golfe, fait un peu la pluie et le beau temps aux Nations unies, lesquelles ont la charge d'organiser le référendum au Sahara occidental. Le tout, pour le souverain chérifien, est donc d'obtenir que la Maison Blanche, où il devait être reçu jeudi 26 septembre, joue de son influence pour qu'en cette affaire, M. Javier Perez de Cuellar et les siens ne lui compliquent pas la tâche. A chacun de se tenir à sa place : « Nous sommes le pays-hôte, soulignent-on à Rabat. L'ONU est en position d'obligé ».

Sur le devenir des « provinces sahariennes », Hassan II mise très fort — peut-être même son propre sort et celui de son régime. Aussi est-il tenté de faire valoir à

Washington que les pays occidentaux, et singulièrement les États-Unis, n'ont pas intérêt à le désabuser. Ne se présente-t-il pas comme un élément modéré au sein du monde arabe, qui a joué et peut encore jouer un rôle d'utile entremetteur dans les négociations de paix au Proche-Orient ?

Tout le monde politique marocain a fini par comprendre que la ligne de partage du « patriotisme » ne passait pas entre ceux qui acceptent le jugement des uns et ceux qui le refusent. Ce référendum « confirmatif », le Maroc, alors en mauvaise posture militaire et diplomatique, l'avait accepté en 1981. Il ne lui est plus possible de revenir sur sa parole : la communauté internationale lui en tiendrait rigueur. « Il faut éviter d'adopter, en la matière, une attitude à l'indienne », reconnaît M. Nadir Yata, rédacteur en chef du quotidien pro-communiste, *Al Bayane*.

Est-ce à dire que le processus référendaire sera mené à son terme ? Les autorités marocaines feront en sorte, jouant sur les lacunes et les ambiguïtés du plan de paix de l'ONU, de s'entourer de toutes les « garanties » propres à leur assurer un résultat conforme à leurs espérances. Il sera toujours temps, le cas échéant, de faire porter à d'autres la responsabilité d'éventuels dérapages qui pourraient aboutir à un report sine die de la consultation.

De tous bords, l'heure est donc à

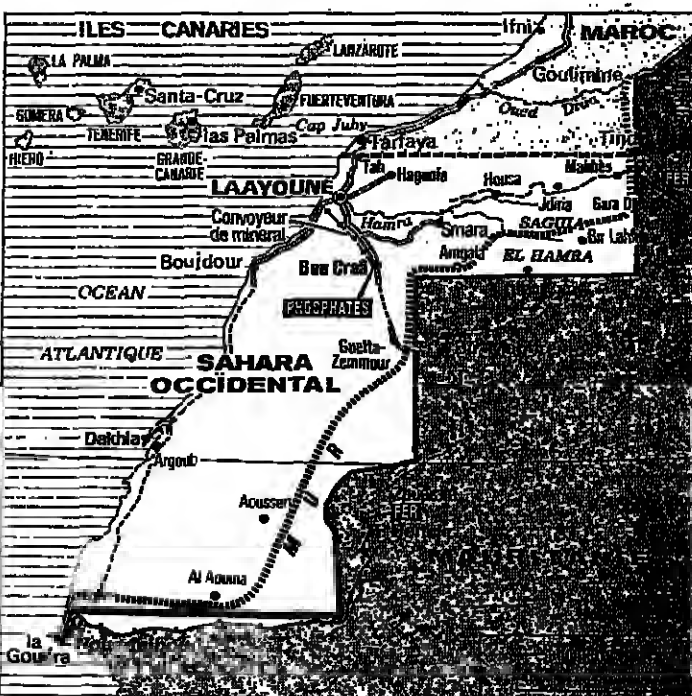
la « vigilance » pour débusquer les pièges d'un référendum dont le résultat, pour les Marocains, est connu d'avance. Début août, l'armée de Sa Majesté a ainsi entrepris de ratisser, de fond en comble, le no man's land qui s'étend entre le mur de sable et la frontière algéro-marocainne et dans lequel le Front Polisario avait décidé de renforcer sa présence avant l'entrée en vigueur, le 6 septembre, du cessez-le-feu.

Quatre mois de retard

Valait-il falloir refaire le « ménage » ? Dans un message adressé à M. Perez de Cuellar, Hassan II s'est déjà plaint de la présence de « 25 engins blindés » dans ce no man's land. La presse locale, de son côté, dénonce les « infiltrations de bandes armées » et somme l'ONU d'y mettre bon ordre. Pour le moment, l'aviation marocaine exécute des missions de surveillance — dénoncées par le Front Polisario comme des « violations du cessez-le-feu » — aux lieux et places des « Casques bleus » de l'ONU, encore trop peu nombreux et mal équipés pour repérer les va-et-vient suspects dans ces territoires dits « libérés ».

Vigilantes, les autorités de Rabat le sont aussi sur le point-clé de l'identification des Sahraouis appelés à se rendre aux urnes. À cet égard, l'ONU n'a pas respecté le calendrier qu'elle s'était fixé. Quatre mois de retard à rattraper pour respecter l'échéance, à savoir l'organisation de la consultation à la fin du mois de janvier 1992. Aussi longtemps que ce travail de recensement n'aura pas été mené à bien, le Maroc n'entend pas autoriser le déploiement complet de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) aujourd'hui réduite à quelques trois cents hommes, soit le dixième seulement de l'effectif total prévu.

Le Maroc a annoncé très tôt ses prétentions en présentant à l'ONU des listes sur lesquelles figurent plus de cent vingt mille personnes, présentées comme des Sahraouis qui



SAHARA OCCIDENTAL

ont trouvé refuge, à différentes époques (de 1958 à nos jours) et sous différents prétextes (guerres et sécheresses), dans le royaume chérifien. À la lumière du plan de paix des Nations unies, Rabat a jugé que le recensement effectué, en 1974, par le colonisateur espagnol, servait de simple base de calcul. L'avenir dira, une fois fixés les critères d'identification, si ses exigences se réduisent à une opération dilatoire.

Pour le reste, les autorités locales comme les milieux de l'opposition ne cessent d'affirmer, en chœur, le droit inaliénable du Maroc d'exercer au Sahara occidental, aux différentes étapes du processus de paix, « tous les attributs de sa souveraineté ». Le parti de l'istigal, par la voix de M. Mohamed Louafa, chargé de ses relations extérieures, rappelle « l'obligation constitutionnelle qui est faite à l'armée de défendre le territoire dans ses frontières internationales ».

Sans défier ouvertement l'ONU, chacun, ici, s'efforce de la tenir en respect. « Nous n'avons aucune confiance dans les Nations unies », affirme M. Mohamed Elyazghi, adjoint au premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires (USFP). Leur ignorance peut les conduire au soutien des thèses séparatistes ».

Un climat de suspicion

Dans ce climat de suspicion, les « hommes bleus » de M. Perez de Cuellar font le dos rond, évitent de répliquer aux multiples tracasseries dont ils sont l'objet sur place, sachant qu'un mot de trop ou un geste de travers leur vaudrait, de la part de leurs interlocuteurs marocains, une volée de bois vert. N'ont pas discrètement conseillé au personnel de l'ONU de ne pas por-

ter sur eux, dans les rues de Laayoune, la principale ville du Sahara occidental, macarons et autres brisards des Nations unies car « cela risquerait d'exaspérer la population ».

Pour obtenir l'agrément de Hassan II, l'ONU a dû reconnaître, notamment, le rôle du Maroc comme puissance administrante au Sahara occidental, accepter la présence de soixante-cinq mille soldats de Sa Majesté, posés le long du mur de sable. Maîtres du terrain, les autorités locales disposent ainsi d'un avantage décisif sur leurs adversaires sahraouis et entendent bien l'exploiter à fond, au risque de bafouer l'esprit du plan de paix qui prévoit un référendum « sans aucune contrainte ».

Parmi les défenseurs de la « marocanité » du Sahara occidental, il se trouve des esprits ouverts pour inviter les responsables locaux à manœuvrer finement, à user de la voie politique, plutôt que de la voie policière, afin d'inciter les électeurs à faire le bon choix. « Du côté de Laayoune, l'animosité est très forte vis-à-vis des gens du Nord, spécialement à l'encontre des agents du ministère de l'Intérieur qui ont la main lourde, raconte un vieil habitué des lieux. Le slogan de l'indépendance, surtout dans l'environnement international d'aujourd'hui, peut être encore mobilisateur. Il faut donc, dès à présent, promouvoir aux Sahraouis une large autonomie ».

Quoi qu'il en soit, Hassan II entend, coûte que coûte, forcer le destin. Il s'est déjà dit aux responsables des partis politiques son intention de se rendre, de nouveau, au Sahara occidental, début novembre, à l'occasion du 16^e anniversaire de la « Marche verte ». Le Maroc vient, en outre, de lancer l'idée de « rassembler au Sahara occidental tous ceux qui s'estiment Sahraouis ». Pour faciliter le travail d'identification de l'ONU ou pour lui forcer la main ?

JACQUES DE BARRIN

INSEE
la référence au bout des pages...
ANNUAIRE RETROSPECTIF DE LA FRANCE 1948-1988
• 670 pages - Prix 550 F
En librairie et dans les Observatoires Economiques Régionaux de l'INSEE



AMÉRIQUES

BRÉSIL : réformes bloquées, grèves, inflation proche de 20 %

Les croisades du président Collor sont au point mort

Des réformes constitutionnelles bloquées, des grèves qui menacent de s'étendre, un taux d'inflation de nouveau proche de 20 % : des scandales en série : les croisades du président Fernando Collor de Mello, au pouvoir depuis dix-huit mois, paraissent au point mort.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

L'agitation qui règne en ce moment dans les milieux politiques et économiques brésiliens cache une situation de déprime généralisée dans le pays. « Nous traversons une période de transition », dit le président de la banque centrale, M. Francisco Gros, et donc de confusion générale. Engagé dans une politique de modernisation sans précédent, le Brésil a en effet du mal à réussir ces transformations. Symbole le plus éloquent de ce climat, le « ratage », mardi 24 septembre, de la privatisation de l'entreprise sidérurgique Usiminas.

Le programme de privatisation, annoncé par le président Collor de Mello dès sa prise de fonctions en mars 1990, devait débiter avec la mise aux enchères, à la Bourse de Rio-de-Janeiro, de cette entreprise florissante de 14 000 employés, la septième du monde dans sa catégorie en termes de productivité. Un fleuron de l'industrie brésilienne dont la vente devait rapporter à l'Etat un peu moins de 2 milliards de dollars. En butte depuis plusieurs semaines à des actions judiciaires de parlementaires de l'opposition, l'opération, conduite par la Banque nationale de développement économique et social (BNDES), a finalement été repoussée à une date indéterminée. Plusieurs décisions de justice interdisent en effet aux acheteurs éventuels l'utilisation de titres - ceux de la dette, par exemple - comme moyens de paiement.

Ce grave revers - même s'il n'est que temporaire - s'ajoute à une liste déjà bien longue. Le contrôle de l'inflation, toujours objectif prioritaire du gouvernement, marque aussi le pas, et l'inflation devrait friser les 20 % pour le mois de septembre, environ deux fois plus qu'au mois de juin.

La modernisation des structures fiscales qui régissent les rapports entre le pouvoir fédéral et les vingt-sept Etats ou territoires, et la réforme du régime de retraite, qui font l'objet d'amendements constitutionnels, sont pour l'instant bloquées. Cette réforme constitutionnelle, proposée à la fin du mois dernier par le chef de l'Etat et maintes fois remaniée depuis, est aujourd'hui devant le Congrès, où elle a peu de chances d'être adoptée dans sa forme actuelle, malgré les multiples consultations qui ont précédé son dépôt. La convocation, au début de la semaine, du Conseil de la République - un comité consultatif de quatorze membres réunissant les dirigeants parlementaires et une partie de l'exécutif - pour la première fois depuis l'adoption de la Constitution de 1988, n'avait déjà pas abouti. La mise au point d'un projet éventuellement acceptable par les députés et sénateurs, pour éviter, selon le terme du président, le « *colapso* » du pays, a même provoqué une escouade qui a parfois frisé le ridicule. Les différents gouverneurs consultés se sont ainsi accusés mutuellement de vouloir profiter de ces consultations à des fins électorales ou personnelles.

Méthode Conté

Dans ce contexte, les chefs d'entreprise, ne se font guère d'illusions. 94 % d'entre eux, selon une enquête réalisée par la chambre de commerce américaine, pensent que l'inflation va encore augmenter, et 80 % s'attendent à la mise en œuvre prochaine d'un nouveau

plan de choc. Un pronostic qui résume bien évidemment le ministre de l'économie et des finances, M. Marcello Marques Moreira, même s'il estime que l'on ne peut laisser la situation se détériorer. Il affirme « vouloir éviter l'application de plans aux effets de plus en plus courts » et fait preuve d'un optimisme que les mauvaises langues assimilent à la méthode Coué, tout en prédisant deux années de croissance zéro. Les autorités brésiliennes auront aussi beaucoup de mal - comme le reconnaît M. Marques Moreira en parlant de « négociations très difficiles » - à obtenir de la mission du Fonds monétaire international le prêt stand-by de 2 milliards de dollars dont elles ont le plus grand besoin. Et cela même si certaines entreprises brésiliennes performantes, comme la compagnie d'Etat des pétroles Petrobras ou la fabrique de cellulose Aracruz, sont parvenues à trouver d'importants financements sur les marchés internationaux.

Un « scandale du café »

A cette crise économique et politique qui frappe le pays, s'ajoute une crise morale. Les affaires de corruption se multiplient et touchent de très près le pouvoir central. La première dame du pays est toujours sous le coup de graves accusations touchant son rôle à la tête de l'organisation caritative LBA (Légion brésilienne d'assistance). Un épisode rocambolesque a récemment aggravé ce dossier, le propre frère de Rosane Collor ayant tenté d'assassiner un maire d'une ville de l'Etat d'Alagoas, dont sa famille est originaire, sous prétexte qu'il avait fourni des indications sur les malversations de la LBA.

Aujourd'hui confortablement installé en prison - cellule privée, télévision et visites permanentes - à la suite de tractations entre la famille et la police de l'Etat, Joaozinho Malta attend le résultat d'une demande de mise en liberté.

Et un autre membre de la famille, José Hercolino Alcaotara Carvalho, à la tête de la LBA de São Paulo, est aussi sous le coup d'une inculpation.

Plus grave encore, des proches de l'ancien ministre de l'économie et des finances, M. Zelia Cardoso de Mello, et du frère du président, M. Leopoldo Collor, sont mêlés au « scandale du café ». Un petit nombre de personnes, dont M. Pedro Henrique Mello et Guilherme Ribeiro, ont à l'évidence eu accès à des informations concernant la décision du Brésil de suspendre ses exportations de café en mars dernier. M. Mello, qui n'était auparavant jamais intervenu sur ce marché, a ainsi réalisé un profit de 168 000 dollars (1 million de francs environ) en six jours à la Bourse de New York, grâce à la divulgation d'informations qui devaient rester confidentielles.

Comme le souligne le sénateur Frederique Henrique Cardoso (Parti socialiste brésilien), « toutes ces affaires, qui s'ajoutent aux rumeurs vraies ou fausses, sont désastreuses et diminuent considérablement la crédibilité du gouvernement ». Même si ces scandales sont condamnés par des politiciens qui sont loin d'être au-dessus de tout soupçon, le gouvernement a grand-peine à endiguer la montée des mécontentements et le blocage de son action qui en résulte. Le personnel de la banque centrale et des établissements bancaires nationaux est en grève depuis une dizaine de jours, et le mouvement, qui a pour but la revalorisation des salaires, pourrait s'étendre à d'autres domaines d'activité.

« Le manque de coordination à la tête de l'Etat est évident », dit M. Cardoso. Une affirmation que le directeur de la banque centrale ne dément pas : « Il est vrai qu'il n'y a même pas de consensus au sein du gouvernement ». La prestation du vice-président Iamar Franco, qui s'est déclaré, il y a quelques jours, contre le plan de

privatisation, n'a pas fait meilleur effet que les accrochages répétés, et le plus souvent publics, entre plusieurs ministres. A tel point que le président Collor a récemment demandé à ses ministres de se « comporter en *unachos* », estimant que « ceux qui ne se sentaient pas capables de défendre le gouvernement devaient le quitter ».

Le chef de l'Etat, qui n'a pas encore atteint la moitié de son mandat, a beau affirmer qu'il ne souhaite pas procéder à un remaniement ministériel, la crise est patente et l'issue incertaine. « En fait, dit un diplomate, la mise en œuvre de deux plans conjoncturels aurait pu permettre de gagner du

temps pour engager des réformes de structures, mais ce répit n'a pas été mis à profit. Avec la précédente équipe économique, la politique extérieure était négligée au profit de l'action à l'intérieur du pays. On assiste pratiquement à l'inverse aujourd'hui ».

Pour l'heure, les oligarchies, qu'elles soient économiques ou politiques, jouent leur propre jeu d'influences et ne s'accordent que sur la gravité de la crise. Si elle ne se résout pas, le pays, reconnaît le ministre de l'économie, « pourrait plonger dans une seconde décennie de médiocrité ».

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

NORD - SUD



Un livre d'histoire et de stratégie qui fait beaucoup parler de lui (...) Et à juste titre.

Bernard Frank - Le Nouvel Observateur

99 F

252 p.

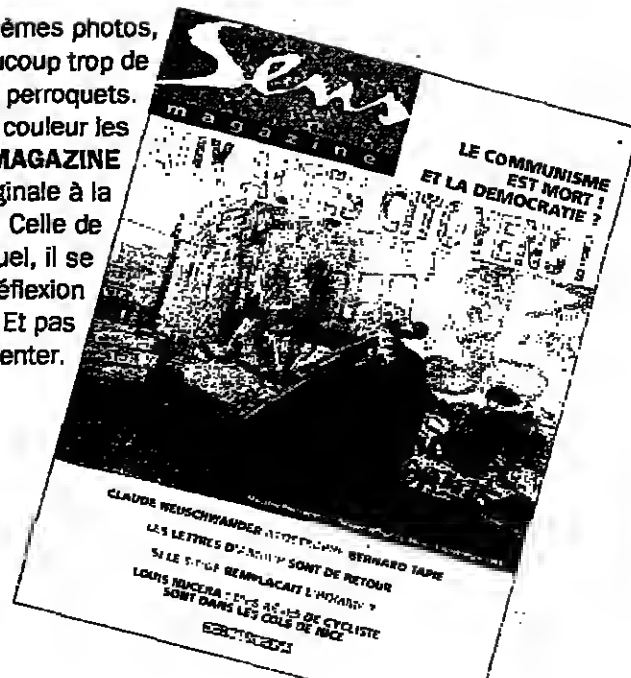
EXCLUSIVEMENT SUR ABONNEMENT

On peut encore lancer en France un mensuel qui ne copie pas les autres.

UN TEMPS POUR L'ESSENTIEL

Mêmes papiers, mêmes photos, même ton : beaucoup trop de canards ont des airs de perroquets. C'est à peine si leur couleur les distingue. SENS MAGAZINE apporte une voix originale à la presse française. Celle de l'humanisme. Mensuel, il se donne le temps de la réflexion pour juger, commenter. Et pas cocommerter.

Sens Magazine
8 bd Bonne-Nouvelle
75010 PARIS.
Tél. (1) 42 46 27 28



la langue française vous ouvre les marchés internationaux



FORUM FRANCOPHONE DES AFFAIRES

Le 3ème Forum Francophone des Affaires, organisé en préambule au Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays francophones, offre aux entreprises françaises un espace privilégié d'échanges et de partenariats.

Rencontrez les entreprises venues de 30 pays (Amérique, Asie, Afrique, Europe de l'Ouest et de l'Est) pour vous proposer :

- des opportunités d'investissement,
- des débouchés commerciaux,
- des complémentarités industrielles.

Renseignements
OCETOUR-CONGRES
14, COURS DES DAMES
17 025 LA ROCHELLE CEDEX

TELEPHONE (16) 46 41 58 88
TELECOPIE (16) 46 41 15 90



حکومتی اصلاحی

DIPLOMATIE

POLITIQUE

Aux Journées parlementaires du PS

Le premier ministre n'a pas réussi à dissiper la morosité des socialistes

Les députés et les sénateurs socialistes se sont réunis, mercredi 25 septembre à l'Assemblée nationale, pour leurs journées parlementaires, qui devaient se poursuivre jeudi matin. Le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, est venue leur présenter les grandes lignes de son «programme Matignon», en incitant les socialistes à ne pas «laisser les bras» même si, a-t-elle observé, «la situation économique et sociale est difficile». Dans la matinée, le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, avait, lui aussi, appelé les parlementaires à la «mobilité» en les mettant en garde contre la «tentation de la critique permanente ou du repli sur soi». Les députés et les sénateurs ont également débattu du projet de loi de finances pour 1992, en présence de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, et de M. Michel Charasse, ministre du budget. M. Bérégovoy s'est indigné des critiques récemment formulées par les amis de M. Lionel Jospin à l'encontre de sa politique économique, en indiquant que cette fois, «la ligne jaune a été franchie». En dépit des avertissements de M^{me} Cresson et de M. Mauroy, l'ambiance était morose chez les parlementaires socialistes à quelques jours de l'ouverture de la session d'automne.

Selon un sondage BVA

Les cotes de M. Mitterrand et de M^{me} Cresson à la baisse

Selon un sondage réalisé du 13 au 18 septembre par BVA auprès de 995 personnes, les cotes de M. Mitterrand ont baissé de 26 points, les cotes de popularité de M. François Mitterrand et de M^{me} Edith Cresson de 5 et 7 points respectivement par rapport à juillet. Le chef de l'Etat est recueilli que 46 % de bonnes opinions (contre 51 % en juillet) tandis que 45 % des personnes interrogées (contre 40 %) déclarent en avoir une mauvaise. Le président de la République obtient ainsi son plus mauvais résultat depuis mars 1986 (45 % de bonnes et de mauvaises opinions). De son côté, M^{me} Edith Cresson recueille 28 % de bonnes opinions (contre 33 % en juillet) et 47 % de mauvaises (contre 45 %).

Après ce sévère règlement de comptes, l'intervention de M. Emmanuel, président de la commission des finances s'est contentée de déplorer quelques-unes des dispositions contenues dans le projet de budget, comme la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés, qu'il aurait souhaité progressive, afin de «traiter les petites et moyennes entreprises de façon différenciée», tout en précisant qu'il parlait de ce vote «à l'imparfait» et qu'il n'y avait pas, sur ce sujet, à craindre un quelconque «dérèglement» entre le groupe et le gouvernement.

Autre divergence devenue soudainement mineure : les dérogations à la taxation des plus-values accordées aux entreprises, qui ne paraissent pas «justifiées», aux yeux de M. Emmanuel. A propos des privatisations, il a observé en souriant qu'on lui avait suggéré de «prendre un rendez-vous» avec le premier personnage de l'Etat, seul à même de trancher cette question. M. Emmanuel, à la réplique, insistait sur un point, qui pourrait d'ailleurs recueillir l'aval du gouvernement : instituer un moratoire sur l'annonce des licenciements dans les entreprises publiques. Quant aux reproches qui lui avaient été adressés, le président de la commission des finances s'est contenté de souligner qu'il ne mettait «pas en cause la solidarité avec le gouvernement» et qu'il regrettrait seulement la «confusion entre la liberté de penser et le droit de médier...».

L'effet Cresson

par Patrick Jarreau

M^{me} EDITH CRESSON n'a pas encore convaincu les socialistes qu'il y ait un premier ministre à l'hôtel Matignon, leur premier secrétaire, M. Pierre Mauroy, ou son beau leur rappeler, mercredi, que «le gouvernement de M^{me} Cresson est en place» et qu'ils en sont «coresponsables», ils ne sont pas sûrs que ce gouvernement, certes en place, soit bien celui de M^{me} Cresson. Quant à en être coresponsables, ils savent bien que, comme l'a dit encore M. Mauroy, «c'est, en tout cas, la manière dont les Français voient les choses». Et plus d'un d'ajouter, in petto : «Hélas !»

Il suffisait d'entendre certains ministres s'amuser du sous-titre du Monde du jour : «M^{me} Cresson voudrait affirmer son autorité sur le gouvernement...» pour prendre la mesure du problème. Les socialistes ont le sentiment d'avoir affaire à un premier ministre sur qui, la seule question qu'ils se posent étant celle de la durée de celui-ci : jusqu'aux élections régionales et cantonales de mars prochain ? Ou avant ? A moins que, pensée effrayante, cet interin ne soit destiné à durer jusqu'aux élections législatives de 1993. En toute hypothèse, l'objet de leurs réflexions est moins la conduite à tenir vis-à-vis du chef du gouvernement que la manière dont chacun, les choses étant ce qu'elles sont, doit préparer l'avenir.

L'effet Cresson existe : c'est le réveil, au sein du PS, d'une combativité interne que la trêve conclue en juillet dernier était censée mettre en sommeil. Les jospinistes ont pris sur ce terrain, lors de la réunion du 22 septembre à Afortville, une longueur d'avance, en faisant fabriquer par leurs collaborateurs environ 1500 lettres n'ayant exposés à en faire eux-mêmes les frais à travers la mise en cause de deux des leurs, MM. Pierre Bérégovoy et Michel Charasse. Prêts à considérer le cas du second, réputé «typhique», comme relevant de l'intermédiaire, diversifiant, les amis du président de l'Assemblée nationale estiment inévitable, en revanche, de faire leur la cause du ministre de l'économie. Retrouvant ses collègues, mercredi, au conseil des ministres, M. Charasse faisait preuve d'une verve un peu grivante en apostrophant les ministres présents à Afortville : «Tu y étais, toi ? Ça fera moins...» (ici un chiffre en millions de francs, se rapportant aux crédits budgétaires du ministère concerné). M. Bérégovoy a pris les choses avec moins de bonne humeur et exprimait, l'après-midi, devant les parlementaires, sa tristesse de «l'ami blessé» par les propos entendus à Afortville.

Le ministre d'Etat y a insisté d'autant plus qu'il était sans doute informé, aussi, des inquiétudes exprimées, la veille au soir, par les responsables départementaux jospinistes réunis à l'hôtel de Lassay. Certes, les camarades de courant de M. Bérégovoy ne remettent pas en cause, ouvertement, ses choix fiscaux, et M. Mitterrand convaincus qu'une stricte discipline budgétaire est plus que jamais nécessaire, mais l'insuffisance des crédits affectés, globalement, à l'emploi les

M. Bérégovoy, assis à la tribune aux côtés de M. Charasse, pouvait donc se sentir particulièrement rassuré. Mais une nouvelle offensive allait venir, des rangs chevènementistes cette fois, par la voix de M. Paul Lorient, sénateur de l'Essonne. «Ne va-t-on pas un peu trop loin dans la rigueur ? s'est-il interrogé. L'autorisation à des limites. Et la première d'entre elles est malheureusement pauvre. Nous n'avons pas, tant s'en faut, jugulé le problème du chômage. Après dix ans de gouvernement socialiste, peut-on en conscience affirmer que l'important est avant tout de contenir l'inflation ou le déficit budgétaire ?»

«La solidarité devrait s'imposer»

L'accusation portée par M. Lorient sur les «tendances conservatrices» auxquelles, selon lui, cède le gouvernement, allait réinstaller d'office M. Bérégovoy dans le rôle qu'il semble goûter entre tous, celui de la chaudière asséchée et lui rendre, directe, toute sa capacité d'indignation. «Quand j'entends dire dans une

réunion socialiste que Bercy est responsable du chômage, je dis que la ligne jaune a été franchie et que l'unité en prend un coup ! s'est-il exclamé. «Une fois que la liberté d'expression a été utilisée, a ajouté M. Bérégovoy, la solidarité devant les difficultés devrait s'imposer. Quand on a des responsabilités, il est important de pouvoir rompre sur la solidarité de ses amis et sur leur compréhension.»

M. Bérégovoy n'a notamment pas apprécié du tout que l'on qualifie le projet de loi de finances pour 1992 de «budget de Bercy». «Il est celui du gouvernement avant de devenir, amendé, celui de la majorité tout entière.» Quant à la «référence Poincaré» dont on l'avait gratifié, elle l'a proprement indigné : «Les deux seuls hommes politiques dont je m'inspire sont François Mitterrand et Pierre Mendès France», a lancé le ministre de l'économie, avant de mettre en garde certains de ses collègues socialistes : «On ne construit pas la justice et le progrès social à crédit.»

Selon M. Bérégovoy, le projet de loi de finances est «le meilleur budget possible dans la conjoncture

actuelle et les priorités du gouvernement ont été respectées». S'il admet que quelques «légères inflexions» peuvent être apportées au cours du débat parlementaire, le ministre de l'économie et des finances s'est toutefois gardé de donner son sentiment sur une proposition présentée par M. Raymond Douyère, au nom des députés socialistes de la commission des finances, qui instituerait une cotisation minimale de taxe professionnelle, assise sur la valeur ajoutée, pour certaines catégories socio-professionnelles telles que les artisans, les commerçants, les banques et les compagnies d'assurances, qui en sont aujourd'hui exemptées. Cette proposition, déjà défendue avec acharnement l'année dernière par le groupe socialiste, n'avait pas été retenue par le gouvernement. Elle devrait faire partie des ultimes négociations, avant l'ouverture du débat budgétaire.

«Pierre, la politique est excellente, mais on souhaiterait pouvoir l'améliorer encore un tout petit peu», a osé conclure, du bout des lèvres, M. Emmanuel.

PASCAL ROBERT-DIARD

« Il est temps de se ressaisir » déclare le chef du gouvernement

la sienne pour faire progresser la société française.

Le premier ministre a développé un programme en six points : créer des emplois, muscler l'industrie, organiser l'espace rural, promouvoir l'écologie, développer la cohésion sociale, et «faire de la France le cœur de l'Europe de 1993». Après avoir rappelé le «plan Matignon PME-PMI» et le «plan Matignon opérateur», M^{me} Cresson a levé un coin du voile sur le «plan Matignon emploi» en annonçant des mesures d'insertion des jeunes sans qualification dans le milieu professionnel.

Avertissement aux agriculteurs

Ces mesures, qui seront présentées à la fin octobre, concerneront mille jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans et visent à inciter les employeurs à recruter ce type de personnel. Parallèlement, des dispositions seront prises pour développer les emplois de proximité et des propositions seront faites pour aider, a-t-elle dit, les personnes «marginisées», qui sont des «chômeurs plus ou moins fous, à devenir de vrais travailleurs».

Le premier ministre a annoncé, d'autre part, que «le gouvernement est prêt à ouvrir, dans les prochains semaines, une large concertation

sur l'avenir du monde rural, à laquelle il associera l'ensemble des partenaires concernés». «J'ai dit concertation, je n'ai pas dit affrontement», a ajouté M^{me} Cresson, et, sur ce point, chacun devra prendre ses responsabilités. Le gouvernement assumera intégralement les sennes. Elle a lancé un avertissement aux agriculteurs avant la manifestation du 29 septembre. «L'Etat fera preuve de la plus grande vigilance et prendra toutes les dispositions nécessaires pour que l'ordre soit maintenu, a-t-elle dit. Tout débordement sera, évidemment, sanctionné».

Elle a annoncé, enfin, qu'elle présidera, cet automne, un comité interministériel d'aménagement du territoire consacré à l'espace rural et que le mécanisme de solidarité financière entre collectivités rurales sera mis au point en octobre.

Le premier ministre a critiqué les propos de M. Valéry Giscard d'Estaing sur l'immigration, en déclarant que l'ancien chef de l'Etat «connaît mal son dossier». «Le droit du sang n'a jamais été le nôtre, le droit du sol est le fondement de la République», a souligné M^{me} Cresson, ce précisant que les étrangers arrivant en France cherchaient un travail et ne pas à acquiescer la nationalité française. M. Giscard d'Estaing, a-t-elle dit, a «utilisé à des fins politiques des arguments qui n'ont rien à voir avec la réalité».

M. Brice Lalonde juge «dérisoire» la division des écologistes

M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement et chef de file du mouvement Génération écologie, a qualifié, mercredi 25 septembre, de «dérisoire» la division des écologistes et s'est étonné de l'obstination de M. Waechter à refuser l'union que les Français attendent. «M. Waechter, qui est contre toutes les alliances, est en fait contre toutes les alliances», a-t-il déclaré. «Il est prêt à toutes les alliances, y compris avec la droite extrême, après les élections», a estimé M. Lalonde, qui réagissait face à la position adoptée, mardi 24 septembre, par le collège exécutif des Verts, refusant toute liste d'union avec Génération écologie pour les élections régionales de mars 1992.

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT
50 ans de la culture générale contemporaine
Réédition et commentaires
Maurice Maugé

Contient :
- Histoire / Géographie / Littérature / Philosophie / Sciences / Arts / Sociologie / Psychologie / Économie / Droit / Politique / Religions / Langues / Sports / Divers

Le Monde
26 novembre 1991
4^e séminaire Sciences Po - Le Monde
ENTREPRISES, MÉDIAS
des liaisons dangereuses ?

I. - La communication dans l'entreprise : avec ou sans les médias ?
II. - Le recours aux médias : du narcissisme à la domestication ?
III. - Les médias face aux entreprises : une information sous influence ?
IV. - Situation de crise : les médias, instruments de guerre ?

Pour tous renseignements : Institut d'Études Politiques de Paris, Service Formation Continue, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.
Tél. : 45-49-11-76/45-49-51-94/Fax : 42-23-60-79.

POLITIQUE

La réunion, à Saint-Ouen, des députés, sénateurs et députés européens du PCF

La contestation s'étend chez les parlementaires communistes

La journée parlementaire qui a réuni, à huis clos, mercredi 25 septembre, à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), les députés, les sénateurs et les députés européens du PCF, a donné au porte-parole de l'état-major communiste, M. André Lajoinie, l'occasion de dénoncer une nouvelle fois la politique menée par le gouvernement de M. Edith Cresson. Mais elle a surtout confirmé que les groupes parlementaires du PCF ne sont plus épargnés par le vent de fronde permanente qui secoue désormais le parti.

Le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, M. Lajoinie, était venu à Saint-Ouen avec un rapport (1). Première de ses cibles : le projet de budget du gouvernement pour 1992. « Il s'agit, a-t-il rapporté lui-même à la presse, d'un budget d'austérité, d'injustice sociale, d'aggravation du chômage et de surarmement qui sera combattu avec la plus grande énergie. »

Le député de l'Allier a surtout déploré la baisse des dépenses publiques qui, en ne représentant que 20 % du produit intérieur brut, régresse, selon lui, à un niveau équivalent à celui de 1947. Il a aussi exprimé ses inquiétudes sur les conséquences de l'unification allemande pour une France coincée dans « un piège infernal » et soumise via les taux d'intérêt à « la domination de la Bundesbank ». « Les Français, a-t-il souligné, paient pour la réunification allemande, on fait travailler les Français pour le roi de Prusse. » Cela dit, M. Lajoinie a admis que les contestataires du parti avaient suscité des « débats vifs » en reprenant les critiques qui s'étaient exprimées lors du comité central des

3, 4 et 5 septembre, à la suite du coup d'Etat manqué en URSS. C'était peu dire. Selon les témoignages de plusieurs participants, cette réunion à huis clos a donné lieu à un débat « sans précédent », qui a mis en évidence l'écartèlement du front contestataire opposé aux orientations de la direction du parti.

« Se tromper d'époque »

Plusieurs des huit députés qui avaient ouvertement pris leurs distances avec la ligne représentée par MM. Marchais et Lajoinie en dénonçant, le 1^{er} septembre, « le sérieux déficit démocratique du PCF » - MM. François Asensi, Marcelin Berthelot, Jean-Pierre Brard (Seine-Saint-Denis), Jacques Brunhes (Hauts-de-Seine), Guy Hermier, Jean

Tardito (Bouches-du-Rhône), Robert Montdargent (Val d'Oise), Théo Vial-Massat (Loire) - sont revenus à la charge.

M. Brunhes, le premier, a vivement critiqué l'attitude de la direction du parti au moment de la tentative de coup d'Etat contre M. Mikhaïl Gorbatchev ainsi que son « inaptitude » à proposer aux militants et au pays « un projet fort ». M. Berthelot a souligné les ambiguïtés des prises de position de la direction du parti en matière d'immigration. Renvoyant, sur ce point, au point de vue de M. Valéry Giscard d'Estaing, M. Asensi a affirmé que, si d'urgence l'opposition déposait une motion de censure contre le gouvernement, il ne joindrait pas son vote à celui d'un homme qui estime que treize millions de Français ont du sang impur dans les veines. Il a ensuite reproché à la

direction du parti d'entretenir « une illusion » en menaçant de façon quasi systématique de censurer le gouvernement « comme s'il pouvait suffire de renverser le gouvernement pour résoudre les problèmes du pays ».

Mais d'autres voix contestataires se sont élevées, en particulier celle du maire de Mortanges, M. Paul Lombard, député des Bouches-du-Rhône, qui s'est montré très sévère, lui aussi, à propos de l'attitude de l'état-major de la place du Colonel Fabien lors de la tentative de putsch en Union soviétique, et celle du maire de Thionville, M. Paul Souffrin, sénateur de la Moselle. Le chef de file des économistes du PCF, M. Philippe Herzog, est intervenu, pour sa part, pour faire entendre sa différence dans le droit fil de ses déclarations au Monde du 24 septembre.

M. Marchais, apparemment embarrassé, s'est borné à insister, en conclusion, sur la nécessité, pour les parlementaires communistes, de savoir écouter les uns les autres. « Il n'y a pas de discipline de vote appliquée mécaniquement par les députés », a assuré, pour sa part, M. Lajoinie au terme de ces échanges de vues, avant d'estimer que le poids actuel de son groupe au Palais-Bourbon, compte tenu de la majorité relative dont disposent les socialistes, était, selon lui, « subordonné » à son unité. M. Lajoinie a ajouté que l'urgence de votes divergents « ferait le jeu du gouvernement qui en profiterait pour aggraver sa politique » et que, bien entendu « les électeurs ne pourraient que prendre en compte ces attitudes ».

GILLES PARIS
et ALAIN ROLLAT

(1) Le groupe communiste de l'Assemblée nationale compte vingt-cinq membres et un apparenté. Celui du Sénat en compte quinze, plus un apparenté. Il y a enfin sept députés communistes au Parlement européen à Strasbourg.

La commémoration des exécutions de Châteaubriant

Le bureau politique du PCF plaide pour « l'union la plus large »

Le bureau politique du PCF a appelé, mercredi 25 septembre, à « l'union la plus large » pour célébrer le cinquantième anniversaire, le 20 octobre, à Châteaubriant (Loire-Atlantique) de l'exécution dans cette ville, en 1941, de vingt-sept résistants par les occupants nazis. Sa déclaration, publiée par l'Humanité, souligne que « les fusillés de Châteaubriant ont donné jusqu'à l'indéfini l'exemple de la lutte pour la liberté, la justice, la paix, dans l'attente d'une France indépendante et dans l'attente d'un monde meilleur » et que « jusqu'à leur dernier souffle [ils] ont mêlé ces valeurs humanitaires à la confiance inébranlable qu'ils avaient dans le Parti com-

muniste français ». Alors que certains anciens résistants communistes démentent à M. Georges Marchais le droit de les représenter au cours de cette cérémonie (le Monde du 20 septembre), le bureau politique précise que, « en cette année 1991, au nom des communistes animés aujourd'hui par les mêmes valeurs, c'est Georges Marchais, secrétaire général, qui leur rend l'hommage qu'il appelle de ce cinquantième anniversaire. Il appelle les communistes à être très nombreux à cette cérémonie et à favoriser la participation des hommes et des femmes de toutes opinions, des patriotes, des anciens résistants et victimes du nazisme, des jeunes ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil de surveillance de SOVAC, réuni le 24 septembre 1991 sous la présidence de M. Michel DAVID-WEILL, a pris connaissance du résultat consolidé du premier semestre ainsi que de l'évolution de l'activité au cours des huit premiers mois de 1991, qui lui ont été présentés par le Directoire.

Activité commerciale

L'activité commerciale du groupe SOVAC a été marquée par un net ralentissement dû à la conjoncture et à une sélection renforcée des financements. Ces évolutions sont constatées dans l'ensemble de la profession. Les financements nouveaux consentis au cours du premier semestre 1991 par les sociétés du groupe se sont élevés à 13.328 MF, en diminution de 19 % par rapport à la période correspondante de 1990 et de 3 % par rapport à celle de 1989.

Au 30 juin 1991, les encours consolidés s'élevaient à 47.244 MF et les encours gérés à 63.477 MF, en progression de respectivement 7,7 % et 6,9 % sur les chiffres correspondants au 30 juin 1990.

Activité des huit premiers mois

Les évolutions constatées au cours du 1^{er} semestre 1991 se sont poursuivies sur juillet et août. A fin août 1991, les financements nouveaux distribués par le groupe SOVAC s'élevaient à 17.443 MF, en diminution de 20 % par rapport à la même période de 1990 et de 6 % par rapport au 31 août 1989. Ils sont analysés dans le tableau ci-dessous.

	En millions de francs		Pourcentages d'évolution			
	8 premiers mois de 1991	31 08 91	8 premiers mois de 1990	31 08 90	31 08 89	31 08 89
SOVAC et filiales ou participations directes	6.828	33.754	-21 %	-10 %	+3 %	
- Participations	2.572	10.937	-40 %	-35 %	-2 %	
- Entreprises	1.531	4.479	-12 %	-4 %	+6 %	
- Immobilier	2.725	18.468	+4 %	=	+6 %	
CRÉDIPAR et filiales	8.464	23.517	-22 %	-6 %	=	
Partenariats France	965	3.038	-39 %	-5 %	+13 %	
Partenariats Etrangers	618	1.395	-19 %	-1 %	+1 %	
Filiales d'Outre-Mer	470	1.320	-13 %	-33 %	-6 %	
TOTAL GENERAL	17.443	63.024	-20 %	-6 %	+4 %	

* Période ne soit significative ni non applicable

Résultat consolidé du 1^{er} semestre 1991

Pour le premier semestre 1991, le résultat d'exploitation net consolidé, port des tiers exclus, s'élève à 188 MF. Il est en diminution de 16 % par rapport à celui du 30 juin 1990 et de 6,5 % par rapport à la moitié de l'ensemble du résultat d'exploitation de l'année 1990.

Cette différence s'explique notamment par :

- la dégradation des résultats du second semestre 1990 par rapport à ceux du premier ;
- que par l'amélioration progressive, au cours du premier semestre 1991, des conditions d'exploitation : restauration des marges, effets favorables d'une sélection renforcée des risques, stabilisation des frais généraux.

Le plein effet de ces facteurs positifs a toutefois été pour partie amputé par le secteur du financement des entreprises, dont les résultats ont été compromis par les conséquences du ralentissement de l'activité économique et l'accroissement du nombre des défaillances d'entreprises.

En outre, les comptes à fin juin 1991 s'entendent après un supplément, de 10 MF net, dans les provisions pour frais d'émission d'obligations à émettre sur le second semestre 1991 par rapport aux provisions correspondantes au 30 juin 1990.

Le résultat hors exploitation est caractérisé par l'amortissement des surcoûts, principalement le surcoût relatif aux sociétés de financements installées en Espagne dont le groupe a pris le contrôle au tout début de 1991 ; le résultat hors exploitation de 1990 incluait une plus-value exceptionnelle réalisée sur la cession de titres de participation.

(en millions de francs)	Exercice 1990	1 ^{er} semestre 1990	2 ^e semestre 1990	1 ^{er} semestre 1991
Produit net d'exploitation bancaire	2.731	1.369	1.366	1.466
Résultat net d'exploitation	454	246	209	211
dont : part SOVAC	402	221	181	188
part des intérêts minoritaires	52	24	28	23
Résultat net hors exploitation	23	1	22	(4)
Résultat consolidé total	477	246	231	207
dont : part SOVAC	425	222	203	184
part des intérêts minoritaires	52	24	28	23

Capitaux propres du groupe

Le 30 juin 1991, a été achevée une opération de restructuration immobilière dans le groupe SOVAC. Les sociétés du groupe qui possédaient des immeubles d'exploitation les ont apportés à un sous-groupe de sociétés immobilières ; les valeurs d'apport ont été retenues avec une grande prudence, en tenant compte de la fois de la situation internationale et de la conjoncture du marché immobilier à Paris. Elles ont conduit à dégrader des plus-values qui, dans le cadre des règles comptables, ont été exclues du résultat consolidé.

Conformément à la réglementation applicable aux établissements de crédit et en accord avec les dispositions prises par la Commission Bancaire, ces plus-values ont été directement incluses dans les capitaux propres à hauteur de 782 MF, après réfection d'une provision pour impôt latent de 261 MF.

Par ailleurs, le Directoire a décidé de compléter le dispositif adopté au cours des exercices antérieurs, relatif aux charges futures liées au régime de retraite complémentaire propre au personnel du groupe. Afin que la couverture soit intégrale, une provision a été constituée par prélèvement sur les réserves, pour un montant de 125 MF net d'impôt différé.

En définitive, les capitaux propres, part du groupe, sont passés de 3.837 MF au 31 décembre 1990 à 4.494 MF au 30 juin 1991, compte tenu des opérations décrites ci-dessus et des autres opérations liées à la consolidation, mais avant prise en compte du résultat du premier semestre 1991.

Au 30 juin 1991, le ratio de solvabilité européen du groupe SOVAC s'élevait à 12, contre 10,5 au 30 juin 1990 et contre 10,3 au 31 décembre 1990.

Devant le bureau politique de l'Union pour la France

M. Giscard d'Estaing reproche à M. Chirac de « surestimer le risque du Front national »

« Si vous aviez été petite souris, vous n'auriez entendu aucune divergence. » Avec un rare aplomb, M. Valéry Giscard d'Estaing commentait en ces termes, jeudi matin sur France-Inter, la réunion du bureau politique de l'UPF du mercredi 25 septembre au siège de l'UPF. Officiellement aucune divergence en effet, puisque, à en croire plusieurs participants, cette réunion, consacrée essentiellement au dossier de l'immigration, fut d'une grande civilité, noyant toutes les aigreurs nées de l'article du président de l'UPF au Figaro-Magazine, MM. Balladur, Pasqua et Séguin s'étaient dispensés d'assister à ce bureau politique qui n'avait pas été convoqué depuis juillet. Et comme M. François Léotard n'est plus membre de cette instance, la querelle s'est poursuivie au dehors. Accusé par M. Giscard d'Estaing de s'être livré avec d'autres à des « invectives », M. Léotard a répondu, mercredi sur Radio-Shalom, que personne n'avait le monopole de la vertu, de la morale ni celui du bon sens. M. Giscard d'Estaing a rétorqué sur France-Inter qu'il ne s'occupait pas de l'opinion des uns et des autres (...), que chacun réagissait à sa manière et que l'opinion jugera la réaction de chacun.

Bien forcés de se livrer à cette parodie d'union et de concorde, les dirigeants de l'opposition présents se sont une fois de plus contentés d'apporter quelques points et virgules au communiqué préparé par avance par M. Alain Juppé et « exigé », comme M. Giscard d'Estaing l'avait d'ailleurs souhaité dès lundi, que le gouvernement inscrive à l'ordre du jour de la session parlementaire d'automne un texte reprenant les conclusions de la commission Marceau Long sur le code de la nationalité. Mais sur le fond, la

confusion n'est pas dissipée. « Nous réaffirmons que notre corps de doctrine sur l'immigration, c'est Villepinet, tout Villepinet », a certifié M. Juppé. Quelques instants plus tard, M. Alain Madelin, giscardien zélé, répétait que les récentes propositions de M. Giscard d'Estaing sur l'immigration « étaient dans le droit-fil de celles de l'UPF... ».

Pour le reste, M. Chirac a livré maints détails sur le dispositif mis en place par la Ville de Paris pour la manifestation des agriculteurs du dimanche 29 septembre. « Se déclarant solidaire de la protestation des agriculteurs et du monde rural devant l'abandon dont ils sont victimes », l'UPF a incité ses élus à marquer aussi derrière vaches et tracteurs. Comme M. Chirac, M. Giscard d'Estaing a confirmé également, jeudi, qu'il serait aux côtés des manifestants d'Auvergne.

Concernant l'organisation interne de l'UPF, il est acquis que la première rencontre entre le RPR et l'UPF pour les investitures aux élections cantonales et régionales s'engagera sous la responsabilité de M. Juppé et de M. François Bayrou. M. Longuet a souligné cependant que le secrétaire général de l'UPF « soit entouré ». La mise au point du système des primaires pour l'élection présidentielle paraît toutefois plus laborieuse. Le RPR entend qu'un comité d'organisation puisse voir le jour à la mi-octobre, mais M. Giscard d'Estaing semble toujours moins diligente. « Ces primaires », a pourtant insisté M. Chirac, sont notre seule garantie pour éviter que Le Pen ne soit présent au second tour. « Je pense, lui a répondu M. Giscard d'Estaing, que vous surestimez le risque du Front national. » Mais chacun en est resté là.

D. C.

Conséquence de la polémique entre les députés du PS et ceux du RPR

Les auditions de la commission d'enquête sur le financement des partis sont reportées

A la suite de la polémique qui a opposé, mardi 24 septembre, les députés de l'opposition à ceux du groupe socialistes, membres de la commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, les auditions publiques prévues mercredi ont été reportées. M. Pierre Mazeaud (RPR), vice-président de la commission d'enquête, avait en effet décidé, mardi, de lever la séance pour protester contre un communiqué diffusé le même jour par le président du groupe socialistes, M. Jean Auroux, qui accusait l'opposition de « jouer la carte de l'obstruction » (le Monde du 26 septembre).

Dans une lettre adressée au président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, M. Mazeaud demandait la convocation de M. Auroux devant le bureau de l'Assemblée, avant de décider de la reprise des travaux de la commission.

Intervenant à ce sujet, M. Jean Le Garrec (PS), rapporteur de la commission, s'est interrogé, devant les parlementaires socialistes réunis en journée d'études, sur « la capacité de fonctionnement » de cette commission. « D'incidents en incidents, de

rappels qui régentent en rappels au règlement, je crains que l'on n'arrive à rien », a observé M. Le Garrec, en rappelant que les auditions publiques de la commission avaient été suspendues « comme par hasard, au moment où devaient être entendus les trésoriers de campagne de Jacques Chirac et de Jean-Marie Le Pen ».

Au cours de cette réunion avec les parlementaires socialistes, le premier ministre, M. Edith Cresson, a estimé, pour sa part, qu'il était « scandaleux que la commission s'arrête de fonctionner alors qu'on compte à l'occupation des affaires de la droite ». « Je suis prête à apporter mon concours pour que tout se remette en place », a ajouté M. Cresson. Les Français ne comprendraient pas qu'une commission qui a été dissoute pour faire toute la lumière sur un certain nombre d'affaires n'aille pas jusqu'au bout. M. Auroux a indiqué jeudi matin sur Europe 1 que la commission « est bien vivante et sera utile ». « Les Français verront que leur classe politique n'est pas si mauvaise que ça », a-t-il dit avant de proposer la mise en place d'une commission d'enquête « sur les revenus d'un certain nombre de responsables et de commentateurs de la presse ».

JOURNÉE DU LIVRE POLITIQUE AU SÉNAT

PALAIS DU LUXEMBOURG SAMEDI 28 SEPTEMBRE 1991

10 h - 18 h

CEUX QUI GOUVERNENT ; PENSENT, ÉCRIVENT
LE MONDE VOUS ATTENDENT.
DÉBATS

11 h : « Pouvoir intellectuel - Pouvoir Politique »

Avec la participation de Pierre BERGÉ, Olivier DUHAMEL, Laurent FABRUS, Julia KRISTEVA, Bernard-Henri LEVY, Charles PASQUA, Jacques RIGAUD.

15 h : « A l'Est, rien que du nouveau »

Avec la participation de Youri AFANASSIEV, Elena BONNER, Vladimir BUKOWSKI, Bronislaw GEREMEK, Bernard GUETTA, Marek HALTER, Alain MINC, Heberto PADILLA, Guy SOHMAN, Peter SCHNEIDER, Francis SEJERSTED, Vladimir VOLKOFF.

SIGNATURES

10 h - 18 h à L'Orangerie : plus de 130 écrivains consacreront leurs ouvrages avec notamment :

Jorge AMADO, Lucien BODARD, Patrick BESSON, Jérôme CHARYN, André CHOURAQUI, Hélène CARRERE D'ENCAUSSE, Jacques FAIZANT, André FONTAINE, Amin MAALOUF, Vladimir MAXIMOV, Rechi MIMOUNI, Jean PLANTU, Léonide PLOUCHTOFF, René REMOND, Claude SARRAUTE, François-Henri de VIEUX, Pierre VIDAL-NAQUET.

PORTES OUVERTES

Avec la participation de RTL et ELF AQUITAINE INTERNATIONALE

Pour tout renseignements : Direction de la communication du SÉNAT

Tél. : 42-34-25-81 - 42-34-20-21

هكذا بن الأصل

مكتبة من الاصل

• Le Monde • Vendredi 27 septembre 1991 11

Capital
L'essentiel de l'économie

enfin un mensuel économique qui se lit comme

un magazine.

• 18 milliards risquent de partir en fumée. Les déboires du Crédit Lyonnais à Hollywood. Révélations dans **Capital**.
• Avec la récession, l'impôt revient. Toutes les explications dans le N°1 de **Capital**.
• Industrie automobile : les Japonais attaquent l'Europe. Qui va mourir ?
• Les bons managers sont-ils de mauvais pères ?
• Où se faire tailler un costume de 2 300 F à 35 000 F ?
• Les 120 leaders qui font l'économie en province ne sont pas forcément ceux que vous croyez. Sondage exclusif dans **Capital**.
• Recrutement : ce qui peut vous éliminer... Quelques sujets parmi 60 autres, à découvrir sans attendre...
• **Capital**, vivant, documenté, pratique, une nouvelle presse économique naît aujourd'hui.

N°1 DES AUJOURD'HUI. 15 F
Chez votre marchand de journaux **seulement**



SOCIÉTÉ

Klaus Barbie, ou le crime sans reniement

Mort le 25 septembre en prison, l'ancien « boucher de Lyon » n'avait jamais regretté ses actes. Son procès, en 1987, avait permis aux rescapés de redire l'horreur du système nazi

par Jean-Marc Théolleyre

De tous les accusés allemands condamnés en France depuis la Libération pour des actes commis pendant l'Occupation et qualifiés alors « crimes de guerre », Klaus Barbie, condamné à la réclusion criminelle à perpétuité depuis le 4 juillet 1987 pour crimes contre l'humanité, aura été, à notre connaissance, le seul à mourir déchu.

Il pourrait donc apparaître que s'exerça jusqu'au bout sur lui une rigueur qui fut épargnée tant aux hommes et officiers de la SS et de la Wehrmacht impliqués dans des massacres divers – Asch, Oradour-sur-Glane – ou dans les actions d'une politique beaucoup plus générale de répression contre les juifs ou les résistants, tels Otto Abetz, ambassadeur du III^e Reich à cette époque, ou Carl Oberg, chef suprême de la police allemande et des SS, et son adjoint Helmut Knochen. Ceux-ci, en général les deux derniers en particulier – bien que supérieurs de tous les Barbie de ce temps-là – devaient bénéficier de mesures de grâce suivies au bout d'un certain nombre d'années de libérations discrètes qui leur permirent de finir leurs jours au pays ou de s'y préparer.

Il faut d'urgence corriger cette impression hâtive. Au temps où ces dignitaires ou exécutants d'éprouvants en France les rigueurs de la justice et d'un système carcéral sans complaisance ni faveur, Klaus Barbie, lui, avait échappé à la protection américaine pour raisons de guerre froide aidant – à toute poursuite et trouvé dans les années 50 un refuge en Amérique latine où de pérégrinations en pérégrinations, il devait s'assurer en Bolivie une tranquillité coasse sous le pseudonyme de Klaus Altmann, négociant.

Il n'en fut dérangé qu'à partir de 1972, lorsque Beate Klarsfeld identifia en ce ressortissant bien établi l'ancien chef de la section IV du SIPO-SD de Lyon, dont la IV B dite « anti-juive », la France demandera bien alors au gouvernement bolivien l'extradition de ce nazi auquel elle a quelques comptes à demander et dont elle connaît l'existence depuis longtemps. Ce sera en pure perte. Il faudra attendre la nuit du 4 au 5 février 1983 pour que le gouvernement bolivien, qui a récemment changé, décide d'expulser Barbie-Altman, dont l'avion viendra atterrir en Guyane française. Il sera alors tout simple de lui notifier le mandat d'arrêt dont il fait l'objet.

Sur les conditions et les dessous de cet événement, que l'on peut tenir pour la conséquence du retour au pouvoir à La Paz, après le renvoi du général Banzer, de M. Siles Suazo, les discussions pourront encore se poursuivre. Résultat d'un marchandage pour une extradition déguisée ? Ce qui est sûr, c'est que l'annonce de l'arrestation de Klaus Barbie, son embarquement immédiat à desti-

nation de Lyon, son incarcération à la prison Montluc, celle-là même où de 1942 à 1944, juifs et résistants se trouvaient rassemblés par les adjoints ou auxiliaires du SIPO-SD au son des salles de torture, connut un retentissement considérable. De la presse écrite à la radio et à la télévision, ce fut une débâche d'articles, de reportages, d'énervements où se mêlaient, au point de se confondre, toutes les questions que permettait l'affaire.

L'arrestation de Jean Moulin

Dans le même temps apparaissent en filigrane les interrogations sur les conditions dans lesquelles Barbie avait pu arrêter le 21 juin 1943, à Caluire, dans la banlieue de Lyon, Jean Moulin, l'unificateur des mouvements de résistance, et ses compagnons. Qu'allait dire sur ce sujet brûlant l'ancien SS ? Vers quelles mises en cause allait-on ? Ainsi s'accroît l'idée que Barbie détenait plus encombrant que dans son exil bolivien et que finalement les autorités françaises se seraient trouvées bien aises d'un décès naturel. La suite devait montrer que c'était là fabuler à bon compte.

La situation n'était pas simple pour des juristes soucieux de respecter les exigences d'un état de droit. La loi, rien que la loi : telle était la règle fixée, édictée, à l'encontre de cet homme dont il fallait aussi reconstituer la vie, l'itinéraire dans cette Allemagne dominatrice des années 30 et 40.

Un SS qui va droit au but

Il était né le 25 octobre 1913 à Bad-Godesberg, non loin de Bonn d'un père et d'une mère instituteurs. Le premier avait été un combattant de la première guerre mondiale et devait mourir des suites de blessures alors reçues. On ne saura jamais si cette circonstance contribua à nourrir chez le fils un ressentiment particulier envers la France. Les années d'enfance furent banales. Une fois achevées des études classiques dans un lycée de Trèves et obtenu l'Abitur, équivalent du baccalauréat, le jeune Klaus Barbie aurait souhaité faire son droit à l'université de Bonn. C'est le décès du père, privant la famille de ressources suffisantes, qui contraria ce projet.

Le voici vers la même époque témoin de la naissance du III^e Reich et engagé dans le « service du travail », Arbeitsdienst. Dans ce milieu où se côtoient étudiants et « munda », il construisait des digues. Dès 1933, il avait adhéré aux Jeunesses hitlériennes. Chef de patrouille, il avait com-

mandé un groupe de cent vingt garçons. Ses relations avec un responsable nazi de la section de Trèves l'amènent à rencontrer un membre du SD (Sicherheitsdienst), le service de sécurité. Le SD manque de bras. Il a besoin de bacheliers comme le jeune Klaus.

Il y a évidemment les conditions : des capacités physiques, une bonne présentation. Et bien sûr, il faut avant tout être de « pure race », établir une filiation aryenne incontestable. Klaus Bar-

Reich. Barbie fut l'un de ces deux mille. La section IV qu'il dirigea au SIPO-SD de Lyon était la plus importante des six que comptait le service. Elle était chargée de la « répression des crimes et délits politiques » et divisée en cinq sous-sections, dont la IV B dite « anti-juive ». Les milieux de la Résistance et de la clandestinité en connaissaient l'existence et la redoutaient. Comme ils connaissent le nom de Klaus Barbie. Si l'homme se trouve hiérarchique-

me. Juridiquement, il était significatif à Klaus Barbie d'avoir commis ces crimes contre l'humanité « en prenant part à l'exécution d'un plan concerté pour réaliser la déportation, la réduction en esclavage et l'extermination de populations civiles ou des persécution pour des motifs politiques, raciaux ou religieux, se rendant complice dans les faits qui ont préparé ou facilité leur action des auteurs des meurtres ».

Ces faits, Klaus Barbie les niait ou, pour le moins, assurait n'en avoir gardé aucun souvenir. Comme il affirmait n'avoir été mêlé ni à la rafle des juifs de la rue Sainte-Catherine ni à l'arrestation des enfants d'Izieu, on lui opposa, outre des témoignages, des documents signés de lui, deux rapports adressés l'un le 11 février 1943, sur l'arrestation de la rafle de l'UGIF, l'autre le 6 avril 1944, jour de l'expédition à Izieu. De ces pièces qui décrivait les opérations accomplies, comptabilisées, les personnes arrêtées, annonçaient leur « achèvement », il devait dire avec le soutien de son défenseur, M. Jacques Vergès, qu'il s'agissait de faux. Or un homme comme Knochen, invité à les examiner et à donner son avis car il en avait été le destinataire, les déclara sans discussion authentiques.

La définition du crime contre l'humanité

Le procès de Klaus Barbie allait avoir, toujours sur le plan juridique, une autre conséquence. Il devait amener la Cour de cassation, en l'espèce sa chambre criminelle, à donner une définition du crime contre l'humanité au regard de la loi française. C'est que des courants étaient apparus, s'opposant presque en antagonisme, pour certains, dont les représentants des organisations juives, et au premier rang M^{re} Serge Klarsfeld, le crime contre l'humanité ne pouvait être constitué que par les arrestations, les déportations et les exterminations consécutives des juifs, ceux-ci n'ayant été mis à mort que pour le seul fait qu'ils étaient juifs et que là se trouvait tout le crime. Ce point de vue avait d'ailleurs été celui du juge d'instruction de Lyon, M. Christian Riss.

La chambre d'accusation de la cour de Lyon, suivant en cela les réquisitions du procureur général en exercice, M. Pierre Trépo, avait d'ailleurs entériné cette conception du crime contre l'humanité en déclarant irrecevables contre Barbie tant les associations d'anciens déportés résistants que certains résistants eux-mêmes qui avaient voulu se constituer partie civile.

Sollicitée à son tour, la cour suprême allait donner du crime contre l'humanité une définition qui permettait de retenir au rang de victimes tant les juifs, que les résistants.

Dans l'arrêt rendu le 20 décembre 1985, il est dit que les crimes contre l'humanité « sont constitués par des actes inhumains et des persécution qui, au nom d'un État pratiquant une politique d'hégémonie idéologique, ont été commis de façon systématique, non seulement contre des personnes en raison de leur appartenance à une collectivité raciale ou religieuse, mais aussi contre les adversaires de cette politique, quelle que soit la forme de leur opposition ».

Le procès s'ouvrit dans ces conditions et sur ces bases-là le 11 mai 1987, devant la cour d'assises du Rhône. Pour la circonstance, la salle des pas perdus du palais de justice de Lyon avait été aménagée en prétoire. On put y accueillir sans mal les centaines de journalistes venus de tous les pays du monde ou peu s'en faut suivre un débat promis à un grand retentissement. Mais chacun ne venait pas pour entendre la même chose.

Dans l'esprit du ministère de la justice et de bien des politiques, il s'agissait à travers la carrière et les activités de Klaus Barbie de répondre à ceux qui n'étaient pas nés en 1940 ou étaient sortis de l'Occupation à l'âge de la sucrée ce qu'avait été le nazisme, et plus particulièrement son antisémitisme poussé jusqu'à la définition en 1942 d'une « solution finale », c'est-à-dire de l'extermination délibérée d'un peuple.

Mais bien plus excitant pouvait paraître à d'autres l'aspect d'entendre parler Klaus Barbie, c'est-à-dire celui de le voir se faire accusateur en racontant on ne sait trop de celle de son mari et de son



Croquis d'audience par JEAN PLANTU (Lyon, 1987).

bie réunis ces dispositions et ces « avertis ». Il devait dire que cet engagement n'avait pas d'autre objet que de s'assurer un emploi de fonctionnaire avec les avantages ordinaires. Il admettait pourtant que l'idée de pouvoir « faire du renseignement » n'était déjà pas pour lui déplaire. Sa candidature fut acceptée. Le 1^{er} octobre 1935, à Berlin, il prêtait le serment de la SS. Durant deux ans, il reçut une formation bientôt suffisante pour une affectation à la direction régionale du SD de Düsseldorf. À sa tête, un homme qui fera aussi parler de lui en France, Helmut Knochen, futur adjoint de 1942 à 1944 du chef suprême de la police pour le territoire français.

En cette même année 1937, Barbie adhère au Parti national, socialiste ouvrier allemand (NSDAP), parti unique dans l'Allemagne hitlérienne. La boucle était bouclée. L'engagement ne pouvait plus être que total, tandis qu'approchait le temps de guerre. Le 25 avril 1940, à quelques jours du déclenchement de la guerre éclair, Barbie s'était marié. Il avait le grade de SS Untersturmführer. Son dossier exprimait la confiance qu'il inspirait : camarade irréprochable, des performances dans le service excellentes, un comportement de SS exemplaire tant dans le service qu'en dehors. Une phrase était ajoutée : « son opinion relative à la conception du monde nazi est considérée comme affirmée ».

Au printemps 1940, la Hollande réduite, il était affecté à Amsterdam au groupe d'intervention de la police de sécurité. Il devait affirmer qu'il ne fit que rechercher des renseignements sur des questions de politique intérieure et extérieure. Et sur des juifs ? « Il ne pourrait s'agir alors que de personnes coupables d'actions illégales ».

Tel était l'homme qui, à vingt-neuf ans, arrivait à Lyon en 1942. On est en novembre. Depuis le 20 avril – date anniversaire de la naissance de Hitler –, il portait le grade de SS Untersturmführer. Ses chefs le présentaient comme « un SS qui va droit au but et qui aime l'action ». Ils relevaient aussi « un don énergique pour le travail d'information ». Ils portaient à son crédit « le dévouement de nombreuses organisations ennemies ». Au total, « une personne sur laquelle il est permis de compter ».

Il ne devait pas décevoir. Après novembre 1942, l'emprise de la police allemande sur la France est devenue totale. De son côté, la Résistance a pris corps et bientôt vitendra le temps des maquis et celui des expéditions impitoyables et conjuguées de la SS et de la Milice. La France de novembre 1942, c'est deux mille policiers nazis spécialistes du renseignement mais qui ont tous le même objectif : une lutte sans merci contre « les ennemis du

ment soumis à l'autorité du commandeur Hottel auquel succéda le lieutenant-colonel Werner Knab, c'est de lui que se souviendront toujours ceux qui connurent l'infortune de l'arrestation.

Les procès de 1952 et 1954

De ce que fut son activité entre novembre 1942 et août 1944, tant à Lyon et ses environs immédiats que dans les dix départements que contrôlait son Einsatz-Kommando, deux procès dans lesquels il se trouvait accusé par contumace, d'abord en 1952 puis en 1954, avaient présenté un tableau effrayant. Arrestations, tortures, pillages, exécutions massives d'otages, déportations avaient été énumérés et détaillés.

Il était évident que le seul Klaus Barbie n'avait pu être l'auteur de tant de crimes de guerre. D'autres Allemands, ses collaborateurs immédiats, y avaient pris leur part. Des Français aussi, ceux-là arrêtés en leur temps, jugés, condamnés, avaient chargé Klaus Barbie l'absence. Mais des témoins aussi, des rescapés avaient, dans une égale constance, dénoncé son zèle et surtout sa propension à la violence irraisonnée, à la torture systématiquement infligée, ce qui lui avait valu le surnom de « boucher de Lyon ».

De ces faits-là, la justice, soudain en possession et en charge de Barbie en février 1983, ne pouvait juridiquement plus connaître. Plus de vingt ans s'étaient écoulés depuis les condamnations à mort prononcées successivement par contumace en 1952 et 1954, et la prescription se trouvait acquise. Il fallait rechercher dès lors d'une part si d'autres faits avaient pu exister qui auraient échappé à la connaissance des juges de la connaissance des juges des années 50, d'autre part, si ces faits pouvaient être qualifiés crimes contre l'humanité, ce qui seul pouvait les rendre « imprescriptibles par nature », c'est-à-dire permettre d'en juger encore les auteurs au-delà de l'impossible oubli, quel que soit le temps écoulé.

En définitive, Klaus Barbie se vit occuper de la liquidation du comité lyonnais de l'Union générale des Israélites de France (UGIF) après une rafle opérée le 9 février 1943, rue Sainte-Catherine, à Lyon : de la déportation des enfants juifs de la colonie d'Izieu dans l'Ain, tous arrêtés avec cinq adultes le 6 avril 1944 ; de la déportation d'environ 650 personnes parties vers l'Allemagne le 11 août 1944 par le dernier train qui quitta Lyon sous escorte allemande ; de la mort précoce de tortures du professeur Gompel, de la déportation de M^{lle} Lise Lesèvre, de celle de son mari et de son

quo sur la façon dont lui aurait été livré Jean Moulin. M^{re} Vergès aidant, n'était-ce point ce que – côté Barbie – on nous promettait : la version selon laquelle un chef de la Résistance serait mort non plus des tortures gubies mais avait décidé de mettre fin à sa vie, désespéré d'avoir découvert qu'il avait été livré par un Judas ? C'est en vain pourtant que l'on attendit le scandale et le soufre.

Récits de l'enfer

Au contraire, en un temps où le bon ton voulait – et veut encore – que la France ait été dévastée et auxiliaire zélée de son occupant, il fut donné durant plusieurs semaines d'entendre à Lyon des hommes et des femmes raconter avec ou sans colère, avec ou sans fierté particulière la façon dont, quarante-cinq ans plus tôt, ils avaient souffert et vu souffrir, ce qui, signifiaient les mots « crématore » et « transport », « Nuit et brouillard » et « sélection ». Les uns après les autres, au bout de l'émotion, restaient dans un décor de justice vite oublié et abol l'humanité à laquelle ils avaient été réduits, et un auditoire anéanti retenait ses larmes à ces récits qu'il leur fallait faire de nouveau.

Ainsi, le procès qui se voulait historique parvint à l'être. Même si Klaus Barbie, qui avait choisi de ne point paraître mais y fut contraint lorsque vint le tour des victimes de se faire entendre, se borna alors à faire savoir qu'il n'avait rien à dire à tout ce que l'on produisait contre lui. De l'avis général, ce qui compta alors fut ce rappel des heures sombres. Sans doute pouvait-on savoir, par bien des documents et bien des livres ce qu'avait été la réalité de l'Occupation, ombres et lumières mêlées. Mais qui avait lu ces livres depuis trente ans et plus ? Qui avait connu ces documents ? Après le départ de Lyon, chacun disposait de l'occurrence adéquate pour être en mesure de tenir à sa juste valeur ce qu'il est convenu d'appeler le « révisionnisme ».

En décidant de se retirer du prétoire dès le troisième jour de son procès, Klaus Barbie lui-même avait finalement aidé et facilité cette entreprise. Celles et ceux qui par lui avaient été arrêtés, torturés, déportés avaient été privés de la tentation de l'investir et du même coup d'affaiblir la portée de leur déposition.

Certes, du côté des avocats des parties civiles, on put ressentir au moment de leurs plaidoiries une certaine division entre les tenants d'une notion restreinte du crime contre l'humanité et les autres ; il n'y eut rien de tel du côté des témoins. Simone Kadosh et Geneviève de Gaulle, la juive raflee et la résistante trahie, celle d'Auschwitz et celle de Ravensbrück, pour être revenues de l'innommable, par une claque qui les étourdissait encore, demeuraient surs. L'une comme l'autre étaient attendues au bout de la rampe de Birkenau ou au portail de Buchenwald par les SS et leurs chiens.

A l'une comme à l'autre, peu importait ce que la justice des hommes déciderait du cas Klaus Barbie. Lorsque dans la nuit du 4 juillet 1987 la cour d'assises du Rhône, au terme d'un procès que sut toujours maltraiter le président André Cordini, déclara Barbie coupable de tous les crimes contre l'humanité retenus à sa charge et le condamna à la réclusion criminelle à perpétuité, il n'y eut ni surprise ni colère. Mais, avec un temps de retard, vint une « save » d'applaudissements qui n'était pas de mise. Pour l'ancien chef de la section IV du SIPO-SD de Lyon, ce fut le dernier écho exprimé contre lui, en approbation d'une décision qui le retranchait de la communauté des hommes.

Au moment de ce procès, un sondage IPSOS réalisé pour le Monde apprenait que les Français, dans leur majorité, déclaraient s'y intéresser et considéraient que la justice devait l'emporter sur l'oubli.

Aujourd'hui, il reste à oublier Barbie – peut-être était-ce déjà fait – mais non pas ces journées au cours desquelles fut donné un aperçu du bilan de la doctrine dont il avait été un serviteur aussi zélé qu'impénitent.

Les derniers grands criminels de guerre encore en vie

Après la mort de Klaus Barbie, trois importants criminels de guerre nazis sont encore en vie, dont un, jusqu'à présent, échappé à la justice : Alois Brunner, l'ancien chef du camp de Drancy, dans la banlieue parisienne. L'ancien lieutenant d'Eichmann, qui vit à Damas, en Syrie, sous un pseudonyme arabe, est accusé de la déportation de plus de 100 000 juifs autrichiens, allemands, grecs, français et slovaques. Il a été condamné à mort par contumace par deux fois en 1954, par le tribunal permanent des forces armées de Paris et par le tribunal militaire de Marseille. Damas n'a jamais donné suite aux différentes demandes d'extradition de la France, de l'Allemagne et d'Israël notamment.

Un autre criminel de guerre, Ivan Danyanjuk, soixante-troize ans, a été condamné en 1988 en Israël à la prison à vie pour crime contre l'humanité. Il a été identifié par des rescapés de l'Holocauste comme un des bourreaux du camp de la mort de Treblinka (Pologne), où quel-

que 800 000 juifs avaient été exterminés par les nazis. Un ancien officier SS, Josef Schwammberger, soixante-dix-neuf ans, comparait actuellement devant le tribunal de Stuttgart, en Allemagne. Il doit répondre du meurtre de 45 juifs et de complicité dans l'assassinat de plus de 3 000 autres dans trois camps de concentration en Pologne. Réfugié en Argentine après la guerre, il a été extradé l'année dernière.

Actuellement, reste en France Paul Touvier, soixante-seize ans, ancien chef de renseignement de la milice de Lyon. L'ancien collaborateur de Barbie a été arrêté le 28 mai 1989 après près de quarante ans passés dans la clandestinité. Remis en liberté le 11 juillet dernier, il devrait être jugé pour l'assassinat, en 1944, de la France des droits de l'Homme, Victor Basch, de son épouse, de sept otages juifs dans la banlieue de Lyon et pour la déportation d'un couple de gardiens de la synagogue de Lyon avec 57 réfugiés politiques espagnols.

مكتبة ابن الأصيل

مؤرخة

الكتاب

الكتاب

الكتاب

الكتاب

الكتاب

الكتاب

الكتاب

الكتاب

هكذا من الاجل

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Malgré les propositions de la chancellerie

Le mouvement de protestation des surveillants de prison se durcit

Déçu par les propositions du ministère de la justice, les syndicats de surveillants ont haussé le ton, mercredi 25 septembre. Le statut spécial des surveillants leur interdit de faire grève, mais les autonomes de l'UAP, qui se disent « prêts à l'épreuve de force », appellent désormais à la « mobilisation générale ». Le syndicat Force ouvrière, de son côté, demande aux surveillants de venir travailler en civil, un brassard noir au bras gauche.

Depuis le 19 septembre, un mouvement de blocage « perle » et « tournant » lancé par l'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAF) touche une à une toutes les prisons de France. Un blocage de portes ici, des retards de service là, une occupation du rond-point central de l'établissement ailleurs : ce mouvement de colère n'a pas perdu la même allure.

Mais les conséquences sur la vie en détention, elles, sont souvent les mêmes : des parloirs avec les familles ont été supprimés, les aides et visites en détention sont plus rares, et la plupart des activités ont été suspendues.

Les revendications de l'UFAF, qui est devenue le premier syndicat des surveillants en 1991 avec 35,35 % des voix, sont ambivalentes. La création immédiate de mille postes, l'amélioration du système de retraite et l'octroi d'une prime de spécificité équivalant à un treizième mois. Son langage est à la mesure de ses revendications : la responsabilité de l'UFAF, M. Gilles Sicaud, dénonce volontiers la « pourriture » de l'administration pénitentiaire.

Depuis le début du conflit, Force ouvrière, qui s'est vu ravir la première place syndicale au début de l'année, multiplie les déclarations « responsables ». La CGT et l'USP (11,55 et 10,30 % des surveillants) ne sont guère

plus tendres avec les « actions commandées » de l'UFAF. Autant dire que l'unité syndicale n'est pas à l'ordre du jour.

Tous, pourtant, s'accordent sur un point : l'insuffisance des créations d'emplois envisagées par le ministère de la justice (1). Un souci visiblement partagé par la plupart des surveillants : les mots d'ordre de l'UFAF sont plutôt bien suivis.

Le terrain, de plus, est fragile. Les établissements pénitentiaires, souvent surchargés, ne peuvent supporter indéfiniment un mouvement qui perturbe la vie des détenus.

« Obsoles » et « chantage »

Après avoir tâté le terrain du côté de Matignon, la chancellerie avait donc convoqué les syndicats à des réunions de travail, mercredi.

Le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Jean-Claude Karsenty, leur a fait deux propositions : une augmentation de l'ordre de 7 francs des primes de nuit, qui sont actuellement fixées à 31,40 francs, et la création d'une « indemnité différentielle pour charge de détention », réservée aux surveillants travaillant en détention.

La réaction des syndicats a été vive. Force ouvrière, qui souhaite la création d'une prime exclusive « pénitentiaire », a immédiatement dénoncé l'augmentation « lamentable » de l'indemnité de nuit, la CGT a refusé d'embêter le « chantage » de l'administration, et l'USP a jugé ces propositions « plus que légères ».

L'UFAF s'est montrée plus sévère encore : le syndicat de M. Gilles Sicaud, indigné par la « désinvolture » de la chancellerie, a refusé d'un revers de main les « obsoles » de l'administration.

Tous appellent donc maintenant à un durcissement des actions. La CGT propose des rassemblements afin de mettre au point des « plates-formes revendicatives » et

l'USP souhaite mettre en place des « intersyndicales solidaires ». Force ouvrière se contente pour le moment de demander aux surveillants de travailler en civil, avec un brassard noir au bras gauche, et de déposer symboliquement leurs uniformes à la préfecture.

L'UFAF, quant à elle, se lance sans hésitation dans la « mobilisation générale ». « Il faut maintenant refuser de prendre le service », lance M. Sicaud. « Ils veulent l'affrontement ? Ils l'auront. »

Si le mouvement se durcit malgré les propositions avancées mercredi, la chancellerie n'hésitera sans doute pas à faire preuve d'une certaine fermeté. Les surveillants sont soumis à un statut

spécial qui leur interdit le droit de grève, et, en cas de refus de service, le ministère, qui ne veut pas prendre le risque d'une explosion pénitentiaire, se chargera sans doute de le leur rappeler.

ANNE CHEMIN

(1) Le projet de budget 1992, qui prévoit la création de 571 emplois, accorde 400 postes à l'administration pénitentiaire : 208 pour l'achèvement du programme de construction de 13 000 nouvelles places de prison lancé sous Alain Chabanon, 72 pour l'ouverture du centre de détention de Borgo, en Haute-Corse, et 120 pour renforcer les équipes des établissements pénitentiaires existants. A ces 400 postes, s'ajoutent 200 emplois en « surnombre » qui constituent une « avance » sur le budget 1993.

EN BREF

• L'affaire Boulin renvoyée devant la cour d'appel. — La famille de Robert Boulin a fait appel, mercredi 25 septembre, de l'ordonnance de « non-lieu » poursuivie rendue par le juge Laurence Viebniewsky, qui a conclu au suicide de l'ancien ministre en 1979 (le Monde daté 22-23 septembre).

Selon M. René Boyer, conseil de la famille, cette thèse, « fondée essentiellement sur des lettres dont l'authenticité est suspecte », est contredite par des éléments tels que la position du corps, des fractures faciales et l'absence de vase sur les chaussures de l'ancien ministre, alors qu'aucune reconstitution de la « noyade » n'a été effectuée.

• Une publicité de Marie Brizard interdite. — M. Patrice Maynial, vice-président du tribunal de Paris, statuant en référé à la demande de l'Association nationale de prévention de l'alcoolisme (ANPA), a interdit, mardi 24 septembre, à la société bordelaise Marie Brizard et à trois magazines, Paris-Match, Télérama et le Nouvel Observateur, de poursuivre la diffusion d'une publicité pour

cer alcool. Le juge des référés a assorti cette interdiction d'une astreinte de dix francs par exemplaire publié à compter de sa décision.

• Le père d'un cascadeur de huit ans condamné à trois mois de prison avec sursis. — La cour d'appel de Nancy (Meurthe-et-Moselle) a condamné, mercredi 25 septembre, à trois mois de prison avec sursis et 3 000 francs d'amende M. Luc Appourchaux, trente et un ans, un cascadeur dont le fils Mikael, âgé de huit ans, avait, en août 1990, réalisé un numéro très périlleux. Poursuivi pour « exécution d'un travail dangereux par enfant de moins de seize ans et travail clandestin », M. Appourchaux avait été condamné, en première instance, à un mois de prison ferme, par le tribunal correctionnel de Verdun (le Monde du 18 août 1990).

• Le procureur de Paris demande la dissolution de l'association Mater Cordis. — M. Jean-Claude Laurin, substitut du procureur de la République de Paris, a demandé, mercredi 25 septembre, au tribunal de grande instance de Paris de prononcer la dissolution

Pour avoir refusé d'inscrire des enfants d'immigrés en maternelle

Le maire de Montfermeil condamné à 20 000 francs d'amende

M. Pierre Bernard, maire (divers droite) de Montfermeil (Seine-Saint-Denis), a été condamné, mercredi 25 septembre, à 20 000 francs d'amende par la dix-septième chambre du tribunal correctionnel de Paris pour avoir refusé l'inscription d'enfants d'immigrés à l'école maternelle lors des rentrées de 1988 et 1989. M. Bernard, qui avait déjà été condamné pour discrimination raciale pour des faits comparables, devra aussi payer 2 000 francs de dommages-intérêts à chacune des six associations antiracistes qui s'étaient portées partie civile (le Monde du 5 juillet).

Le parquet avait requis deux mois de prison et une amende. Le

tribunal a jugé qu'il existait « un droit à la scolarisation pour les enfants des classes maternelles » et précisé que « le maire d'une commune n'apprecie pas librement l'opportunité d'accepter ou de refuser l'inscription des enfants en classe maternelle ».

Le maire, qui avait justifié son attitude par la volonté de « casser un ghetto », a décidé de faire appel. Deux députés RPR de Seine-Saint-Denis, MM. Robert Pandraud, ancien ministre de la sécurité, et Eric Raoult, ont tenu à lui réaffirmer leur soutien et ont proposé de lancer une souscription pour régler l'amende de 20 000 francs ainsi que les dommages et intérêts.

immédiate, oblige à juger le jour même fixé par le procès-verbal de comparution, soit le 25 septembre avant minuit. A 0 heure, le tribunal n'était plus saisi pour huit prévenus qui ont été libérés, comme l'avaient été huit autres personnes pour défaut d'interprète ou parce qu'ils présentaient des garanties suffisantes de représentation.

• L'éviction du secrétaire général du SNIP des CRS. — Le tribunal des référés de Paris a jugé irrégulier, le 24 septembre, le récent congrès extraordinaire du Syndicat national indépendant et professionnel (SNIP) des CRS, affilié à la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, majoritaire dans la police en tenue), à l'occasion duquel le secrétaire général de ce syndicat, M. Elie Puigmal, avait été évincé (le Monde du 14 septembre). C'est ce qu'a indiqué ce dernier le 25 septembre. M. Puigmal, auquel il avait été reproché par ce congrès « de mélanges le corporatif et le politique » et d'être trop proche du directeur du service central des CRS, avait été remplacé M. Joaquim Massané.

TOUT EST PERMIS



GAGNER DES VACANCES A VIE* ET DES MILLIERS DE CADEAUX, PROFITER DE SUPER REPRISES ET DE CRÉDITS EXCEPTIONNELS, NOCTURNES JUSQU'A 22 H LE JEUDI 26 SEPTEMBRE.

*Une période de vacances en multipropriété pendant 99 ans pour partir chaque année en famille pendant 2 semaines sur la côte Sud espagnole (valeur 100 000 F).



CITROËN

LES JOURS FOUS CITROËN DU 26 SEPTEMBRE AU 7 OCTOBRE

UN HORS-SERIE DE

le nouvel Observateur LA CIVILISATION DU SEX-SHOP

Où le sexe est-il libéré, où est-il réprimé ?

Plus que jamais le sexe est au cœur des combats politiques et des bouleversements de société.

Vingt ans après la libération de la femme et après dix ans de sida, les plus grands écrivains et journalistes dressent l'état des mœurs sous toutes ses latitudes et révèlent les nouvelles guerres du sexe.

EN VENTE PARTOUT 40 F

SOCIÉTÉ

Dans un rapport

Le Conseil économique et social préconise une réforme des allocations familiales

Le Conseil économique et social, il y a dix ans (la *Monde* du 3 juin 1981), préconisait déjà une politique familiale liée à l'enfant lui-même (attribution d'aides destinées à compenser la charge qu'il procure) confirmée ses options. Dans un rapport rendu public, mercredi 25 septembre, il plaide, notamment, pour un aménagement et une réévaluation des allocations familiales à partir d'un indicateur social (coût moyen d'entretien et d'éducation de l'enfant) qu'il suggère de créer. Il souligne également, avec insistance, la nécessité de prendre de nouvelles mesures permettant de concilier vie familiale et vie professionnelle : un nouveau congé parental à la naissance du troisième enfant, un congé paternité rémunéré, une modulation de l'allocation parentale d'éducation.

Le CES, à qui le gouvernement a demandé de vérifier « la cohérence et l'efficacité » du dispositif d'aide aux familles, reconnaît l'importance des prestations visant une redistribution sociale et liées à des conditions de ressources, comme l'aide aux parents isolés ou le revenu minimum d'insertion. Il suggère toutefois une modification de leur mode de calcul.

Actuellement, les allocations familiales sont prises en compte dans l'évaluation des ressources de la famille et le montant des prestations varie selon la taille de celle-ci. Le Conseil économique et social propose de ne plus inclure les allocations familiales dans les ressources et de ne pas tenir compte du nombre de personnes au foyer.

Les propositions du CES peuvent être regroupées en quatre catégories : celles qui visent à compenser les charges familiales, celles qui aident à concilier la vie familiale et la vie professionnelle,



les aides au logement et, enfin, les modes de financement.

Pour mieux compenser les charges familiales, le Conseil estime qu'il faudrait revoir complètement le mode de calcul des allocations familiales et créer un indicateur social appelé « coût moyen d'entretien et d'éducation de l'enfant » qui tiendrait compte de l'âge de l'enfant, de son rang au sein de la famille (le deuxième enfant coûtant relativement moins que le premier et le troisième bien plus que les deux autres), et du revenu des parents.

Extension du congé parental

Le CES pense qu'il serait possible, à court terme, d'harmoniser les conditions d'accès à l'allocation parentale d'éducation (APE), à l'allocation pour jeune enfant (AJE) et au complément familial en alignant le plafond de ressources exigé pour l'ARS à celui fixé pour les deux autres prestations. Il demande de répondre à vingt ans le limite d'âge pour le versement des allocations familiales quand l'enfant n'est toujours pas inscrit dans la vie active et vit dans sa famille. Et il réclame une réévaluation de l'allocation de soutien familial pour bénéficier beaucoup de parents isolés. Il estime, en revanche, qu'il ne faudrait plus compter une demi-part supplémentaire dans le calcul des impôts des parents isolés (sauf en cas de veuvage, séparation judiciaire et abandon). Le Conseil considère en effet que cette possibilité favorise le concubinage au détriment du mariage quand il y a des enfants.

A moyen terme, le Conseil propose que les majorations en fonction de l'âge soient appliquées à l'aîné d'une famille de deux enfants, ce qui n'est pas le cas actuellement ; que le versement des allocations familiales continue avec le dernier enfant ; que le complément familial soit transformé en majoration des allocations familiales pour les familles de trois enfants ayant plus de trois ans ; et, que le montant et les

conditions d'accès aux bourses d'études soient réévaluées.

La conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle passe, aux yeux du CES, par le maintien intégral du salaire des femmes pendant leur congé maternité (ce qui n'est pas encore le cas) et par l'extension du droit au congé parental d'éducation à toutes les entreprises de plus de cinquante salariés. Le Conseil considère qu'il faudrait accorder au père ou à la mère un congé pouvant s'élever à six jours par enfant pour gérer ces derniers lorsqu'ils tombent malades. Enfin, constatant que les familles rencontrent un nombre croissant de difficultés avec l'arrivée du troisième enfant lorsque les deux parents travaillent, il plaide pour la création d'un « congé postnatal » de six mois s'ajoutant au congé maternité mais pouvant être pris aussi bien par le père que par la mère.

Rappelant que la plus forte demande des parents concerne la garde des enfants après l'école, les rapporteurs soulignent une intensification de la campagne en faveur des contrats enfance (souvent de la Caisse nationale des allocations familiales aux projets de modes de garde) et un « développement » des aides individuelles compensant les frais de garde. Ils se déclarent également favorables aux actions menées en direction des entreprises pour les inciter à aider leurs salariés pour la garde de leurs enfants (création de crèches ou d'un « mode de garde » que l'entreprise remettrait aux salariés).

En ce qui concerne les aides au logement, le plus particulièrement à l'accession à la propriété, le CES préconise pour une suppression de l'APL (aide pour le logement) qui est dépendante de l'évolution des revenus de la famille ainsi que du nombre et de l'âge des enfants. Il propose en remplacement, une bonification des taux d'intérêts des emprunts.

Les membres du Conseil invitent les pouvoirs publics à développer un partenariat entre les différents financeurs possibles, publics ou privés. Ils rappellent également que, selon le dernier rapport de la Commission des comptes de la Sécurité sociale, l'excédent de la branche famille serait de l'ordre de 11 milliards en 1991 et de près de 11 milliards en 1992. Ils demandent que cet excédent soit réellement attribué à la famille et ne serve pas, comme c'est le cas actuellement, à couvrir des frais qu'ils qualifient d'« autres ».

CHRISTIANE CHOMBEAU

NUCLÉAIRE

Dans le Haut-Rhin

Découverte d'une anomalie « importante » sur un réacteur de la centrale de Fessenheim

Un défaut a été constaté sur un réacteur de la centrale de Fessenheim (Haut-Rhin), dans une soudure du circuit secondaire reliant un générateur de vapeur à la turbine de production d'électricité. Cette canalisation, dans laquelle circule la vapeur à une pression de 80 bars (quatre-vingts fois la pression atmosphérique), présente une fissure de 11 cm de long, s'enfonçant de 3 cm dans l'épaisseur (8 cm) de la conduite.

Découvert le 13 septembre à l'occasion d'une visite annuelle et du rechargement en combustible du réacteur, ce défaut a surpris par son ampleur les autorités de sûreté qui, lors d'un contrôle effectué en 1986, n'avaient pas décelé d'indice net de fissuration dans cette partie de l'installation. Cette aggravation a donc conduit la Direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) à demander, outre le remplacement immédiat

d'un réacteur de la section de tuyauterie suspecte, une inspection de l'autre réacteur de Fessenheim, Fessenheim-2, que la direction de la centrale a, par prudence, arrêté.

Bien qu'« importante », cette anomalie reste classée au niveau 2 de l'échelle de gravité nucléaire par la DSIN (1) parce qu'elle n'affecte que la troisième barrière de sûreté de l'installation. Mais les autorités de sûreté n'excluent pas que cet incident ne conduise à une « réévaluation des dispositions de sûreté prises », en particulier en ce qui concerne la périodicité des inspections sur ce type de centrales. Sont notamment concernées par ces mesures les réacteurs de Bugey 2, 3, 4 et 5, les autres tranches du parc français étant d'une sûreté comparable.

(1) L'échelle de gravité comporte six niveaux. Le dernier correspond à l'incident le plus grave : celui de Tchernobyl.

LE SYMBOLE DU NAUTISME MONDIAL EST À GÈNES

31^e SALON NAUTIQUE INTERNATIONAL

21^e SALON INTERNATIONAL DES EQUIPEMENTS SOUS-MARINS

GÈNES 10-20 OCTOBRE 1991

JOURNÉES PROFESSIONNELLES 10-11 OCTOBRE

Tous les jours de 9 h 30 à 18 h 30

Service de navette de l'aéroport au quartier de la Foire

Service de renseignements télécopieur

M. Lalonde la mise en

note varoie une petite

TIRES PAR

PARLEMENT

MISE A PRIX

PARIS 15^e

PARTEMENT

IMPORT

61, avenue P...

PARTEMENT

MISE A PRIX

مكتبة ابن الأصيل

CULTURE

MUSIQUES

L'Alsace des réconciliations

Croisement sans précédent de styles et de nationalités
au Festival Musica qui pratique la continuité dans la diversité

STRASBOURG

de notre envoyée spéciale

Le Festival Musica est un grand mechin qu'on aurait tort de limiter, malgré son nom, à la seule musique et, malgré sa réputation de nouveau « royaume », à la seule avant-garde « savante ». Quand nous quittons provisoirement, lundi 23 septembre, l'Anetenne Boucherie, où les bureaux se sont installés cette année, un débat y réunissait le chorégraphe Mark Tompkins, l'écrivain et metteur en scène de théâtre Anne Torré, le musicien Marc Monnet et le peintre François Martin.

Tompkins occupe depuis trois semaines le Palais des fêtes pour y trouver l'élan d'une nouvelle « Plaque tournante », cycle itinérant et européen pour lequel une étape strasbourgeoise s'imposait. Avec les cent guitares électriques de Rhys Chatham, avec John King et son trio rock, avec Carole Laure (pour un unique récital), le performer américain représente l'aile avancée de la programmation, le pied de nez stratégique aux croulants de la musique.

Pour Anne Torré et son *Exercice de la bataille* — réflexion sur l'art martial et le temps théâtral, pour Marc Monnet, auteur de la musique de scène, pour François Martin, scénographe du spectacle, un nouveau lieu, le Mallon, a été passagèrement colonisé. Et ce théâtre, dont une nouvelle direction (celle de Claudine Girones) entend faire un lieu régulier de création, vient s'ajouter aux églises, aux salles diverses (du conservatoire, du TNS), à l'Anetenne Laiterie de Strasbourg, au

Musée des chemins de fer de Mulhouse, aux discothèques, aux appartements particuliers, à tous ces séjours que le festival gourmand investit chaque année pour multiplier ses publics et marquer sa diversité.

Et voici, cas unique de régénérescence spontanée, que Jean-Dominique Marco succède à Laurent Spielmann (qui avait lui-même succédé à Laurent Bayle) à la barre d'un festival si jeune — neuf ans ! Et voici que Spielmann, jeune homme dans le vent, mine d'idées, ancien jazzman, succède à René Terrasson aux commandes du vieux Opéra du Rhin. Et voici que même coupée une nouvelle antenne vers la pléiade des institutions : elle permettra à Musica de produire dès 1993 de l'opéra contemporain au rythme d'un ouvrage par an ; peut-être Staatsoper de Mauricio Kagel, un « projet de ville » qui impliquerait Jean-Marie Villégier et son Théâtre national. Dominique Marco parle de « l'effet multiplicateur de la musique dans la vie culturelle de la cité ».

Des dés pipés

Laurent Bayle en parlait déjà, qui réunit dès 1983 un premier réseau de partenaires solides, au service de la modernité. Successeur de Pierre Boulez à l'IRCAM depuis cet été, Laurent Bayle, après une période d'observation (on le disait brouillé avec Spielmann), s'est rendu à Strasbourg le week-end dernier. Amorce d'une antenne parisienne ? Geste évident de réconciliation.

La modernité ? Un mot sur le

papier. A Strasbourg comme ailleurs, les dés sont depuis longtemps pipés entre les néoclassiques et les postmodernes, entre l'écotisme à l'ancienne et le nouveau simplisme.

Le programme de ce premier week-end signalait cruellement ces ambiguïtés : le *Concerto pour piano* de Bruno Maderna date de la fin des années 60. Dédicé à David Tudor, il oppose côté cour, un immense jazz-band (six cors, cinq trompettes, un tuba, quatre trombones) aux cordes et aux percussions péloponnésiennes. Le pianiste déploie au milieu tout un attirail très daté d'effets spéciaux, claque du couvercle, frappe du maillet, plonge dans les cordes entre deux accès de virtuosité. Debussy et Scriabine sont cités dans le mouvement lent et ses mélodies de timbres. C'est d'un jazzisme survolté et d'un impressionnisme au second degré. C'est écrit à la diable, délicieux, étonnamment insaisissable. C'est guerrier, provocant, façon années 60. Jey Gottlieb peut encore y prendre un plaisir d'enfant. C'est moderne, on en jurerait.

Inscrit au même programme de l'Orchestre de Katowice, allié pour l'occasion au jazz de la Radio hollandaise, *Nekusa* (composé en 1981, créé l'année suivante) montre un Xenakis toujours fidèle à sa thématique — tragique sacrificiel, références mythologiques — mais un Xenakis désireux d'émouvoir et de convaincre, étonnamment simplifié par rapport aux grandes œuvres architecturales, multidimensionnelles et non narratives, des années 60-70. Qui a dit que le désir de concinnité avec l'auditeur était « en guise d'humanité » un signe d'académisme ? Adorno, le marxiste. Démoté.

ANNÉ REY

► Prochain week-end : Klaus Huber au Musée du chemin de fer de Mulhouse (samedi 28, 21 heures) ; Amy et Redulscu à l'église Saint-Paul de Strasbourg (dimanche 29, 17 heures). *L'Exercice de la bataille* d'Anne Torré au théâtre du Mallon (du 30 septembre au 6 octobre). Tél. : 88-75-19-88.

Mozart cornélien

IDOMÉNÉE
à l'Opéra Bastille

De simples marches délimitent des espaces abstraits sur l'immense plateau. Des panneaux coulissants figurent allusivement les ruines de Troie, un plan de palais crétois. Leur rapprochement, dans l'allégresse du premier tableau, pourrait évoquer l'harmonie du monde, harmonie immédiatement fracassée par la perfidie du destin. D'immenses voiles gonflées par le vent suffisent à la fantasmagorie, monstres et ouragans. Les sujets du roi Idoménée portent perches grand gabarit, manchettes et jebots. Seul un fauteuil doré meuble l'intérieur du palais. Abondance de figurants mais à part le ballet pas de mimiques redondantes ni gestuclations vaines. Noblesse, hiérarchie, solennité. Le ton de cet *Idoménée* est à la tragédie, au drame cornélien.

Classique ainsi qu'on l'attendait, un rien doctoral — mais quel métier pour occuper le scène et circonvenir l'essentielle — Jean-Pierre Miquel mène son projet de début à la fin sans dévier, sans la moindre ambiguïté. Le directeur du Conservatoire d'art dramatique, qui signe pour la Bastille sa première mise-en-scène d'opéra (et qui n'a presque recueilli que des applaudissements à l'issue de la première, mercredi 25 septembre) s'est pourtant arrêté sur le personnage d'Idoménée. Peut-être poussé par la stature mythologique de Thomas Moser, par cette magnifique voix sans faiblesse ni tristesse, jamais crueuse par la tristesse — voix de demi-dieu,

en vérité, — il semble avoir gommé l'aspect « père souffrant » du personnage pour le pousser vers la violence, la monstruosité cachée de quel-que Saturne dévorant ses enfants.

Jamais on n'eura vu à la Bastille distribution d'un tel niveau, aussi homogène, d'une telle solidité, d'une telle force dramatique à l'arrivée. Les timbre d'Idamante (le ténor Donald Kaech) ne dit peut-être pas assez la jeunesse, l'intrépidité, la passion, l'abandon. Mais Ila (Nicola Focile) et Electre (Inga Nielsen) sont bien deux rivales, voix immaculée pour la première, voix passant avec duplicité de l'innocence à la noirceur pour la petite sœur d'Oréste. Arbaçe (le très jeune Marcus Haddock) est le confident d'Idoménée. Ténor comme lui, il parvient — et ce n'est pas facile — à exister à ses côtés. Tout n'est pas sage man habité dans ce qui fut Thomas Moser, mais ses vocalises sont impeccables (c'est la version viennoise, la plus ornée, que l'on joua ici). Et le phrasé belcantiste de son premier récitatif accompagné ratera inoubliable.

Le chef — Myung-Whun Chung en sa maison — est l'autre héros de cette production. Quelle besogne accomplie, en effet, pour que les cordes chantent (presque) à l'unisson, pour que les chœurs tiennent de tels pianissimos ! Les solos de hautbois, de cor, de basson, réjouissent l'âme. Temporis, pour une direction amoureuse de l'œuvre mozartienne.

ANNÉ REY

► Onze représentations jusqu'au 26 octobre, 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71.

CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS

ABBAYE DE
ROYAUMONT
(Val-d'Oise)
Samedi
22 septembre
à 20 h
Rena : [1]
34-88-05-30
(à la Mairie
de Montigny)

PERGOLESE
LO FRATO
'Nnamorato
Orchestre Baroque de la
Communauté européenne
dir. R. Goodman

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde SANS VISA

ORCHESTRE NATIONAL
BORDEAUX-AQUAINE
ALAIN LOMBARD

SAISON 91/92 AU THÉÂTRE
NATIONAL DE CHAILLOT

6 octobre 1991 - 15 heures
LOMBARD/R. PASQUIER

Berg
Concerto à la mémoire d'un ange
Mahler : Cinquième symphonie

RENSEIGNEMENTS : 47 27 81 15

CINÉMA

Hollywood, à la folie

Triple lauréat au dernier Festival de Cannes, un film vertigineux et décapant

BARTON FINK
de Joel et Ethan Coen

Cela avait pu paraître exorbitant, l'aine d'or, prix de la mise en scène, prix d'interprétation masculine. A Cannes, au mois de mai dernier, *Barton Fink* des frères Coen écrasait ses concurrents, certains forts conséquents, avec une heurtante désinvolture. Plus la peine, aujourd'hui, de le comparer à d'autres, de s'attrister pour d'autres. Il est temps de le juger seul, pour ce qu'il est, unique.

Barton Fink de Joel et Ethan Coen ressemble à un joyeux toboggan de fête foraine qui larguerait son passager dans une flaque de larmes, un cauchemar décapant d'un fornicateur impuissant, à un drap de satin saupoudré de poil à gratter, à tout ce qui fait rire un initié juste après son délit, à tout ce qui fait pleurer un petit garçon dans le noir. *Barton Fink* est un film sur la peur, sur le cinéma, sur la solitude, sur l'échec, sur Hollywood, sur la peur. C'est une comédie mortellement drôle pour qui a le bon goût d'en rire, surtout lorsque ça n'est pas drôle.

Les Coen, surdoués indépendants, ont écrit, dit-on, *Barton Fink*, leur quatrième long-métrage, pendeot qu'une intempestive panne de créativité bloquait la réalisation en cours de leur troisième, *Miller's Crossing*, polar politico-rodinodé du chapeau d'un gangster mélancolique s'obstinant à voler entre les arbres. Béni soit cette panne qui a permis la naissance d'un remarquable exorcisme contre la panne.

Barton Fink est un jeune dramaturge new-yorkais des années 40, qu'une pièce à contenu « social », une pièce sur « l'homme de la rue », style *Mort d'un commis voyageur* bientôt en vogue, a propulsé vers le succès. Hollywood l'appelle, désormais « le comte de sa tête appartient à Capitol Films », il est chargé d'écrire un sujet pour Wallace Beery, « social, hein, surtout social ! », et qui se passe dans les milieux du catch.

ANNÉ REY

DANSE

Au septième ciel

Soirée de rêve avec Lucinda Childs

Décollage en douceur avec *Rhythm Plus*, création toute fraîche, sur des pages pour claviers de Ligeti et de Ferrari que joue à gauche de l'avant-scène, tout feu tout flamme, Elisabeth Chojnacka (elle est roussie, et après ?). Des danseurs turquoises, légers, décidés. Des enchaînements fluidissimes de mouvements simples, empruntant souvent au vocabulaire classique (mais qui, aujourd'hui, résiste à cette tentation ?) ; des lignes élémentaires qui vont bientôt s'enchevêtrer sans cesse d'être lisibles.

Et Lucinda, belle comme un bouclier russe sous la neige, énigmatique comme un chat égyptien. Lucinda, son mini-chignon décalé sur la nuque et son dos triangulaire, quelle nous laissera longuement admirer, à la fin, immobile sous l'évanouissement de la lumière. Lucinda ou la marche considérée comme un des beaux-arts.

Septième ciel avec *Dance*, qui fut créé en 1979 et que la Biennale de Lyon 90 (« An American Story ») a gratifié d'une bande-son toute neuve. La perfection absolue et le ravissement que procure sa contemplation : pas un geste, pas un son, pas une seconde à retrancher ou à ajouter — pendant cinquante-cinq minutes. Comment élaborer-on, à trois ou quatre, un chef-d'œuvre ? Enfantin : Phil Glass compose une musique répé-

litive, radieuse comme lui seul sait en écrire. Sol Lewitt filme les danseurs et les projette sur un écran de tulle tendu au premier plan ; Christina Giamini les a vêtus de T-shirts et pantalons tout blancs. Et Lucinda Childs construit ses chorégraphies sur une seule cellule de base (des petits sauts sur un pied puis d'une jambe sur l'autre, en tournant, bras simplement arondis ou étendus à l'horizontale), limitant rigoureusement les trajectoires à des traverses frontales du plateau dans la première partie, des diagonales et des cercles dans les deux suivantes.

Mais sous l'apparence d'une répétition infinie, hypnotisante, se cachent mille nuances, variations infinitésimales trop rapides et subtiles pour qu'on puisse jurer les avoir remarquées, perceptibles cependant dans une semi-conscience et tenant le spectateur en haleine. La danse même avec son image un dialogue volubile, le film montrant les danseurs à des échelles ou sous des angles variés. Dans leurs parcours géométriques, ces blanches mouettes fantomatiques nous repellent quelque chose... Ne sont-elles pas les seules modernes des Ombres de la Bayadère, des Willis de Giselle ou des cygnes du Lac ?

SYLVIE DE NUSSAC

► Théâtre de la Ville, jusqu'au 28 septembre, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

Le Monde
PHILATELISTES SEPTEMBRE 1991
l'Officiel de la philatélie

LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE
DU TRAITE SUR L'ANTARCTIQUE

- France : tous les timbres de la rentrée.
- Cartes postales : les poubelles.
- Histoire postale : le travail.
- Télécartes et cinécartes.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

C'est tout, et il n'y arrive pas. Seul, terriblement seul avec son Underwood, Barton Fink descendra un à un tous les degrés de l'angoisse, nous entraînant doucement avec lui.

Tout est contre lui, son hôtel dont le groom a une tête de destin et le liftier une tête de zombie, sa chambre dont la fenêtre ne donne sur rien, dont le papier peint est vivant et se décolle en grands lambeaux gluants, les moustiques gros comme des vampires, son ami voisin qui sanglote éperdument mais tue peut-être les femmes et lui confie une boîte qui contient, qui sait, la tête coupée d'une dame. Tout est contre lui, bientôt contre nous, tant sa paranoïa nous atteint, la lumière aveuglante de la Californie et son lit qui gémit, le producteur qui l'insulte (Michael Lerner) et le grand scénariste déchu qu'il consulte. Celui-là, (John Mahoney, qui est fait l'honneur de William Faulkner), Hollywood l'a tué avant qu'il ne se suicide, il déguise son âme dans des chiotas de rêve, agenouillé sur un mouchoir fin. La seule qui le comprend, c'est celle qui ne dit rien, la pin-up en maillot de bain accrochée sur le mur. Lorsqu'il le regarde, il entend la mer...

Comment
sortir de là ?

Comment sortir de là ? Comment écrire ? Comment vivre ? Il vaut mieux mettre le feu à l'hôtel, puis Hollywood, on l'a bico compris, c'est l'enfer ! Après ça, tout est possible, n'est-ce pas. Même que la pin-up du mur descend de la photo. Alors Barton Fink marcherait sur la plage, elle viendrait vers lui, l'interrogerait, « Vous faites du cinéma ? », elle répondrait, « Non, non, vous êtes bête ». A ce moment précis un comédien tombe dans l'eau comme une pierre. Les meilleurs cauchemars ont une fin.

Ce n'est pas la première fois que le cinéma montre un écrivain asservi par sa machine à écrire (cf. Jack Nicholson dans *Shining*, de Stanley Kubrick, auquel Barton

Fink se réfère d'ailleurs révérencieusement). Ni la première fois qu'il montre un producteur esclavagiste arrimé à son cigare (de Rod Steiger dans *Le Grand Couteau*, de Robert Aldrich, à Jack Palance dans *Le Mépris*, de Nino dans *Le Dernier Nabab*, d'Elia Kazan). Ni la première fois qu'il montre les affres déprimantes d'un scénariste mercenaire : William Holden dans *Sunset Boulevard*, de Billy Wilder ne se retrouve-t-il pas carrément mort, flottant dans la piscine ? Mais l'originalité tonique des frères Coen est dans l'appropriation des archétypes, dans leur caricature anoblie par un style visuel superbe.

Barton Fink boigne dans une lumière dorée, à la fois sinistre et allégre, tout est en même temps naturel et exagéré, les bruits amplifiés, les couleurs désertes de l'hôtel se peuplent au matin de paires de chaussures par dizaines, posées devant les portes tels des oiseaux morts, la réalité dérape en douceur comme si un somnambule glissait longuement sur une peau de banane météphysique. Les scènes se succèdent, très écrites, très dialoguées, en un jeu de ping-pong parfaitement maîtrisé. Il n'y a jamais de foule, il n'y a personne, en fait, que Fink face à lui-même, face aux différentes incarnations de sa frustration.

John Turturro, dans ce grand rôle de lauréat universel, rétréci comme un rat de laboratoire juif : avant le scalpel, les cheveux littéralement dressés sur le crâne en signe de tourmente terreur, est formidable. Mais sans doute plus étonnant encore, opaque et attendrissant, son porteur John Goodman, le voisin trop affable aux grosses mains d'étranger. Avec Barton Fink, fable fantastique, parabole drôlatique, et tout ce qu'on voudra encore extrapoler, les frères Coen, scénaristes (inspirés), producteurs (avisés), réalisateurs (combés) sont devenus grands. Le grand méchant Hollywood ne les a pas mangés...

DANIEL HEYMANN

Dans la tête de Turturro

Pour composer son personnage de Barton Fink, John Turturro s'est inspiré d'un livre de Michael Gold écrit dans les années 30, les *Juifs désargentés*, et a pris pour modèle Clifford Odets, dramaturge politiquement engagé, cofondateur du Group Theatre, scénariste à Hollywood qui a été de son expérience le *Grand Couteau*, mélo social des années 50.

« Il n'avait pas fait sa première communion, mais son père avait pris des photos « comme si », explique John Turturro. Il a fait partie de la gauche radicale, jusqu'au moment où il a coopéré avec la Commission des activités anti-américaines. C'est ainsi, il l'a fait. Barton Fink en sera peut-être capable. »

Le scénario sur lequel s'écrit Barton Fink — une histoire pour Wallace Beery, — John Turturro l'a écrit, lui a même donné un titre : *The Bury Man*, (« le Masseur ») ; par amour, son héros, un catcheur trop sensible, devient champion. Il se marie, mais sa femme le trompe. Le cœur brisé, il lui tord le cou : « D'abord, dans un long monologue il accuse sa femme de ne l'avoir jamais compris. Un physique de brute ne signifie pas que l'on n'a rien d'autre à donner. »

Un statut
de salaud idéal

Etre dépassé par son image, John Turturro connaît. Né à Brooklyn, élevé à Queens, fils d'un mignon italien et d'une chanteuse de jazz, son type méditerranéen allié à son accent des faubourgs de New-York le cantonne d'abord dans les rôles « athlétiques » : il est chef indien dans *Vol au-dessus d'un nid de coq*, mafioso pour Michael Crichton — *Le Scorpion* — comique troupier d'un cabaret miteux pour Susan Seidelman — *Recherche Susan désespérément* — joueur de billard pour Scorsese — *Le Coureur de l'argent*. Le théâtre lui offre des rôles plus intéressants. Doubura de John Malkovich dans *La Mort d'un commis voyageur*, d'Arthur Millar, il joue

en suite *Dee sourie et des hommes*, de Steiback (pièce qu'aurait pu écrire Barton Fink) et *Danny and the Deep Blue Sea*, de John Patrick Shanley, scénariste de *Clair de lune*.

Son rôle de psychopathe amoureux de Jodie Foster dans *Five Corners* lui apporte un statut de salaud idéal. Il devient un des acteurs-fétiches de Spike Lee, qui l'engage dans *Do the Right Thing*, *Jungle Fever*, *Mr. Bigger Blues*. Puis les frères Coen le choisissent pour être le gangster juif, homosexuel et geignard, de *Miller's Crossing*.

Avec Spike Lee, Turturro dit qu'il improvise du dialogue, avec les frères Coen, qu'il avance des idées. Et, de l'avis de tous, il est, parmi les acteurs américains, celui qui saisi le mieux les caractères physiques — coiffure, démarche, attitudes — de ses rôles. Normel qui lui vienne de jouer Arturo Li — la prise de pouvoir par Hitler, transposée dans le Chicago des gangsters — puisque, en effet, Brecht éclipse l'évolution des personnages par des changements progressifs de comportements. Mais il a mis du temps, dit-il, pour arriver à Barton Fink.

HENRI BÉHAR

هكذا من الامل

CULTURE

CINÉMA

Une Mongolie en or



Urga, de Nikita Mikhalkov. Les paysages sont superbes, les enfants sont beaux et les adultes aussi, et les costumes tout autant : le souffle des grands espaces et l'exotisme sont les meilleurs atouts de la fable racontée par le cinéaste des Yeux noirs. A partir d'une anecdote de comédie (comment le berger des steppes mongols s'en fut à la ville acheter des préservatifs), Mikhalkov trouve la formule magique qui mêle l'utopisme et l'écran large, chronique et onirisme. Elle lui a valu le Lion d'or au récent Festival de Venise. Narquois souvent, sentimental parfois, toujours habile, il tire de la rencontre entre une famille asiatique prise de quitter son mode de vie traditionnel et un brave chauffeur russe toutes les ressources d'une face-à-face souriant, émouvant et métaphorique.

THÉÂTRE

« En voilà du propre ! »

Genèse d'une pièce de Genet, reprise par Alain Ollivier

LES BONNES
ou Studio-Théâtre de Vitry

« J'en ai assez d'être la religieuse sordide et sans Dieu, sans famille. J'en ai assez d'avoir un journeau comme autel », dit Claire.

Claire et Solange sont les Bonnes, de Jean Genet. C'est la nuit, Madame est dehors, les deux domestiques apprennent par un coup de téléphone que le bon ami de Madame vient de sortir de prison. Claire et Solange vivent un délire, une cérémonie sauvage, revêtent des robes d'apparat de Madame, l'imitent, puis lui préparent une tasse de tilleul empoisonné pour la tuer lorsqu'elle rentrera.

La pièce de Genet, *Les Bonnes*, fut créée par Louis Jouvet le 19 avril 1947. Tous les caractères décrits par Genet, jusqu'à cette date, dans le *Condamné à mort*, l'*Enfant criminel*, *Haute Surveillance*, *Notre-Dame-des-Fleurs*, etc., l'auteur les connaissait, avait partagé leurs joies. Mais des « Bonnes », il n'avait eu l'occasion d'en rencontrer ni à l'assistance publique, ni chez ses parents nourriciers du Morvan, ni dans les casernes, ni dans les prisons.

La source la plus probable des Bonnes est le fait divers, qui occupa beaucoup la « une » des journaux en 1933, des sœurs Papin, Christine et Léa Papin, deux sœurs de vingt-cinq et vingt et un ans, étaient bonnes chez une femme seule, fortunée. Le soir du 2 février 1933, Madame et sa fille étaient sorties, l'une des deux sœurs eut un faux mouvement qui

fit sauter les fusibles ; elles se retrouvèrent dans le noir. Ce qui déclencha une crise. Quand la mère et la fille rentrèrent, les sœurs Papin en firent un carnage, commençant par leur arracher les yeux, puis les seins, le ventre... Plus tard, elles mettaient saignamment les outils de l'assassinat, et allaient se coucher. L'une dans les bras de l'autre en se répétant : « En voilà du propre ! »

Ces mots « en voilà du propre ! » pourraient être de Genet, cela ressemble tout à fait à des phrases échappées aux garçons qui hantent *Notre-Dame-des-Fleurs* et *Miracle de la rose*. Bien des éléments du crime des sœurs Papin se retrouvent dans *Les Bonnes*, mais en fin de compte, c'est l'une des Bonnes qui bolt la tasse empoisonnée : suicide, et non meurtre.

Jean Genet a suivi, comme tout le monde, l'histoire des sœurs Papin. Il a probablement lu, entre autres, les reportages du *Journal Détective*, dans la pièce, Solange dit : « J'ai vu Madame découvrir que nous faisions Détective. » Et pourquoi Genet, qui lisait beaucoup, dans toutes les circonstances, n'aurait-il pas lu l'article de Jacques Lacan dans la revue *Minotaure* de 1933 : *Motifs du crime paranoïaque* ? Lacan y dit notamment que « les délirés de deux sexes ont les formes les plus anciennement reconnues de psychoses ».

L'autre source des Bonnes, c'est Jean Cocteau. La pièce est entièrement infusée des idées et des paroles de Jean Cocteau. Un détail : Genet connaissait la chanson de Cocteau, *Anna la Bonne* :

« Et moi, je suis Anna la Bonne, Je suis Anna, celle qu'on sonne. » Lorsque Jean Genet rencontra, pour la première fois Jean Cocteau, le 15 février 1943, à l'Hôtel du Louvre, il lui récita entièrement le poème *Le Fil de l'air*, qui n'était pas imprimé, mais que Cocteau avait enregistré sur un disque Ultraphone. Cocteau y dit par exemple :

Il dort. Il rêve. Il tombe au fond d'un encrier. Il se réveille, et croit que c'est une autre rêve.

Deux vers qui évoquent de très près la conscience de Jean Genet écrivant poèmes et romans en prison, « contre » et « para » la prison.

Un feu essentiel

Enfin, la structure particulière des Bonnes, le choix d'un théâtre de signes au naturalisme, d'un théâtre de cérémonie, d'un théâtre au passé lointain d'enfant de chœur de Genet. C'est dans une lettre accompagnant la réédition des Bonnes en 1958 chez Barbezat que Genet écrit : « Le plus haut degré moderne s'est exprimé pendant deux mille ans et tous les jours dans le sacrifice de la messe. Sous les apparences les plus familières — une croûte de pain, un y dévère un dieu. Théâtralement, quand le prêtre, ayant dans la paume découpé l'hostie, la reconstruit et la mange, dans sa bouche l'hostie craque. » Or les fidèles, dans la nef, sont trop loin, mais les enfants de chœur, agenouillés dans le dos du prêtre, entendent distinctement, c'est vrai, l'hostie

craquer. Et ce signe concret, profane, et très frappant, ce signe de la « représentation » d'une pensée et d'un acte millénaires, est l'exemple même, pour Genet, du signe théâtral.

Les Bonnes sont jouées à présent sous la direction d'Alain Ollivier dans son Studio-Théâtre de Vitry. L'interprétation de Genet implique des choix de transfert, de dédramatisation. Par exemple, Jean-Marie Patis, en 1971, fit jouer Solange et Claire par deux garçons aux crânes rasés vêtus, « en bas », en parachutistes, et « en haut », en religieux. A Vitry, Alain Ollivier a choisi de faire interpréter les Bonnes par deux très jeunes femmes qui n'ont pas une pratique longue de la scène et qui accomplissent un jeu savant de transpositions de voix et de gestes avec une fraîcheur qui a une allure de culte primitif : c'est très beau, et cela ressemble beaucoup à Jean Genet lui-même, à sa gentillesse simple, pure.

Ce Studio-Théâtre d'Alain Ollivier à Vitry est aujourd'hui l'un des plus nombreux foyers spirituels de l'art du théâtre, qui maintient, caverne et contre tout, un feu essentiel, comme est celui, justement, des petites lampes rouges au-dessus de l'autel. Longue survie, longue vie, à ce lieu, d'une architecture simple, chaleureusement habitée !

MICHEL COURNOT

Studio-Théâtre de Vitry-sur-Seine, 18, avenue de l'Insurrection. Tél. : 46-81-75-50. Jusqu'au 28 septembre.

Au carrefour des mondes

Niels Arestrup nous fait découvrir un auteur et un conte philosophique surprenant

ÉCRIT SUR L'EAU
ou Théâtre de la Renaissance

Dans un grand manteau de peintre, un homme, plutôt avenant même s'il peut être parfois autoritaire, dessine. Gardien, guide d'un monde entre deux mondes, ni tout à fait la terre ni tout à fait le ciel, sorte de purgatoire suspendu qu'il commande sans pesage, il accueille de très jeunes gens qui viennent de quitter la vie et doivent pourtant commencer à vivre. Ensemble, ils viennent de partout : une Japonaise, une Africaine, une métisse caribbe, une Française, un Arabe, un Indien. Ils parlent chacun leur langue, les autres pourtant les comprennent. Tous s'apprennent à vivre, en tableaux qui se succèdent sur un rythme rapide, les principaux moments de leur vie terrestre, ceux qu'ils ont vécus et ceux qu'ils auraient pu vivre.

Le peintre-gardien met en scène leur petite enfance, leur adolescence, la découverte qu'ils ont faite du désir, de la haine, de la colère, de l'amour, de la masculinité, de la violence qu'ils n'ont pas eu le temps de connaître. Entre quelques rochers, un point d'eau, sous les coups d'un temps capricieux,

ces jeunes gens découvrent enfin que le même sentiment, la même émotion, le même espoir s'expriment de façon infiniment diverse selon que l'on est né là ou ailleurs.

Écrit sur l'eau est un spectacle qui réunit toutes les possibilités du théâtre : un texte, des voix, une musique, une chorégraphie dans des décors et des lumières irréprochables. A chaque poste, Niels Arestrup, interprète principal, metteur en scène et producteur, s'est entouré des meilleures compétences. L'auteur qui a travaillé avec le metteur en scène et les acteurs au fur et à mesure de l'élaboration du spectacle, s'appelle Eriq-Emmanuel Schmitt. Philosophe diplômé de Normal Sup, il livre ici un premier texte qui s'attache aux situations les plus simples pour les transfigurer aussitôt en théâtre de la pensée, sans peur aucune du mythe, de la référence savante. C'est souvent très beau, même si le texte ouvre tant de portes en même temps qu'il nous donne parfois le vertige et l'impression d'être confinés à un précis de vulgarisation philosophique un peu bâffi.

Niels Arestrup a retrouvé pour l'occasion une fraîcheur, une attention à ses partenaires, une efficacité de jeu qu'on ne lui avait pas

connues de longtemps. Anti-Faust qui aurait offert son âme au Bon Dieu, il est le chef de troupe qui donne à des comédiens pour la plupart peu expérimentés et très différents (Passas Diop, John Arnold, Karim Troussi, Tomoko Yokomitsu, Belinda Becker et Eva Ionesco) un relief surprenant, une cohésion indéniable. Cohésion encore renforcée par le travail des gestes et des corps menés avec la chorégraphie Karine Saporta. Quand les mots n'y suffisent plus, les acteurs s'animent sur les rythmes et les sons créés par Jean-Jacques Lemêtre (excellent compositeur des musiques des *Atrides*, d'Ariane Mnouchkine). Ils paraissent alors voler au-dessus du décor minimal de Daniel Sciara, dont le bel onirisme est subtilement éclairé par André Diot.

Écrit sur l'eau, éloge de la différence, conte de la tolérance, spectacle atypique et risqué, est l'une des bonnes nouvelles de la rentrée sur les scènes privées. Il ne ressemble à rien. Enfant du théâtre d'images, c'est une sorte de réplique moderne, actuelle, naïve au *Ilus Jos* de Sartre, intrusion de la

world culture à un endroit où on ne l'attendait pas.

OLIVIER SCHMITT
Théâtre de la Renaissance.
Du lundi au samedi à 21 heures.
Tél. : 42-06-18-50. Durée : 1 h 25. De 70 F à 180 F.

61-25. De 70 F à 180 F.

61-25. De 70 F à 180 F.

61-25. De 70 F à 180 F.

61-25. De 70 F à 180 F.

61-25. De 70 F à 180 F.

61-25. De 70 F à 180 F.

61-25. De 70 F à 180 F.

61-25. De 70 F à 180 F.

61-25. De 70 F à 180 F.

61-25. De 70 F à 180 F.

61-25. De 70 F à 180 F.

61-25. De 70 F à 180 F.

61-25. De 70 F à 180 F.

61-25. De 70 F à 180 F.

Opéra comique
ALBERT SARFATI
présente
du 16 au 27 OCT. 1991
Opéra de Chambre de Moscou
Direction et mise en scène
BORIS POKROVSKI
en alternance
"LE NEZ" de GOGOL
Musique de CHOSTAKOVITCH
SOIRÉE MOZART
Le Directeur de Théâtre
Bosien et Bastienne
Location Opéra Comique rue Marivaux
FNAC • VIRGIN MEGASTORE • AGENCES • 36 15 CODE THEA
et par tél. 42 86 88 83

DANSE
DU 1^{er} AU 5 OCT. 20H30
MATHILDE MONNIER
LOUIS SCLAVIS
FACE NORD
création pour 8 danseurs
et 4 musiciens
LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

GRAND PALAIS
avenue Winston-Churchill
FIGURATION
CRITIQUE 91
de 11 heures à 19 heures
jusqu'au 30 septembre
DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde SANS VISA

L'ASTRADUL
Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 45-79-41-66 - 45-55-92-94 - 45-78-75-80
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

FIAC 91
5/13 OCTOBRE
PARIS-GRAND PALAIS
MICHEL COUNNOT

FESTIVAL D'AUTOMNE
À PARIS
LUCINDA CHILDS
JE SUIS VALÉRIE NOVAKOVA
PÉRE UBU
BORISLAV TCHAKUNOV
LES ENFANTS TANNER
JOEL JOUANNEAU
LE GRAND CAHIER
JEANNE CHAMPAGNE

AGENDA

PARIS EN VISITES

VENDREDI 27 SEPTEMBRE

- « Sept des plus vieilles maisons de Paris », 10 h 30, métro Hôtel-de-Ville, 2, rue des Archives (Paris Aurore).
- « Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (M-C. Casse).
- « Jardins et hôtels de la rue du Bac », 14 h 30, métro Rue-du-Bac (Paris pittoresque et insolite).
- « Promenade dans le quartier chinois », accompagné d'une tasse de thé, 14 h 30, métro Porte-de-Chaix (M-C. Casse).
- « La cathédrale Notre-Dame. Histoire et symboles de l'architecture et de la sculpture gothique », 14 h 30, devant le portail central (Aire et cætera).
- « Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résumons du Passé).
- « Le quartier de la plaine Monceau », 14 h 45, métro Monceau (V. de Langlade).
- « Appartements royaux du Louvre et vie quotidienne des rois et reines de France », 14 h 45, métro Palais-Royal, terre-plein central (M. Bonassat).
- « Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, une « basilique romaine » au cœur de Paris », 15 heures, 58 bis, rue de Turenne (Monuments historiques).
- « Les salons de l'Arsenal », 15 heures, 1, rue de Sully (O. Souche).
- « La franc-maçonnerie », 15 heures, 18, rue Cadet (P-Y. Jassot).
- « Saint-Roch et son quartier », 15 heures, métro Pyramides (Lurbe-Visites).
- « Le Panthéon », 14 heures, entrée, place du Panthéon (Paris et son histoire).
- « Patrice Brignone », 18 heures, Musée national d'art moderne (Centre Georges-Pompidou).

CONFÉRENCES

- 11 bis, rue Kapler, 20 h 15 : « Les pouvoirs dynamiques de la pensée ». Entrée gratuite (Loge unie des théosophes).

LE MONDE diplomatique

Septembre 1991

- **LA FIN DU POUVOIR COMMUNISTE EN URSS** : Reconstruire, par *Ignacio Ramonet*. - Les batailles à venir, par *Jean-Marc Chauvier*. - M. Gorbatchev et l'essence de la perestroïka, par *Moshe Lewin*. - M. Boris Eltsine et l'ordre nouveau, par *Amnon Kapeliouk*. - Le chaudière des nationalismes, par *Marc Ferro*. - Sous l'œil de Washington, par *Poul-Morie de La Gorce*.
- **CHINE** : A Pékin, ruraux et citadins en quête d'enrichissement, par *Jean-Louis Rocca*.
- **ÉCONOMIE** : BCCI, la banque à abattre, par *Frederic F. Chloirmonte*. - Comment éviter la mondialisation de la pauvreté ?, par *Michel Chossudovsky*. - L'évangile de la compétitivité, par *Riccardo Petrella*.

En vente chez votre marchand de journaux : 18 F

Le Monde PLANTU LE PRÉSIDENT HIP HOP!



L'ALBUM 91

La sélection de ses meilleurs dessins

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE : PLANTU

NOM _____ PRÉNOM _____
 ADRESSE _____
 CODE POSTAL _____ LOCALITÉ _____
 PAYS _____
 FRANCE (métropole uniquement) _____ Nombre d'ex. : X 52 F (port inclus) = _____ F
 DOM-TOM et ÉTRANGER _____ Nombre d'ex. : X 57 F (port inclus) = _____ F

Le Monde - Service vente au numéro - 15, rue Falguère, 75011 PARIS CEDEX 15 - FRANCE

SPECTACLES

JEUDI 26 SEPTEMBRE

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Plaque Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.I. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

OUVRAGES 50F - DESIGN INDUSTRIEL ET PAYSAGES. Centre d'information CCI. Jusqu'au 27 octobre.

LA PHOTOGRAPHIE EN MIETTES II. Photographie mesquée. Galerie du Forum - res-de-chaussée. Jusqu'au 3 novembre.

RIDEAU DE PARADE DE PICASSO. Salle d'actualité jeunesse. Jusqu'au 18 novembre.

ALDO ROSSI PAR ALDO ROSSI. Galerie du CCI. Jusqu'au 30 septembre.

Musée d'Orsay

1, rue de Solferino (40-49-48-14). Mar., ven., sam., dim. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

RETROSPECTIVE GARY WINOGRAND. Centre national de la photographie. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 septembre au 5 novembre.

JEAN-MARC TINGAUO, INTÉRIEURS. Centre national de la photographie. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 septembre au 5 novembre.

JEAN-MARC TINGAUO, INTÉRIEURS. Centre national de la photographie. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 septembre au 5 novembre.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-81-27). T.I. et mar. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30. EL LISSITZKY. Entrée : 30 F. Jusqu'au 13 octobre.

Musées

L'ATELIER D'ARY SCHEFFER. Musée de la vie romantique - maison Ramon-Scheffer, 15, rue Chapuis (45-74-95-18). T.I. et mar. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 18 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

LA BELLE ÉPOQUE DES UNIFORMES 1880-1900. Musée de l'armée, hôtel national des Invalides, salle d'honneur, place des Invalides (45-55-37-70). T.I. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 27 F (prix d'entrée du musée). Du 28 septembre au 23 octobre.

CHEFS-D'ŒUVRE RETROUVÉS. Monet, Morisot et Renoir. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Boilly (42-34-07-02). T.I. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 septembre.

OEUVRE À L'IMPRIMERIE. Palais de la Découverte, pourtour de la rotonde, av. Franklin-Roosevelt (43-59-18-21). T.I. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 septembre.

DES VESSIES ET DES LANTERNES. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 septembre.

9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. Du 28 septembre au 5 novembre.

EN BATEAU. 150 ans de photographie de la Seine, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 4 novembre.

PARIS-HAUSMANN. Le pari d'Haussmann. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.I. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 5 janvier 1992.

PICASSO, JEUNESSE ET ŒUVRE. Dessins 1893-1905. Musée Picasso, hôtel Sully, 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). T.I. et mar. de 9 h 15 à 18 h. Entrée : 22 h. Jusqu'au 25 novembre.

REPARAIRE DE REVER. Myrtam et Gilles Arnould, Institut Formosa, Brano Jarry, Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.I. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 20 F. Du 1^{er} octobre au 26 décembre.

RETROSPECTIVE GARY WINOGRAND. Centre national de la photographie. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 septembre au 5 novembre.

JEAN-MARC TINGAUO, INTÉRIEURS. Centre national de la photographie. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 septembre au 5 novembre.

JEAN-MARC TINGAUO, INTÉRIEURS. Centre national de la photographie. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 septembre au 5 novembre.

Centres culturels

OUILLAUME APOLLINAIRE, SES LIVRES ET SES AMIS. Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamignon, 24, rue Pavée (43-59-35-71). T.I. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 h 18 h.

ART SESSION 91. 40 artistes et la lutte contre le sida. Espace Giscard, 12, rue de la Chapelle (42-76-33-97). T.I. et mar. de 11 h à 20 h. Jusqu'au 30 septembre.

LE CADRE ET LE BOIS DORÉ À TRAVERS L'ART DE POZAN. Institut polonais, 31, rue Jean-Goussier (42-25-28-18). T.I. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F. Du 28 septembre au 5 novembre.

DYNAMIQUES CONTEMPORAINES. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 septembre au 5 novembre.

ESTAMPES MEXICAINES DU XIX^e SIÈCLE. Collection de la banque du Mexique, 28, bd Raspail (45-48-18-28). T.I. et mar. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 11 octobre.

FRANCO FONTANA. Espace photographique de Paris, nouveau Forum des Galeries, 13, av. de la Grande Armée (42-56-87-12). T.I. et mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 10 octobre.

L'ORIENT. Chryse XII - XV siècle. Mérite du Ve, 21, place du Panthéon. 19 h. Jusqu'au 17 h 45. Jusqu'au 3 novembre.

LEON GISCIA. Paris Art Center, 36, rue Falguère (43-22-30-11), qui des Galeries (42-56-87-12). T.I. et mar. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 24 octobre.

GRANDES LIGNES. Gare de l'Est, hall arrivées et hall départ (40-18-20-41). T.I. et mar. de 10 h à 20 h. Jusqu'au 24 octobre.

KIUMS D'ANTIQUE. UN ART MILLÉNAIRE. Institut du monde arabe, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-61-35-39). T.I. et mar. de 13 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 23 novembre.

JEAN-DANIEL LORIEUX. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, rue Lobau, porche d'honneur, place des Invalides (45-55-37-70). T.I. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 13 octobre.

MASTÈRE AN I. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, rue de la Harpe (42-60-34-57). T.I. et mar. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 3 novembre.

CHARLES MATTON. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, rue de la Harpe (42-60-34-57). T.I. et mar. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 3 novembre.

LOUIS MOULIET. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.I. et mar. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 septembre au 10 novembre.

NATURE MORTE. Galerie Institut de Paris, 17, av. d'Orléans (42-18-20-41). T.I. et mar. de 10 h à 20 h. Jusqu'au 18 octobre.

ZOBENAR PIAFFARETTI. HEIMO, hôtel des arts, 11, rue Berville (42-56-87-12). T.I. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 23 novembre.

JOSEPH KURHAJEC. Galerie Caroline Coris, 14, rue Guénégaud (43-54-57-61). Jusqu'au 12 octobre.

EUGÈNE LEROY. Galerie Prondy, 38, rue de Seine (43-22-30-11). Du 28 septembre au 24 octobre.

FRANÇOIS LÉTAILLEUR, GÉRARD PHILIPPE BOUTIN, ROLAND SABA-TIER. Galerie de Paris, 8, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-63). Jusqu'au 5 octobre.

THOMAS LÖCHER. Galerie Anne de Villepion, 11, rue des Tournelles (42-76-33-97). Jusqu'au 11 novembre.

28 septembre au 8 novembre.

ARCHÉOLOGIE CHINOISE ET LIVRES DE WU DE CH'UN. Galerie Jacques Barrière, 13 et 36, rue Mazarine (43-26-57-61). Jusqu'au 20 octobre.

ART CONTEMPORAIN SOVIÉTIQUE. Galerie Fardel-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-38). Jusqu'au 14 octobre.

ARTE CONCRETO INVENCIÓN ARTE MADR. Peintures - sculptures (1949-1983). Galerie Lahmiller, 88, bd de Courcelles (47-53-03-95). Jusqu'au 2 novembre.

BABOU. Galerie Krief, 50, rue Mesurier (43-26-32-37). Jusqu'au 14 octobre.

MICHAEL BASTOW. Galerie Alain Blondel, 4, rue Aubry-le-Boucher (42-78-08-38). Jusqu'au 18 octobre.

FRANÇOIS BERTHAULT. Galerie Sylvie Suley, 27, rue de l'Université (40-16-00-63). Du 28 septembre au 26 octobre.

DIDIER BOUSSARIE. Galerie Guy Crés, 121, rue Vieille-du-Temple (42-72-62-25). Du 1^{er} octobre au 18 novembre.

GILBERT BOYER. La collection de peintures. Galerie du Châteauneuf, 14, rue Beaumont (42-78-06-62). Jusqu'au 12 octobre.

MARTIN BRADLEY. Galerie Semy, 104-11, rue de Vercueil (42-61-10-07). Jusqu'au 30 octobre.

COLETTE BRUNSWICHER. Galerie Chausse, 153, rue de la Chapelle (42-78-06-62). Jusqu'au 18 octobre.

SUREN, CÉSAR, LEWITT. Galerie Beaumont, 3, rue Pierre-au-Lard (48-04-12-40). Jusqu'au 6 novembre.

BEATRICE CASADES. Galerie Charles Sablon, 21, av. du Maine (45-48-10-48). Jusqu'au 18 octobre.

JEFF COLSON. Galerie Karsten Gräns, 5, rue Debelleyme (42-77-19-37). Jusqu'au 5 octobre.

TONY CRAGO. Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 12 octobre.

BILL CULBERT. Galerie Fromont et Putman, 33, rue Charlot (42-78-03-50). Jusqu'au 12 octobre.

CHRISTOPHE CIZINI. Galerie Bernard Jorion, 22-54, rue de l'Empire (42-72-39-84). Jusqu'au 5 octobre.

GERARDO DESCHAMPS. Galerie La Gail-Peyroulet, 15, rue Keller (48-07-42-41). Jusqu'au 18 octobre.

MARC DEVADE. Galerie Jacques Bailly, 38, avenue Maignon (43-59-09-18). Du 28 septembre au 10 novembre.

DIVERSTÉ TRISTE. Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte (43-25-94-20). Jusqu'au 28 septembre.

SEBASTIEN DUFOUR. La Belle Nul-sence, Galerie Beaumont, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 12 octobre.

RAOUL DUFY. Galerie Fanny Gullion-Laffaille, 4, avenue de Messine (45-63-02-00). Jusqu'au 10 octobre.

VIRGINIA. Galerie New York, les années 60 et 70, Galerie Montaigne, 38, avenue Montaigne (47-23-32-35). Du 1^{er} octobre au 14 décembre.

EXPOSITION OEUVRE PEINTURE PAR TEMPS DE CRISE. Galerie Di Meno, 43, rue de Saintonge (43-54-10-58). Jusqu'au 18 novembre.

SEAMUS FARRELL. Galerie Sylvana Lorenz, 13, rue Chapoin (48-04-53-02). Jusqu'au 10 octobre.

FRANÇOIS FIEDLER. Galerie Adrien Mesgith, 42-46, rue du Bac (45-46-48-49). Jusqu'au 12 octobre.

YOLANDE FIEVRE. Galerie Di Meno, 5, rue des Beaux-Arts (43-54-10-58). Jusqu'au 18 novembre.

PETER FLETCHER. Galerie Langer-Fahn, 14, rue Debelleyme (42-72-08-17). Jusqu'au 15 octobre.

LEON GISCIA. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrandi (45-48-84-28). Jusqu'au 2 novembre.

ALAIN GOLDIN. Galerie Uribi et Orbi, 48, rue de Turenne, 2^e étage, escalier B (42-74-58-36). Jusqu'au 6 octobre.

JOSEPH KURHAJEC. Galerie Sylvie Suley, 27, rue de l'Université (40-16-00-63). Jusqu'au 18 octobre.

GARY HILL. OCO, 3, rue Houdart (40-33-95-55). Jusqu'au 2 novembre.

GILBERT HONIGGER. Galerie Gilbert Brownings et Cie, 8, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 14 octobre.

ALAIN JACQUET. Galerie Jousse-Seguin, 32-34, rue de Charonne (47-00-32-39). Jusqu'au 19 octobre.

DOKE. JUDY-FREDERIC MATYS THURSZ. Galerie Lafont, 13, rue de Théron (45-63-13-18). Jusqu'au 26 octobre.

ANSELM KIEFER. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-05-30). Jusqu'au 28 octobre.

JÜRGEN KLAUKE. Galerie Claudine Papillon, 58, rue de Turenne (40-29-36-00). Jusqu'au 19 octobre.

GERARDO DESCHAMPS. Galerie Gela Ronan, 15, rue de Seine (43-25-63-93). Du 28 septembre au 23 novembre.

JOSEPH KURHAJEC. Galerie Caroline Coris, 14, rue Guénégaud (43-54-57-61). Jusqu'au 12 octobre.

EUGÈNE LEROY. Galerie Prondy, 38, rue de Seine (43-22-30-11). Du 28 septembre au 24 octobre.

FRANÇOIS LÉTAILLEUR, GÉRARD PHILIPPE BOUTIN, ROLAND SABA-TIER. Galerie de Paris, 8, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-63). Jusqu'au 5 octobre.

THOMAS LÖCHER. Galerie Anne de Villepion, 11, rue des Tournelles (42-76-33-97). Jusqu'au 11 novembre.

32-24). Jusqu'au 12 octobre.

ROBERT LONGO. Galerie Gordon Pim & Rie, 1, rue Keller (47-00-21-98). Jusqu'au 18 octobre.

MARCELLE LOUCHANSKY. Galerie Carole Simon, 25, rue de Flandre (42-56-40-90). Jusqu'au 26 octobre.

MAX NEUMANN. Galerie Vidal-Saint-Pierre, 10, rue du Tréport (42-78-06-05). Jusqu'au 17 octobre.

ANTON OLIVIANI. Galerie Fardel-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-38). Jusqu'au 14 octobre.

ED PASCHKE. Galerie Darrin Seyer, 8, rue Jacques-Callot (43-54-78-41). Jusqu'au 2 novembre.

MICHEL PELLOU. Galerie Benoit-Fugère, 47, rue de Charonne (48-07-07-78). Jusqu'au 15 octobre.

RUE PETIT, SUR LA ROUTE DE LOUVIERS. Galerie de Paris, 8, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-63). Jusqu'au 5 octobre.

PORTRAIT DE L'ARTISTE. Images des peintres 1600-1890. Galerie Heblot & Co, 157, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte (42-60-64-53). Jusqu'au 9 novembre.

FRANÇOIS QUARON. Galerie Praz-Delavande, 10, rue Saint-Sabin (43-38-52-60). Jusqu'au 18 octobre.

BERNARD QUENNAUX. Galerie Guichet Salin, 47, rue de Lappe (47-00-62-10). Jusqu'au 18 octobre.

RENCONTRES. 50 ans de collages. Galerie Claudine Lussman, 11, rue Quincampoix (42-77-19-37). Du 28 septembre au 31 octobre.

GERHARD RICHTER. Galerie Durand-Delès, 28, rue de Lappe (48-06-82-23). Jusqu'au 12 octobre.

DAVID ROBBINS. Galerie Claire Burns, 18, rue de Lappe (43-55-38-90). Jusqu'au 12 octobre.

DAVID ROW. Galerie Thaddaeus Roppe, 7, rue Debelleyme (42-72-08-17). Jusqu'au 18 octobre.

TOMIO SEIKE. Galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (42-77-38-84). Jusqu'au 12 octobre.

GUERRE PERKIN. Galerie Perce Trépo, 4 bis, rue des Beaux-Arts (48-34-15-01). Jusqu'au 14 octobre.

TONY SOULIER. Galerie François Polak, 91, rue Quincampoix (42-71-94-15). Jusqu'au 18 octobre.

FRANK STELLA. Galerie Daniel Tampon, 4, avenue Maignon (47-23-32-35). Jusqu'au 28 octobre.

YUKI TAKEOKA. Galerie Philippe Casini, 57, rue de la Chapelle (42-78-11-71). Jusqu'au 15 octobre.

NATHALIE TALEC. Galerie Lango-Salomon, 57, rue de la Chapelle (42-78-11-71). Jusqu'au 15 octobre.

JEAN-PIERRE VIEFFAURE. Galerie Véronique Smeghda, 24, rue Charlot (42-72-83-40). Jusqu'au 9 novembre.

JACQUES VILLON. Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine (45-62-57-07). Jusqu'au 2 novembre.

JOL-PETER WITKIN. Galerie Baudouin Lebon, 38, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-72-08-10). Jusqu'au 12 octobre.

PIERRE ZARCATI. Suite égyptienne. Galerie Lemaître Saint-Germain, 43, rue de Saintonge (43-54-10-58). Jusqu'au 8 novembre.

Périphérie

CHATELAIN-MALBRY. Châteaubriand et le Sentiment de la nature. Maison de Châteaubriand - la Vallée-aux-Loges, 91, rue Châteaubriand (47-02-58-51). T.I. et mar. de 14 h à 17 h. Jusqu'au 22 décembre.

CLAMART. Ruggero Fazzi, Gertrude D'Archi, Fondation Jean Arp, 23, rue des Châtigniers (45-34-22-83). Ven. sam. dim. de 14 h à 18 h et sur rendez-vous. Entrée : 20 F. Jusqu'au 12 janvier 1992.

CORSEIL-ESSENNES. Gérard Duchêne. Centre d'art contemporain, 15, rue Faray (50-86-92-00). T.I. et mar. de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 30, dim. de 14 h à 18 h. Du 29 septembre au 10 octobre.

ECOURN. Livres du comblé, Bibliothèque d'Anne de Montmorency. Musée national de la Renaissance, château d'Ecour (39-50-04-04). T.I. et mar. de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h. Jusqu'au 18 décembre.

IVRY-SUR-SEINE. Anne et Patrick Poirier. Chapelle de l'hôpital Charles-Foix, 7, av. de la République (48-60-25-06). Ven. de 17 h à 22 h, sam. dim. de 13 h à 20 h. Du 27 septembre au 29 septembre. Daniel Pommerehne. Salle d'opéra, 5, place Voltaire (48-60-25-06). Ven. de 17 h à 22 h, sam. dim. de 13 h à 20 h. Du 27 septembre au 29 septembre. Pommerehne. Salle d'opéra, 5, place Voltaire (48-60-25-06). Ven. de 17 h à 22 h, sam. dim. de 13 h à 20 h. Du 27 septembre au 29 septembre.

LEVALLOIS-PERRET. Serge Volov. La Basse, 8 bis, rue Vergniaud (47-58-43-59). Jusqu'au 28 octobre.

NEUILLY-SUR-MARNE. Angéline Bob-Vives. L'Arcadie, château Guérin, 48, av. du Général-de-Gaulle (43-08-82-23). T.I. et mar. de 14 h à 18 h. Du 28 septembre au 2 décembre.

SAINT-REMY-LÈS-CHEVREUSE. Genèse d'une sculpture. Le monument dédié à Michel Servet par Joseph Bernier 1905-1911. Fondation de Coubertin, domaine de Coubertin (30-69-99-99). T.I. et mar. de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 11 novembre.

FORMIDABLE!



LE PRESTIGIEUX CABARET DE PARIS

30 h DINER CHAMPAGNE ET REVUE : 600 F
 22 h ET 24 h CHAMPAGNE ET REVUE : 450 F
 PRIX NETS - TAXES ET SERVICE COMPRIS

MONTMARTRE - PLACE BLANCHE
 82 BOULEVARD DE CLICHY - 75018 PARIS
 RÉSERVATIONS : 11 44 00 00 ET AGENCES
 FAX : 42 29 02 00

→ ANNUAIRE ÉLECTRONIQUE

مكتبة الأصل

37 La politique économique
des États-Unis38 à 37 « Le Monde Affaires » :
les stratégies agroalimentaires38 Marchés financiers
39 Bourse de Paris

BILLET

Géographie
gouvernementale

En installant, le 25 septembre, le Conseil national d'aménagement du territoire (CNAT), composé de cinquante membres dont cinq femmes, M. Edith Cresson — qui pour la première fois annonce ses orientations dans ce domaine — n'y est pas allée par quatre chemins. « Comme les économies, les espaces s'internationalisent très vite... Les phénomènes de compétition s'exacerbent entre villes et régions... L'hypertrophie de la région parisienne est notre problème-clé... » Et à propos de la grande déprime d'innombrables villages — afin de prendre date à quelques jours de la manifestation des agriculteurs à Paris, qui pourrait rassembler près de 150 000 personnes — le premier ministre a été net : « J'entends que soit engagée — et cela fera l'objet d'un comité interministériel avant la fin octobre — une politique vigoureuse et imaginative pour l'espace rural. »

Le gouvernement a décidé en effet de traiter conjointement le dossier spécifiquement agricole et celui, plus polyvalent et lancinant, de la (re)mise en valeur de 80 % du territoire français, profitant du fait que les organisations professionnelles agricoles comprennent enfin qu'elles ne sont plus les porte-parole exclusifs de l'économie du Morvan, de la Bretagne intérieure ou des Pyrénées. Une politique qui prendra trois orientations :

- en faisant pression sur le Bercy et à Bruxelles pour défendre les prix du blé ou du bœuf, compléter les revenus des paysans et diversifier les débouchés ;
- en « reconstituant » l'espace français, par un nouveau maillage des services publics et en « raccrochant » l'économie des campagnes aux villes moyennes dynamiques du voisinage ;
- en mettant un coup de frein à l'impérialisme bouillonnant et désordonné de l'Île-de-France, qui accapare depuis quelques années 40 % des créations nettes d'emplois... pour 20 % de la population française. Là est l'aspect le plus politique du dispositif. « Nous ne serons pas crédibles en province si nous sommes incapables de modérer la croissance parisienne », explique le ministre d'État, M. Michel Delebarre.

Dès le 3 octobre, le gouvernement approuvera une série de mesures. La décentralisation de 1 800 emplois publics n'attend plus que le feu vert de Matignon pour être avancée, mais des ministres influents (MM. Bérégovoy et Lang) rendront hommage particulièrement à la Poste, ne craint pas de voir grand et loin. « J'ai l'intention de faire appliquer l'objectif de décentralisation de 30 000 emplois publics d'ici à l'an 2000 », a-t-elle lancé devant les membres du CNAT, à dominante provinciale, revis.

FRANÇOIS GROSCHARD

La conjoncture vue par les industriels

Le climat continue de s'améliorer
progressivement

L'activité a donné des signes d'amélioration au cours de l'été dans la plupart des branches. Tel est le constat effectué par l'INSEE au vu de son enquête de septembre auprès des chefs d'entreprises industrielles, rendue publique mercredi 25 septembre.

Si les stocks sont toujours jugés un peu supérieurs à la normale et si les carnets de commandes ne se sont pas franchement regarnis, la demande étrangère, elle, a été redressée depuis l'été. L'opinion des industriels sur l'évolution de la

M. Bernard Attali, président de la compagnie Air France, a présenté mercredi 25 septembre à son conseil d'administration un plan stratégique qui prévoit la suppression de trois mille emplois et la disparition de la marque UTA, ainsi que la réorganisation des structures de la compagnie. D'autre part, la compagnie — dans la perspective de son déménagement à Roissy-Charles de Gaulle — va vendre à la Mutuelle générale de l'éducation nationale, pour 1,6 milliard de francs, l'immeuble de la gare Montparnasse (30 000 m²) qui abrita son siège social. (nos dernières éditions du 26 septembre).

Air France, qui a plogé en 1990 dans les affaires du déficit, veut restaurer dès 1993 l'équilibre de ses comptes. Les quinze cents suppressions d'emplois qui seront réalisées d'ici à la fin de cette année n'y suffiront pas. Aussi le plan stratégique arrêté par M. Bernard Attali, son président, comporte-t-il un nouvel effort de productivité. Dans l'ensemble Air France-UTA, il est prévu de supprimer trois mille emplois (- 6,5 %) d'ici à la fin de 1993, afin d'améliorer structurellement les comptes de 1,5 milliard de francs. Les effectifs des deux entreprises concernées s'élevaient à environ 46 000 salariés.

Déjà commencée en matière d'activités, la réflexion de l'entreprise portera, fonction par fonction, sur les économies possibles. Des activités seront sous-traitées, comme le nettoyage des avions. Les règles de carrière vieilles de vingt ans concernant les pilotes (temps de vol, progression de carrière, etc.) seront réexaminées. Un dispositif social sera mis en place pour accompagner la réduction des effectifs, qui sera obtenue par un remplacement des départs naturels, par encouragement des départs volontaires, par conversions et par reclassements.

Le président du groupe Air France poursuit avec prudence l'homogénéisation de celui-ci, toujours composé des compagnies Air

France, UTA et Air Inter. L'entreprise sera pas immédiatement absorbée et de service à la clientèle et de vendre par tous les moyens. Ensuite, la compagnie simplifiera sa structure : verticalement, la refonte de la grille des rémunérations ramènera de sept à cinq le nombre des niveaux hiérarchiques ; horizontalement, la suppression de représentations dispersées dans le monde seront réduites à trente « délégations régionales », les autres centres se contentant d'être des points de vente.

Cette simplification permettra d'économiser des avions et des programmes informatiques de réservation. Les produits du groupe seront clairement identifiés : un service international long et moyen-courrier et une desserte des départements d'outre-mer assurés par Air France, une desserte intérieure — dans certains cas — européenne assurée par Air Inter, une activité charter (fédérée par Air Charter et un service fret mis en œuvre par le GIE Air France Cargo).

Seules parmi les activités d'UTA demeureront autonomes l'assistance aux avions sur l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle et, surtout, UTA Industries, qui en est le fleuron spécialisé dans la construction, la réparation et la maintenance aéronautique et qui affiche une productivité bien supérieure à celle de la division équivalente du matériel d'Air France. Le personnel d'UTA concerné sera transféré dans la compagnie nationale selon les procédures prévues par le code du travail.

Priorité
au client

Enfin, le plan stratégique vise à rénover les structures d'Air France qui ont vingt ans d'âge. Si l'on croit le diagnostic posé par le cabinet Arthur Andersen, ces structures se sont alourdies et sclérosées au fil des ans au point de rendre les réactions et les décisions de ses responsables de plus en plus maladroites.

Plusieurs principes ont présidé à cette réorganisation. Tout d'abord, Air France donnera la priorité au client en créant une direction commerciale « passagers », qui ne sera plus reléguée en seconde position

derrière les services techniques et financiers qui auront vocation à faire passer le service à la clientèle et de vendre par tous les moyens. Ensuite, la compagnie simplifiera sa structure : verticalement, la refonte de la grille des rémunérations ramènera de sept à cinq le nombre des niveaux hiérarchiques ; horizontalement, la suppression de représentations dispersées dans le monde seront réduites à trente « délégations régionales », les autres centres se contentant d'être des points de vente.

Un secrétariat
général

Au sommet du groupe, M. Attali a décidé de créer un secrétariat général chargé de la planification stratégique et de services communs (par exemple le service carburant ou le service juridique), une inspection générale responsable de l'audit de gestion, une direction des relations internationales et de la coopération pour la négociation des droits de trafic, une direction de la communication et une délégation aux systèmes d'information.

Quoi qu'il en paraisse, ce n'est pas l'augmentation de la productivité qui sera la plus difficile à obtenir. Les trois mille emplois supprimés devraient l'être sans trop de difficultés, car Air France perd chaque année de huit cents à neuf cents salariés ; d'autre part, l'absorption de facto d'UTA permettra de faire disparaître des postes en double. De même, Air France — qui semblait très désorientée depuis plusieurs mois — ne pourra que se trouver mieux de la fixation d'objectifs clairs.

Il restera au président d'Air France à démontrer au personnel qu'il ne veut pas brader le fonds de commerce par la sous-traitance. Il lui faudra mettre en place avant la fin de cette année et animer le bel organisme destiné à rendre à Air France sa vigueur et sa dynamisme. La compagnie, l'admettent, n'est pas à l'abri de la faillite, elle aussi, éternelle : elle a pratiquement disparu cet été, pour n'avoir pas su s'adapter.

ALAIN FAUJAS

La Bourse et les particuliers

Les petits actionnaires,
une mine abandonnée

Au moment où le gouvernement envisage de nouvelles privatisations — partielles, certes, — l'intérêt des particuliers pour la Bourse continue de s'émousser lentement. Ce phénomène a des causes multiples : secousses boursières, coût élevé des petits ordres, attrait des placements à court terme ou absence d'incitations fiscales. Il reste d'ampleur limitée, mais préoccupe les entreprises, toujours à la recherche de fonds propres.

« Petits porteurs », combien êtes-vous ? D'après une enquête de la SOFRES, réalisée à la demande de la COB (Commission des opérations de Bourse) et de la Banque de France, le nombre d'actionnaires directs serait actuellement compris entre 5,5 et 6 millions.

Un chiffre élevé : les petits porteurs n'étaient que 1,3 million à la fin des années 70, et leur nombre atteignait 6,2 millions au lendemain des privatisations de 1987. Toutefois, ce recul aujourd'hui marque une certaine désaffection. Selon la Banque de France, à la fin du premier trimestre, les ordres passés par les particuliers étaient de 36,1 % de ceux du marché. Là encore, le pourcentage est important mais il s'élève doucement comparé aux 37,6 % de 1987.

Cet intérêt des particuliers pour la Bourse présente bien des avantages. Il stabilise le marché et apporte des fonds aux entreprises. Cependant, l'attrait s'émousse, faute d'incitations, et aussi en raison de l'attraction qu'exercent les placements à court terme, particulièrement nombreux plus récents. Le gouvernement n'a pas encore précisé ses intentions à l'égard de l'actionnariat individuel, dans la perspective de privatisations partielles. M. Pierre Bérégovoy a pourtant laissé poindre son intérêt à leur égard lors du « Grand tour RTL-Monde », le 22 septembre. L'opposition, elle, entend ne pas se laisser oublier de ces fameux « petits porteurs », en cas de retour aux affaires.

La prédominance des actionnaires individuels à la Bourse de Paris confirme leur sang-froid malgré les multiples secousses traversées depuis quatre ans : le krach d'octobre 1987, le mini-krach deux ans plus tard, puis la crise du Golfe l'année dernière, sans oublier tout récemment la tentative ratée de pousse contre M. Gorbatchev.

DOMINIQUE GALLOIS
Lire la suite page 33

Avec 17 700 demandeurs d'emploi en moins

Le chômage
a légèrement diminué en août

Pour la première fois depuis douze mois, le chômage a baissé à la fin août, avec 17 700 personnes de moins en données corrigées. Selon les statistiques publiées le 26 septembre par le ministère du travail, il y avait 2 745 500 demandeurs d'emploi au mois d'août en données corrigées, soit 0,6 % de moins qu'en juillet. Mais en données brutes, l'ANPE comptabilisait 2 752 500 chômeurs inscrits : ce qui représente le plus haut niveau jamais atteint jusqu'à présent.

En un an, la hausse est de 10,7 % en données corrigées, et de 10,2 % en données brutes, le nombre de chômeurs ayant augmenté de plus de 250 000. Par rapport à

la population active, le taux de chômage se maintient à 9,5 %, comme en juillet, mais doit être comparé à celui d'août 1990, où il s'élevait à 8,9 %. Au sens du BIT, il y aurait eu 2 338 000 chômeurs à la fin août.

La baisse enregistrée est conjoncturelle. Elle s'explique par le déplacement des inscriptions de jeunes sortant du système scolaire, qui ont été très faibles dès juillet et qui devraient reprendre en septembre. Au cours du mois, en outre, les nouvelles entrées au chômage ont été moins nombreuses du fait de la baisse des licenciements économiques et des fins de contrat à durée déterminée. En revanche, le flux des sorties du chômage continue de diminuer.

Le CNPF et la CFTD demandent la démission
du président des ASSEDIC de Paris

M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du CNPF, pôle M. Jean-Marie Spaeth, secrétaire national de la CFTD, ont demandé la démission de M. Maurice Gruon, président des ASSEDIC de Paris (régime d'assurance-chômage).

Dans des articles publiés par le Figaro et l'Événement du jeudi, M. Gruon avait révélé le nom de certains des artistes célèbres qui bénéficient, comme tous les autres, des indemnités de chômage versées aux intermittents du spectacle (le Monde du 25 septembre), selon une procédure particulière.

Ainsi que ce système est contesté, notamment par le

CNPF, et qu'il donne lieu à des abus, M. Giral a déclaré qu'il ne pouvait soutenir des procédés relevant de la délinquance. Le débat est, a souligné M. Spaeth, « une course à l'autorisation de la divulgation (...) d'informations concernant la situation individuelle de tel ou tel chômeur qui, en toutes circonstances, doivent rester confidentielles ».

D'autre part, le bureau de l'UNEDIC, réuni le 26 septembre, a désigné un directeur par intérim pour l'organisation nationale, en remplacement de M. Gabriel Vigor, démissionnaire. Il s'agit de M. Jean-Pierre Revolt, directeur du service statistique et des études.

A l'occasion d'une réunion éclair à Genève

Les pays de l'OPEP relèvent le plafond
de leur production de pétrole

Réunis depuis mardi 24 septembre à Genève, les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) sont parvenus, mercredi dans la soirée, à un accord sur le relèvement du plafond global de leur production, porté de 22,3 à 23,6 millions de barils/jour. L'attitude, intransigeante, de l'Arabie saoudite amène à s'interroger sur les projets du principal producteur de l'organisation et sur l'avenir même de l'OPEP.

GENÈVE

de notre envoyée spéciale

Après deux jours de discussions tendues, l'OPEP a décidé de porter son plafond de production de 22,3 à 23,6 millions de barils/jour pour le quatrième trimestre, ce qui correspond au niveau d'extraction actuel des treize pays membres. Ce niveau, jugé raisonnable par rapport aux prévisions de demande, reste théorique dans la mesure où l'OPEP n'a pas réparti ce plafond de façon précise entre ses membres, ce qui revient à laisser chaque pays, notamment le royaume saoudien, produire autant qu'il le souhaite ; surtout, ce chiffre ne prend pas en compte les exportations futures de l'Irak. Celles-ci pourraient atteindre un demi-million de barils/jour supplémentaires si Bagdad accepte de se conformer à la résolution de l'ONU.

Malgré ces lacunes, cet accord ne semble guère susceptible d'affecter les cours du pétrole. La plupart des acteurs du marché, présents dans les coulisses de la conférence, affectaient une grande indifférence. « Le risque principal est de manquer de production pendant l'hiver. Ces débats sont hors de propos », assurait un analyste de Merrill Lynch. L'OPEP a d'ailleurs estimé que « si des corrections sont nécessaires, le président de l'Organisation peut convoquer une réunion extraordinaire », ainsi que l'expliquait son secrétaire général.

De là à porter les prix jusqu'au niveau de 21 dollars le baril, « prix minimum de référence » adopté par l'OPEP en juillet 1990 et réaffirmé au cours de la réunion, c'est une autre affaire. Le panier de brut OPEP s'est établi en moyenne depuis le début de l'année à 18,5 dollars et atteint actuellement 19,5 dollars par baril. Le statu quo de fait adopté par l'OPEP à Genève paraît suffisant pour maintenir les cours autour de ce niveau, pas pour les pousser beaucoup au-delà.

« A court terme, c'est un accord poissable puisqu'il coïncide avec une amélioration du marché, estimait, dans une interview, M. Mouradine Ali Lamoussine, ministre algérien du pétrole, mais à long terme nous sommes déçus, car la réunion n'a pas abordé les problèmes de fond, c'est-à-dire, d'une part, la réintégration, et à quel niveau, du Koweït et de l'Irak, et, d'autre part, la politique de l'organisation en matière de prix. »

Le jeu ambigu
de l'Arabie saoudite

La principale question posée à l'issue de cette réunion éclair concernait toutefois l'Arabie saoudite. Ayant affirmé d'entrée de jeu que personne n'avait à lui dicter son niveau de production, le ministre saoudien du pétrole a adopté une attitude très dure consistant en substance à dire : faites tous les calculs que vous voulez, nous produirons ce que bon nous semble, c'est-à-dire huit millions et demi de barils par jour. « L'Arabie saoudite produira ce que le marché demande », confirmait le même ministre saoudien à l'issue de la réunion, après avoir été jusqu'à menacer, en séance à huis clos, de quitter l'Organisation.

« L'attitude de l'Arabie saoudite a surpris. Ils ont été très agressifs, leur langage a dérangé beaucoup de gens », assurait, en privé, un délégué de premier rang. Deux explications prévalaient à l'issue de la réunion. La première est circulaire : le royaume saoudien a souhaité par ses déclarations rassurer le marché ; quoi qu'il advienne, sa production serait là pour éviter toute pénurie. Sans aller jusque-là, de nombreux analystes expliquent la position du royaume par son désir de préserver l'avenir. Sachant qu'en tout état de cause il faudrait bien, tôt ou tard, aborder le problème de la réintégration de l'Irak et du Koweït — ce qui implique une baisse de la production des autres pays membres — les Saoudiens souhaiteraient conforter leur base de négociation en partant d'un niveau très élevé, en l'occurrence leur production actuelle de huit millions et demi de barils par jour, et non leur ancien quota de cinq millions quatre cent mille. « C'était une réunion où tout était permis, car le marché des pétroliers bilisait les gens », résumait M. Pierre Tazian, directeur de la revue Pétrostratégie.

Une autre explication, moins optimiste, circulait : l'Arabie saoudite a désormais une stratégie à moyen terme, dans laquelle l'OPEP n'a qu'une place limitée. Convaincus de la justesse des théories ultra-libérales, selon lesquelles le marché, seul, doit décider des prix, les Saoudiens seraient prêts à rompre avec la politique passée de l'OPEP et refuseraient désormais toute discipline collective de production, cantonnant l'organisation dans un rôle de lobby chargé de défendre les intérêts généraux des producteurs de pétrole en matière de fiscalité, d'environnement, de commerce international, etc.

« Les Saoudiens ont désormais une vue globale du marché et une relation privilégiée avec les États-Unis. Ils ne veulent pas en être détournés par quelque contrainte que ce soit. Ils veulent conserver leur part actuelle du marché (un tiers des exportations mondiales) et ne veulent pas répéter les erreurs du passé », expliquait un analyste. La plupart des délégations refusaient toutefois d'envisager cette hypothèse, qui signifierait, de fait, la mort de l'OPEP, du moins telle qu'elle a jusqu'ici existé. Elles préféraient attendre la prochaine réunion du cartel, prévue le 26 novembre à Vienne, pour tirer des conclusions.

VÉRONIQUE MAURUS

ÉCONOMIE

M^{me} Aubry dénonce les « faux débats »

Suite de la première page

« Ce n'est pas le moment de diviser les Français comme le font certains avec l'immigration ou d'autres sur les faux chômeurs. Nous devons au contraire nous mobiliser dans la lutte contre le chômage et tout faire pour créer des emplois nouveaux.

Il est inadmissible de faire porter la suspicion sur des centaines de milliers de chômeurs qui vivent des situations difficiles, en faisant un amalgame avec des situations qui n'ont rien à voir.

En France, pour être inscrit à l'ANPE, il faut être disponible et à la recherche effective d'un emploi. C'est le demandeur lui-même qui en fait la déclaration. Or il y a des gens qui ne remplissent pas ces deux conditions, soit qu'ils travaillent en fait, soit qu'ils ne veulent pas travailler et refusent l'emploi ou le stage qui leur est proposé, pour continuer à bénéficier de l'indemnisation. Ceux-là sont des fraudeurs, il faut les sanctionner. C'est ce que j'ai décidé de faire, en renforçant les effectifs de contrôleurs qui en sont chargés et en incitant les agents de l'ANPE à la vigilance.

Il y a ensuite des insuffisances propres au système. Ainsi, il y a des demandeurs d'emploi qui travaillent de temps en temps, quelques jours dans le mois, et qui ne le déclarent pas de peur de perdre leur indemnité ou leur inscription à l'agence. Nous devons améliorer les règles concernant ces activités réduites, pour qu'elles favorisent

mieux qu'aujourd'hui ceux qui travaillent, même à temps partiel, par rapport à ceux qui restent au chômage. Il faut également simplifier les procédures de déclaration. L'Etat et les partenaires de l'assurance-chômage y travaillent.

De même, certains s'inscrivent au chômage dans l'espoir de bénéficier d'avantages sociaux particuliers : leur inscription n'est pas justifiée d'abord par la recherche d'un emploi. A nous de veiller à ce que les dispositifs sociaux ne passent pas par une inscription préalable comme demandeur d'emploi.

Amalgame inadmissible

Enfin, il y a tous ceux qui ne recherchent plus véritablement d'emploi, parce qu'ils sont découragés, qu'ils sont en plein désarroi, et n'ont plus confiance dans leur capacité à en trouver. Ce sont les plus fragiles. Les agents de l'ANPE doivent les conseiller, les mobiliser, pour qu'ils prennent des initiatives, qu'ils reprennent activement leurs recherches. On doit faire en sorte que le demandeur d'emploi soit un véritable chercheur d'emploi : il faut parfois même le bousculer pour cela, mais c'est lui rendre service.

Il est inadmissible de faire un amalgame entre ces différents demandeurs d'emploi. Pour ceux qui fraudent, nous devons appliquer les règles du contrôle avec rigueur, sans état d'âme, et dans le strict respect de la loi. Dans

d'autres cas, ce sont les règles qu'il faut améliorer pour les rendre plus claires et incitatives. Enfin, pour tous les autres, qui sont les plus nombreux, il faut les aider comme nous aidons tous ceux qui cherchent chaque jour effectivement un emploi.

Mais comprenons-nous bien : on n'aura pas fait un pas supplémentaire pour lutter contre le chômage parce que l'on aura radié ceux qui ne remplissent pas les critères d'inscription comme demandeurs d'emploi. On aura simplement appliqué les règles sans lesquelles aucun système de solidarité ne peut exister : c'est pourquoi nous nous devons d'être fermes.

On aura ainsi fait la preuve que l'immense majorité des demandeurs d'emploi le sont réellement, que la mobilisation de tous doit se faire en leur faveur et que les efforts demandés aux salariés et aux entreprises pour financer leur indemnisation sont justifiés.

Il n'en reste pas moins que la situation de l'immense majorité des chômeurs s'explique tout simplement par la difficulté de trouver du travail. Que comptez-vous faire pour les différentes catégories d'entre eux ?

Pour ceux-là, nous avons une véritable politique de l'emploi. Nous n'avons pas perdu de temps depuis l'annonce, le 3 juillet, des grands axes de notre politique de l'emploi.

Notre priorité est tout d'abord de rechercher partout où ils existent, les emplois disponibles. Cet été, nous nous sommes attaqués au fameux problème maintes fois évoqué de l'inadéquation entre l'offre et la demande d'emploi, qui provoque des difficultés de recrutement dans les entreprises. Département par département, les pré-

fets ont travaillé avec les professions pour connaître les emplois disponibles, par métier et par qualification. Nous les cernons mieux maintenant, mais il reste beaucoup à faire dans certains secteurs pour les recenser précisément. Dès octobre, les premières formations adaptées vont se mettre en place.

L'ANPE est mobilisée depuis la rentrée pour aider les PME confrontées à des difficultés de définition de leurs besoins et de recrutement. Plusieurs dizaines de milliers d'entreprises ont été contactées et une réponse adaptée est apportée à leur demande.



Aujourd'hui, nous devons inciter à la création d'emplois dans les services aux personnes. Chacun sait qu'il existe en la matière des besoins non satisfaits : garde d'enfants ou de malades, présence auprès des personnes âgées, personnel de maison... Ce sont de vrais emplois qui améliorent la qualité de vie des familles. Le premier ministre va prochainement annoncer les conditions d'aide financière aux ménages pour créer un maximum d'emplois.

D'autre part, le rapprochement de la formation et de l'emploi est engagé : le crédit-formation désormais consolidé conduit les jeunes vers une qualification utile à l'emploi, les formations industrielles vont se développer grâce à une meilleure prise en charge des coûts de fonctionnement et une politique de qualité de l'offre de formation est recherchée.

Les publics les plus fragiles

Dès ce trimestre, le développement de l'alternance sera relancé avec la mise en œuvre de l'accord de partenaires sociaux du 3 juillet. Nous montons actuellement des opérations avec des professions particulières (métallurgie, bâtiment, artisanat...), avec les régions et l'éducation nationale pour lutter ensemble contre les freins à l'alternance : la dévalorisation des emplois industriels, l'absence de tuteurs suffisants dans les entreprises, la difficulté de trouver des jeunes motivés et adaptés... Nous avançons, les résultats ne vont pas tarder.

Troisième approche : une politique de l'emploi ne peut laisser au bord de la route les publics les plus fragiles ; en 1992, le programme d'insertion des chômeurs de longue durée est reconduit, tandis que les entreprises d'insertion et les associations intermédiaires seront mieux aidées pour accueillir les jeunes dans les situations les plus difficiles. Nous sommes aidés en cela par les entreprises et les professions qui se sont engagées, dans la Fondation entreprise et insertion.

Par ailleurs, nous avons fait en sorte que, pour les jeunes sans qualification, le chemin vers l'emploi ne ressemble plus à un parcours du combattant. Désormais, dans chaque bassin d'emploi - il y en a plus de quatre cents en France - existe un carrefour jeune qui accueille les jeunes, les oriente et définit avec eux, après un bilan professionnel, un parcours individualisé devant les mener à l'emploi. Beaucoup d'entre eux vont pouvoir se qualifier ; d'autres souhaitent d'abord trouver un emploi. Le gouvernement va les aider en facilitant leur embauche dans les entreprises par une exonération de charges sociales, qu'il ne faut pas confondre avec l'instauration d'un SMIC-jeunes.

En raison de l'aggravation de la situation de l'emploi, le régime d'assurance-chômage va mal. Pensez-vous devoir intervenir dans l'immédiat ?

L'assurance-chômage est gérée par les partenaires sociaux. Depuis lundi, ils discutent des solutions à

apporter au déficit prévisible du régime, environ 7 milliards de francs en 1991. Ces discussions me paraissent s'engager sur des questions de fond posées à l'UNEDIC. Je suis persuadée qu'elles permettront de rechercher la meilleure utilisation des cotisations des salariés et des employeurs et d'assurer ainsi la pérennité du régime.

Le recours systématique des « intermittents du spectacle » aux indemnités de l'assurance-chômage est-il nouveau, en cause, notamment par le CNPF, qui réclame un traitement particulier (le Monde du 25 septembre). Vous associez-vous au concert des critiques ?

Abordons ce sujet calmement. Les travailleurs du spectacle ont droit, comme tous les salariés, à un revenu de remplacement lorsqu'ils sont au chômage. La particularité de leur métier, et notamment le caractère d'intermittence de leur activité, justifie l'existence d'un régime particulier au sein de l'UNEDIC. Pour autant, les règles choisies, qui sont négociées par les partenaires sociaux, devraient permettre l'indemnisation des périodes réellement chômées, être socialement justes et ne pas prêter le flanc à des détournements.

Propos recueillis par ALAIN LEBEAUE

Financement du logement : le rapport Lebègue est rendu public

M. Daniel Lebègue, directeur général de la BNP, chargé au mois de février par M. Michel Rocard d'un rapport sur le financement du logement en France, a rendu public, mercredi 25 septembre, la version définitive de son travail. Ce document reprend les éléments contenus dans le pré-rapport publié au mois de juin (le Monde du 20 juin) et en approfondit d'autres : il préconise des mesures fiscales propres à relancer l'investissement locatif en France ; une modulation des aides au logement social et le développement du crédit immobilier à taux variable. Nombre de ces mesures ont déjà été retenues par le ministre chargé du logement, M. Paul Quilès, dans le cadre du budget 1992 et dans celui du plan de soutien du bâtiment (le Monde du 19 septembre).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Cette annonce paraît à titre d'information

Septembre 1991



REPUBLIQUE DE FINLANDE

FRF 3,000,000,000

9,25 % à 10 ans

Prix d'émission : 98,80 %

Banque Nationale de Paris

Caisse des Dépôts et Consignations

Crédit Commercial de France
Dresdner Bank
Morgan Stanley International
Société GénéraleABN AMRO
Crédit Agricole
Daiwa Europe Limited
IBJ International LimitedCrédit Lyonnais
J.P. Morgan & Cie S.A.
Paribas Capital Markets Group
UBS Phillips & Drew Securities LimitedBanque Bruxelles Lambert S.A.
Crédit Suisse First Boston France S.A.
Deutsche Bank
Nomura International

Swiss Bank Corporation



DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 19 h. Exposition la veille de la vente.
Régulateur D.S.P. : 64, rue La Botz, 75008 PARIS. 45 63 12 66.

LUNDI 30 SEPTEMBRE

S. 3 - 11 b et 14 b Estampes. - M^{me} MILLON, ROBERT. M^{me} WILKES
et M^{me} BONIFOUS-MURAT, experts.
S. 4 - Estampes modernes. - M^{me} PESCHETEUAU-BADIN, FERRIEN.
S. 10 - Tab., bib., mob., ARCOLE (M^{me} OGER, DUMONT).

MARDI 1^{er} OCTOBRE

S. 9 - Tableaux, meubles, objets d'art. - M^{me} LENORMAND, DAYEN.
S. 11 - Tab., bib., mob. - M^{me} BOISGIRARD.
S. 15 - Tableaux, bibelots, mobilier. - M^{me} ROGEON.

MERCREDI 2 OCTOBRE

S. 7 - Tableaux anciens, objets d'art et de très bel ameublement. -
M^{me} DE CAGNY.

JEUDI 3 OCTOBRE

S. 1 - Tableaux et mobilier anciens. ARCOLE (M^{me} OGER, DUMONT).
S. 13 - Tableaux, bibelots, meubles. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 14 - Meubles, objets d'art d'Extrême-Orient, mobilier, bijoux. -
M^{me} DELORME.
S. 16 - Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{me} ADER, TAJAN.

VENDREDI 4 OCTOBRE

S. 2 - Tab., bib., mob. ARCOLE (M^{me} OGER, DUMONT).
S. 4 - Archéologie. - M^{me} BOISGIRARD.
S. 13 - Affiches d'Océ-Mer. - M^{me} LENORMAND, DAYEN.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
DE CAGNY, 4, rue Drouot (75009), 42-46-00-07.
DELORME, 14, avenue de Messine (75008), 45-62-31-19.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement
RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-61-80-07.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Louis (75009), 42-81-50-91.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PESCHETEUAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière
(75009), 47-70-88-38.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

HIPPODROME DE VINCENNES

MERCREDI 2 OCTOBRE à 14 h 30

VENTE LE VESQUE

M^{me} MILLON, ROBERT, commissaires-priseurs.

هكذا من الأصل

سكنا من الالعمل

ÉCONOMIE

FINANCES

Les petits actionnaires, une mine abandonnée

Suite de la page 31

Au soir de ce coup d'Etat, lundi 19 août, alors que le marché avait plongé de 7,3 % durant la journée, les autorités boursières ont voulu connaître, comme elles le font de temps à autre, la réaction des petits actionnaires. Un sondage rapide auprès des différentes banques de la place révèle que les ordres collectés par les réseaux n'avaient été ni plus ni moins importants que les jours précédents. Avec en prime autant de demandes d'achat que de vente, ce qui pouvait aussi bien illustrer l'hésitation générale de ce jour-là ou le détachement indifférent des petits porteurs aux événements planétaires.

La chute des titres a en fait été provoquée en grande partie par l'inquiétude des gestionnaires de portefeuilles et par leurs réactions épidermiques. Cette attitude est courante en temps de crise, car les gérants sont tenus par des obligations de performance à très court terme de leurs portefeuilles. Obligés de suivre la tendance générale, ils amplifient ainsi le mouvement, même si cela les conduit parfois à des comportements autodestructeurs. Ainsi, par exemple, lors de la tourmente boursière de 1987, le patron d'une grande banque constata avec surprise qu'une sicav du groupe vendait toutes les actions de la banque qu'elle avait en portefeuille.

Stabilité et fidélité

L'actionnaire individuel - par son calme - peut donc pondérer les excès des gestionnaires ou du moins ne pas amplifier les turbulences boursières. Pour les entreprises, cette force tranquille, peu sensible aux aléas quotidiens, offre deux avantages : la stabilité et l'apport de fonds non négligeable.

La fidélité des petits porteurs est fréquente car leurs placements s'inscrivent dans une optique de long terme, voire de très, très long terme. Il n'est pas rare de trouver dans les successions familiales des titres de sociétés cotées détenus depuis très longtemps. Cette longévité permet aux firmes de s'assurer un actionariat stable, qui parfois compose, à lui seul, l'essentiel du tour de table, comme dans le cas de L'Air liquide. Souvent, il consolide implicitement les noyaux durs d'actionnaires qui détiennent une part minoritaire du capital de l'entreprise. Aux dirigeants, alors, de renforcer leurs liens avec ces petits actionnaires pour les garder. Quant à l'apport d'argent, il est d'autant plus appréciable qu'une fois devenus actionnaires, les particuliers ne rechignent pas à participer aux augmentations de capital. Signe de leur attachement : ils sont de plus en plus nombreux, chaque année lors du paiement du dividende, à choisir de souscrire à des actions à conditions préférentielles plutôt que de recevoir un paiement en liquide. Pour une entreprise, cette source de financement est essentielle car elle restreint les emprunts bancaires à des taux élevés.

Depuis trois ans, plusieurs phénomènes se conjuguent cependant pour ralentir le débit de cette source : le développement des sicav monétaires, l'apparition du PEP (plan d'épargne populaire), la politique des banques - plus soucieuses de placer leurs produits financiers de gestion collective - et la modernisation des circuits boursiers.

L'attrait des sicav monétaires, ce placement à court terme rémunéré au prix du marché monétaire, est toujours très puissant. Les dernières statistiques mensuelles d'Européenne le prouvent. Après avoir précisé que « le mois d'août est traditionnellement un mois de

forte collecte sur les sicav monétaires », la société de notation indique que la collecte pour ce type de produit s'est élevée à 24,1 milliards de francs contre 9,7 milliards en juillet. Sur les sicav actions, la tendance à la baisse s'est poursuivie « mais s'atténue ».

L'apparition du PEP, plan d'épargne populaire, en 1990, a aussi détourné des fonds du marché boursier. Proposé à des taux garantis élevés, les montants collectés ne sont pas investis sur le marché des actions, mais dans celui des emprunts publics ou en bon du Trésor pour pouvoir garantir le taux proposé à la clientèle. Le PEP est apparu au moment où sont arrivés à terme les 5 000 francs Monory ou CEA (compte épargne actions), qui eux étaient destinés à l'épargne longue en actions. L'un et l'autre étaient attirants par la détaxation fiscale. Cet avantage a disparu depuis et aucun produit ne l'offre actuellement pour des placements en actions.

Enfin, l'informatisation et la modernisation du marché boursier, amorcées dès 1986, ont entraîné une concurrence effrénée entre établissements. Les sociétés de Bourse

et les réseaux bancaires se sont alors trouvés en situation délicate, coincés entre une augmentation de leurs coûts de fonctionnement et la nécessité de pratiquer des prix bas pour gagner des parts de marché. Dans cette bataille, les intermédiaires ont favorisé les « gros ordres » des grands intervenants au détriment de « la veuve de Carpentras ». Partout, au nom de la rentabilité, les actionnaires individuels ont été écartés de l'accès direct à la Bourse et dirigés vers des produits concoctés par leur banque. Ils ont alors choisi les plus rentables, ceux à court terme.

Un essai non transformé

Cette tendance apparaît bien dans le sondage de la SOFRES. Sur les 14 millions de porteurs de valeurs mobilières recensés en août 1991, les détenteurs de sicav ou de FCP sont au nombre de 11 millions, contre 6,3 millions en 1987 et 630 000 en 1978. Dans cette catégorie, 4 millions d'entre eux possèdent des sicav monétaires.

Les résultats de l'étude montrent aussi que sur les 6 millions d'actionnaires directs, la moitié d'entre eux possèdent « uniquement des

actions de sociétés privatisées. Parmi eux, un quart détient uniquement des actions d'une seule société ». Après avoir été conquis par le marché boursier, perçu à l'époque des privatisations en 1987 comme un lot gagnant, le petit porteur n'a pas voulu transformer l'essai. Il s'est contenté d'acheter les titres mis sur le marché mais ne s'est pas intéressé pour autant au fonctionnement de la Bourse.

« On a brisé l'élan », affirme M. Edmond Balladur pour justifier cette situation. Le krach boursier d'octobre 1987 a ralenti son programme de privatisations, et le changement de politique avec le retour de la gauche au pouvoir, en mai 1988, l'a définitivement stoppé. Outre la reprise des privatisations, l'ancien ministre de l'économie explore plusieurs voies techniques et fiscales permettant d'inciter l'épargnant à un retour vers le marché. L'objectif est de réduire ses coûts. Tout d'abord, les frais de garde des titres seraient pris en charge par le privé. Pour réduire le prix des transactions boursières, son entourage réfléchit à un traitement des petits ordres séparé de celui des grands intermédiaires. Ces derniers

seraient rassemblés et traités sur le marché au même cours, mais pas par les mêmes réseaux, à l'image de ce qui se fait déjà à New-York.

Sur le plan fiscal, M. Balladur envisage d'étendre la capitalisation autorisée aux placements collectifs en actions. Le réinvestissement des revenus dans la sicav permet à son détenteur d'échapper à l'impôt sur le revenu. Il n'est imposé qu'aux titres des plus-values lors de la revente. L'ancien ministre d'Etat souhaite aussi relancer la formule des 5 000 francs Monory, qui permet de déduire chaque année de son revenu annuel son investissement boursier des impôts. Ce montant pourrait être porté à 10 000 francs.

« Je suis pour les idées simples, car ce sont les seules qui réussissent », affirme pour sa part M. René Monory, favorable à la relance du produit qui porte son nom et qui a contribué, dès 1978, à redynamiser un marché boursier complètement atone. Conscient aussi de la nécessité d'une formation des actionnaires, M. Monory insiste sur le rôle des clubs d'investissement, ces associations d'épargnants qui gèrent en commun un portefeuille de valeurs mobilières.

Enfin, MM. Monory et Balladur sont tous deux d'accord pour supprimer l'impôt de Bourse, cette taxe sur les transactions boursières qui a rapporté 2,17 milliards de francs à l'Etat l'an dernier. Cette suppression est réclamée depuis des années, quelle que soit la majorité au pouvoir. Mais elle n'a jamais été décidée.

Les privatisations partielles seront-elles mises à profit pour faire revenir à la bourse les particuliers ? Car même si le nombre d'actionnaires (directs et indirects) a décuplé en treize ans pour s'élever à 14 millions, il reste peu élevé. Selon la Banque de France, 68 % des Français ne détiennent toujours pas de valeurs mobilières. Ils constituent « un gisement d'épargne susceptible d'être investi dans des placements à long terme favorables aux entreprises ». Le moment n'est-il pas propice pour redécouvrir cette mine abandonnée ?

DOMINIQUE GALLOIS

L'impôt de Bourse touche plus les petits que les gros

La rumour de suppression de l'impôt de Bourse revient périodiquement chaque année à l'automne, au moment de la présentation du budget. Finalement, les ministères des finances de tous bords annoncent la fin prochaine de cet impôt, qui s'applique à tout achat ou vente d'actions effectuée par une société de Bourse. Toutefois, jusqu'à présent, aucun responsable des finances de droite ou de gauche n'est passé à l'acte.

Perçu sous forme d'un droit de timbre, cette taxe a rapporté 2,179 milliards de francs à l'Etat en 1990. Ce montant est en légère baisse par rapport aux

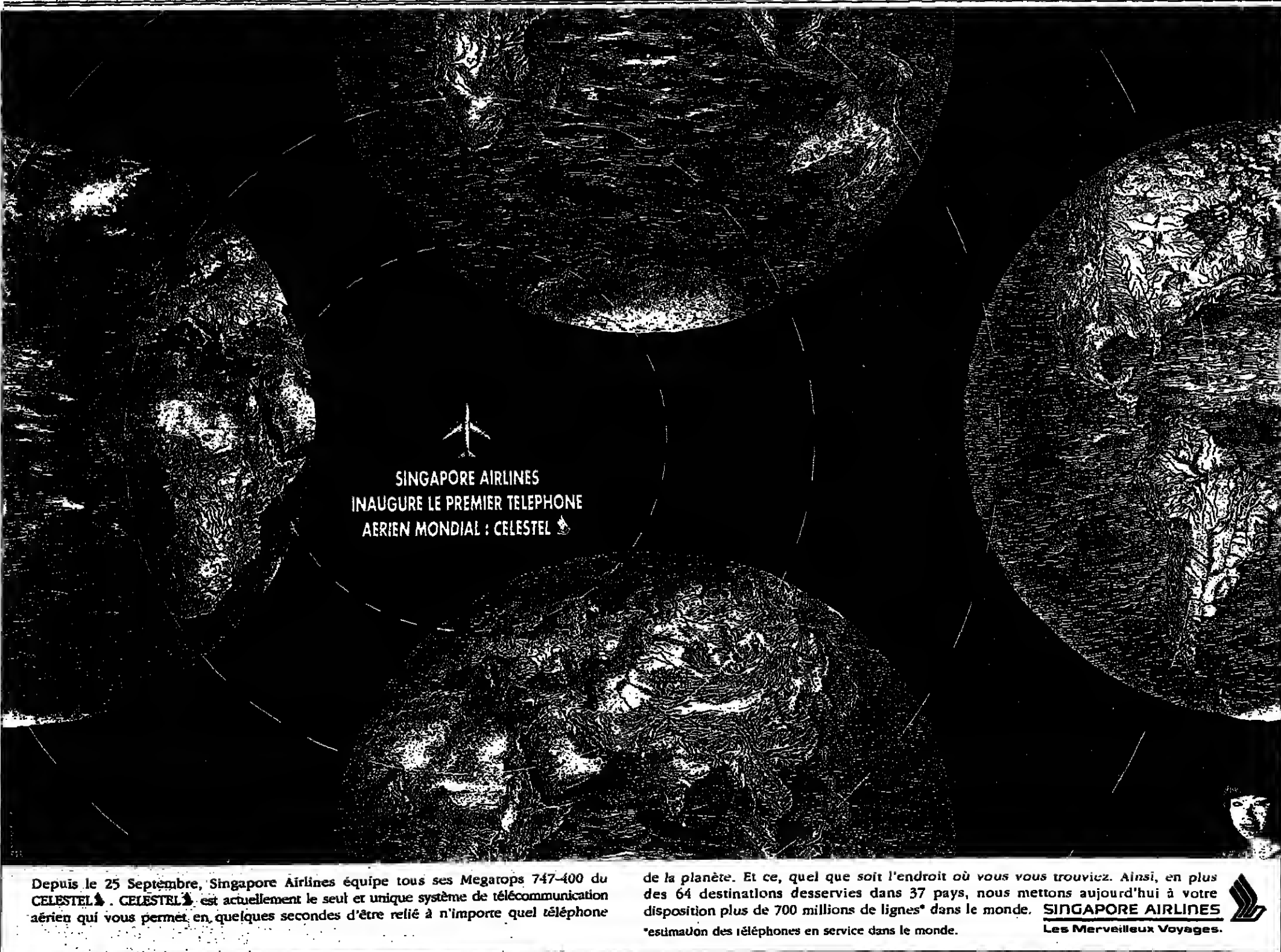
2,797 milliards collectés en 1989, et surtout par rapport au record de 1987 (2,975 milliards).

Contrairement aux idées reçues, cette taxe pénalise plus les petits intervenants que les gros. Ces derniers, pour y échapper, ont la possibilité d'acquiescer ou de vendre leurs titres sur le marché de Londres. Le flux, détourné quotidiennement de l'autre côté de la Manche, oscille alors entre 20 % et 40 % des échanges. Il concerne la quarantaine de valeurs françaises cotées simultanément en France et en Grande-Bretagne.

Cet impôt pèse donc essentiellement sur les petits actionnaires.

Une étude réalisée en 1987 auprès de 25 sociétés de Bourse révélait déjà à l'époque que 63 % des recettes de cette taxe provenaient de transactions d'un montant inférieur à 1 million de francs. La part essentielle était comprise entre 50 000 francs et 1 million. L'harmonisation européenne devrait théoriquement faire disparaître cette « gabelle d'un autre âge », comme le surnomment certains boursiers.

D. G.



SINGAPORE AIRLINES
INAUGURE LE PREMIER TELEPHONE
AERIEN MONDIAL : CELESTEL

Depuis le 25 Septembre, Singapore Airlines équipe tous ses Megarops 747-400 du CELESTEL. CELESTEL est actuellement le seul et unique système de télécommunication aérien qui vous permet en quelques secondes d'être relié à n'importe quel téléphone de la planète. Et ce, quel que soit l'endroit où vous vous trouvez. Ainsi, en plus des 64 destinations desservies dans 37 pays, nous mettons aujourd'hui à votre disposition plus de 700 millions de lignes* dans le monde.

SINGAPORE AIRLINES
Les Merveilleux Voyages.

*estimation des téléphones en service dans le monde.

هكذا من الاصل

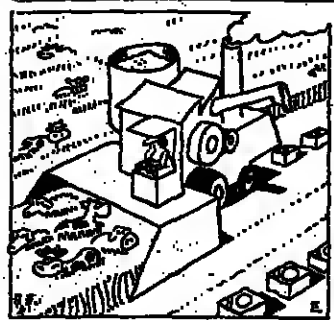
Le Monde

AFFAIRES

Les stratégies agroalimentaires

Le choix européen

Quatre mille entreprises, sept seulement parmi les cent premières mondiales, le secteur agroalimentaire poursuit avec plus de discrétion sa concentration



FRANCE, où est ton pétrole vert ? Selon le Centre français du commerce extérieur (CFCE), la balance commerciale agroalimentaire de la France se dégrade. Pour les sept premiers mois de 1991, l'excédent, en recul de 25 %, est tombé à 24,5 milliards de francs, contre 32,8 milliards lors de la même période de 1990. Les exportations ont baissé de 2 % à 107,4 milliards de francs, alors que les importations ont augmenté de 7 % à 82,9 milliards de francs.

Les responsables de cette dégradation sont les produits agricoles bruts, principalement les céréales et les oléagineux, qui font apparaître l'industrie agroalimentaire en difficulté. Tant chez les chefs d'entreprise que dans leurs organisations professionnelles, l'anxiété est palpable. Pour eux, cette vision « agressive » du secteur est due à la présence massive d'agronomes dans l'administration et dans les ministères concernés. Elle répond aussi à une « stratégie de politique publique concernant les agriculteurs ».

Un léger tassement

Ainsi l'Association nationale des industries agroalimentaires (ANIA) publie-t-elle des données purement industrielles. Au cours du premier semestre, le commerce extérieur agroalimentaire a dégagé un solde positif de 15,1 milliards de francs, en légère baisse, de 6 %, par rapport à la même période de 1990 (16,1 milliards) : « Le solde positif du lait concentré, du beurre et du sucre accuse une régression sensible, et le déficit des conserves de poisson s'accroît. En revanche, la situation de la viande, des huiles et corps gras et de certains produits transformés divers s'améliore ».

C'est vrai, pour la première fois, notre solde baisse légèrement, observe Sylvie Serra, la déléguée générale de l'ANIA. Ce n'était pas arrivé depuis le décollage de cette industrie à la fin des années 70. Nous sommes donc sur un plateau haut pour l'activité que pour le solde.

Rien donc de très alarmant, si le phénomène ne s'aggrave pas, pour le premier secteur industriel français, qui représente 17 % du chiffre d'affaires global (643,5 milliards de francs en 1990). Au sein de la Communauté européenne, la France se classe au deuxième rang de l'industrie agroalimentaire, derrière l'Allemagne, avec 21,1 % de la production des Douze. Enfin, l'Hexagone reste le premier exportateur mondial de produits alimentaires transformés, soit 10,3 % des échanges, devant les Pays-Bas (8,9 %) et les États-Unis (7,9 %).

Pour l'instant, ce tassement n'est pas le seul sujet des industriels, à côté de la porosité des frontières européennes face aux produits de

l'Est, où des futurs projets de normes communautaires concernant les emballages, ou encore des relations avec la distribution. Sans oublier la poursuite de la restructuration de ce secteur, qui compte 4 000 entreprises, de plus de 10 salariés et où les PME (moins de 500 salariés) représentent 63 % du chiffre d'affaires et 62 % des OPA spectaculaires des années 88 et 89 ont été abandonnées au profit de rachats importants accomplis avec plus de discrétion.

« L'industrie française est moins concentrée que celle des États-Unis, du Japon ou de la Grande-Bretagne, mais la même atomisation se retrouve en Allemagne et en Italie en raison du grand nombre de coopératives », note Gérard Thalliez, directeur général de McKinsey. Et les plus importants de nos groupes ne sont pas très grands à l'échelle mondiale. BSN, notre seule véritable multinationale, représente en fait le quart de Nestlé et le cinquième du leader mondial, Philip Morris.

Cette complainte traditionnelle sur la taille modeste des entreprises françaises mérite d'être relativisée. Si, en 1984, seules trois sociétés figuraient parmi les cent premières firmes agroalimentaires mondiales (BSN 40^e, ULN 86^e et Béghin Say 94^e), leur nombre avait plus que doublé fin 1989 : BSN 19^e, Pernod 64^e, LVMH 67^e, Pernod-Richard 83^e, Sodial 84^e, Bessier 90^e, et ULN 94^e.

Faute d'une taille vraiment mondiale, les entreprises françaises se rabattent sur la dimension européenne, adaptée au marché que souvent elles convoitent. Et chacune adopte des stratégies lui permettant de s'y tailler une place convenable en se développant dans une

niche ou en dérivant vers des marchés alimentaires nouveaux au gré de l'évolution des habitudes de consommation.

Ainsi, Victor Scherrer, président de Pilsner (ex-Gringore-Brossard), évoque dans son dernier livre, *Dans la jungle des affaires*, le redressement de la plus ancienne biscuiterie française. En 1977, il a fallu renoncer « à nous battre à la fois sur le front des biscuits - où existaient déjà de puissantes firmes comme Générale Biscuits (LUN), Belin-Bisco, Bahlsen et autres biscuiteries nationales - et sur celui du gâteau - qui restait encore très fragmenté - pour concentrer toutes nos forces sur ce dernier secteur de la pâtisserie ».

Des produits nouveaux

Grâce à une série d'acquisitions, la société de Pithiviers est devenue le groupe numéro un européen des gâteaux. « Toutes les entreprises sont confrontées à ce genre de défi », explique Victor Scherrer. Sur un produit, vous faites le choix d'être européen ou vous préférez rester à l'échelon local ou régional. Dans ce cas, si vous produisez du nougat à Montélimar, il faut être le meilleur dans un rayon de 500 kilomètres. En dehors, point de salut. » Pour être plus influent à Bruxelles, Victor Scherrer vient aussi d'unifier sept syndicats professionnels (biscuiterie, biscuiterie, céréales, chocolaterie, confiserie, aliments de l'enfance et de la diététique, et industries alimentaires diverses) sous la bannière de l'Alliance 7.

La modification des habitudes alimentaires des ménages oblige aussi les firmes à se redéployer, surtout si elles se trouvent sur des secteurs en déclin. Ainsi, pour pallier le déclin des ventes d'huile,

Astra-Calvé s'est tournée vers le tournesol, le corps gras le plus prisé. Parallèlement, cette filiale française d'Unilever étend sa diversification au marché des plats cuisinés, qui progresse de 15 % par an, où le groupe entend « utiliser le fruit de ses recherches et l'expérience acquise dans les corps gras, et notamment les oléagés, dans un autre segment du marché des produits alimentaires ».

« Devant un produit nouveau, les grandes sociétés qui n'en ont pas eu l'idée ou le savoir-faire préfèrent acheter la petite société qui l'a conçu », explique Guy Nébot, président d'Idianova, une firme de capital-risque, spécialisée dans l'aide à la création d'entreprise. « Cusimer en est le cas d'école. » Début 1980, André Nolleau, chausseur à Carant, dans la Manche, décidait de s'intéresser au poisson. Idianova l'aiderait à constituer son capital et à trouver un réseau de distribution pour sa « charcuterie de poisson ». Bongrain a pris depuis le contrôle de l'affaire, et Idianova, dans cette cession, a touché quarante fois sa mise de départ.

La grande distribution

L'un des principaux sujets de préoccupation reste le traitement des emballages alimentaires. Sur les 360 kilos de déchets annuels par individu, 120 kilos sont imputables aux emballages, et dans cette part 90 kilos à l'alimentaire. Le ministère de l'environnement a chargé Jean-Louis Beffa, président de Saint-Gobain, de mener une réflexion sur la reprise des emballages et son financement.

Toutefois, les Allemands ont des longueurs d'avance dans ce domaine, imposant leurs normes aux produits entrant sur leur territoire. Or, en matière d'environnement, le nivellement risque de se faire par le haut. Déjà, une société

suissesse a présenté à la mi-septembre un nouveau produit d'emballage à base de maïs soufflé (comme le pop-corn) pour remplacer les coquilles de plastique.

Les Français sont donc saisis à leur tour pour les déchets du syndrome NIMBY (*not in my backyard*, pas dans ma cour). Ils sont également soumis aux importations de produits d'Europe de l'Est (lait, viandes, volailles, jus de pomme, foie gras) qui déséquilibrent chaque marché, d'autant qu'aucune règle précise n'a été édictée en la matière. Plutôt que de laisser ces produits arriver en France, pourquoi ne pas aider leur diffusion vers d'autres pays d'Europe centrale ? « La décision de la CEE de financer sur des fonds d'aide à la Hongrie une livraison de blé hongrois à l'Algérie pourrait préfigurer un nouveau type d'aide aux pays d'Europe centrale et orientale », note l'ANIA dans sa revue de septembre.

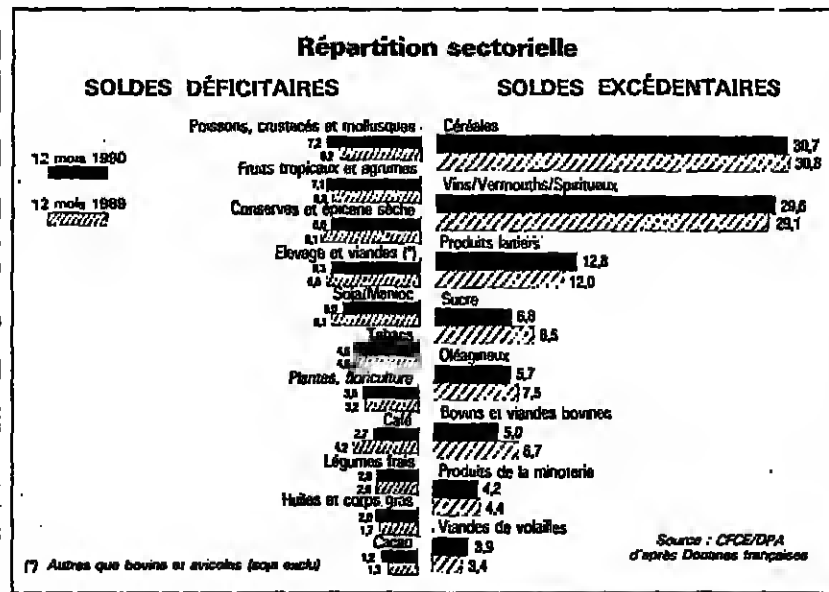
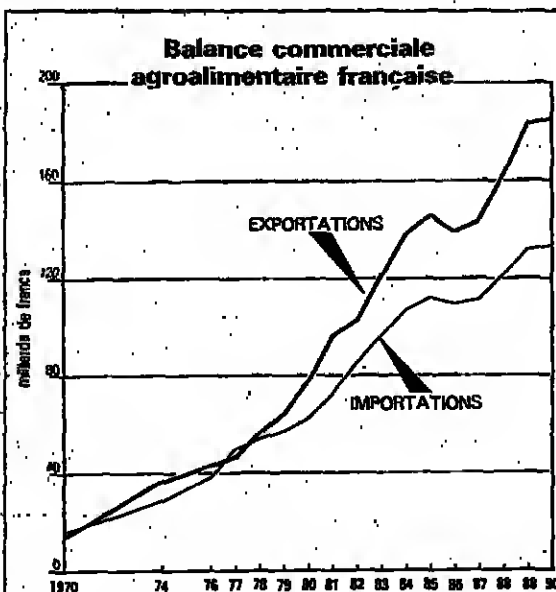
La présence de l'Est a contribué à faire chuter les prix et à rendre plus difficiles les relations avec la grande distribution. Acteurs incontournables avec 32 % du marché pour les seuls super et hypermarchés, les grands distributeurs ont imposé des délais de paiement à leurs fournisseurs allant de 30 à 90 jours. Une durée excessive pour des produits qui, du fait de leurs obligations de fraîcheur, restent très peu de temps sur les rayonnages des grandes surfaces.

Ce n'est pas à nous, industriels alimentaires, d'assurer la trésorerie des distributeurs qui, grâce à cela, se développent sans fonds propres », entend-on de plus en plus fréquemment, d'autant plus que certaines sociétés ont laissé de solides ardoises dans les failles de Montaurat et Codac. Le rapport Prada, remis en juin aux organismes paritaires (CNPF et CGPME), propose de réduire les délais de paiement, tout comme le rapport Babusiaux en septembre. L'un comme l'autre stipulent d'appliquer ces mesures en douceur pour éviter tout choc.

Malgré tous ces problèmes, l'heure n'est pas vraiment au pessimisme dans ce secteur dont chaque industriel vante le dynamisme et surtout son incroyable faculté d'adaptation. Avec le grand marché européen, que deviendra la multitude de PME dont beaucoup d'experts annoncent depuis de longues années une concentration imminente ?

La mutation n'est pas aussi rapide que prévu par les planificateurs. Sans doute ont-ils négligé le fait que, dans le terme agroalimentaire, il y a agricole, c'est-à-dire l'attachement à la terre et à son domaine face à l'étranger, fût-il un voisin. Et même si les industriels, hormis certains, sont les premiers à rejeter ces liens avec le monde paysan, il est difficile de renier ses racines.

DOMINIQUE GALLOIS



Viande : l'impératif de la qualité

Les éleveurs limousins vendent pour l'essentiel des animaux sur pied et la plus-value se fait ailleurs, le long d'une filière-labyrinthe

L'ANNÉE prochaine, la prairie américaine vivra à l'heure limousine : à Fort Worth (Texas), se réunira le Conseil international limousin (CIL). L'exécutif de l'industrie nationale de la race bovine au pelage fauve. Cette race, dont on se plaît à reconnaître la silhouette dans les peintures magdaléniennes, de Lascaux, voilà quinze mille ans, est aujourd'hui l'une des plus cosmopolites. Elle s'adapte très bien partout.

La race limousine est présente dans une soixantaine de pays équatoriaux (Rwanda), tropicaux (Thaïlande), tempérés plus ou moins froids (Canada, Russie, Argentine, Nouvelle-Zélande...). Les deux précédents CIL se sont d'ailleurs réunis au Danemark (1990) et en Australie (1988).

Ces bovins font autant aujourd'hui pour la bonne renommée du Limousin que la porcelaine, l'émail ou la tapisserie. Mais, comme chacun sait, bonne renommée ne donne pas forcément rentabilité dorée, surtout dans le secteur de l'élevage en état de crise profonde

et durable, (« Champs économiques » du mardi 24 septembre).

L'élevage est pour le Limousin un secteur économique majeur : bovins mais aussi montons - la Haute-Vienne est le premier département français pour la production d'agneaux de boucherie - y assurent près de 50 % de la production agricole finale. Et si cette région est l'une des rares à avoir à l'exportation un solde positif (taux de couverture : 108 % ; excédent : 701 millions de francs), c'est aux bovins qu'elle le doit (+ 562 millions de francs), avant l'appareillage électrique de la multinationale Legrand (+ 383 millions de francs) et la production de papier-carton (+ 355 millions de francs).

Ces chiffres ne sont pourtant qu'apparences flatteuses. Ils signifient que l'élevage limousin exporte pour l'essentiel ses animaux sur pied et que la plus-value se fait ailleurs : « Nous sommes dans une situation de type tiers-monde », résume Marcel Faure, éleveur en Corrèze. Nous fournissons de la matière première à des prix sur lesquels nous n'avons aucune prise et

qui se dégradent de plus en plus. Le veau maigre (qui s'exporte massivement en vit au-delà des Alpes, d'où son nom local de « veau d'Italie ») se vendait 21 francs le kilo en 1988 ; il n'est plus aujourd'hui qu'à 18 francs. Et la valeur ajoutée va se faire chez les engraisseurs italiens, espagnols et portugais. Les abattoirs limousins, et à plus forte raison les ateliers de découpe et de conditionnement, ne traitent qu'une faible part de l'élevage régional.

Le déferlement des viandes venues des pays de l'Est ces derniers mois a certes brutalement aggravé la situation : il ne l'a pas créée. Les quotas laitiers, en provoquant depuis plusieurs années un abattage massif des vaches frisonnes ou montbéliardes, avait saturé le marché et rempli les frigorifères. Or, pour les régions laitières, la viande n'est en quelque sorte qu'un sous-produit sur lequel on peut casser les prix, alors que les éleveurs limousins sont des « usines à viande », mais ne sont que cela.

La viande limousine est structurellement plus chère que la

moyenne de la production française. Et elle est aussi meilleure. L'élevage se fait généralement à l'herbe, les animaux vivent en plein air, la pratique de la piqûre (hormones, antibiotiques, activateurs de croissance) y est rare. La conformation des animaux fait le reste.

Voilà plus d'un siècle déjà, sous le second Empire, qu'un certain Briot, président de la corporation des bouchers parisiens, célébrait la race limousine : « Sa réputation est assez répandue pour qu'elle n'aspire qu'à la conserver et à continuer à doter les gourmets parisiens de ces rôti qui font leur joie et leurs délices. Nous ne faisons ici que constater les éminentes qualités de cette race superbe ».

L'étude prospective « Limousin 2007 », commanditée par le conseil régional voilà quatre ans pour tracer sur les deux prochaines décennies des perspectives aux initiatives publiques et interprofessionnelles de développement, reprend à son compte cette notion de qualité.

de Limoges
GEORGES CHATAIN
Lire la suite page 37

EMPLOI

Le mardi, c'est tout un Monde

8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde du Premier Emploi
Le Monde des Cadres

Le Monde de l'Informatique
Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde de la Gestion et des Finances
Le Monde des Ressources Humaines
Le Monde des Juristes
Le Monde de la Fonction Commerciale

Le Monde INITIATIVES



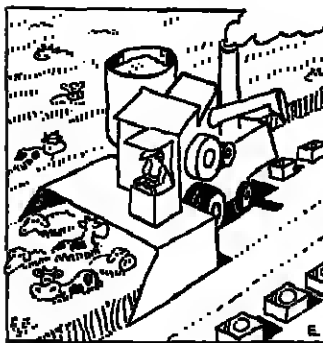
هكذا من الأصل

AFFAIRES

Les stratégies agroalimentaires

La percée italienne de BSN

En rachetant Galbani, le numéro un du fromage transalpin, le groupe français affine sa recherche de productivité



LE 19 juillet 1989, le groupe français BSN, présidé par Antoine Riboud, annonçait le rachat de 35 % du capital de la société Galbani, numéro un du fromage italien. Présentée d'une manière presque discrète, cette opération était, en fait, la plus brillante de celles qu'avait entreprises le groupe pour effectuer une percée décisive sur le marché de l'alimentation en Italie.

Amorcée en 1986, cette percée avait permis à BSN, déjà installé dans la brasserie avec 35 % de la consommation, de devenir chef de file dans les eaux minérales et de conquérir tout bonnement la deuxième place (11 % du marché) dans cette chasse gardée, ce véritable sanctuaire qu'est l'industrie des pâtes, dominée par le géant Barilla (25 % de la production totale). En outre, le rachat, en juin 1989, de la filiale italienne du groupe américain Nabisco conféra à BSN le rôle de leader dans les biscuits secs.

Un monument national

Restait l'un des plus beaux fleurons de l'industrie agroalimentaire italienne, Galbani, le numéro deux de ce secteur, avec 8 milliards de francs, derrière Barilla (9 milliards). Dans la péninsule, Galbani est une véritable institution, presque un monument national. Créée officiellement il y a un siècle par Davide Galbani, puis officiellement en 1920 par son fils Egido, la société prit vraiment son essor grâce au lancement d'un fromage à pâte molle et crue, destiné à lutter contre le camembert, le fameux bel paese.

Aujourd'hui, Galbani produit 16 % des fromages italiens devant Kraft Invernizzi (8 %) et Nestlé Locatelli (3,5 %), avec des positions dominantes dans le fromage frais (35 % de la mozzarella industrielle et 70 % du bel paese). Surtout, elle dispose d'un formidable réseau de distribution : 200 000 points de vente répartis dans toute l'Italie, du Val d'Aoste à la Vénétie et du Haut-Adige au fin fond de la Sicile, alimentés quotidiennement par 2500 camions frigorifiques et petites voitures vertes et jaunes portant le sigle de Galbani en blanc sur fond rouge.

Les conducteurs-livriers encaissent, non moins quotidiennement, les factures pour les produits laitiers : ce sys-

tème procure à la société, qui paie ses fournisseurs (essentiellement le lait) à 90 jours, une des plus belles trésoreries d'Italie. Le bénéfice net atteint 8,6 % du chiffre d'affaires, la quatrième rentabilité de la péninsule après Italcementi, la compagnie pétrolière Agip et IBM Semca.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que, depuis des années, les grands crocodiles mondiaux de l'agroalimentaire, le néerlandais Unilever, l'américain Kraft-Philip Morris, le suisse Nestlé - les deux derniers présents dans le pays et désireux de se renforcer - aient tourné autour de Galbani. Si BSN, sur les rangs depuis longtemps, l'a emporté, c'est grâce à son association bénéfique avec l'IFIL, la holding du groupe Agnelli, avec laquelle le groupe français a échangé des participations et qui a été choisie comme le « parrain » indispensable dans l'extrême jungle du monde des affaires italiennes. Sans parrain puissant, influent et bien introduit, point de percée : la leçon cuisante des pâtes Buitoni, virtuellement acquises par BSN et qui leur échappèrent in extremis au profit du groupe Benedetti, a été retenue.

C'est donc l'IFIL qui a acheté Galbani - afin de ne pas égarer la tripe nationale des vendeurs - pour en racheter 35 %, puis 50 % à BSN, en attendant d'acquiescer. Le montant de la transaction fut théoriquement de 10,5 milliards de francs, montant théorique car il a été partiellement payé avec la trésorerie de Galbani (4 milliards de francs) et une part de ses réserves. Ce montage financier permit à BSN de ne payer que 400 millions de francs pour les 15 % rachetés à l'IFIL en décembre 1990.

Des méthodes éprouvées

« Nous avons fait une acquisition superbe », pouvait, à bon droit, s'exclamer récemment Antoine Riboud. Le plus piquant, assure-t-on chez BSN, est qu'on ne connaît pas l'identité des vendeurs : la famille Invernizzi peut-être et, selon des rumeurs ultra-fantaisistes, le Vatican. En tout cas, le règlement a été effectué auprès de six banques luxembourgeoises, auxquelles rendait compte précédemment l'administrateur délégué de Galbani.



Traditionnellement, le groupe BSN, lorsqu'il procède à une acquisition, lui applique ses méthodes, longuement éprouvées : relance de la publicité, mise en place d'un plan de productivité et d'une stratégie à moyen et long terme utilisant toutes les synergies du groupe. Cela avait été le cas pour la Générale Biscuit en 1986, et Galbani n'a pas échappé à la règle, recevant dès l'automne 1989 un nouvel admi-

nistrateur délégué, Michel Cicurel (voir encadré), un haut fonctionnaire brillant, qui venait de quitter, pour raisons personnelles, la présidence de Cortal, filiale de la Compagnie bancaire, après l'avoir menée au succès. N'employant qu'une très petite poignée de collaborateurs importés de France, Michel Cicurel s'est appuyé sur son directeur général, Emmanuele Sbarbaro, et sur un nouveau directeur

venant de l'extérieur, Carlo Prevendini. Il fut décidé, d'abord, de relancer la publicité, interrompue depuis vingt ans sous le prétexte que Galbani avait les meilleurs produits et une position unique dans la distribution, avec ses 200 000 points de vente.

L'objectif est de développer l'exportation (10 % de l'activité actuellement), surtout sur la mozzarella, ce fromage frais typiquement italien, obtenu par un procédé très particulier de chauffage humide du lait caillé, suivi d'un étirage mécanique (*filatura*), le tout au cours d'un processus de fabrication dont la durée ne dépasse pas quatre-vingt-dix minutes. Utilisé dans l'assaisonnement de salades composées et dans la confection des pizzas, la mozzarella, selon BSN, dispose d'un très fort potentiel international au travers du réseau européen de distribution du groupe : actuellement, des spots vantant ce produit sont diffusés sur les antennes de la télévision française, par exemple.

La croissance externe

Si, en matière de fromages, Galbani n'a aucune leçon à recevoir de BSN, qui ignore cette technique, en revanche, la nouvelle filiale doit, dans les dix ans qui viennent, prendre un tournant décisif dans la commercialisation de ses produits, du fait de l'évolution prévisible des structures de la distribution dans la péninsule. A l'heure actuelle, les grandes surfaces ne commercialisent que 20 % de l'alimentation en Italie, contre 80 % en France, et Galbani, si fort dans des milliers de petites boutiques, y retrouve ses concurrents, avec une présence moins accentuée qu'il va donc falloir développer.

Son potentiel de croissance en Italie même, malgré une position déjà dominante dans certains segments, reste considérable, voire phénoménal, selon Michel Cicurel. Dans le fromage, les trois premiers concurrents, Galbani en tête, couvrent 25 % du marché (30 % pour les cinq premiers), le reste étant le fait d'une poignée de petits producteurs (2 500). Sur vingt ans, Galbani serait susceptible de porter à 50 % sa part de marché, en menant d'avantage une politique de marques, comme BSN.

La nouvelle filiale, qui consacra aux saisons 18 % de son chiffre

d'affaires, avec une usine construite en 1986 et réputée la plus moderne du monde, tout en restant numéro un du marché avec une part de 5 %, devant Fiorucci (4,8 %) et une armée de petits producteurs, va devoir opter : arrêt éventuel de ses fabrications ou, au contraire, renforcement de ses positions par croissance interne et, surtout externe (acquisitions), cette solution devant, très vraisemblablement, l'emporter.

Cela suppose, là aussi, la mise en place d'une politique de marques, qui n'existe pas vraiment en Italie, dans ce secteur, et surtout, un effort vers l'élaboration de produits préconditionnés pour les grandes surfaces : actuellement, 80 % de la commercialisation des saisons s'effectue « à la coupe » et non pas sous cellophane.

Enfin, le groupe BSN compte jouer, dans la péninsule, l'une de ses cartes maîtresses, la fabrication de yaourts, dans laquelle il a développé une technologie de pointe, et qu'il veut diffuser dans toute l'Europe. Galbani fabrique, certes, plus de 20 000 tonnes d'un yaourt « éternisé » qui a constitué un véritable monopole avant l'apparition des yaourts fermentés, comme en France. BSN a aussi lancé la construction, par sa nouvelle filiale, d'une unité d'élaboration de yaourts selon son procédé Danone, pour 50 000 à 80 000 tonnes, soit un investissement de 175 millions de francs.

Ainsi, l'acquisition de Galbani s'inscrit dans la stratégie à long terme de l'acquéreur, à tel point qu'Antoine Riboud, président de BSN, déclarait, l'an dernier : « Si nous n'avions pas acheté Galbani, les produits frais de notre division Gervais auraient, à terme, été en danger ».

On peut ajouter que, sans BSN, la vénérable maison italienne, confrontée au changement dans les méthodes de distribution avec la montée en puissance des grandes surfaces, largement prévisible, n'aurait sans doute pas pris le virage qu'elle est en train d'effectuer. « Un nid de productivité », ajoutait Antoine Riboud : dans ce domaine, selon un bon observateur, la machine BSN est en route !

de Milan
FRANÇOIS RENARD

Le banquier et la mozzarella

Lorsqu'à l'automne 1989, la communauté financière, comme l'on dit, apprit que Michel Cicurel, quarante-deux ans alors, entrerait chez BSN pour diriger la nouvelle filiale italienne Galbani, elle fut un peu interloquée. Un énarque, ancien du Trésor, puis banquier, à la tête de Cortal, filiale ultra-financière de la Compagnie bancaire, et maintenant dans le fromage italien, pour diriger la plus grosse affaire de BSN.

A contre-courant de toute la tradition du groupe, où tout membre de l'état-major fait longuement ses classes, passant de branche en branche pour acquérir la culture de cet empire de l'alimentation ? Officiellement, on « cherchait un tempérament plus qu'une compétence ». En fait, Antoine Riboud lui avait

laissé miroiter la possibilité, non la certitude, de prendre sa place à la présidence de BSN. Apparemment, il n'en est plus question, puisque Michel Cicurel a quitté le groupe pour accepter la proposition de Carlo De Benedetti et devenir PDG de Cerus.

Michel Cicurel, qui avait fort bien réussi chez Galbani, devait rentrer à Paris au bout de deux ans pour des raisons personnelles (sa famille avait dû rester dans la capitale). Mais, outre les nouveaux projets d'Antoine Riboud concernant la présidence de BSN, il semble que Michel Cicurel ait eu quelque problème « culturel » avec certains membres de l'état-major. Jean Vincent, directeur des produits frais dans le groupe, l'a immédiatement remplacé. Ce fut une belle aventure, entre le bel paese et la mozzarella.

F. R.

Lait : une coopérative tentée par le capitalisme

Sodiaal, deuxième groupe français, s'efforce de concentrer ses structures sans trahir ses principes

« N

ous faisons pas d'illusion, les circonstances et l'environnement sont particulièrement difficiles. Mais nous tenons à le redire, la coopération n'est pas un système dépassé, quoi qu'en disent nos concurrents », reconnaît aujourd'hui Michel Debatisse, ancien dirigeant paysan, ancien ministre de l'Agriculture, président de la Sodiaal (Société de diffusion internationale agroalimentaire), le 19 septembre, à l'issue de l'assemblée générale, la première que tenait ce groupe laitier depuis sa création en juillet 1989.

Sodiaal, peu connu du grand public, l'est davantage par ses produits commercialisés sous la marque Yoplait dans les yaourts, Candia

pour le lait, Saint-Hubert pour le beurre ou encore Riches Monts et le Rustique pour le fromage.

Ce groupe de 17 milliards de francs de chiffre d'affaires, collectant 2,65 milliards de litres de lait, se situe au deuxième rang de l'industrie laitière française. S'approchant de Besnier, le numéro un, avec 20 milliards de francs de chiffre d'affaires et une collecte de lait avoisinant les 4 milliards de litres. Mais si l'un est familial et privé, l'autre est coopératif et entend le rester.

Le marché unique

La création de Sodiaal en juillet 1989 ne s'est pas faite ex nihilo. Dès 1964, six coopératives laitières s'unissaient pour créer la Sodima, qui lançait la marque Yoplait l'année suivante et Candia en 1971. « Malgré une concurrence française vigoureuse, les six présidents et directeurs d'union régionale auraient pu vivre tranquillement encore quelques années », reconnaît aujourd'hui Michel Debatisse. Mais voici deux ans, la décision fut prise de tout unifier dans la perspective du marché unique européen, afin de rivaliser avec les grands groupes laitiers de la Communauté et aussi d'être plus fort face à la distribution.

Si, dans les années 60, le rapprochement de coopératives pour développer des marques communes ne posait pas trop de problèmes, la fusion en 1990 ne s'est pas faite sans turbulences. « Il nous a fallu passer par-dessus les baronnies, les hommes, les pouvoirs, les régions, et nous l'avons fait. Quel autre groupe oserait faire fusionner six fois 2,5 milliards de francs de chiffre d'affaires, six fois deux mille personnes, toutes unies avec des contrats revus individuellement ? ».

confiait l'un des dirigeants de Sodiaal à la revue *Agra Alimentation* du 19 septembre.

Manque de chance, cette réorganisation s'est déroulée dans un marché particulièrement difficile. Dès octobre 1989, les cours mondiaux de la poudre de lait et du beurre se sont inversés pour chuter en quelques mois de 25 %. Puis l'arrivée de produits au provenance d'Europe de l'Est a amplifié la dégringolade des prix. Il en est résulté une certaine grogne des coopératives face à la baisse du prix du lait, rendant complexe la politique de la Sodiaal, tiraillée du fait de son statut entre la défense du revenu des agriculteurs coopératives et la réalisation de profits en tant que société.

Même si le bénéfice net a été de 100 millions de francs pour 1990, la conjonction des coûts de réorganisation et de la dégradation de la conjoncture ont entraîné un résultat d'exploitation négatif de 113 millions de francs. Pour cette année, les dirigeants de Sodiaal tablent sur un bénéfice juste en équilibre, car les restructurations se poursuivent, touchant en particulier la branche fromagerie.

Des avantages fiscaux

La réorganisation affecte aussi la Sodiaal en tant que structure. Au départ, la société s'était subdivisée en huit filiales placées chacune sous l'autorité d'une coopérative. L'avantage était double, permettant d'éviter les mouvements d'hommes et aussi de rester fidèle à l'esprit d'autonomie de chaque région.

Au bout d'un an, ce principe égalitaire a été abandonné au nom de la rationalisation, voire d'une meilleure efficacité. Désormais, la structure est plus industrielle, se limitant à une subdivision en trois branches :

produits frais, lait de consommation et fromages.

Pour mettre un terme aux rumeurs évoquant des divergences internes et, à l'extrême, l'abandon du principe coopératif, les dirigeants de Sodiaal ont tenu à préciser que toutes les décisions lors de l'assemblée générale ont été prises à l'unanimité, notamment la fixation d'un prix unique annuel du lait sur l'ensemble du territoire français. Seule l'arrivée d'un nouveau partenaire, la coopérative Tempé-Lait, s'est vue opposer 4 abstentions sur 120 suffrages.

« Ce n'est pas parce que les situations se compliquent que le monde agricole entend renoncer à des outils comme Sodiaal », expliquait Michel Debatisse, lors de son assemblée générale, « même si, du fait des structures, les décisions sont plus lentes à prendre ». Il n'est pas question donc d'abandonner ce principe très consultatif basé sur le traitement identique des sociétaires, même si les avantages fiscaux conférés au système coopératif se sont réduits dans le cadre de la loi de finances de 1991. Mais cette évolution est mal perçue dans le privé, où les concurrents « capitalistes » protestent toujours contre ces « avantages un peu trop importants ».

Cependant tous se retrouvent lorsqu'ils parlent de leurs relations avec la grande distribution où la pression est telle que le prix du litre de lait est parfois moins cher que celui de l'eau... Les propos sont cependant modérés, tant le pouvoir des hypermarchés est fort. Ainsi, si l'un des producteurs « défrayés » d'un grand magasin ose protester publiquement contre un retrait de ses produits, il risque de se voir bannir encore plus longuement des étagères. Entreprises coopératives ou capitalistes, les distributeurs ne font pas la différence.

D. G.

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE

YVONNE F. ven. soir et sam. Vieille Cuisine de Tradition. Spéc. de POISSONS, Huîtres et Gibiers en saison. Foie gras 13, rue de Bassano, 16 47-20-98-15

RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h-23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année. 25, rue Frédéric-Sauton, F. dim. Park.

YUGARAJ (air climatisé) 43-26-44-91 14, rue Dauphine, 6 F. lundi

LA PERLE DES ANTILLES 45-42-91-25 36, avenue Jean-Moutin, 14 F. dim.

SPECIALITÉS INDIENNES. De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. Christian Millau (Gault-Millau).

SPECIALITÉS ANTILLAISES. 1 toque G. et M. Délicieuse cuisine typique. Gratin de milillon, tasset de bœuf. Atmosphère des îles, accueil chaleureux.

هكذا من الاصل

AFFAIRES

Les stratégies agroalimentaires

Viande : l'impératif de la qualité

Suite de la page 35

La région doit acquiescer avec la viande « la réputation que d'autres régions ont acquise avec le vin ». Une politique d'appellation d'origine en quelque sorte, avec identification et certification de la qualité des produits.

Selon Gilles Lecourt, directeur du Groupement limousin bétail et viande (GLB), l'un des principaux groupements de producteurs de la région (800 adhérents; 25 000 animaux commercialisés chaque année, dont 45 % à l'exportation; chiffre d'affaires de 200 millions de francs), cette politique, qui passe par un « nécessaire développement des circuits identifiés » et par la labellisation des produits, est susceptible d'assurer, en période de consommation de masse, la survie et l'avenir des viandes de qualité. Moins mais mieux.

L'exemple du marché néerlandais est à cet égard significatif. Les Pays-Bas, maintenant éleveurs de la race limousine, sont assez hostiles par principe à tout ce qui est appellation d'origine, y voyant volontiers une hypocrisie protectionniste. Or, l'abattoir de Maastricht vient toujours s'approvisionner au centre d'abattage du GLB, dans la banlieue de Limoges; et, selon Gilles Lecourt, « les bovins étiquetés aux Pays-Bas « Limousin-France » se vendent 10 % de plus que les bovins hollandais de la même race ». Cela représente pour l'éleveur d'ici une plus-value de près de 25 % et prouve que la notion de terroir reste encore bien réelle.

Le problème, c'est la filière. Un vin d'appellation est identifié et contrôlé dès la mise en bouteille, sur le terroir de production; la suite du voyage commercial jusqu'au consommateur se fait, sans problème. La viande, c'est tout autre chose. Entre le taurillon ou la génisse qui quitte leur élevage pour la chaîne d'abattage et le steak conditionné sous vide dans le rayon réfrigéré d'une grande surface, il y a un vrai labyrinthe.

C'est la grande distribution qui fait de plus en plus la loi sur le marché de la viande au détail. Or, souligne le rapport parlementaire Rimareix-Malvy, publié en avril dernier, sur le « fonctionnement du marché de la viande ovine et bovine », la grande distribution, « qui représente aujourd'hui plus de 60 % de ce marché, exige des produits standardisés en quantité importante et en approvisionnement régulier », une « viande banalisée au prix le plus bas ».

Une organisation collective

De plus, « se situant peu à peu de leurs métiers de découpe, activité peu rentable consommatrice de main-d'œuvre à rentabilité limitée, les grandes et moyennes surfaces recherchent des entreprises susceptibles de leur fournir des produits immédiatement commercialisables, barquettes, portions individuelles... Seules des entreprises de grande taille ayant effectué des investissements importants sont en mesure de répondre à cette évolution ».

La grande distribution impose des délais de paiement de plus en plus longs à la transformation industrielle, laquelle les répercute illico en amont. Constatation désabusée d'un éleveur corrézien : « C'est nous qui sommes devenus maintenant les banquiers des grandes surfaces, ce qui nous oblige à des découverts et à des opérations de refinancement qui nous coûtent très cher ».

Seule possibilité de résistance face à cette dictature croissante des centrales d'achat : l'organisation collective des producteurs, avec ce qui, voilà deux décennies, aurait encore semblé très paradoxal : l'alliance des bouchers détaillants, qui voient leur site d'activité se réduire sans cesse et n'ont pas d'autre issue que celle du service et de la qualité.

Un groupement apparaît à cet égard particulièrement innovant : la Coopérative des éleveurs du Limousin et de la Marche (CEL-MAR). Née (tout ce qu'une coïncidence ?) en mai 1968 avec une centaine d'adhérents, elle en a aujourd'hui mille cinq cents dans les départements de la Creuse, de l'Indre, de la Haute-Vienne.

La surface exploitée par ces adhérents représente plus de 60 000 hectares pour un cheptel bovin viande (race limousine et charolaise) de quarante mille vaches mères et vingt mille brebis, soit une moyenne de 40 hectares, vingt-huit vaches et soixante-quinze brebis

par exploitation adhérente. C'est donc une organisation de « petits », très attachés à leur structure, situation très différente des grandes coopératives de l'Ouest breton ou normand, qui apparaissent à leurs adhérents comme des technocraties idéologiques aux groupes privés de l'agroalimentaire.

La CELMAR doit sa réussite à une discipline de fer. Pas question d'hormones, ni d'antibiotiques, même à l'époque où c'était encore autorisé. Plusieurs adhérents ont été exclus pour avoir succombé à la tentation de cette « goélette » rapide de leurs animaux. Une maîtrise de l'élevage par la création d'une société d'intérêt collectif agricole, la SOMAFER, à Bessines-sur-Gartempe (Haute-Vienne). Puis en aval un partenariat avec plusieurs organismes intermédiaires, la société Sopacel, à Lyon, Centre Sud-Élevage à Rodez (Aveyron), France-Limousin-Nederland à Rotterdam (Pays-Bas), Elos à Emmendingen (Allemagne). A l'extrême aval, des contrats d'exclusivité avec deux cent soixante-quinze artisans dans les agglomérations de Paris, Lyon, Marseille, Lille.

« Nous sommes en mesure de garantir l'identification et le contrôle de la qualité d'un bout à l'autre de la filière », dit Claude Dauphio, président de la CELMAR, lui-même éleveur de bovins à Azerables, dans le nord de la Creuse. Avec un cahier des charges de plus en plus pointu, ascendant classique. Élevage au pâturage ou en stabulation libre, alimentation contrôlée, sans antibiotiques ni activateurs de croissance, transport des animaux vivants inférieur à vingt-quatre heures, dans des conditions susceptibles d'éviter le fameux « stress » des animaux promis à la boucherie.

Sans traitement chimique

Dans le même esprit, le GLB a créé une viande biologique identifiée comme telle par Nature et Progrès. Non seulement les animaux doivent vivre leur croissance dans les mêmes conditions de bien-être, mais ils doivent être nourris sans engrais, avec des céréales elles-mêmes sans traitement chimique. Selon Gilles Lecourt, « cette discipline permet une plus-value de l'ordre de 20 % par rapport à la viande limousine classique » - au prix d'une conduite du troupeau plus complexe et d'un temps de travail plus long.

Mais, dit un de ces éleveurs « bio », « le surcoût de travail n'est pas un vrai problème : dès qu'on est dans l'élevage, de toute façon, on est lié à son exploitation pratiquement vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Le seul problème qui compte pour nous, c'est le revenu ». Là encore, l'indécision des pays d'Europe du Nord sert d'étalon de mesure : cette viande limousine identifiée biologique a séduit le très sévère circuit hollandais Ekso.

La difficulté dans toute cette politique de qualité, c'est l'identification : la race bovine limousine (comme d'ailleurs la charolaise) émigre de plus en plus hors de son terroir d'origine. Son dernier concours national s'est d'ailleurs tenu à la mi-septembre au saloon Space (salon de la production agricole) de Rennes, qui est en France le deuxième en importance après Paris. Elle est aussi de plus en plus présente en Midi-Pyrénées et en Lorraine.

Faut-il réserver l'identification au « berceau » de la race ? Non, répond Louis de Neuville, éleveur à Vicq-sur-Breuilh (Haute-Vienne), président du Herd-book, le grand livre généalogique de la race, et de l'Union pour la promotion de la race (UPRA). Aussi a-t-il été créée une appellation nationale, « blason prestige », déjà bien présente dans les boucheries de quartier et de village.

Toutefois, la plupart des groupements du « berceau » limousin veulent y ajouter une dimension de terroir en créant des marques commerciales particulières, pour se défendre face à la concurrence naissante de régions mieux armées pour l'élevage. Ces marques commerciales ne sont pas toujours bien lisibles en bout de chaîne; les consommateurs s'y perdent, et il y a sans doute de la méthode à y mettre. Mais leur recherche révèle un problème vital pour le Limousin, ainsi résumé par un éleveur creusois : « La qualité, pour nous, ce n'est pas un choix. Nous y sommes condamnés ».

de Limoges
GEORGES CHATAIN

La réussite discrète des pâtes savoyardes

Alpina est à la pâte alimentaire ce qu'Opinel est au couteau de poche. Rien d'étonnant puisque ces deux PME de Chambéry ne sont distantes que de quelques kilomètres. Une solide tradition familiale, une volonté d'indépendance chevillée au corps de leurs dirigeants, une obstination toute montagnarde à ne pas se laisser distraire des fuites en avant inconsidérées.

Dans l'un et l'autre cas, la recette de la pérennité a bénéficié des mêmes ingrédients. Seule différence peut-être : si l'Opinel a fait le tour du monde, Alpina, en toute discrétion, cache son patronyme, pour l'essentiel, derrière les marques de distributeurs. Carrefour, Casino, Auchan...

A l'origine, les « pâtes Léger », devenues Alpina, font leur apparition en 1850, année du rattachement de la Savoie à la France. L'influence transalpine est néanmoins restée vivace, au moins dans les habitudes alimentaires. En 1962, lorsque Claude Richard - il avait vingt-trois ans - doit succéder à son père décédé subitement, la France comptait environ cent cinquante fabricants de pâtes.

Il en reste sept. Et malgré la modestie de sa taille - un chiffre

d'affaires de 80 millions de francs avec soixante-cinq salariés, - Alpina s'octroie la place de numéro trois national. Loth de Lister, il est vrai, Rivoire et Carré-Lustuau et surtout Penzani (groupe BSN), Claude Richard, qui, malgré les sollicitations, a conservé la maîtrise totale de son capital, doit sans doute beaucoup à Marcel Fournier, un autre Savoyard, fondateur de Carrefour.

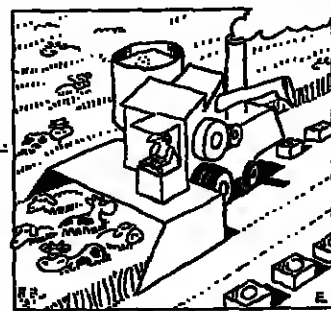
« Très rapidement, je me suis adapté aux nouvelles règles de concurrence, au commerce moderne avec l'apparition des hypermarchés. » En même temps, il s'en remet au bon sens qui lui sert de règle élémentaire de marketing : c'est à partir d'une enquête auprès de ses ouvrières qu'il a, à la fin des années 60, il « inventé » les pâtes pour chiens qui continuent de dégriser une part non négligeable de rentabilité.

En 1982, Alpina produisait 2 000 tonnes de pâtes avec quarante-cinq salariés. Actuellement, elle en fabrique 12 000 à 13 000 tonnes, « grâce aux investissements de productivité réalisés au bon moment, pour diminuer les coûts de revient ». Ce saut en avant technologique n'est toutefois pas très ancien.

Depuis 1987, l'entreprise s'est dotée d'une ligne de séchage des pâtes à très haute température. Pour un coût approchant les 10 millions de francs, cette unité prototype de 1 500 à 2 000 kg par heure, entièrement automatisée, réalise en 45 minutes une opération qui durait 4 heures sur une installation traditionnelle. En trois ans, Alpina a augmenté ses capacités de 50 %. « C'était un pari industriel. Je ne suis pas joueur, mais j'aime jouer quand je suis sûr de gagner », admet Claude Richard, qui, par son héritage et sa formation, se range plus dans le camp des « bâtisseurs » que dans celui des « financiers ».

La pression des grandes surfaces

En livrant 65 % de sa production aux marques de distributeurs, le PDG d'Alpina doit, certes, se plier aux exigences des grandes surfaces. « L'allongement des délais de paiement est incontestablement un frein au développement pour financer des investissements de capacité très élevés. » Claude Richard est bien entendu partisan d'une révision des accords avec les hypermarchés. Mais il reconnaît



que travailler pour une marque de distributeur crée une relation d'une tout autre nature, « un partenariat réel » qui inscrit, dans un cahier des charges rigoureux, une « exigence permanente de qualité ».

« Les distributeurs nous ont beaucoup fait progresser », reconnaît-il. De cette expérience, la société chambérienne paraît bien décidée à tirer profit. Récemment, elle a lancé, sous son nom propre, des pâtes « bio » à partir de blés - français - qui ont germé sans engrais. Les premiers résultats, jugés encourageants, pourraient l'aider à sortir de ses frontières régionales.

« De toute évidence, l'ouverture européenne n'est pas à notre portée », note Claude Richard, avec le réalisme du patron de PME qui gère son entreprise en « bon père de famille ». Pour autant, il ne craint pas la concurrence des sociétés italiennes, toutes proches, qui détiennent déjà 25 % du marché. « Leur offensive publicitaire, notamment celle de Barilla, est excellente. Elle révèle la pâte alimentaire dans la public. » Ce qui n'est pas sans bénéfice pour une entreprise plus soucieuse de sa production que de son image.

de Lyon
MICHEL DELBERGHE

The A to 終 of the world!

The Economist

Traduction du texte ci-dessus : « le A à 終 du monde »

BSN

par le capitalisme

MARCHÉS FINANCIERS

Pour limiter les émissions de gaz carbonique

La CEE propose aux Douze une taxe sur l'énergie

Pour stabiliser les émissions de gaz carbonique dans les pays de la Communauté, la Commission européenne a proposé aux Douze, mercredi 25 septembre, d'instaurer une taxe sur l'énergie, modulée sur la teneur en carbone. Cette taxe devrait atteindre 10 dollars par baril au début de l'an 2000. Malgré les dérogations envisagées pour protéger la compétitivité des entreprises européennes, cette proposition risque de provoquer un débat prolongé, la fiscalité restant un domaine très sensible.

BRUXELLES

(Communautés européennes)
de notre correspondant

Afin de stabiliser les émissions de gaz carbonique (CO₂) dans la Communauté d'ici à l'an 2000, et de respecter ainsi les engagements pris par les ministres de l'environnement de la CEE en octobre 1990, la Commission européenne propose aux Douze une taxe sur l'énergie, modulée selon la teneur en carbone. Elle suggère d'en fixer le montant, pour le pétrole, à 3 dollars par baril au 1^{er} janvier 1993, la taxe étant ensuite augmentée de 1 dollar par an, pour atteindre 10 dollars le baril au 1^{er} janvier 2000. A titre de comparaison, à la même date, la taxe appliquée au charbon serait de 14 dollars (par tonne équivalent pétrole), au gaz naturel de 7 dollars, au nucléaire ainsi qu'à l'hydroélectricité de 5 dollars. Seules les énergies renouvelables seraient exemptées.

En régime plein, la recette escomptée de cette taxe est évaluée par les services bruxellois à 50 milliards d'euros, soit 350 milliards de francs, mais la nouvelle taxe devra être fiscalement neutre, chaque Etat membre décidant en contrepartie, par exemple, des allègements de charges sociales ou des incitations à des investisse-

ments pour faire des économies d'énergie.

Alors qu'on dire des scientifiques le phénomène de l'effet de serre a tendance à s'aggraver, et que par ailleurs, depuis 1985 (année de la chute du prix du pétrole), les émissions de CO₂ augmentent, la Commission considère que la CEE doit donner l'exemple en prenant des mesures radicales pour stopper une évolution qui pourrait se révéler désastreuse. Mais il ne s'agit pas pour autant de mettre en péril la compétitivité des entreprises de la Communauté.

Une culture du gaspillage

La Commission entend convaincre ses principaux partenaires industrialisés d'agir de même. Le Japon ainsi que les pays de l'AELE se sont déjà engagés dans cette direction. Ce n'est pas encore le cas des Etats-Unis. « Il y a chez eux une culture du gaspillage énergétique », constate, mercredi, M. Carlo Ripa Di Meana, le commissaire chargé de la politique de l'environnement, en présentant ses propositions à la presse. La Communauté contribue pour 13 % aux émissions mondiales de CO₂ contre 23 % pour les Etats-Unis, 25 % pour l'URSS et les pays de l'Est, 5 % le Japon.

En attendant un effort concerté au niveau mondial, la Commission estime qu'il faudrait prévoir des mesures dérogatoires, c'est-à-dire l'allègement, voire l'exemption, de la future taxe au profit des secteurs industriels gros consommateurs d'énergie et, en même temps, exposés à la concurrence internationale (sidérurgie, chimie, ciment, verre, papier) pour que ces industriels s'engagent à réduire les émissions de CO₂. L'introduction d'une taxe est considérée par les économistes comme le seul moyen d'obtenir des résultats rapides, mais il existe d'autres instruments, telle la limitation de vitesse, que la Commission pourra éventuellement présenter aux Etats membres.

PHILIPPE LEMAITRE

Les difficultés de la chimie américaine

Union Carbide envisage 5 500 suppressions d'emplois

Après Du Pont de Nemours et Monsanto, Union Carbide, un autre poids lourd de la chimie américaine, s'apprête à réduire massivement ses effectifs. La firme de Danbury, dans le Connecticut, a l'intention de supprimer 5 500 emplois sur les 37 756 que compte le groupe. Cette mesure s'inscrit dans le cadre d'un plan de compression drastique des coûts. Union Carbide a décidé de geler « provisoirement » les embauches de ses dirigeants et de diminuer les primes, bonus et autres extras dont bénéficient cadres moyens et supérieurs.

Des réorganisations sont à l'étude, et 100 à 150 millions de

dollars de provisions y seront consacrés. Touchés par la chute des prix des matières plastiques et par une contraction de la demande en volume, la multinationale veut dégager 250 millions de dollars (environ 1,5 milliard de francs) d'économies d'ici à 1994. Union Carbide a vu son bénéfice net baisser de 36,7 % au premier semestre 1991, à 133 millions de dollars, et son chiffre d'affaires enregistrer, à 3,61 milliards de dollars, un repli de 4,7 %. Le deuxième trimestre de cette année a été particulièrement désastreux puisqu'aux difficultés conjoncturelles se sont ajoutées les conséquences de l'explosion de son usine de gaz industriels au Texas.

La COB donne raison au CBV

La prise de contrôle de Delmas-Vieljeux a été concertée

Selon le *Figaro*, citant un rapport confidentiel que la Commission des opérations de Bourse (COB) vient de transmettre à la justice, le groupe Bolloré, le holding familial Compagnie d'El Rhaba et le Crédit lyonnais auraient bien agi de concert lors de la prise de contrôle du groupe Delmas-Vieljeux, au mois de mai dernier (*le Monde* du 8 juin).

Au cours de sa séance du 12 juin dernier, le Conseil de Bourses de valeurs (CBV) avait estimé qu'il y avait eu concertation pour acquiescer à la Compagnie Financière Delmas-Vieljeux. Bol-

loré et le Crédit lyonnais avaient aussi contesté cette décision devant la Cour d'appel, qui devrait se prononcer dans le courant du mois de novembre. Simultanément, la COB devait exprimer sa position au cours de cette étape judiciaire et donne donc ainsi raison au CBV.

Interrogé à ce propos, le groupe Bolloré indique que, « quelle que puisse être la décision prise, le problème est d'ores et déjà réglé, puisque, si l'action de concert est prouvée, la maintenance de cours qui s'imposait a été effectivement faite du 20 juillet au 20 août ».

o Ralentissement en Allemagne. — L'indice des prix de détail en Allemagne établi pour le mois de septembre devrait montrer une baisse du taux de l'inflation. Calculée sur la Rhénanie-Westphalie et le Bade-Wurtemberg, la hausse des prix sur un an est comprise entre 3,8 % et 3,9 %.

o Recul de la production nationale en Suède. — Le PNB de la Suède a baissé de 1,3 % au premier semestre par rapport à la même période de 1990. Il faut remonter en 1977 pour trouver pareil recul, qui s'explique par la chute de la consommation et par le recul des investissements.

NEW-YORK, 26 septembre ↓

Repli

Wall Street a modestement cédé du terrain mercredi 26 septembre, les investisseurs privilégiant dans leur attitude prudente face aux incertitudes sur la reprise économique américaine. L'indice Dow Jones des valeurs a baissé de 0,27 %, à 2 720,559 titres sont notés en baisse.

Le département américain du Commerce a annoncé que les commandes de biens durables ont reculé de 3,8 % en août, après avoir fait un bond de 11,7 % en juillet. Les investisseurs ont interprété ce recul, inférieur aux prévisions des experts, comme un signal que l'économie américaine regagne une certaine forme, selon des analystes.

VALEURS	Cours du 26 sept.	Cours du 25 sept.
Alcoa	63 3/4	63 1/2
AT&T	38 1/8	38
Boeing	104 1/2	104
Chemical Bank	18 3/4	18 1/2
Du Pont de Nemours	42 3/4	42 1/2
Eastman Kodak	39 1/2	39 1/4
Exxon	68 1/2	68 1/4
General Electric	58 1/2	58 1/4
General Motors	37	36 3/4
Goodyear	42 3/4	42 1/2
IBM	105 1/2	105
ITT	56 1/2	56 1/4
ITT Corp.	56 1/2	56 1/4
Philips	63 1/2	63 1/4
Rockwell	87 1/4	87 1/2
Union Carbide	129 1/4	129 1/2
U.S. Steel	45 1/2	45 1/4
Westinghouse	22 1/2	22 1/4
Xerox Corp.	60 1/2	60 1/4

LONDRES, 26 septembre ↑

Reprise

Les valeurs ont nettement progressé mercredi 26 septembre au Stock Exchange, encouragées par des gains en fin de séance en dépit d'un départ incertain de Wall Street mais soutenues par des opérations d'arbitrage et de rachat d'OPA. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a frôlé la barre psychologique de 2 800 et a gagné 21,2 points, soit un gain de 0,6 %, à 2 597,8. Le volume des échanges a atteint 452,4 millions de titres, contre 593 millions le jour précédent.

La marche a bénéficié des spéculations sur le lancement d'une OPA contre les supermarchés Aldi et Lidl par la compagnie allemande de distribution Tengelmann et a été encouragée par une offre d'achat emise par un consortium d'investisseurs de 285 millions de livres sur la compagnie d'assurance Scottish Mutual Insurance Society.

FAITS ET RÉSULTATS

o Printemps : un nouveau membre des Matus au conseil de surveillance. — La famille Matus, actionnaire principal du groupe Printemps, dispose désormais d'un représentant de plus au sein du conseil de surveillance du groupe de distribution. M. Didier Matus a été élu, le 25 septembre, à la place vacante par M. Alain Chavallier, l'ancien patron de LVMH. Cette nomination témoigne du « *vis à vis* » existant entre la famille Matus et le Printemps, précise-t-on au sein du groupe. La société Au Printemps a dégagé un résultat net de 1,3 milliard de francs au premier semestre 1990 pour un chiffre d'affaires de 14,14 milliards (contre 1,39 milliard de francs et un chiffre d'affaires de 13,95 milliards). Le résultat net réalisé au cours du premier semestre 1991 a été gonflé d'un résultat exceptionnel avant impôt de 1,3 milliard de francs provenant pour l'essentiel de plus-values enregistrées lors de la cession des participations du groupe dans Vimont et Euromat.

o Progression de 23 % pour Lyonnaise-Dumézil au premier semestre. — Le groupe Lyonnaise-Dumézil a réalisé un chiffre d'affaires de 39,2 milliards de francs au premier semestre 1991, en hausse de 13,2 % sur le premier semestre 1990, à périmètre constant. Le bénéfice net, part du groupe, atteint 697 millions de francs (+ 23 %), des résultats exceptionnels de 660 millions compensant des amortissements et provisions de 1 591 millions au lieu de 798.

Le recul des bénéfices de l'aménagement et de la construction (29 millions) sont compensés par la hausse très forte des bénéfices de l'eau et de la holding (+ 77 %). Le Crédit national : résultat semestriel en repli de 40 %. — Le Crédit national a enregistré au premier semestre 1991 un résultat net consolidé de 210 millions de francs, en repli de 40,16 % par rapport aux six premiers mois de 1990 (361 MF), a annoncé le groupe. La baisse du résultat d'exploitation a trois causes principales : une augmentation de l'effort de provisionnement au titre des risques de prêts (190 millions de francs de dotation contre 100 millions au premier semestre 1990), l'amortissement des frais d'émission en croissance sensible (+ 25 millions), des provisions destinées à couvrir des pertes probables sur des prises de participation et des garanties données (71 millions), explique le Crédit national. Les éléments d'actif nettement disponibles, ajoute le groupe, permettent de passer que le résultat consolidé pour l'ensem-

PARIS, 26 septembre ↓

Nouveau repli

La Bourse de Paris n'est pas parvenue à sortir de sa morosité jeudi. Pour la troisième séance consécutive, les valeurs françaises se sont inscrites en baisse et ce, dès l'ouverture. En retard de 0,36 % au début de la séance, le teneur de la place a baissé de 0,1 %, à 1 191,25 points.

Rien, décidément, ne parvenait à faire sortir les investisseurs de leur état d'attente. Les indices CAC 40 perdait modestement 0,16 % à la mi-journée. Plus tard dans la séance, le tassement se confirmait en raison des résultats de la place avoisinant 0,1 %.

Rien, décidément, ne parvenait à faire sortir les investisseurs de leur état d'attente. Les indices CAC 40 perdait modestement 0,16 % à la mi-journée. Plus tard dans la séance, le tassement se confirmait en raison des résultats de la place avoisinant 0,1 %.

Co marché, le constatant un opérateur, restait encore très sensible aux résultats des entreprises. La publication de mauvais résultats, même attendus, jette toujours un froid.

D'autre part, des gestionnaires signalent notamment des ventes de la clientèle bancaire, préoccupée par la baisse de la cote de popularité des personnalités politiques au pouvoir et par le déroulement de la manifestation paysanne dimanche à Paris.

Du côté des valeurs, on notait une activité importante sur Thomson-CSF, qui a gagné, à la mi-journée, 3 % dans un marché de 327 000 titres. Pechiney International a baissé de 2,8 % en fin de séance, à 1 815,25 points.

En clôture, il s'est échangé 1,4 millions de titres sur le marché, contre 1,2 million de francs sur le marché en clôture.

TOKYO, 26 septembre ↑

Hausse sensible

La Bourse de Tokyo a clôturé en vive hausse jeudi 26 septembre. L'indice Nikkei a bondissé de 390,66 yens (+ 1,66 %), à 23 968,08 yens. Selon les opérateurs, l'annonce du remplacement de la 1^{re} section de la loi sur les valeurs étrangères par la loi sur les valeurs étrangères a provoqué d'importantes ventes sur ces valeurs (Faito, Katakura Industries, Teikoku Sen-i, Matsuzakaya, Shochiku et Taito) en début de journée. Mais par la suite l'impact d'une baisse du taux de l'escompte nippon sur la diminution du taux de base bancaire de plusieurs établissements financiers, a relancé la cote.

VALEURS	Cours du 26 sept.	Cours du 25 sept.
Alcoa	110	110
Bidgmore	110	110
Canon	130	130
Daewoo	130	130
Honda Motor	130	130
Hitachi	130	130
Hitachi Heavy	130	130
Sony Corp.	130	130
Toyota Motor	130	130

PARIS : BOURSE DE

Second marché (collectif)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcoa	3771	3760	Immo. Habitat	820	815
Amalco	280	281 30	Immo. Comput	157 80	157 50
B.C.	120	119	I.P.E.M.	88	87
Banq. Paribas	814	815	Lox. Immo.	244	243
Bolton (Ly.)	364 30	361	Lox. Immo.	71	72
Bolton (Ly.)	210	210	Lox. Immo.	144	144
CAL-de-Fr. (C.C.I.)	817	802	Lox. Immo.	148	148
Calmont	400	395	Lox. Immo.	410	410
Cassat	705	700	Lox. Immo.	608	584
CEGEF	137	140	Lox. Immo.	321	321
CEP	288 50	287	Lox. Immo.	168	163
C.N.I.M.	850	849	Lox. Immo.	102 80	98 80
Cofinor	273	270	Lox. Immo.	380	380
Conforama	883	883	Lox. Immo.	130	130
Crestal	176	178	Lox. Immo.	272	261 30
Dauphin	424 80	420	Lox. Immo.	377 80	376 10
Delmas	1200	1230	Lox. Immo.	287	287
Dumoulin Worms Co.	594	585	Lox. Immo.	224	223
Dumoulin	357 80	350	Lox. Immo.	80	80
Dunlop	152	152	Lox. Immo.	884	881
Dunlop	238 50	243			
Europ. Population	276	279 50			
Financ.	136 80	136			
Frankoph.	130	130			
GFF (group. J.)	108 50	105 80			
Grand Livr.	438	438			
Gravogry	185	185			
Gravogry	740	740			
Gravogry	578	578			
Gravogry	228	228 80			
Gravogry	120	118 80			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 25 septembre 1991
Nombre de contrats : 77 611

COURS	Déc. 91	Mars 92	Jun 92
Dernier	106,76	106,76	107,82
Précédent	106,82	106,82	107,82

Options sur notional	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
Options d'achat	1,32	1,16	0,87	1,32
Options de vente	1,32	1,16	0,87	1,32

Options sur notional	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
Options d'achat	1,32	1,16	0,87	1,32
Options de vente	1,32	1,16	0,87	1,32

Options sur notional	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
Options d'achat	1,32	1,16	0,87	1,32
Options de vente	1,32	1,16	0,87	1,32

Options sur notional	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
Options d'achat	1,32	1,16	0,87	1,32
Options de vente	1,32	1,16	0,87	1,32

Options sur notional	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
Options d'achat	1,32	1,16	0,87	1,32
Options de vente	1,32	1,16	0,87	1,32

Options sur notional	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
Options d'achat	1,32	1,16	0,87	1,32
Options de vente	1,32	1,16	0,87	1,32

Options sur notional	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
Options d'achat	1,32	1,16	0,87	1,32
Options de vente	1,32	1,16	0,87	1,32

Options sur notional	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
Options d'achat	1,32	1,16	0,87	1,32
Options de vente	1,32	1,16	0,87	1,32

Options sur notional	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
Options d'achat	1,32	1,16	0,87	1,32
Options de vente	1,32	1,16	0,87	1,32

Options sur notional	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
Options d'achat	1,32	1,16	0,87	1,32
Options de vente	1,32	1,16	0,87	1,32

Options sur notional	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
Options d'achat	1,32	1,16	0,87	1,32
Options de vente	1,32	1,16	0,87	1,32

Options sur notional	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
Options d'achat	1,32	1,16	0,87	1,32
Options de vente	1,32	1,16	0,87	1,32

Options sur notional	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
Options d'achat	1,32	1,16	0,87	1,32
Options de vente	1,32	1,16	0,87	1,32

Options sur notional	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
Options d'achat	1,32	1,16	0,87	1,32
Options de vente	1,32	1,16	0,87	1,32

Options sur notional	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
Options d'achat	1,32	1,16	0,87	1,32
Options de vente	1,32	1,16	0,87	1,32

Options sur notional	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
Options d'achat	1,32	1,16	0,87	1,32
Options de vente	1,32	1,16	0,87	1,32

Options sur notional	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
Options d'achat	1,32	1,16	0,87	1,32
Options de vente	1,32	1,16	0,87	1,32

Options sur notional	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
Options d'achat	1,32	1,16	0,87	1,32
Options de vente	1,32	1,16	0,87	1,32

Options sur notional	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
Options d'achat	1,32	1,16	0,87	1,32
Options de vente	1,32	1,16	0,87	1,32

Options sur notional	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
Options d'achat	1,32	1,16	0,87	1,32
Options de vente	1,32	1,16	0,87	1,32

Options sur notional	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
Options d'achat	1,32	1,16	0,87	1,32

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 26 SEPTEMBRE

Réglement mensuel																			
VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS				
	Cours précéd.	Précéder cours	Décler cours	% +/-		Cours précéd.	Précéder cours	Décler cours	% +/-		Cours précéd.	Précéder cours	Décler cours	% +/-		Cours précéd.	Précéder cours	Décler cours	% +/-
4051	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4052	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4053	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4054	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4055	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4056	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4057	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4058	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4059	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4060	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4061	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4062	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4063	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4064	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4065	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4066	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4067	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4068	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4069	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4070	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4071	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4072	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4073	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4074	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4075	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4076	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4077	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4078	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4079	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4080	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4081	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4082	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4083	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4084	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4085	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4086	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4087	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4088	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4089	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4090	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4091	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4092	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4093	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4094	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4095	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4096	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4097	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4098	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4099	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4100	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4101	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4102	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4103	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4104	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4105	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4106	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4107	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4108	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4109	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4110	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4111	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4112	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4113	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4114	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4115	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4116	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4117	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070	-0.25
4118	CAE Inc.	4080	4081	801	4070	4080	801	4070	-0.25	4080	4081	801	4070						

COMPTANT

[illegible]**SICAV** (selection)[illegible]

Cote des Cha

APRÈS OFFICIEL	COURS prix.	COURS DES BLÉS 26/avr. vers
Blé (1000 kds)	5 218	5 7
Blé (1000 kds)	8 575	6 5
Blé (1000 kds)	340 780	340 5
Blé (1000 kds)	340 780	16 5
Blé (1000 kds)	302 305	302 3
Blé (1000 kds)	4 858	4 5
Blé (1000 kds)	98 350	
Blé (1000 kds)	2 063	
Blé (1000 kds)	35 400	
Blé (1000 kds)	37 090	
Blé (1000 kds)	49 423	
Blé (1000 kds)	5 395	
Blé (1000 kds)	3 955	
Blé (1000 kds)	4 284	

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 26/9		
			Locaux du Monde...	233
			Nichols	781
			Pennell RD.	145
			Perkins, Packer	390
			Quacken	340
			Romano NV	287 50
			S-Gordon-Edwards	2000
			Starr Johns	205
			S.E.P.A.	1110
			S.P.R. act. B	353
			Thames-Corbridge Dist.	3590
			Ullrich	1000
			Whitman	1250
				1300

Hoogovens	287	...
INZ	300	...
Immer	125	...

Leclercq de Monto...	233	225
Nicola	79 1	....
Paternelle ND	1490	....
Paréde, Pucier	355	....
Quadrant	340	....
Romano A.V.	257	50
St-Germain-Sainte...	2000	....
Suez Mont.	205	....
S.E.P.R.	1110	....
S.P.R. act. II	363	....
Télécommunications Elect.	3950	....
Ulmur	390	....
Waterman	1250	1300

PUBLICITÉ

FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

COMMUNICATION

Le procès entre le Crédit lyonnais et l'homme d'affaires italien à propos de MGM

M. Giancarlo Parretti sur la défensive

Après avoir entendu les témoins cités par le Crédit lyonnais dans le procès qui oppose cette banque à M. Giancarlo Parretti à propos du contrôle de Metro Goldwyn Meyer (MGM), le tribunal de Wilmington (Delaware) a procédé mercredi 25 septembre à l'audition de l'homme d'affaires italien. Le jugement devrait être rendu en octobre. Juste avant l'ouverture d'un autre procès, au printemps 1992, à Los Angeles, intenté par M. Parretti contre celui qui réclame au Crédit lyonnais 1 milliard de dollars de dommages et intérêts.

NEW-YORK

de notre correspondant

« Lorsque je suis entré dans la pièce, j'avais déjà le revolver sur la table. Je n'avais plus qu'à signer sur la table convertie de documents. Mais je savais que si j'étais écarté de la MGM, l'accord me laissait le contrôle des filiales étrangères de la société. » Fidèle à la ligne de défense observée depuis le début de l'affrontement judiciaire qui l'oppose à la direction du Crédit lyonnais, son ancien allié dans l'acquisition, en 1990, des studios hollywoodiens de MGM, M. Giancarlo Parretti ne nie pas le bien-fondé de l'accord signé entre les deux parties le 15 avril dernier. Accord dont le double but était d'évincer le financier italien de la direction exécutive du groupe mais aussi d'éviter le recours au chapitre 7 de la loi américaine sur les faillites (le Monde du 9 août 1991).

Le 24 septembre, M. Parretti s'est efforcé de démontrer au juge Allen qu'il n'avait jamais eu l'intention de violer cet accord qui l'obligeait à trouver, avant le 1^{er} décembre 1991, un acquéreur pour 40 % des actions de MGM (sous peine de voir le Crédit lyonnais bénéficier d'un mandat lui permettant de vendre 51 % du capital de la société). Mais que, pour autant, cet arrangement ne lui était nullement la responsabilité de gérer les filiales étrangères de MGM. Ce que lui conteste le Crédit lyonnais.

Parlant d'abord dans sa langue maternelle, obligé à une traduction qui traînait en longueur, puis dans un anglais approximatif, M. Giancarlo Parretti s'est employé à camper un personnage bien différent de celui d'incorrigible bretteur, toujours à la limite de l'équilibre, que lui attribuent ses adversaires. Le juge William Allen a ainsi écouté avec patience l'histoire beaucoup plus édifiante de cet ancien gargon de café, devenu directeur du légendaire palace de Venise, le Danieli, aussitôt mué en milliardaire, et qui s'est pris de passion pour le grand écran.

Les filiales étrangères

Son éviction de la direction de MGM au profit de M. Alan Ladd Jr., un homme de confiance du Crédit lyonnais, ne lui procurerait aucune amertume particulière. En revanche, le fait de se retrouver dans une salle de tribunal lui paraît autant plus incompréhensible que l'accord du 15 avril spécifiait que le Lyonnais s'était engagé à n'entreprendre aucune action avant le 30 novembre prochain. Omettant de préciser que cet engagement visait essentiellement l'utilisation des droits de vote du CLBN (Crédit lyonnais Bank Nederland) et le recours aux chapitres 7 et 11 de la loi américaine sur les faillites.

« Quant à la direction des filiales étrangères de MGM, j'en gardais le contrôle dans la mesure où elles n'étaient pas mentionnées dans l'accord », a expliqué M. Parretti, se référant à la loi californienne sur les sociétés, selon laquelle l'absence de mention signifie absence de compétence. Une interprétation naturellement rejetée par M. François Gille, directeur général adjoint du Crédit lyonnais et administrateur du CLBN, qui, en marge du procès, estime que le contrôle du comité exécutif sur la MGM englobe de façon tellement évidente ses filiales qu'il n'est pas nécessaire de le mentionner dans l'accord.

Mais M. Parretti n'en démord pas. « Faute de cette mention, je me suis senti libre de continuer à négocier la vente des salles de cinéma en Grande-Bretagne et de contrôler la distribution des films en Europe. » La veille, les deux

témoins cités pour sa défense avaient également soutenu la bonne foi de l'homme d'affaires italien face au Crédit lyonnais qui l'accuse d'avoir réuni le 14 juin dernier un conseil d'administration extraordinaire et de s'être fait nommer président du conseil de MGM, en l'absence de quorum, de façon à déstabiliser les termes de l'accord du 15 avril et à s'emparer dans la gestion de la société.

Selon M. Viviana Avicola qui, au moment des faits, travaillait depuis deux ans au côté de M. Parretti, il s'agissait d'une simple réunion d'information, sans vote. Pour des raisons de commodité, M. Parretti a été nommé président de séance (Chairman of the meeting) et non pas président du conseil d'administration (Chairman of the Board) comme le prétend l'accusation. Il s'agit donc d'une « simple erreur de transcription » dans la rédaction des « minutes » de cette réunion et dont la responsabilité incombait à la secrétaire de M. Edmond Hamburger, le vice-président de Pathé Communications Corp (PCC).

Dernier reproche du Crédit lyonnais, les cessions indues d'actifs de MGM, sur lesquels M. Parretti n'avait en principe plus prise depuis l'accord du 15 avril. La question de la vente, au dixième de sa valeur, après la banque française, des parts de Europe Image Distribution (EID), une filiale française de la MGM, dans la Cité du cinéma, une autre filiale, n'a cependant pas été abordée par le tribunal. M. Lawrence Hamersmet, l'un des avocats de M. Parretti, avait néanmoins préparé sa riposte. Il a affirmé que « pour réduire les dettes de MGM », son client s'était contenté de vendre ses parts dans la Cité du cinéma — et d'autres biens — au prix auquel il les avait payés un an et demi plus tôt.

M. Parretti a suivi avec attention les interventions des témoins étrangers et les villes françaises. Les études menées à l'échelle agglomérative et à celle des quartiers seraient développées. Des études systématiques permettraient d'intégrer les technologies les plus modernes dans les services urbains.

2. La création d'un groupement de recherche et le lancement d'un programme interdisciplinaire au sein du centre national de la recherche scientifique sont mis à l'étude. Des pôles régionaux de recherche seront organisés, notamment à Lille, Lyon, Montpellier et Marseille-Vallée. La création d'une « maison des sciences de la ville » qui accueillera une grande bibliothèque de la ville est mise à l'étude.

3. Dans le domaine de l'architecture, un plan « écoles d'architecture 2000 » sera élaboré pour le printemps de 1993 par le ministère de l'équipement pour définir les principaux objectifs assignés à l'enseignement et à la recherche.

4. Les résultats de la recherche seront mieux diffusés, notamment dans le cadre du « plan urbain » mis en place en 1984 au sein du ministère de l'équipement pour coordonner ses recherches sur la ville. Un réseau de relais régionaux, créé autour de personnalités scientifiques, confrontera les besoins des responsables locaux aux travaux des équipes de recherche.

5. Les collectivités territoriales, les entreprises d'ingénierie urbaine et les agences d'urbanisme bénéficieront d'une aide plus importante en matière de formation par la recherche.

Enfin, une réflexion sur la ville sera menée dans le cadre de la préparation du XI^e Plan.

Sur proposition du premier ministre, le conseil des ministres a adopté la mesure individuelle suivante :

M. Michel Blanc, administrateur civil hors classe, est nommé directeur des services administratifs et financiers au secrétariat général du gouvernement.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 25 septembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, un communiqué a été publié, dont voici les principaux extraits :

Code de la propriété intellectuelle

Le ministre de la culture et de la communication, porte-parole du gouvernement et le ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur ont présenté un projet de loi relatif au code de la propriété intellectuelle (parie législative).

En rénovant la composition de la commission supérieure de codification en septembre 1989, le gouvernement a donné une nouvelle impulsion à la confection des codes.

Le code de la propriété intellectuelle est le premier à résulter des travaux de cette commission. Il rendra plus accessibles les dispositions législatives éparpillées dans une vingtaine de lois.

La première partie du code, relative à la propriété littéraire et artistique, traite du droit d'auteur et des droits voisins, c'est-à-dire des droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle.

La deuxième partie du code, relative à la propriété industrielle, regroupe les dispositions relatives à la protection des inventions et des connaissances techniques, aux marques de fabrique, de commerce ou de service, aux dessins et modèles et à l'organisation administrative et professionnelle.

Les travaux de codification seront vigoureusement poursuivis. Six autres nouveaux codes sont en cours d'élaboration : ils sont consa-

Ratification d'ordonnances applicables à Mayotte

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté un projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 89-923 du 23 décembre 1989 d'habilitation relative à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte.

Entre juin 1990 et septembre 1991, sept ordonnances ont été prises en application de la loi du 23 décembre 1989, dans les domaines de la santé publique, de l'urbanisme, de la protection de la nature, du droit pénal, du droit du travail, du droit budgétaire et comptable et du droit de la famille et de l'aide sociale.

Une nouvelle loi d'habilitation sera nécessaire pour achever l'œuvre entreprise.

Lutte contre le travail clandestin le séjour irrégulier d'étrangers en France (le Monde du 26 septembre)

Le développement de l'apprentissage et de la formation en alternance (le Monde du 26 septembre)

La recherche sur la ville Le ministre d'Etat, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace et le ministre de la recherche et de la technologie ont présenté une communication sur la recherche sur la ville.

Cette recherche doit permettre de mieux comprendre et de mieux maîtriser les évolutions de la civilisation urbaine. Les collectivités locales et les entreprises doivent être associées à l'Etat dans l'effort nécessaire en ce domaine.

LETO		MERCREDI 23 SEPTEMBRE 1991				
19H55						
7	23	26	36	37	49	46
		39		38		
20H35						
8	28	30	44	45	48	23
		38		39		

CARNET DU Monde

Naissances

Jeanne et Jean-Paul GIRARDOT sont très heureux d'annoncer la naissance de leur petit-fils,

Lou GIRARDOT,

le 14 septembre 1991.

18, avenue Debassus, 78150 Le Chesnay.

Décès

M. Paul Cléophas, M^{me} Gisèle Abensour, Corinne et Christophe Abensour, ont la très grande douleur de faire part du décès de

M. Patrice ABENSOUR,

surné accidentellement à Etretat, le 17 septembre 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

17, rue Desnouettes, Paris-15.

L'université Paris-X-Nanterre, Les enseignants et les administratifs de l'UFR d'études anglo-américaines ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Patrice ABENSOUR,

maître de conférences, surné le 17 septembre 1991.

M^{me} F. Avignon, née Suzanne Le Conte des Floris, Pierre et Micha Avignon-Paisky, Antoine, Emilie et Jean-Olivier, Emmanuelle et Patrick Avignon-Franquet, Marion, Perrine et Juliette, Catherine et Jean-Marie Avignon-Allard, Mélanie, Anaïs et Benjamin, Bernard et Régine Avignon-Vincent, Sylvain et Adeline, Vincent et Corinne Avignon-Joubert, Rémi, Frédéric, M^{me} Vandenberghe, M^{me} Jean Avignon, Le docteur et M^{me} Robert Le Conte des Floris, M^{me} et M^{me} Albert Pli, Le docteur et M^{me} Claude Pli, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Meunier, M^{me} Sabatier, leurs parents et aïeux, font part du décès de

François AVIGNON, né le 13 mars 1926, à Madagascar, ancien directeur de l'Office HLM interdépartemental de la région parisienne, décédé le 25 septembre 1991, dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Magdeleine du Plessis-Robinson, le vendredi 27 septembre, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

66, avenue de la République, Le Plessis-Robinson.

Marie-Claire Liegeard, son épouse, Mathias et Claudine Liegeard, Fabrice Liegeard, Virginie Liegeard et Jean-Paul Gram, Thomas Liegeard, ses enfants, Tristan, son petit-fils, ont la douleur de faire part du décès de

Serge LIEGEARD,

surné à Montpellier le 15 septembre 1991.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 17 septembre, au cimetière de Brissac.

2, la Côte, 34190 Brissac.

Le président de la Chambre syndicale des théâtres de France, Le conseil d'administration et les membres de la Chambre syndicale, ont le regret de faire part du décès de leur collègue et ami,

Jacques MORIN.

(Le Monde du 26 septembre)

Nous apprenons le décès, survenu lundi 23 septembre 1991, à Libourne (Gironde), du

général (CR) Camille MORIN.

Né le 28 février 1900 à son Albi, Camille Morin sert dans l'armée de 1920 et entre dans la gendarmerie en 1927. Commandant la gendarmerie de l'air fin 1948, il est affecté, entre 1951 et 1954, dans la gendarmerie nationale en Algérie. Spécialement avec le grade de général de brigade (1961), puis avec celui de général de division (1967), Camille Morin commande la gendarmerie de la 15^e région militaire à Alger au moment des opérations militaires dans les régions de la Kabylie. C'est en 1960 que le général Morin est admis dans la réserve.

Les Sables-d'Olonne.

M^{me} Brigitte Prost, son épouse, Thomas, Marie-Jodite, Lucile, ses enfants, Ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, M^{me} et M^{me} Gili, ses beaux-parents, Toute la famille Et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Francis PROUTEAU,

bibliothécaire, surné le 22 septembre 1991.

La cérémonie civile a eu lieu le mardi 24 septembre, au cimetière de la Renaie, aux Sables-d'Olonne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

26, avenue Tanchet, 85100 Les Sables-d'Olonne.

Tous se souviennent la mémoire du peintre

Imad SHAHDA,

qui les a quittés à soixante-deux ans, le 28 août 1991.

Son épouse, sa fille.

Remerciements

Orléans. Dans la possibilité de répondre individuellement aux témoignages de sympathie, Cathie et Hélène Et toute leur famille, remercient tous ceux qui, partageant leur peine, leur ont manifesté soutien et affection après le décès de

Madame JEAN-ZAY.

6, rue Dauphine, 45000 Orléans.

Services religieux

hommage sera rendu à

Henri GLASBERG, box de guerre aux Palmes (1939-1945),

commandeur de la Légion d'honneur, président du Comité français d'études Weizmann des sciences, président des anciens combattants et volontaires juifs dans l'armée française, membre du Conseil des gouverneurs de l'université de Tel-Aviv, l'Institut Weizmann des sciences, créé à Paris, le jeudi 5 septembre

à 10 h 30, en la synagogue de la Victoire.

2, rue de Châteaudun, 92099 Paris.

Tél. : 45-78-02-27.

Anniversaires

Il y a quinze ans, le

docteur André GIRARD, cofondateur, directeur scientifique, de Roussel-Uclaf,

nous quittait pour entrer dans la lumière.

Une pensée, une prière, un ce jour anniversaire, pour celui dont la vie et l'œuvre furent un idéal de Paix.

« Je ne te demande pas quel est ton nain, la religion ou la race, mais quelle est ta souffrance. »

Louis Pasteur

Pompes Funèbres

Marbrerie

CAHEN & C^e

43-20-74-52

MINITEL par le 11

MÉTÉOR

Encore du Soleil à paraître



SITUATION LE 26 SEPTEMBRE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

MÉTÉOR FRANCE

RADIO-TÉLÉVISION

PIERRE GEORGES



C'EST la télé des boulangers et des vigiles, des inconnues et des fêtards. Il est 3 heures du matin, ou 4 heures, ou 6 ou 6. Il est l'heure de ne pas regarder la télé, mais de la contempler, comme un objet de compagnie, un remède contre la solitude ou le sommeil.

coup de sifflet des oies dans le ciel. Et puis, tout à l'heure, un chasseur, un autre, a tiré sur le eable un esquif étrange, une sorte de cerceau en tenue de camouflage qui lui sera bateau et stand de tir. C'est qu'on n'a jamais vu, en Somme, un canard sauvage prendre un cerceau pour un enfant du Bon Dieu.

La 6^{ème} dort pas. La 6^{ème} ne dort jamais que d'un clip, il est 4 heures, heure culturelle, et les hommes bleus d'Agadès passent sur l'écran comme des mirages d'un autre monde. Et puis au Soudan, les conteurs, les griots, disent des histoires de saibes, d'empereurs, d'hommes de bien, où des bibliothécaires sont hommes et où le mémoire des temps perdus est orale. Le documentaire est beau, le commentaire vaguement pompeux, qui parle d'architecture et d'éléments de décorations, «*signes cosmiques de la vie qui meurt*». Les femmes sont belles, mais on ne sait pas à cet our tout ce qu'il faut devant elles, à cet or le oisje ou à se maquiller

pour d'étranges et somptueux concours de beauté.

La 5 feuilletonne. Du français, pour respecter les quotes et emporter les frais, une redéfinition. Une histoire policière évidemment, qui s'achève par un meurtre dans la série et l'indécidable procès dans la suite. Les règles du jeu, pour ce que l'on en a vu et déduit, est sauve dans cette «*serie de nuit*» parvenue par un minitel rose. Une autre série suit, française encore, tout aussi passionnante et aux dialogues vertigineux – «*les plus grands meurtres font les meilleurs romans*», puis une autre série, une autre, une autre... Jusqu'à plus soif, jusqu'à plus nuif.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
 ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

TE 1

20.50 Série : Navarro.
Une dispute lourde de conséquences...

22.25 Magazine : Ex libris.
Invités : Sébastien Japrisot (*Un long dimanche de fiançailles*) ; Jean Doutour (*Portraits de femmes*) ; Régine Deforges (*Moi tango*) ; Arthur (Mon école buissonnière) ; Entretien avec Katharine Hepburn (*Moi, histoires de ma vie*).

23.30 Magazine : Télévitrine.
0.05 Journal.

A 2

20.45 Magazine : Envoyé spécial.
► Goulag : le secret du bonheur, de Pavel Lounguine.

22.05 Cinéma : Faux témoin II.
Film américain de Curtis Hanson (1987). Avec Steve Guttenberg, Elizabeth McGovern, Isabelle Huppert.

0.05 Magazine : Merçi et encore Bravo.
Charlotte Courreau... la saumomachie.

1.05 1. 2. 3. Théâtre.

1.10 Journal et Météo.

FR 3

20.45 **Cinéma : Un dimanche à la campagne.** ■■■
Film français de Bertrand Tavernier (1984).
Avec Louis Ducreux, Sabine Azéma, Michel Aumont.

22.20 **Journal et Météo.**

22.45 **Téléfilm : Miracle en Alabama.**
*Une enfant aveugle, sourde et muette
reprise en main par une jeune femme.*

0.20 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

20.30 **Cinéma : L'Autrichien.** □
Film français de Pierre Granier-Deferre
(1990). Avec Ute Lemper, Patrick Chesnais,
Daniel Mesguich.

22.20 **Flash d'informations.**
Cinéma : Cocoon, le retour. □
Film américain de Daniel Petrie (1988)
ke

0.05 **Cinéma : Pilotes de charme.**
Film américain, classé X, de Michael Craig
(1990). Avec Ashlyn Gere, Rayne, Mike
Hornor.

1.30 **Super Model of the World.**

145

20.50 Variétés : Les Grands Amis.
22.35 Téléfilm : Scénario mortel,
Un avocat machiavélique.
0.05 Magazine : C'est tout comm.
0.25 Journal de la nuit.

M6

- 20.35 Cinéma : C'est pas moi, c'est lui. D
- Film français de Pierre Richard (1979).
- 22.15 Séries : Le Voyageur.
- 22.40 Téléfilm : L'île aux serpents.
- Pour ceux que la vue des reptiles n'incommodé pas.
- 0.15 Six minutes d'informations.
- 0.20 Magazine : Dazibao.
- 0.25 Boulevard des clips.

LA SEPT

21.00 Magazine : Avis de tempête.
22.55 Musique, Christian Zacharias joue Scarlatti à Séville.

FRANCE-CULTURE

20.30 **Avignon 91.** Pop Wuh, fragments of
 Livre des anciens Mayas choisis et traduits
 par Anny Ambemi, à la chapelle Sainte
 Claire.

21.30 **Profil perdus.** L'Ecole de Rochefort (2).

22.40 **Les Nuits magnétiques.** Les noms et
 personne, 3. Après le nom.

0.05 **Du jour au lendemain.** Avec Alain Borel
 (Le Malheur ; Jan Voss).

0.50 **Musique :** Coda. Textile de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de l'église Notre-Dame des Blancs-Manteaux) : Prélude, fugue et Toccata pour orgue de M. Widor, d. 1859 ; Boëhm ; Choral pour orgue BuxWV 75, d. 1670 ; Buxtehude ; Choral pour orgue BWV 722, d. 1686 ; Prélude et fugue pour orgue en si mineur BWV 544, Cantate BWV 198, de Bach, pe. 1700 ; Georges Guillard, orgue, Agnès Malchenko, soprano, John Elwiss, Philippe Cantow, ténor, L'Ensemble Vocal de la Chapelle de Louis, dir., Georges Guillard et L'Ensemble baroque de Limoges, dir. Christophe Colin.

23.07 Poussières d'étoiles. La Boîte de Pandore : la génie artisanal. Œuvres de Gershwain, Janacek, Machaut, Bartók, Debussy, Weissen, Ives, Hume, Castillon, Cras, Nietzsche, Wiesengrund, Adorno, Boito.

TE 1

- 13.35 Feuilletton : Les Feux de l'amour.
- 14.30 Feuilletton : Côte Ouest.
- 15.30 Feuilletton :
La Clinique de la Forêt-Noire.
- 18.15 Feuilletton : Riviera.
- 18.40 Club Dorothée.
- 17.30 Série : 21 Jump Street.
- Jeu : Une famille en or.
- 18.50 Feuilletton : Santa Barbara.
- Jeu : La Roue de la fortune.
- 19.50 Divertissement : Le Bébé Show (et à 1.05).
- 20.00 Journal, Météo et Tapie vert.
- 20.05 Variétés : Tous à la une.
- 22.50 Magazine : Si on se disait...
- 23.55 Spécial sports : Boxe.
- 1.10 Journal, Météo et Bourse.

42

13.50 Feuilliton : Des jours et des vies.
14.16 Feuilliton : Falcon Crest.
14.40 Série : Les Brigades du Tigre.
15.10 Variétés : La Chance aux chansons.
18.10 Série : Drôles de dames.
17.00 Magazine : Giga.
18.10 Jeu : Des chiffres et des lettres.
18.35 Magazine : Défendez-vous.
18.50 Série : Mister T.
19.16 Jeu : Qui veut gagner des millions.
19.45 Divertissement :
La Caméra indiscreète.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Jeu : Fort Boyard.
22.05 Série : Pas de faire-part pour Max.
Début de la série *Pas de faire-part pour Max, un écrivain*.
22.50 1. 2. 3. Théâtre.
23.00 Cinéma :
► Les Sentiers de la gloire. ■■
Film américain de Stanley Kubrick (1958).
Avec Kirk Douglas, Ralph Meeker, Adolphe Menjou (v.o.).
0.25 Journal et Météo.

ER 3

13.00 Sport : Tennis.
Open de Whippool : quarts de finale simple et double dames, en direct de Bayonne.

16.00 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
Jef.

18.15 Magazine : Une pêche d'enfer.

18.30 Jeu : Questions pour un champion.
La 18-20 de l'information.

19.00 Les 18-20 de l'information, le journal de la région.
Un livre, un jour. *L'est du monde 1992*.

20.00 Divertissement : La Classe.

20.10 Magazine : Thalassa.

20.45 En direct de Brest, à bord du Redoutable.

premier sous-marin nucléaire lanceur d'engins français. Les Redoux du Bengala.

A la pointe sud de l'Inde, une pêche dangereuse.

21.40 Magazine : Caractères.
Invité : Anne Edwards (*Margaret Mitchell, biographie*) ; Georges Borelli (*la Cour des grands, les Couleuses des rochets*) ; François Maillet-Jour (*vinisme*) ; Sami Maimouri (*Une peine à vivre*).

22.45 Journal et Météo.

23.10 Magazine : Musicales.
Clara Beethoven. *Symphonie n° 5*, dite « la destinée », par l'Orchestre symphonique de La Radio bavaroise, dir. Sir Colin Davis : *Variantes pour violoncelle sur le thème de Judas Macchabée*, oratorio de Heendel (transcription de Beethoven), par Suzanne Ramon, violoncelle.

0.05 Sport : Golf.

CANAL PLUS

13.35 **Cinéma** : Qui veut la peau de Roger Rabbit ? ■
Film américain de Robert Zemeckis (1988).

5.15 **Magazine** : 24 Heures.

6.15 **Cinéma** : Appelez-moi Johnny 5. □
Film américain de Kenneth Johnson (1988).

8.00 **Canaille peluche**.

En clair jusqu'à 20.30

18.30 **Le Top**.

9.20 **Magazine** : Nulle part ailleurs.

20.05 **Sport** : Football.
Championnat de France : Auxerre-Marseille, en direct d'Auxerre.

22.40 **Sport** : Equitation.
Maîtres de Paris : Résumé de la 1^{re} journée.

22.50 **Flesh d'Informations**.

23.00 **Cinéma** : ■
Film américain de John Landis (1987).

145

3.20 Série : L'Inspecteur Derrick.
4.25 Série : Sur les lieux du crime.
5.55 Série : L'Enquêteur.
6.50 Youpi! L'école est finie.
18.15 Série : Shérif, fais-moi peur.
Série : Kotak.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Journal des courses.
20.50 Série : Les Enquêtes
de Christine Cromwell.
In Vino Veritas.
Un cadavre dans le puits.
22.30 Téléfilm : La proie du désert.
00.00 Journal de la nuit.

M6

13.40 Série : Murphy Brown.
14.05 Feuilleton ;
La Dynastie des Guldenberg.

- 14.55 Série : Cagney et Lacey.
- 15.40 Magazine : 6^e Avenue.
(et à 17.25, 18.00).
- 17.00 Jeu : Zygomusic.
- 17.35 Série :
Les Années coup de cœur.
- 18.05 Série : Mission impossible.
- 19.00 Série : La Petite Maison
dans la prairie.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.30 Météo 6.
- 20.40 Téléfilm : Meurtre en vidéo.
Le télescope indiscret de deux touristes
américains.
- 22.20 Série : Equalizer.
- 23.15 Série : Emotions.
- 23.45 Magazine : Culture rock.
- 0.10 Capital.
- 0.20 Six minutes d'informations.
- 0.25 Boulevard des clips.

1 A SEPT

- 18.00 Opéra : Luisa Miller, De Verdi, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Lyon.
- 18.30 Documentaire : L'Héritage de la chouette.
- 18.50 Flash d'informations (tous les 20.00, et à la fin des programmes).
- 19.00 Documentaire : On a raison de se révolter. Les révoltes du monde.
- 20.00 Documentaire : L'Anthropographe. 3. Médiuns.
- 20.55 Cinéma d'animation : Images.
- 21.00 Téléfilm : Bouvard et Péchouet. (1^{re} partie).
- 22.20 Court métrage : Le Goût amer d'été.
- 22.40 Court métrage : La Fête de Neptune.
- 23.25 Court métrage : Le Porcelet réaliste.

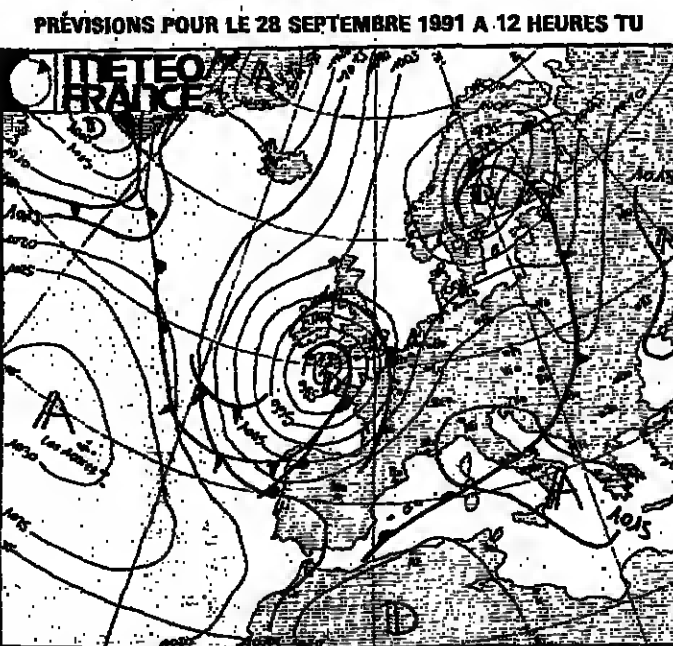
FRANCE-CULTURE

20.30 **Radio-archives.**
21.30 **Musique : Black end Blue.**
22.40 **Les Nuits magnétiques.** Les noms et
personne. 4. La route des noms.
0.05 **Du jour au lendemain.** Dans la bibliothè
que de...
0.50 **Musique : Coda.** Textile de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Concert (donné le 17 septembre à Leipzig) : Concerto pour violon et orchestre symphonique mineur op. 84, de Mendelssohn; Symphonie n° 9 en ré mineur, de Bruckner, par l'Orchestre symphonique de la radio de Leipzig, dir. Daniel Nazareth; sol. : Laticia Honda-Rosenberg, violon.

23.07 Poussières d'étoiles. Fin Ups; à 0.00 Poissons d'or.

[illegible]

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le concours technique spécial de la Météorologie nationale.)

كذا من الأصل

Accusés de se livrer à un « trafic illégal »

Les responsables d'une banque de sperme veulent poursuivre M. Bruno Durieux

Les responsables de l'association marseillaise Nature et fertilité, accusés depuis plusieurs jours de se livrer à un « trafic illégal » de sperme humain, ont décidé, mercredi 25 septembre, de contre-attaquer. Ils vont engager une action judiciaire contre la décision de M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, visant à interdire le fonctionnement de cette banque. Par ailleurs, ils vont porter plainte pour diffamation contre le professeur Jean-Jacques Adnet, directeur du CECOS (Centre d'études et de conservation du sperme) de Reims, ainsi que contre Jean-Pierre Elkabbach et la cinquième chaîne de télévision.

Que restera-t-il demain des accusations spectaculaires prononcées contre l'association Nature et fertilité, dimanche 22 septembre, sur la cinquième chaîne de télévision, dans le cadre de la nouvelle émission de Jean-Pierre Elkabbach (*Le Monde* des 24, 25 et 26 septembre)? Les derniers développements de l'affaire viennent confirmer qu'il sera difficile, en pratique, d'écarter les accusations de « trafic de sperme » visant cette association. Comme nous l'indiquions dans nos éditions datées du 25 septembre, le professeur Jean-François Girard, directeur général de la santé, tout comme M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, avaient été dûment informés dès le mois de janvier de l'existence de cette association.

Interrogé en juin dernier sur une question administrative, le professeur Girard avait d'ailleurs au docteur Jean-Pierre Defretin, directeur-adjoint du Laboratoire d'analyses et de biologie médicale, officiellement agréé depuis 1990 pour l'ensemble des activités de procréation médicalement assistée. Le docteur Defretin confirmait par écrit le 13 juillet au directeur général de la santé qu'il continuait à exercer ses activités de directeur du laboratoire situé 2, boulevard Aguilon à Marseille. Compte tenu des courriers de janvier et de mars 1991 du professeur Jacques Lanasac, président de la Fédération nationale des CECOS, mettant en garde le directeur général de la santé contre l'existence de l'association Nature et fertilité, située à la même adresse, et compte tenu, par ailleurs, des inspections déjà réalisées par les services départementaux de la santé des Bouches-du-Rhône en mars 1990, le ministère de la santé ne peut soutenir qu'il découvre aujourd'hui l'existence de cette association. Pourtant, après les accusations du professeur Adnet, le préfet des Bouches-du-Rhône faisait savoir dès le 24 septembre que Nature et fertilité devait immédiatement cesser ses activités.

Toutes les accusations du professeur Adnet sont aujourd'hui relayées par les responsables de Nature et fertilité. « Il est faux, ridicule et diffamatoire d'affirmer, comme cela a été fait, que nous vendions du sperme en pharmacie, que nous faisons transporter du sperme par Chronopost, nous a déclaré le docteur Defretin. En réalité, nous travaillons selon les mêmes règles que les CECOS. Nous refusons les inséminations artificielles pour des couples de lesbiennes et nous ne les acceptons que pour les couples mariés ou vivant en concubinage dont l'homme est stérile. Nous rachetons pas non plus le sperme. Nos donneurs ne sont pas rémunérés, mais seulement indemnisés de leurs frais de déplacement, et cette indemnité ne dépasse jamais 200 francs. Nous pratiquons le dépistage de l'infection par le virus du sida chez les donneurs et leur examen chromosomique par caryotype est effectué par un spécialiste de la faculté de médecine de Marseille. Concernant les risques génétiques, enfin, nous recusons un donneur dès lors que son sperme a permis la naissance de cinq enfants. »

Selon les chiffres qui nous ont été fournis par le docteur Defretin, Nature et fertilité avait, au 20 août dernier, recruté cinquante-neuf donneurs (sur cent dix-sept qui s'étaient présentés), à partir desquels quarante-seize naissances avaient pu être

obtenues dans les différents centres, marseillais ou non (Strasbourg, Le Mans, Brest...). travaillant en liaison avec l'association. Les paillettes sont par ailleurs commercialisées sur la même base (environ 300 francs) que celle des CECOS et remboursées de la même façon par les caisses de sécurité sociale.

Au terme d'une inspection réalisée sur requête du préfet des Bouches-du-Rhône, le DDASS (direction départementale des affaires sociales) ne devait d'ailleurs pas conclure le 25 septembre à l'existence de fautes techniques ou éthiques. Elle devait toutefois demander aux dirigeants de l'association marseillaise d'interrompre leur activité de banque de sperme en attendant l'agrement de la commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction. « On nous demande, en d'autres termes, de changer d'étage, puisque l'association était située dans le même immeuble, un étage au-dessus de celui du laboratoire... », commente le docteur Defretin.

Celui-ci précise par ailleurs qu'il porte plainte pour diffamation contre le professeur Adnet ainsi que contre Jean-Pierre Elkabbach et la direction de la cinquième chaîne de télévision. Parallèlement, les dirigeants de Nature et fertilité vont engager une action judiciaire pour abus de pouvoir contre la décision prise par le ministère de la santé.

JEAN-YVES NAU

Le président de British Aerospace contraint de démissionner

Sir Roland Smith, président de la société d'armement et de construction aéronautique British Aerospace (BAe), a été contraint de démissionner par son conseil d'administration, mercredi 25 septembre. M. Graham Day, président de Rover, filiale automobile de BAe, assurera l'intérim. En place depuis quatre ans à la tête de la première entreprise industrielle et du premier exportateur de Grande-Bretagne, Sir Roland était en conflit ouvert depuis plusieurs semaines avec ses collaborateurs ainsi qu'avec la City.

C'est plutôt sa façon de conduire les affaires de BAe qui a été contestée. Il n'est pas parvenu à mener à bien la fusion qu'il ambitionnait de réaliser entre son entreprise et Trafalgar House, important groupe de bâtiment et de travaux publics britannique. Il a raté le contrat de l'hélicoptère EH101 que le gouvernement a confié à Westland et à BMB.

La goutte qui a fait déborder le vase a été le lancement raté d'une augmentation de capital de 432 millions de livres (4,3 milliards de francs). Cet appel à l'épargne a eu pour effet de faire chuter d'un quart le cours de l'action de BAe, car il a coïncidé avec l'annonce de la vente de la filiale de défense de se transformer, après provision pour rationalisation, en une perte de 85 millions de livres, succédant à un bénéfice de 400 millions de livres au cours de l'exercice précédent.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Les vrais chiffres

C'est qu'on est bête! Non, c'est vrai, on était là, on s'interrogeait, surpris, perplexes : Combien vous ditiez qu'il y en a, des faux chômeurs? 700 000? Ça alors! Mais où ils sont, ces escrocs, ces feignants, ces fraudeurs qui pointent à l'ANPE pour pouvoir bosser au noir ou pour pas bosser du tout. Et qui c'est, d'abord?

Ah! on s'en fait, là, aujourd'hui. On ne connaît qu'eux, forcément, c'est rien que des stars! Rien que des vedettes de la chanson, du cinéma et de la télévision. C'est Nathalie Baye, qui a piqué 503 francs par jour pendant six mois. C'est Jene Manson, Annie Girardot et Michel Blanc, qui ont touché 15 000 balles par mois entre deux réchats ou deux films. C'est Mirville Darc, qui s'est fait verser ses allocations sur un compte en Suisse. C'est Fanny Contempion. C'est Jane Birkin.

Quit d'autre encore? Attendez que je regarde la liste établie par le patron des Assedic, hier, dans le *Figaro*... Je vois personne... Ah! si, pardon, j'oubliais, il y a aussi Evelynne Bouix et Diane Kurys. Ça en fait combien, en

tout? Ça en fait neuf! C'est colossal, d'accord, un vrai scandale, mais bon, ça me rassure quand même. Plus la peine de se casser la tête pour traquer les 699 991 mecs accusés à tort par ce farceur de Michou-les-Bretelles.

T'as pas honte, dis? En voilà des façons de tricher sur le chiffre du chômage! Qu'est-ce que l'espérance? Qu'on la gèrera, cette énorme blague? Qu'on accorderait le moindre crédit à l'article du Point sur les mères de famille poussant leur ventre et leur mamelle devant les guichets de l'ANPE, histoire d'arrondir leurs fins de mois. Ou sur les cumuleurs, qu'on appelle chez eux : Il est là, M'sieur Cra-fougnon, on lui a trouvé un emploi. — Papa? Non, il est parti travailler. Ou sur les intrépidités virées par leur boîte du 31 juillet au 1^{er} septembre : Si vous voulez aller en vacances, vous avez qu'à pointer, eu chômage, et on vous signera un nouveau contrat à la rentrée.

C'est tout des menageries. Maintenant qu'on les a débroussaillés, ces neuf brebis galeuses, j'espère bien qu'on va foutre la paix aux faux-vrais adeptes du système-DI.

Au-delà du soutien aux familles du quai de la Gare

Un fonds de solidarité sera créé à Paris pour le logement des plus démunis

Plus de trente mouvements dont Droit au logement, la CFDT, le MRAP, la CGT, les Verts, le PCF, SOS-Racisme, Emmaüs, et Lutte ouvrière appellent à une manifestation, samedi 28 septembre à 15 h 30, place de la République, pour soutenir les familles qui campent au quai de la Gare, dans le 13^e arrondissement, et demander l'arrêt des expulsions ainsi que le logement des sans-logis dans la capitale. Cette action, à laquelle le PS ne s'est pas associé, intervient deux jours avant l'examen, par le Conseil de Paris, du « plan d'action pour le logement des personnes défavorisées ».

Réunis dans les locaux paroissiaux de Notre-Dame de la Gare, à deux pas du terrain occupé depuis le 13 juillet par des familles, pour la plupart marseillaises, expulsées de leur hôtel meublé ou de leur pièce misérable, différents représentants d'asso-

ciations et de syndicats se sont interrogés, mercredi 25 septembre, sur ce « plan d'action » pour donner un toit aux plus démunis. Ce plan, destiné à coordonner et à amplifier les actions de l'Etat et du département de Paris, accorde une priorité aux personnes et aux familles sans aucun hébergement, menacées d'expulsion sans logement ou logées dans des bidonvilles, des habitations insalubres, précaires ou de fortune, « à l'exception de celles entrées par voies de fait dans des logements vacants et y vivant ».

Pour concrétiser ces bonnes intentions, l'Etat et la ville sont tombés d'accord pour réserver aux citoyens défavorisés un nombre de logements correspondant à 10 % des logements sociaux existants, neufs ou qui changent de locataire, à condition d'habiter Paris depuis plus d'un an. Un protocole d'accord en ce sens avait d'ailleurs été signé en janvier dernier entre la mairie et la région. D'autre part, il est proposé de créer un fonds de solidarité financé à parts égales par l'Etat et la Ville pour favoriser l'accès au logement des

plus pauvres et leur maintien dans les lieux. Des bailleurs sociaux et privés pourront apporter leur contribution à ce fonds, qui sera géré par la caisse d'allocations familiales.

« Pour résister au froid »

L'association Droit au logement, qui dirige l'occupation du terrain du quai de la Gare, et la CGT ne s'inscrivent pas à ce texte et réclament toujours l'application de la loi de réquisition sur les logements vacants dans la capitale. « Les comités de défense des locataires », expriment « leurs réserves les plus nettes après l'étude du « plan d'action » soumis aux édiles parisiens. Ils estiment en effet qu'il ne prend pas en compte la lutte contre les évictions organisées par les marchands de biens et dénoncent à ce propos la carence des services de l'Etat et de la mairie de Paris. »

L'association affirme qu'en 1990 ce sont 15 000 à 17 000 familles qui ont été évacuées de leur logement par ces marchands de biens, « vérita-

bles professionnels de la spéculation ». Les comités de défense des locataires demandent donc qu'aucune expulsion ne soit ordonnée par le préfet de police sans qu'une solution pour reloger les familles rejetées à la rue n'a pas été trouvée.

Les sans-logis du quai de la Gare, près du chantier de la Très Grande Bibliothèque, s'organisent à l'approche de l'hiver. « Nous étudions de nouvelles possibilités d'hébergement sur le terrain pour résister au froid », a affirmé l'un d'eux, avant d'ajouter que « la situation est bloquée avec les pouvoirs publics. Nous réclamons toujours un logement ».

Malgré la pluie, la poussière, « nous nous battons », lance cette mère de famille. A l'intérieur du camp, où vivent plus de cent familles, « la solidarité est sans faille », affirment les squatters, qui mettent en garde « les autorités chargées du maintien de l'ordre sur la lourde responsabilité qu'elles prendraient en cas de la tentative d'employer la force pour évacuer le 133, quai de la Gare ».

JEAN PERRIN

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LIQUIDE

Le marché le plus actif à la Bourse de Paris?

- En 1986, une obligation CRH
- En 1987, une obligation CRH
- En 1988, une obligation CRH
- En 1989, une obligation CRH
- En 1990, une obligation CRH
- En 1991, une obligation CRH

Les obligations CRH sont les plus liquides sur le marché.

Depuis sa création en 1985, la Caisse de Refinancement Hypothécaire a émis pour un montant total de 62 milliards de F d'obligations pour le refinancement des prêts au logement des banques actives.

C.R.H. = LIQUIDITÉ

CAISSE DE REFINANCEMENT HYPOTHÉCAIRE

41, rue de la Bienfaisance - 75008 Paris - Tél. : 42.89.49.10 - Télex : Lurofin 618 018



Les obligations hypothécaires LIQUIDES et SOLIDES.

L'ESSENTIEL

SECTION A

La crise yougoslave..... 4

L'intervention franco-belge au Zaïre..... 6

La crise constitutionnelle au Canada..... 8

Des propositions d'Ottawa pour renouveler le fédéralisme..... 8

Le premier ministre devant les socialistes..... 9

M. Cresson n'a pas réussi à dissiper la morosité des élus de son parti..... 9

La désunion de l'opposition..... 10

M. Giscard d'Estaing pensa que M. Chirac surestime l'importance du Front national..... 10

Prisons : échec des négociations..... 13

Les surveillants « prêts à l'épreuve de force »..... 13

Allocations familiales..... 14

Le Conseil économique et social préconise une réforme..... 14

Cinéma : deux grandes sorties..... 16 et 17

Sortie simultanée de la Palme d'or de Cannes, Barton Fink, des frères Coen, et du Lion d'or de Venise, Urga, de Nikita Mikhalkov : deux films qui font écho au cinéma..... 16 et 17

« Idoménée » à l'Opéra Bastille..... 16

Une distribution sans faille et un orchestre inspiré pour le premier grand opéra de Mozart..... 16

SECTION B

LIVRES ♦ IDÉES

« Sade dans la vie » Le prière de Melville • Le feuilleton de Michel Braudeau • Histoires littéraires, par François Bott • Les libraires malades de l'édition • D'autres mondes, par Nicole Zand. 18 à 30

SECTION C

La production de pétrole..... 31

Les pays de l'OPEP relèvent leur plafond de production..... 31

Les petits actionnaires, une mine abandonnée..... 31

L'intérêt des particuliers pour la Bourse s'émousse lentement..... 31

Le Crédit lyonnais contre M. Parretti..... 40

L'homme d'affaires italien sur la défensive..... 40

Services

Abonnements..... 8

Carnet..... 40

Loto..... 40

Marchés financiers..... 38-39

Météorologie..... 40

Mots croisés..... 40

Radio-Télévision..... 41

Spectacles..... 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 26 septembre 1991 a été tiré à 304 975 exemplaires.

L I V R E S • I D E E S

Sade dans la vie

Le temps fait son œuvre, dissolvant les fantasmes et rendant le « divin marquis » de plus en plus visible. Au-delà de la légende, voici l'homme, dans une biographie scrupuleuse de Maurice Lever

SADÉ
de Maurice Lever,
Fayard, 912 p., 198 F.

Voici comment le marquis de Sade apparaît en 1772, à trente-deux ans, aux témoins de « l'affaire de Marseille » qui lui vaudra d'être une première fois condamné à mort et exécuté en effigie puisqu'il est en fuite : « Taille moyenne, cheveux blonds, jolie figure, visage rempli, nez gris double de bleu, veste et culotte de soie couleur souci, plumet au chapeau, épée au côté, une canne à pommeau d'or à la main. » Il est sur le terrain, en somme. Sa passion est le corps humain, celui des autres, et le sien ; ses tableaux seront les livres les plus intraitables et les plus inspirés jamais écrits sur la jouissance que peut provoquer cette substance.

Mais laissons parler le préfet Dubois, qui a eu la chance, avant de les faire brûler, de lire les dix volumes manuscrits des *Journées de Florabelle* ou le *Nature dévolée*, écrits trente-cinq ans plus tard, en 1807, par le vieux prisonnier de Charenton devenu obèse : « On accumulait les épithètes, les plus épouvantables qu'on ne caractériserait pas cette infernale production. » Ce moine d'écriture est pourtant issu d'une des plus anciennes familles de France, qui compte en son sein *Laure*, l'inspiratrice de Pétrarque. Voici ses armes : « De gueules à l'étoile de huit rais chargée d'une aigle éployée de sable membrée, becquée, onglée, diadmée de gueules. » Tout un programme, dont le moins qu'on puisse dire, donc, est qu'il a été vertigineusement détourné.

Un père libéral

On croit tout savoir de Sade, par réaction automatique et abstraite, effrayée ou vaguement idolâtre. Mais le temps fait son œuvre, les découvertes concrètes s'accumulent, l'histoire dissout les fantasmes et le rend, lui, de plus en plus visible et plus mystérieux. Ainsi, nous ne savions rien de son père Jean-Baptiste, amateur de littérature, libéral achevé sous Louis XV, franc-maçon reçu en même temps que Montesquieu à Londres. Le voici ressuscité dans ses intrigues et ses liaisons multiples, adorant son fils et aimé en retour par lui.

Sade ? L'anti-Édipe radical :



« Taille moyenne, cheveux blonds, jolie figure... »

« Uniquement formé du sang de nos pères, nous ne devons absolument rien à nos mères. » Peut-on imaginer, surtout aujourd'hui, déclaration plus scandaleuse ? Déjà, voici quelqu'un d'incompréhensible, hors nature et hors société. Elevé par les maîtresses de son père, Donatien-Alphonse-François de Sade apparaît d'emblée à ces femmes vives et spirituelles (il suffit de lire leur correspondance) comme un « singulier enfant ». « Le drôle d'enfant ! » : telle est aussi l'expression spontanée de sa belle-mère, la présidente de Montreuil, sa grande pécuniaire au nom des familles devenant de plus en plus matriarcales et bourgeoises, comme c'est sans doute leur destin chimérique de haut en bas et de bas en haut. La présidente a-t-elle désiré soumettre son « petit gendre » ? On

peut s'empêcher de le penser devant un tel déploiement d'énergie face à un homme qui n'est que de la chair, malgré ses débordements, se fait aimer de sa fille (elle lui écrit : « Mon bon petit ami que j'adore mille fois »), mais qui, en plus, lui emprunte son autre fille, chanoinesse de vingt ans, pour un voyage en Italie qui risque de la rendre immariable. Des aventures avec des actrices, des bordels, des débauches cruelles à blasphèmes, des perversions en tous genres, soit : cela peut toujours s'étouffer. Mais deux filles, deux sœurs ! Quelle mère s'y résoudrait ? D'autant plus que celles-ci sont consentantes, actives. Lettre de la femme du marquis : « Ce qui la pique le plus [sa mère, M^{me} de Montreuil], c'est de voir que mes idées et propos viennent de moi et non de

M^{re} de Sade qu'elle pensait qui me soufflait comme un perroquet. »

Enfermé à Vincennes puis à la Bastille, Sade écrit à sa femme les lettres les plus étourdissantes de virtuosité qu'on ait jamais lues, pleines d'imprécations, de revendications, de plaintes, mais aussi d'humour, de tendresse. Comment l'appelle-t-il ? « Ma lotte », « jouissance de Mahomet », « tourterelle chérie », « porc frais de mes pensées », « aiguillon de mes nerfs ». Et elle qui, pourtant, a été témoin des orgies du château de La Coste : « Rien ne me fera changer que le bien de mon mari. C'est mon unique but, l'univers ne m'est rien sans cela. » C'est à elle que Sade confie, le plus naturellement du monde, sa philosophie de base : « Je respecte les goûts, les fantaisies. Quelque baroque qu'elles

soient, je les trouve toutes respectables, et parce qu'on n'en est pas le maître, et parce que la plus singulière et la plus bizarre de toutes, bien analysée, remonte toujours à un principe de délicatesse. Je me charge de le prouver quand on voudra : vous savez que personne n'analyse les chasses comme moi. » Et encore : « Ce n'est pas ma façon de penser qui a fait mon malheur, c'est celle des autres. »

La Bastille engendre, à travers Sade, les 120 *Journées de Sodome* ; la lettre de cachet se retourne en écriture cachée ravagante. Sade, à la lettre, fait sauter les oculistes et les caves de tous les Puvours. « Déjà sans tous les régimes », pillé, diffamé par la presse et par l'opinion (peut-être parce qu'il n'a jamais été criminel jusqu'au bout), bouclé et jamais jugé, on peut dire que c'est la Société elle-même, dans son insatiable hypocrisie et ses formes toujours changeantes, qui a été sadique avec Sade. « Il n'y a plus que de la cruauté sans profit... Pourquoi ceux qui me persécutent me préchent-ils un Dieu qu'ils n'imitent pas ? » Le formidable déni de justice dont il est l'objet nous renseigne à ciel ouvert sur le vrai trafic des arrangements collectifs.

« Un ricanement noir et glacé »

Un point capital : il n'est plus possible, romantiquement, surréalistement, de faire de Sade, pendant la Terreur, un militant enragé, ultra révolutionnaire. « Rien ne lui répugnait davantage, écrit justement Maurice Lever, que l'égalité des jouissances, le mépris de la culture, le terrorisme légal. » La participation de Sade à la Révolution est on ne peut plus ambiguë, pour ne pas dire comique. Ainsi de la « farce patriotique » sur fond de têtes tranchées, pour célébrer les mânes de Marat et de Le Peletier. « L'auteur des 120 Journées, dit encore Lever, n'a pu prononcer de telles inepties sans un ricanement noir et glacé — tout intérieur, bien entendu — qui n'appartient qu'à lui. » Il se mêle étroitement aux événements ? Il agit, il parle, il en rajoute ? Sans doute, mais il est suspect par définition. Va-t-il dénoncer les Montreuil, ses persécuteurs d'Ancien Régime ? « Un mal de moi, et ils étaient malmenés. Je me suis tu : vailé comment je me venge ! »

Philippe Sollers
Lire la suite page 22

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Frontières perdues

« Un livre, si triste soit-il, ne peut être aussi triste qu'une vie. » Ainsi parle Agota Kristof, née en Hongrie, exilée à vingt ans... qui écrit — directement en français — des livres d'une tristesse immense. Désillusions de la liberté, amours sans lendemain, soupçon généralisé : le *Troisième Mensonge* — son troisième roman — ne déroge pas à la règle. Un écrivain véritable pour un monde noir et violent.
Page 20

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Qu'est-ce qu'un vrai visage ?

Yves Courrière donne une — grosse — biographie de Roger Veillard. Il accomplit très bien son métier de détective, traquant le flegme délit de mensonge romanesque. Mais on a trop souvent le sentiment qu'il cherche à repâtir son personnage. Sans doute la véracité biographique ne rencontre pas forcément le vérité littéraire.
Page 20

DOSSIER

1492

L'année folle

Les événements se sont multipliés cette année-là : reddition de la Grande musulmane, expulsion des juifs d'Espagne, élection d'un nouveau pape, mort à Florence de Laurent le Magnifique, etc. Mais, aujourd'hui, c'est, bien sûr, l'anniversaire de la découverte du Nouveau Monde qui occupe les esprits. Et les livres pleuvent !
Pages 24 et 25

La prière de Melville

L'auteur de *Moby Dick* fut aussi poète. Comme une offrande à un public qui, jusqu'à sa mort, lui refusa sa reconnaissance de romancier

POÈMES DIVERS (1876-1891)

de Herman Melville

Traduits et préfacés par Pierre Leyris

Gallimard, 199 p., 125 F.

Il y a un siècle tout juste, le 28 septembre 1891, négligé par une gloire qui mettra longtemps à le rattraper, obscur, voire inconnu, Herman Melville s'éteignait à New-York où, comme Walt Whitman — qu'il devança de quelques mois dans la mort — il avait vu le jour la même année, en 1819.

Vingt ans après, la plupart des histoires de la littérature passaient son œuvre sous silence, son nom ne figurant dans les plus scrupuleuses qu'un livre de simple chroniqueur de la vie maritime, tel que l'avaient révélé ses deux premiers ouvrages, *Talpi* et

Omoo, dans lesquels Melville évoque sa vie de mousse à bord d'un baleinier des mers du Sud, passant de son aventure de déserteur qui, aux îles Marquises, tombe chez les cannibales Talpi, à ses maternités à bord d'auxquelles succédait parfois la pendaison hâtive des responsables ; et de la chasse à la baleine à l'occupation de Tahiti par les Français.

L'inexplicable « Mardi »

Peut-être avait-il voulu, dans ces premiers récits, témoigner en toute sincérité de son expérience polynésienne, mais on ne tarda pas à y déceler le sursaut du fruit défendu : la fiction. Aussi Melville renonça-t-il à poursuivre ses narrations documentaires, avouant à son éditeur que son instinct était de donner le jour au

roman — « Et laissez-moi vous dire que les instincts sont prophétiques et qu'ils valent mieux que la sagesse acquise. » Il avait trente ans, et ce fut *Mardi*, livre inexplicable — qu'il qualifiait de paradis perdu du Pacifique sud évoluant au fil des pages vers la satire sociale dans la manière de Swift et du Carlyle de *Sartar Resartus* — qui lui attira l'hostilité de la critique et la désaffection du public que lui avaient valu ses livres de voyages : il ne le retrouvera plus jamais de son vivant en dépit de l'intérêt suscité chez quelques lecteurs par *Redburn* et la *Vareuse blanche*, romans qui, de l'aveu même de l'auteur, selon Pierre Leyris (1), furent écrits « pour faire bouillir la marmite ».

Mais, déjà, il avait pris son parti qui était d'écrire la sorte de livres dont on dit qu'ils sont des échecs ». Profession de foi dont il ne se départira pas sa vie durant :

n'affirmait-il pas encore sur le tard qu'étant donné les voies empruntées par la civilisation, la renommée, « particulièrement en matière de littérature », ne serait, et de plus en plus, qu'une « marchandise à bon marché » ?

C'est ainsi que son inspiration exaltée par la lecture assidue de Shakespeare, de Spenser, de Sir Thomas Browne, son expérience de la mer et, pour le principal, de la chasse à la baleine, atteignent dans *Moby Dick* au plus haut sommet du romantisme — le réalisme initial se transformant en allégorie cosmique, tandis que le lyrisme bouillonnant du poète s'épanche, s'embrase et claqué au grand vent du surréalisme.

Hector Bianciotti
Lire la suite page 29

(1) *D'où viens-tu Hawthorne ?*, Gallimard, 1986.

BENOÎTE GROULT
PAULINE ROLAND
OU COMMENT LA LIBERTÉ VINT AUX FEMMES

A lire
pour que
revive
celle qui
mourut
d'oubli.

BENOÎTE GROULT
PAULINE ROLAND
OU COMMENT LA LIBERTÉ VINT AUX FEMMES

ROBERT LAFFONT
ELLE ÉTAIT UNE FOIS

LIVRES • IDÉES
ENQUÊTE

Les libraires malades de l'édition

Après six mois de marasme, le livre va un peu mieux. Mais la surproduction, la baisse de qualité et, surtout, les problèmes de la distribution font craindre une rechute

C'EST devenu une sorte de rite : chaque fois que l'édition française connaît quelques mois de réajustement dans ses ventes, il s'élève, de ses rangs généralement, quelques voix de prophètes pour proclamer que des temps terribles s'annoncent pour le livre et que la civilisation de l'écrit est en passe de s'effondrer. Ensuite, les lecteurs retrouvent le chemin des librairies ; on oublie, avec les prophéties, les problèmes réels de la lecture, de l'édition et de la librairie, jusqu'à la catastrophe suivante.

Les six premiers mois de 1991 ont été mauvais pour l'édition française. Le chiffre d'affaires des principales maisons a baissé, dans des proportions très variables : de 2 % à 35 % par rapport au premier semestre de l'année précédente. Et un vent de panique a soufflé : les éditeurs, pour essayer de se rattraper, ont sorti en mai et juin un nombre de titres beaucoup plus important que d'habitude. Pour des raisons de trésorerie idéologiques, les libraires ont pratiqué, dans le même temps, une réduction importante de leurs stocks. Résultat : un taux de retour des livres chez les éditeurs qui a bouleversé toutes les prévisions pour atteindre jusqu'à 60 % pour certains titres ou certaines collections dont les éditeurs escomptaient le succès.

Du même coup s'est ravivé l'antagonisme éditeurs-libraires qui continue à empoisonner le climat du livre en France ; les premiers, plus exactement : certains d'entre eux, parmi les plus importants, accusant les seconds de ne plus faire leur métier en vidant leurs librairies des livres qui n'ont pas trouvé acheteur au bout de trois semaines ou un mois (certains collés de livres ont même été retournés aux éditeurs sans avoir été ouverts) ; les libraires reprochant aux éditeurs de gonfler les « offices » — les livres envoyés automatiquement « pour information » aux libraires — et de pratiquer la surproduction de titres — +32 % en mai, +35 % en juin — afin d'assurer leur trésorerie sur le dos des détaillants.

L'embellie de la rentrée

Des librairies exsangues, contrainte de se débarrasser des livres pour survivre ; des éditeurs séduits par les retours, la baisse des images et la faiblesse des commandes : la « crise du livre », annoncée depuis des années, paraissait bel et bien s'installer. « Dans ce milieu, il n'y a plus que les transporteurs qui gagnent de l'argent », affirmait un petit éditeur. La guerre du Golfe avait servi de détonateur : en éloignant le public des librairies, en le mobilisant devant le petit écran dans un premier temps ; puis, la guerre finie, en lui faisant prendre conscience que la lecture ne lui était pas, en fin de compte, aussi indispensable qu'il le croyait.

Mais, dès les premières semaines de septembre, le ton change : le mois de juillet a été bon après un mois de juin plus que médiocre ; et la rentrée s'annonce sous des couleurs plutôt favorables : Jean d'Ormesson, Le Clézio, Duras, pour ne pas parler du best-seller de Jean Guillon et des frères Bogdanov, continuent à connaître un succès exceptionnel pendant que certains romans de

la rentrée — signés Bodard, Raspail, Mallet-Joris ou del Castillo — n'ont pas attendu les premières émissions télévisées, pour rencontrer un public nombreux. Les essais et les ouvrages de philosophie et de sciences humaines ne sont pas en reste : 10 000 exemplaires de *Qu'est-ce que la philosophie ?* de Deleuze et Guattari, ont été vendus dans la semaine qui a suivi leur parution. Si cette embellie se confirme en octobre, il est même possible que l'année se

Angier, directeur général des taxis G-7 et bras droit d'André Rousselet, affirme que c'est sur « un coup de cœur » que le patron de Canal + a décidé de reprendre cette entreprise en dépôt de bilan, et qu'il ne s'agit pas d'une opération financière, on peut le croire.

A moyen terme, et même si nos enfants ne désapprennent pas, comme le craignent les plus pessimistes, à lire autre chose que des images, il est donc probable que l'industrie et le commerce du livre sont appelés à évoluer sur un mar-

ques) ne convaincront pas M. Lagardère d'abandonner à d'autres secteurs les moins rentables : la littérature générale, par exemple, ou la vente par courtoisie.

Chez l'autre géant de l'édition française, le groupe de la Cité, on restructure aussi. Christian Bourgeois concentre entre ses mains la direction des maisons littéraires des Presses de la Cité, Bourgois, 1018, Jollard, Plon, cependant que les éditions Olivier Orban et la Librairie académique Perrin sont réunies sous la direction

six syndicats de librairies spécialisées, ont refusé de signer le protocole d'accord mis au point, autour du médiateur Patrice Cahart, entre le Syndicat national de l'édition et trois groupements de libraires : les librairies Cité, l'Œil de la lettre et Majuscule. Ce « premier protocole d'accord sur les usages commerciaux de la librairie » porte essentiellement sur la question des « offices » et sur celle de la vente de livres aux collectivités que de nombreux éditeurs assurent directement, sans passer par le réseau des librairies. Au dernier moment, les syndicats de libraires ont retiré leur signature et annoncé qu'ils ne participeraient pas à la seconde phase de la négociation qui doit s'ouvrir le 3 octobre, la médiation ayant « méconnu le problème fondamental qui conditionne la rentabilité et donc l'existence même des librairies », celui de la marge que les éditeurs accordent aux libraires.

Blocage définitif ? Echech de cette médiation laborieusement mise au point à l'initiative du ministère de la culture et à laquelle ni les deux grands groupes d'édition ni la FNAC n'ont voulu participer ? On ne le croit pas, ni du côté de Patrice Cahart, qui affirme, dans un entretien à *Livres hebdo* que « cette première phase est assurément un succès », ni du côté du Syndicat national de l'édition.

Le président du SNE, M. Serge Eyrolles, tout en reconnaissant qu'il n'est pas facile de diriger une organisation « dont les deux premiers cotisants représentent plus de la moitié du chiffre d'affaires de l'édition », pense que la médiation a d'ores et déjà donné des résultats positifs : « Nous n'avons évidemment pas mandat pour parler de la question des marges qui est du ressort de la politique commerciale de chacun de nos adhérents. Mais nous avons bien avancé sur des problèmes concrets. Les discussions ont fait prendre conscience à nos adhérents d'un certain nombre de difficultés rencontrées par les libraires. Nous allons continuer, dossier par dossier. Le dialogue est noué : nous allons discuter, avec ceux qui ont signé, avec ceux qui ne manqueront pas de les rejoindre, de toutes les questions intéressant la productivité de la chaîne auteurs-lecteurs. Les solutions ne peuvent être qu'interprofessionnelles. L'interprofession a une carte essentielle à jouer : elle est condamnée à trouver des bases d'accord solides avant 1993, sinon... » On va donc poursuivre, dans les mois qui viennent, une



ché plus étroit, plus sollicité, plus difficile. La mal-crise du printemps dernier a montré comment les uns et les autres réagissent à une récession.

La première réaction est de type gestionnaire : on fait valser les titres, on « restructure » — entendez : on licencie — on cherche à faire porter sur d'autres maillons de la chaîne le poids de ses difficultés. Chez Hachette, on se sépare du patron du groupe livre, Jean-Claude Lantz, qui venait de l'édition, pour le remplacer par un PDG, Jean-Louis Lissin, ancien directeur général, Jean-Claude Perrière, étrangers à l'univers éditorial ; mais on remplace aussi, à la tête de Stock, après avoir opéré une drastique compression de personnel, un gestionnaire, Alain Carrière, par un éditeur, Claude Durand, qui a, il est vrai, obtenu à la tête de Fayard les meilleurs résultats du groupe. Claude Durand va réduire sensiblement la production de Stock afin de rétablir l'équilibre financier de l'entreprise. Cet équilibre atteint, dit l'an prochain espère-t-il, il compte progressivement redévelopper cette maison prestigieuse... créée en 1708. Il constitue pour cela une nouvelle équipe éditoriale que dirige, à partir du 1^{er} octobre, Monique Nemer qui quitte donc Flammarion où elle était en charge du secteur « documents ».

« Serrer les boulons »

Avant de se reconstruire à plein temps à Fayard — et désormais à Stock — Claude Durand a été, pendant trois petits mois, conseiller éditorial du groupe Hachette. Avant de partir, il a remis à la direction du groupe un certain nombre de propositions visant principalement « à nourrir la réflexion en cours sur les moyens d'améliorer la fabrication, la commercialisation et la distribution du livre ». Il n'en dira pas plus : c'est désormais aux patrons de décider. Reste à savoir si Hachette est capable de sortir d'une logique purement industrielle et si, au bout du compte, les pertes de la Cité (plus de 1 million et demi de francs par jour) et l'endettement considérable du groupe (plus de 9 milliards malgré les ventes récentes d'actifs non straté-

d'Olivier Orban. Restructuration encore chez Flammarion, accompagnée de licenciements : Arthaud est intégré dans la maison-mère, dont il devient une simple collection, et l'autre filiale, Aubier, rassemblée désormais, sous la direction de Louis Audibert. L'ensemble des ouvrages de sciences humaines édités par Flammarion.

Ces manières de « serrer les boulons » n'impliquent pas de réels changements de politique. Parfois même, lorsqu'il s'agit d'améliorer la situation financière d'une maison en faisant aux libraires des conditions de vente plus draconiennes, on recourt encore sur leurs marges, on assiste à une nouvelle détérioration de la chaîne du livre dont tout le monde, à terme, fait les frais. C'est ce que répète, depuis des années, Jérôme Lindon, le patron des éditions de Minuit. Il a le sentiment que cette fois qu'on commence à l'entendre : « Dans notre système, le maillon faible, c'est la librairie. C'est sa santé que l'on doit restaurer si l'on veut que la chaîne continue à fonctionner. Les grands groupes n'ont pas voulu le savoir, et ce qui leur arrive aujourd'hui, ils l'ont bien cherché. Ce n'est pas en réduisant d'un demi-point la marge des libraires qu'on fera prospérer sa maison. Aujourd'hui, les grandes maisons qui ont le mieux résisté à la dépression du printemps, Gallimard, Le Seuil, sont celles qui entretiennent avec les libraires les meilleures relations commerciales. »

Comme en écho, un éditeur de livres d'art, Philippe Monseil, PDG de Cercle d'art, affirme : « Le libraire n'est pas un distributeur. J'ai depuis longtemps la conviction que la librairie est l'unique média pour la diffusion du livre d'art. La logique a donc voulu que, sans relâche et avec la plus grande détermination, nous cherchions à comprendre les situations, les contraintes et les exigences des libraires. » Et Philippe Monseil propose, par exemple, aux libraires, plutôt que de retourner les livres du Cercle d'art qu'ils n'auront pas vendus, de les garder sur leurs rayons jusqu'en septembre prochain et de ne lui les payer qu'à ce moment-là.

Le 4 septembre, la Fédération française des syndicats de libraires et la toute récente Union des libraires, qui regroupe elle-même

négociation pragmatique, à tout petits pas, toujours sous la menace d'un coup de force des « grandes puissances », Hachette et La Cité d'un côté, la FNAC et les magasins à grande surface de l'autre, que leurs intérêts à court terme incitent à mener des politiques plus agressives que consensuelles.

Il est un point autour duquel l'accord, dans les discours au moins, paraît s'être réalisé : le freinage de la surproduction. « Plus on sort de livres, moins ils vivent longtemps », souligne Jérôme Lindon, qui fait remarquer que les éditions de Minuit publiaient en 1991 le même nombre d'ouvrages qu'en 1948 : une vingtaine. Même constatation chez Serge Eyrolles : « Nous devons nous adapter au marché. Il n'est pas raisonnable de faire de plus en plus de livres alors que le lectorat baisse. » Claude Durand annonce, dès cette année, une diminution de 10 % du nombre de ses parutions, l'objectif à atteindre à moyen terme étant de 25 %. Grasset annonce également une baisse de 20 % au second semestre. Mais chacun sait que ces bonnes résolutions sont fragiles. Un effort de modération a été enregistré en septembre, mais, si les résultats étaient bons, la tentation serait grande chez nombre d'éditeurs de se refaire de la trésorerie en inondant les librairies de nouveautés en janvier.

Image de qualité

Le problème n'est pas seulement économique et quantitatif. « La surproduction amène à sortir trop de bouquins qui ne sont pas bons », constate Serge Eyrolles. Trop de livres paraissent qui ne sont ni nécessaires ni même utiles. Bico d'autres, produits dans la hâte, ne sont pas finis, ni dans leur contenu ni dans leur élaboration matérielle. Coûteusement ou non, les lecteurs enregistreront cette dégradation du produit-livre. Elle n'est peut-être pas étrangère à cet éloignement de la lecture qui affecte la frange du public la plus fragile, la moins accrochée au livre, et que confinent les résultats relativement médiocres de France-Loisirs. Le livre ne peut espérer résister à la concurrence des autres formes de loisirs qu'en retrouvant son image de qualité, d'excellence et, pourquoi pas, de prestige.

Pierre Lepage

(Publicité)

« VOUS AIMEZ LA POÉSIE LA POÉSIE VOUS AIME »

Vous écrivez des poèmes ou vous aimez en écouter. Si vous partagez la même passion, venez nous rejoindre, nous vous attendons !

CLUB DES POÈTES DE CHAMPS-SUR-MARNE MARNE-LA-VALLÉE

7, rue Wexler, 77420 CHAMPS-SUR-MARNE

RENTREE ROMANESQUE

Baltimore

Gilles Barbedette

nrf

GALLIMARD

كذا من الأصل

LA RENTRÉE LITTÉRAIRE

En quête d'Abel

Liverpool marée haute, le deuxième roman de Luc Lang : la recherche éperdue du vrai destin d'un homme, par un autre

LIVERPOOL MARÉE HAUTE
de Luc Lang
Gallimard, 318 p., 110 F.

Quel plaisir de lire de nouveau Luc Lang, dont le premier roman, *Voyage sur la ligne d'horizon* (1), marquait une entrée discrète et assurée dans le cercle de ceux qui n'écrivent pas pour assoir leur réputation, mais pour des raisons plus secrètes, plus obscures, plus graves aussi. Après avoir dessiné les contours de quelques vies minuscules, dans le nord de la France, entre des champs de betteraves et une bretelle d'autoroute, Luc Lang, pour ce deuxième livre, a traversé la Manche et entraîné son lecteur, sur trois cents pages, dans une folle équipée, artistique, littéraire et policière, sur les docks et dans les musées de Liverpool.

Que peuvent bien avoir en commun les docks et les musées ? Au départ, un accident. Lors du déchargement d'un cargo, un lot d'objets d'art en provenance d'Afrique, attendus par Sir Abel Manson, directeur de la Walker Art Gallery, se fracasse sur les quais, tuant un ouvrier. Un homme coiffé d'un panama profite de la confusion pour voler quelques-uns des objets et s'enfuit.

Ultime courtoisie



Luc Lang : l'abondance et la justesse des mots

A partir de là, il faut suivre Luc Lang aveuglément, se laisser aller au mouvement qu'il souhaite donner à son roman. Si l'on aime les descriptions, le raffinement, si l'on aime à s'attarder sur les décors, les objets, les visages, bref si l'on aime quitter un moment sa triste réalité pour la vérité d'un récit, on est comblé. Même si Luc Lang, pris lui-même dans son histoire, dans sa jubilation de se sentir mieux maîtriser son talent d'écrivain, a voulu « trop en mettre », trop en dire dans ce *Liverpool marée haute*, on ne peut « décrocher », tant il a su donner à la figure absente du héros, Abel Manson, un destin mystérieux qu'on voudrait découvrir.

Abel Manson était donc le conservateur de la Walker Art Gallery et le commissaire général de l'exposition « Un siècle d'afrikanismes 1850-1950 », qui doit marquer l'ouverture de la nouvelle Tate Gallery de Liverpool, dans les docks. C'est son assis-

tant, Martin Finley, qui est le narrateur du roman. A quelques semaines de l'ouverture de l'exposition, Abel meurt dans un accident de voiture en forme de suicide. Martin Finley se retrouve soudain en charge de cette exposition dont il n'était qu'un exécutant. Il se retrouve surtout aux prises avec Abel disparu, avec un homme dont il n'avait pas soupçonné jusque-là l'importance dans sa propre vie, dont il n'avait pas mesuré à quel point il l'intriguait et le « dérangeait ».

Martin doit ainsi s'interroger sur l'attitude bizarre de l'étrange secrétaire d'Abel, sur la photo de femme collée sur le mur, qu'il découvre en voulant modifier l'agencement du bureau, sur les activités de musicien d'Abel, qui tenait l'orgue de l'église St. Andrew. Il découvre que, dans ce

qu'Abel exhibait de lui-même - un homme seul, libre, indépendant, passionné de muséologie, aimant un peu trop boire et malmenant ses nuits -, il ne fallait voir qu'une posture, une ultime courtoisie pour dissimuler les tragédies d'une existence : un enfant mort, un mariage cassé, la fuite d'une femme, une rencontre fortuite avec elle cinq ans après leur séparation et, à partir de là, une dérive définitive.

Fatigue de la vie

On accompagne Martin Finley, troublé par ses découvertes et maladroitement désireux d'en savoir « plus long », d'église en bar, de port en musée, dans son enquête difficile et ses récits enchevêtrés. Selon son goût, on s'attache à la figure d'Abel - splendide, excessif, monstrueux parfois, déchiré, ébattu, pathétique, mais jamais pitoyable -, à celle de sa femme Julia, au singulier beau-frère, le capitaine du port, Graham Griffiths - qui voit d'un mauvais œil la « colonisation » des docks, « une manière obscène de vitrifier la planète à coups de musées et d'espaces de loisirs » - au sulfureux frère d'Abel, Jason, ou à cette exposition improbable et aux objets africains qui jalonnent et organisent le roman.

Dans ce livre qui joue sans cesse sur « enquête » et « quête », les deux se fondant dans l'embrassement final, Martin se perd et se trouve sur les traces d'Abel, se confondant parfois avec lui en se laissant aller à la même fatigue de la vie. En dépit de la profusion de ces destins croisés, de ces histoires mêlées - jamais confuses, mais dont chacune aurait pu constituer un petit roman -, on se passionne pour le destin d'Abel et pour celui de Martin qui finit par se résumer à une recherche éperdue de la vérité d'Abel Manson.

Avec Luc Lang, il est impossible de ne pas avoir du plaisir, si on est séduit avant tout par l'abondance et la justesse des mots, et par l'acharnement des écrivains à construire leurs obsessions. On est déjà impatient du prochain roman.

Josyane Savigneau

(1) Gallimard, 1988.

La vieille dame haineuse

LA VIE COMMUNE
de Lydie Salvayre
Julliard, 129 p., 80 F.

Est-il bon, est-il méchant, le talent de Lydie Salvayre ? Drôle d'affaire, le talent, quand il fouille dans les chairs gangrénées. L'année dernière, la *Déclaration* (1), son premier roman, très remarqué, avait interloqué le lecteur, littéralement. Un homme déclarait sa haine à une femme qui l'avait quitté, et cela sonnait inouï en littérature, cette violence, ce vomissement de l'autre, tant de dégoût, et si drôle. De toute évidence, un écrivain. Le livre, très court, ne soutenait pas de bout en bout l'intensité, l'originalité des premières pages. Sinon c'est été le chef-d'œuvre, au premier essai. Rare, quand même, le coup du *Voyage au bout de la nuit*, de la *Nausée*, de l'*Atrape-cœur*. Mais, du moment qu'on la situait dans cette échelle des valeurs, on attendait Lydie Salvayre à son deuxième roman.

La *Vie commune* est encore un roman court, le sujet est mieux centré, le rythme sans défaillance (elle éwingue, cette femme), le récit avance sur le tempo de la haine qui, à force de se réfréner, monte jusqu'à la folie (elle est psychiatre, au civil, cet écrivain).

Mais le sentiment est moins neuf. Détester la nouvelle secrétaire, pour celle qui était première dans la place, c'est sans doute plus douloureux que, pour un homme, ne plus pouvoir souffrir l'idée d'avoir aimé une femme ; pour le lecteur c'est moins inattendu. Tempête sous un crâne, parano au bureau, avec des personnages de sitcom, c'est-à-dire nous encore.

« Je l'abhorre, je l'abhorre »

Suzanne, à qui cette horreur arrive, la raconte à qui veut l'entendre. A son voisin de palier, à son docteur, à sa fille, qui ne veut pas, à vous, en s'agrippant : elle ne supporte pas sa nouvelle collègue dans l'agence de M. Meyer, publicitaire. Cette personne est vulgaire, elle empest le vétiver, elle ne respecte pas M. Meyer (« Meyer, c'est pas un nom juif ? », me lance-t-elle brusquement), elle hait Charles Trenet (« et c'est, je ne puis le lui pardonner »), elle a un fils qu'elle appelle Steve (« à cause de Steve McQueen »). « ELLE MACHE DU CHEWING-GUM » (majuscules de l'insupportable). Le chapitre 7 tient en ces mots : « Je l'abhorre, je l'abhorre, je l'abhorre. » Chapitre 8 : « Tu l'adores ? - Ma fille ne m'écoute jamais. » Suzanne, qui hélas, sait se tenir, ira de mal en pis. Jusqu'à imaginer que c'est elle qui a servi de repoussoir pour la conception du personnage de la jeune fille éclatante dans le film publicitaire auquel l'agence vous tous ses soins.

Car elle vieillit, Suzanne. Il est temps de la mettre au rancart, après trente-deux ans de services. Elle le sait. Elle se précipite dans le litige, dans la dépression : on la vire. La *Vie commune*, son titre l'indique, est un roman social. Le talent de Lydie Salvayre est sans compassion, heureusement ; sans colère non plus. On le dira allègre et définitivement surpris devant la cruauté et la bêtise de notre monde.

Un mot de style : il est dans les trouvailles, et il y en a une par phrase ou presque. Ainsi : « La nuit venue, lorsque mes pensées remontaient dans leur noyade, je repasse dans ma tête tous les mots qu'elle a dits et tous ceux que j'ai dits. J'affine ma technique. Je réviserai mes plans. Je suis impitoyable. La partie sera dure, je le sais. Et chaque phrase compte. » Nous guetterons Lydie Salvayre à son troisième roman, avec un sujet plus grand, à sa mesure.

Michel Contat

(1) Julliard.

Drame aux antipodes

La sauvegarde d'une île du Pacifique contre l'avidité des hommes : un roman écologique de Bruno Racine

AU PÉRIL DE LA MER
de Bruno Racine
Grasset, 209 p., 92 F.

A l'instar de Nicolas Sandray, qui cache sous ce pseudonyme l'actuel directeur de la Monnaie, Bruno Racine, lui-même directeur des services culturels de la Ville de Paris, est un de ces « énarques » que leurs hautes fonctions ne détournent pas de la littérature. Ils y cherchent une évasion, un équilibre intérieur, un recours contre le temps, trop éniétié, où ils agissent. Plus d'un trait les rapproche : l'originalité de leurs sujets, la gravité de leurs personnages. L'Histoire les tente, mais aussi les grands problèmes du jour, qu'ils s'attachent, avec plus ou moins de bonheur, à rendre romanesques. Il en résulte des créations viriles, allégres, riches en références et opposées dans leur classicisme à toutes les modes.

Bruno Racine a été remarqué dès ses débuts, en 1982, pour le *Gouverneur de Morée* (1). Ce premier livre, qui oscillait entre Venise et l'Argolide mettait en scène les bâtisseurs réels de la forteresse Palamède de Nauplie, au début du dix-huitième siècle. Puis, Bruno Racine s'est égaré du Père Joseph, l'étrange « éminence grise » de Richelieu, en le montrant dans les contradictions où le jetaient le service de l'État, qui dictait la guerre, et le service de Dieu, tout de dévouement et de charité (2).

Aujourd'hui, ce romancier exigeant et peu banal rejoint le monde contemporain, quoique à nos antipodes. Il plante au cœur de son nouveau roman un îlot du Pacifique, riche en phosphates, qu'une puissante société minière internationale exploite jusqu'à menacer son existence. La montagne aux trois pics qui faisait la

gloire de l'île au milieu de l'océan est en train de disparaître tant on a creusé ses flancs qu'il s'écroule. Un roi-roi-coutanais-pittoresque, présentant le danger, veut faire réviser les accords, avantageux mais mortels, qui le lient à la société minière. Un expert international, juriste passionné de géologie, est désigné. Il sera le narrateur de ce roman dont l'enjeu est la sauvegarde d'une terre contre l'avidité des hommes et qui devrait faire frémir Brice Lalonde.

Contrepoint sentimental

Bruno Racine accomplit là presque une pageuse : rendre poignante un drame géographique et écologique, qu'il y déploie la connaissance qu'il a des stratégies employées par les puissances financières. Mais, conscient de l'ingratitude de son suspense, pourtant réel sur le terrain, se passionne lui aussi pour la survie de Soari, il imagine un contrepoint sentimental au désastre qui menace l'île.

L'arbitrage que le narrateur-avocat-écologue doit rendre nécessaire sa présence à Rome, où vit une femme qu'il a aimée puis quittée quelque dix ans avant son mariage. Les fissures qui ébranlent le sous-sol de Soari trouvent ainsi leur écho dans le désir qu'il éprouve soudain de romancer avec son ancienne maîtresse. La géologie devient ici le symbole de la mémoire. Un duo sentimental, qui a pour cadre envoiement, poétique, Cestie, puis Rome, puis Viterbe, à des crises au passé prestigieuses, s'engage entre les deux amants. Il restera sans plus d'effet sur la vie de l'arbitre que ses conclusions, pourtant solidement étayées, sur le sort de l'île.

Au péril de la mer, titre qui surplombe l'ombre du Mont-Saint-Michel, autre îlot qui n'est, Dieu merci, pas menacé, tranche vigoureusement sur la production saisonnière. Il nous entraîne de l'île, bien connue de l'auteur, à une lointaine Océanie, où se posent les problèmes du tiers-monde. Le charme qui s'y développe vient, bien entendu, de l'amour et du vieux monde. Mais, dans son contrepoint fondamental, entre la sécheresse du droit, l'figure dramatique d'une terre et la vibration d'une tentation amoureuse, s'agit-il d'un roman, originaire d'une grande qualité.

Jacqueline Pélissier

(1) Grasset.

(2) Texte de production, Grasset, 1987.

Philippe Solers

RENTRÉE ROMANESQUE

Iris



Thierry Laget

GALLIMARD

(1) Gallimard, 1988.

هكذا من الراحل

LIVRES • IDÉES
LA RENTRÉE LITTÉRAIRE

Il était une foi

La Genèse à travers le destin de Joseph, juif algérien emporté par les fracas de l'Histoire : un coup de maître de Roland Doukhan

BÉRÉCHIT
de Roland Doukhan.
Denoël, 367 p., 120 F.

Le personnage effondré dans le cabinet d'un psychanalyste est-il Jean Attal, « israélite » d'Algérie (médecin à Paris) ou bien Joseph Aouate, son compatriote, professeur de lettres, juif lui aussi ? Et quel guérisseur de l'âme l'aidera mieux à se retrouver, le psychanalyste ou un rabbin ashkénaze qui reconnaît, lui aussi, la confession d'un homme révolté ? Roland Doukhan, né à Constantine, âgé de soixante-trois ans, vit en France depuis 1947 et publie aujourd'hui un premier roman, *Béréchit*, ce qui signifie en hébreu commencement, premier mot de la Genèse.

Le texte s'ouvre avec un apparent fait divers, en fait le début d'un voyage sur le chemin douloureux et ardu de la création. Joseph Aouate, veuf et athée, est trouvé en plein délire par un ouvrier devant la porte du cimetière de Saint-Germain-en-Laye. Son unique enfant, Ruth, dix-sept ans, vient d'y être enterrée. Hospitalisé, il raconte son histoire à Jean Attal, l'interne de service qui prend en charge ses déréglés. « J'ai toujours eu besoin d'inventer, de créer, un désert, un royaume, un prince, un plombier ou un médecin. Je sais bien que j'invente ce pays où je fais marcher et parler ma fille... que je la place au milieu d'autres humains, vivants et simples », avoue Joseph Aouate, porte-parole de l'auteur qui pratique le « mentir vrai » avec une maîtrise consommée.

Construction savante

Les premiers jetons sont plantés, le biographe s'efface devant l'inventeur, la distance qui donne au récit profondeur et relief est établie elle aussi. Déjà le médecin, bouleversé par le discours d'Aouate, le répète au psychanalyste, afin de mieux comprendre son étrange patient, ce double caché dans les replis de l'inconscient. L'engagement semble quel que peu compliqué mais l'écriture a raison de faire confiance au lecteur. La confession de l'un et de l'autre se mêlent pour servir au roman de sa construction savante qui nous restitue la douleur d'un homme frappé du deuil de sa femme, de son enfant, l'amour sanctionné par la mort d'un homme et d'une



Roland Doukhan : le narrateur et son double

femme venus en France de très loin, enfin la nostalgie des commencements perdus dans la brume des temps.

Joseph Aouate grandit à Constantine où les communautés arabe, française et juive se côtoient sans trop se mélanger. Sa mère, sage et analphabète, l'habitué à la fréquentation des personnages bibliques et aux contes orientaux, où le sacré s'avance sur la pointe des pieds, masqué par les menus incidents quotidiens, métaphores qui s'égrènent tout au long du roman et lui donnent son incomparable saveur. L'enfant, inventif et curieux, se fait déjà surnommer par ses camarades Adonai, chez les juifs une des appellations du Créateur dont le nom ne doit jamais être prononcé. « Vivre comme Dieu en France » n'est pas un vain mot pour l'écolier fasciné par Montaigne, Descartes et Hugo.

La seconde fissure qui lézarde la jenne existentielle de Joseph Aouate ne se fait pas attendre. Dans le Constantinois, soumis pendant la guerre à l'autorité de Vichy, les juifs sont exclus du lycée français. Pour l'enfant qui aimait chanter avec toute sa classe, « *Marchal nous volla* », c'est l'effondrement. Plus tard, lorsque sous le soleil de l'indépendance, il n'y aura plus de place pour les différences, ces juifs, enracinés depuis des siècles en Algérie, doivent s'enfuir tout comme les colons français. Troisième rupture, troisième rejet acceptés par l'adolescent avec davantage de sérénité car son seul ami, Kaddour, arabe, poète et révolutionnaire, lui avait enseigné les vertus de « l'internationalisme prolétarien ». Et ce temps, la plupart des jeunes ne pouvaient pas encore deviner que ces grains léministes deviendraient les grosses pierres des lapidations à venir. A Paris, Joseph Aouate demeure toujours fasciné par les

faux prophètes. C'est dans une cellule du parti qu'il rencontre Sarah, juive d'origine polonaise, sa future épouse. Elle ignore encore les circonstances de la mort de sa mère, déportée par les nazis à Maidanek. Comme Joseph, Sarah s'imagine que seul le communisme peut empêcher la récurrence de l'horreur. Leur amour fou, lieu magique de rencontre entre l'innocence méditerranéenne et les neiges de l'Europe orientale, ne se laisse pas nourrir trop longtemps par cet idéal déjà devenu un tombeau vide. Car très vite la lucidité du couple l'emporte sur la mauvaise foi des manipulateurs staliniens.

Job imprécateur

Alors que Ruth, leur enfant, vient de naître, Sarah et Joseph quittent le parti. Mais quand Sarah apprend la fin atroce de sa mère dans le camp, révoltée par un survivant, elle se suicide, victime tardive des SS, autant que du messianisme mensonger. Joseph élève seul l'enfant. Pragmatique et studieuse, sans illusions mais consciente d'une identité brandie comme un étendard, Ruth entame une liaison avec Pierre, Français de vieille souche. La mort cependant viendra frapper encore, abandonnant le conteur devant le cimetière où allait reposer Ruth, emportée par une tumeur maléfique. Ainsi s'achève la confession d'Aouate.

Mais qui donc usurpe l'identité du narrateur, Aouate, Job imprécateur en quête d'une justice inprobable, d'un Adonai trop lointain, ou bien Attal, tourmenté par l'appel d'une genèse toujours recommencée, qui décide d'enterrer son analyse comme un reliquaire ? Pour ceux qui ne doutent pas que « *Je est un autre* », cette question ne se pose plus : le désespéré se meurt sur un lit d'hôpital ; un être nouveau, conforté par la foi, choisit de parler dans le cabinet du médecin de l'âme, au silence tout aussi toqué que celui, fraternel, du rabbin.

Les écrivains qui arrivent à inscrire dans le mouvement convulsif de l'Histoire un destin individuel, tout en soulevant l'interrogation du commencement, ne sont pas nombreux. Parmi ces rares élus, dans le jeu incertain de la création, Roland Doukhan a réussi un coup de maître.

Edgard Reichmann

LES MAINS
DE JEANNE-MARIE
de Gisèle Le Rouzic.
Ed. Viviane Hamy, 294 p., 119 F.

Pour son premier roman, Gisèle Le Rouzic n'a pas craint de s'écarter des modes. Optant pour une esthétique naturaliste, elle ancre son récit dans la réalité sociale d'une région ouvrière et révolutionnaire de Bretagne en 1906. Elle fait se rencontrer un homme et une femme soumis au déterminisme de leurs caractères et de leurs origines. D'un côté, l'instituteur Yves Le Braz, fils de cordier, qui, arrivant de sa campagne natale, est d'abord réticent devant « l'écarté violent et le noir funèbre » d'une cité sidérurgique qui s'accorde mal à sa sensibilité bucolique, à son goût de la rêverie et des poésies champêtres. De l'autre, Fanny Le Garrec - dont le fils, Michel, est l'élève d'Yves Le Braz, - issue du prolétariat ouvrier, « au visage d'ange et à l'âme de guerrier » qui, engagée dans l'action, « brûle les heures de sa vie » à la flamme de ses indignations.

Les grèves qui paralysent les forges d'Hennebont - l'auteur évoque avec sobriété la misère qui en résulte chez les ouvriers - exacerbent les rapports entre les deux protagonistes : Yves Le Braz, qui exerce son métier avec une « ferveur sacerdotale », croit en la capacité des maîtres à « bâtir un monde plus juste et plus harmonieux » et en l'émancipation des humbles par l'école. Fanny, emportée par sa foi de propagandiste et fidèle à son instinct de révolte, ne compte que sur la lutte immédiate, sur le terrain.

Absence de ruse

La tension entre le calme analytique, la persuasion courtoise d'Yves et la furie militante de Fanny crée la dynamique du roman. Par sa fierté railleuse, Fanny provoque sans cesse Yves, l'éprouve dans ses « *énervements les plus profonds* » et parvient même à ébranler sa conviction de « l'unité de l'esprit et de l'ordre caché du monde ».

La fascination inquiète, presque peurée, qu'il ressent devant la ferveur messianique de Fanny se transforme en amour. Mais la passion qu'ils vivent est si rapide,

si discrètement évoquée par l'auteur - en quelques scènes de sensualité furtive - qu'elle semble à peine une balise dans la confrontation de leurs idées. Après la capitulation des grévistes, Fanny partira vers une autre région - « où les hommes gagnent leur pain dans le noir de la terre » - et Yves retournera aux idéaux de son travail, à sa vision d'un monde qui serait gouverné, un jour, par « le savoir et les lumières de l'esprit ».

Où pourrait sourdre d'un certain schématisme sentimental, du lyrisme pédagogique dont témoigne l'écrivain. On ne le fait pas tant est grande la sincérité de Gisèle Le Rouzic. Malgré des lourdeurs dans l'exposé des théories de l'époque et une volonté trop appuyée d'une « mise au point » des sentiments, un charme frais émane de ce roman. Il vient de la modestie chaleureuse avec laquelle l'auteur suit ses personnages, de son absence de ruse littéraire, de son refus d'exploiter tout pathétique, dans un style qui vise plus à la clarté qu'à l'effet. Aussi, à l'heure où s'éteignent les idéologies des Grands Soirs, Gisèle Le Rouzic redonne un sens ardent à cet ancien besoin de justice humaine, incarné dans les mains de Jeanne-Marie - l'insurgée de la Commune, modèle de Fanny - qui tremble d'insouciance « au grand soleil d'amour chargé », comme le chantait Rimbaud en 1871.

Jean-Noël Pancrazi

NOUVELLES
CLÉS
Dieu
c'est qui ?
c'est quoi ?
STING
HUBERT REEVES
ANDRÉ CHOUQUA
ANDRÉ FROSSARD
JACQUES JACARRIÈRE...
Chorale marchande de journaux

Cendres ardentes

La pitié magique de Tahar Ben Jelloun pour les victimes de la guerre du Golfe

LA REMONTÉE
DES CENDRES
de Tahar Ben Jelloun.
Seuil, 144 p., 75 F.

Des milliers de victimes de la guerre du Golfe sont restées anonymes. Tahar Ben Jelloun a voulu leur rendre hommage car, pour lui, oublier, se taire, « *pourrait ressembler à un délit, un crime* ». Dans un poème dénué de tout ressentiment, où les strophes se développent en de lents tourbillons de mots pareils aux voiles de cendres qui se détachent de la terre calcinée et s'élèvent vers le ciel, il retrouve la trace des ensevelis, les identifie, rend une forme aux visages « *annulés* » par la flamme.

Puis le poète s'efface, redonne une voix aux disparus. Le poème devient un chœur où chaque victime exprime son regret de ne pas avoir en une sépulture décente, un lieu où déposer ses dernières volontés. Ce sont des humbles qui se sentaient déjà « *petits* » dans leur rue, dans leur vie : l'un rappelle qu'il a jadis été heureux avec juste une fontaine, « *un jardin et quelques livres* », l'autre qu'il a aimé « *l'arabie et la fleur d'orange* ».

J.-N. P.

RENTRÉE ROMANESQUE

Le donjon de Lonveigh



Philippe Le Guillou

GALLIMARD

3^e FORUM LE MONDE - LE MANS
COMMENT PENSER L'ARGENT ?
Intervenants : J. ANDREAU, C. de BOISSIEU, H. BOURGUINAT, P. CHAUNU, D. COHEN, A. COTTA, G. COTTEREAU, J. DELASSIEUX, J. DERRIDA, P. FABRA, C. GUETTIER, B. GUIBERT, G. GUIBERT, M. GUILLAUME, M. HENRY, D. KESSLER, J. LESSOURNE, R. LION, B. MARIS, M. MENARD, A. de MIJOLLA, V. NGUYEN QUOC, E. ORSENNA, F. RACHLINE, J.-M. SERVET, M. SHELL, M. C. TAYLOR, J.-M. THIEVAUD, M. UZAN, J.-L. VIELLEARD-BARON
LUNDI 28, MARDI 29, MERCREDI 30 OCTOBRE 1991
PALAIS DES CONGRÈS ET DE LA CULTURE - LE MANS
Renseignements : 3^e FORUM LE MONDE - LE MANS, Palais des Congrès et de la Culture, Cité CENOMANE 72000 LE MANS, tél. : (06) 43 24 22 44, télécopie : (06) 43 29 33 68
organisé par : LE JOURNAL LE MONDE, LA VILLE DU MANS, L'UNIVERSITÉ DU MANS
Le Monde

فكرنا من الأصل

LA RENTRÉE LITTÉRAIRE

DOSSIER

L'ordinaire du réel

LES GENS

de Jérôme Beaujour.
POL, 144 p., 79 F.

Ils sont encore légion, les héniers, légitimes ou non, de la tradition réaliste. Les romanciers semblent même ne devoir jamais se lasser de menir la réel, ce feu follet, ce furet de la littérature, à l'horizon de leur ambition ou de leur rêve. Mais, à vrai dire, le problème reste pour eux celui de la distance. L'horizon, c'est un peu loin et guère palpable, et guère apte à satisfaire un désir de sensuelle proximité. Alors, on domestique le furet, on rend le réel proche, familier, on le réduit à la mesure d'un regard et d'un langage immédiats. Mais cela, bien sûr, ne peut aller sans quelque artifice...

Même s'il grince un peu et agace au départ, même s'il semble un peu forcé, l'artifice inventé par Jérôme Beaujour pour écrire son premier roman, *Les Gens*, est propre à séduire le lecteur qui accepte d'aller au-delà des premières pages.

Depuis le siècle passé, la tentation réaliste a évolué. On ne cherche plus le réel pour la dénoncer. Le conat social, le combat politique ou idéologique ont fait place à la volonté, à l'obsession presque, du naïf et du blanc. Le conat n'en devient souvent que plus accablant, le combat plus impossible. Jérôme Beaujour a placé ses *Gens* dans la seule perspective de cet accablant sans issue. « Elle est

dura la réalité. Et souvent, cependant, on a peur de s'en éloigner. Plus elle est dure, plus on aurait peur de perdre contact avec elle car, dit-on, à l'ignorer on devient fou. »

Quelques amis passent leurs vacances sur la côte normande. Défilant des jours. Changement de décor : la banlieue parisienne, un wagon de RER, un petit logement près de la place de Clichy... Patita dispute. Bribes de conversations qui voudraient rendre visible toute la nullité du monde. Minuscule incident impuissant à dompter « l'océan de dérasée ». Le neutre à tous les visages, n'importe quel visage : « Ce existe peut-être, quelqu'un d'autre ? » Très ordinaire, désespérément ordinaire, le réel est à la mesure de l'engluement des gastes, des mots - « C'est pénible quand tout devient flou et qu'il n'y a rien à vivre », - et la mesure, seule la répétition peut le donner : « J'ai très peur que plus rien ne soit jamais comme avant, de ne plus pouvoir revenir en arrière dans la répétition. »

Pris lui-même dans cette colle du réel, le narrateur occupe une place assez forte et originale pour rechercher les faiblesses du roman et en brouiller quelque peu les limites. La présence et l'épaveur que l'auteur parvient à lui accorder, même si elle est paradoxale au regard du projet romanesque, donne au roman de Jérôme Beaujour une existence et, somme toute, une identité bien réelles...

Patrick Kéchichian

XIV^e 24 HEURES DU LIVRE DU MANS
5 et 6 Octobre 1991
(Promenade des Jacobins)

Avec :
Le Forum Littéraire, le Festival des Littératures Francophones, le Festival du Livre de Jeunesse, le Rendez-vous de la Petite et Moyenne Edition.
Contact :
Lire et Vivre, 69, Grande-Rue 72000 LE MANS
Tél. : (16) 43 24 09 68

CHIMERES

revue trimestrielle dirigée par
Gilles Deleuze et Félix Guattari

Rédaction et abonnements : Ana de Saal
165, rue d'Alsace 75014 Paris
Fax : (11 45 45 43 97)
Rens. par Maillet : 3615 ALTER • Chimeres

Distribution en librairie : DISTIQUE

OÙ TROUVER UN
LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :
LIBRAIRIE (service 18)
LE MONDE DU LIVRE
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS
75006 PARIS
(1) 43.25.77.04
Code Minitel : 3615 MDL

RENTRÉE
ROMANESQUE

Le roman
du linceul



René Swennen

nr

GALLIMARD

HISTOIRE
DU NOUVEAU MONDE
De la découverte
à la conquête
une expérience
européenne 1492-1550

de Carmen Bernard
et Serge Gruziński.
Fayard, 768 p., 190 F.

Carmen Bernard et Serge Gruziński se sont attelés à une rude tâche : écrire, en deux volumes, une histoire de la découverte et de la conquête de l'Amérique. Pour mener ce travail, qui aurait pu en intimider plus d'un, ils disposaient, il est vrai, du solide acquis que leur donnaient leurs ouvrages antérieurs. Rappelons seulement la *Colonisation de l'imaginaire* et la *Guerre des images*, de Serge Gruziński (1), la *Solitude des renaissances*, *Malheurs et sorcellerie dans les Andes*, de Carmen Bernard, ainsi que le livre qu'ils ont publié en commun, en 1988, *De l'idolâtrie. Une archéologie des sciences religieuses*. Appuyés sur ces recherches qui, toutes, ont exploré comment, au Mexique ou dans les Andes, les colonisateurs ont imposé leurs manières de voir, de croire, de penser à des sociétés indiennes, devenues étrangères à elles-mêmes, ils ont tenté la grande aventure. Pour leur premier voyage, ils ont accompagné découvreur et conquête, réservant à un second volume (*l'examen approfondi des attitudes des vaincus - Indiens, Nègres ou métis*).

Retour
aux textes anciens

La synthèse historique est un genre difficile, cerné par les périls : les possibles défaillances de l'information ; la répétition des ouvrages antérieurement écrits sur le même sujet - par exemple, ici, les deux livres publiés en 1969 par Pierre Chaunu (2) - ou l'obligation de dire tout, ou presque, dans une forme d'histoire plus narrative que réflexive. Peu d'entreprises ont su éviter ces écueils et devenir autre chose que des livres de consultation, décourageant toute lecture continue.

Conscients des risques inhérents à un mode d'écriture historique si

différent de leur manière habituelle, Carmen Bernard et Serge Gruziński ont pris des partis bien tranchés qui donnent originalité et intérêt à leur grand œuvre. Le premier est de faire retour aux textes anciens : enjambant à rebours une lourde bibliographie - qu'ils connaissent d'ailleurs à merveille, - ils mobilisent largement les chroniqueurs et les historiens du seizième siècle, souvent et longuement cités (y compris en langue originale dans les notes). La justification est double : rendre possible une « lecture axée sur l'exploration des vécus individuels et collectifs », donner comme l'intention principale du livre : restituer quelque chose du « foisonnement des points de vue » lié à la dispersion des temps et des lieux, des expériences et des pensées. Le résultat est séduisant pour qui aime à retrouver dans l'histoire couleurs, senteurs et saveurs des mondes perdus.

Pour organiser une matière immense, nos deux auteurs ont pris pour fil conducteur les modèles avec lesquels les découvreurs et les conquérants européens pouvaient percevoir, nommer, raconter les réalités étranges qu'ils rencontraient. L'inouï, l'inconnu n'était déchiffrable qu'apprivoisé dans des catégories familières. La « vision des vainqueurs » est ainsi habitée par les reminiscences littéraires (« Nous disions que cela ressemblait aux choses enchantées que relate le livre d'*Amadis* », écrit Bernal Diaz del Castillo quarante ans après sa découverte émerveillée des villes mexicaines), les expériences historiques - à commencer par celle de la Reconquista qui fait identifier les sociétés indiennes comme d'autres Islams - et les liens sociaux de l'ancienne Europe, qu'ils soient féodaux, communaux ou familiaux, imposés, de force plus que de gré, à tout un continent. L'attention por-

Le monde
du silence

Un thème parcourt tout le livre : la découverte et la conquête de l'Amérique ont inauguré un dédoublement du monde qui, pour longtemps, signifie son « occidentisation ». L'Afrique, avec la traite, et l'Asie, même si elle échappe au contrôle politique, s'en trouvent profondément ébranlés dès les commencements. La « planétarisation de la domination occidentale » s'enracine dans les deux passions européennes qui habitent les explorations comme la colonisation : celle des épics, qui fait rechercher vers l'ouest la voie directe pour les

atteindre ; celle de l'or, dont la possession paraît justifier toutes les violences, loies les égarements.

L'*Histoire du Nouveau Monde* est un livre plein de fureurs et de bruits, mais il fait entendre aussi le silence - ce silence qui fige Tenochtitlan (Mexique) lorsque l'immense cité tombe définitivement aux mains de la poignée d'Espagnols qui ont soumis tout un peuple et qu'est fait prisonnier son dernier souverain. Bernal Diaz del Castillo, le chroniqueur de la conquête de la Nouvelle-Espagne, n'oubliera jamais ce moment extrême, qui suit le tumulte : « Nous sommes restés aussi sourds qu'un homme qui se serait trouvé au-dessus d'un clocher à l'instant où, après avoir entendu carillonner de nombreuses cloches, les sonneries se seraient soudain arrêtées ; et cela je le dis à dessin parce que tout au long des quatre-vingt-trois jours que nous avons passés à assiéger cette ville, nuit et jour les Indiens poussaient des cris et des vociférations si furtes ; depuis les temples et les tours des idoles, les maudits tambours, les trompes et les timbres de dévotion ne cessaient jamais de jouer (...) C'est après la capture de Cuauhtémoc que cessèrent les cris et tout le bruit ».

Carmen Bernard et Serge Gruziński nous promettent un second livre qui tentera de comprendre ce silence dans lequel est entré tout un monde, séparé de ses mythes, de son passé, de sa mémoire par les cavaliers d'apocalypse, venus de rivages impensables. La réussite de ce premier volume, édité avec un soin remarquable (3), rend le lecteur impatient.

Roger Chartier

(1) *Le Monde* du 13 avril 1988 et du 16 mars 1990.
(2) *L'Espagne européenne de l'IMP au XVI^e siècle et l'Espagne de l'exploration de nouveaux mondes (XVI^e siècle)*, Paris, Presses universitaires de France, 1969.
(3) *Nouvelle Clés*, 26 et 26 bis, deux livres qui ont été perdus de leur originalité pionnière.

(3) L'ouvrage est fait de plus de deux cents pages d'histoire impensables, comment en rendre compte ? Les institutions et les hommes de la colonie, plusieurs chroniques précieuses, une bibliographie qui n'est pas mince, quatre index et un glossaire. Par ailleurs, vingt-deux cartes permettent au lecteur de ne jamais se perdre en mer ni de s'égarer dans les mangroves ou sur les hauts plateaux.

1492
l'année folle

Le monde entier s'apprête à célébrer le cinquième centenaire de 1492. Il n'est pas nécessaire d'être devin pour imaginer qu'à l'échelle mondiale les fastes que nous avons connus pour le bicentenaire de la Révolution française seront largement dépassés. Un peu partout s'annoncent des expositions, des films, des opéras, des congrès, des croisades... Et des livres comme s'il en pleuvait !

Ces préparatifs ne sont pas du goût de tout le monde. Il y a ceux que les commémorations exaspèrent : passer d'Ignace de Loyola et de Mozart à 1492 en attendant la suite... Il est vrai que tout est bon pour faire marcher le commerce : Christophe Colomb vient à la rescousse des agences de voyages proposant un tour des Caraïbes ou du café qui vient des îles qu'il a explorées. La commémoration, banalisée, fait partie de notre menu quotidien. Il y a surtout ceux qui contestent l'opportunité de manifestations rappelant des événements dramatiques.

Il est vrai que 1492 a vu une invraisemblable accumulation de faits aux conséquences imprévues et incalculables : 2 janvier, reddition de Grenade par l'émir musulman Boab-

dil aux Rois Catholiques ; 31 mars, décret d'expulsion des juifs d'Espagne ; 17 avril, signature des accords entre les souverains espagnols et Christophe Colomb ; 3 août, départ du navigateur ; 12 octobre, arrivée à San-Salvador. Plus la mort à Florence de Laurent le Magnifique, l'élection à Rome d'un nouveau pape, le cardinal espagnol Rodrigo Borgia qui prend le nom d'Alexandre VI, la publication de la grammaire espagnole d'Antonio de Nebrija, la première en langue vernaculaire...

Un peu partout dans le monde se sont élevées des protestations contre la glorification d'épisodes tragiques, l'exil de centaines de milliers de juifs et de musulmans, la disparition brutale de dizaines de millions d'Indiens. Beaucoup d'enfants latino-américains portent aujourd'hui des tee-shirts condamnant l'« invasion » d'il y a cinq cents ans ; et en de nombreux pays, au Mexique, au Pérou, aux Etats-Unis, en Espagne, existent des comités hostiles aux commémorations.

Ces refus ont été confortés par des initiatives intempestives. Vouloir faire de Christophe Colomb un saint était voué à l'échec. Il

y a un siècle déjà, une tentative similaire n'avait pas abouti : le Découvreur était père d'un bâtard, ce qui rend sa cause désespérée. La tentative de béatification d'Isabelle de Castille était plus sérieuse. Faisant de la reine d'Espagne l'auteur du « miracle » de l'évangélisation des Indiens, elle a beaucoup retenu l'attention avant d'être écartée, au début de cette année. Fort heureusement, car c'était faire injure aux communautés juives, musulmanes et indiennes.

Faut-il pour autant passer 1492 sous silence ? Certainement pas, ou bien il faudrait que l'humanité entière fût frappée du pire mal, l'amnésie. A condition de ne rien oublier d'une année si riche, une belle opportunité est donnée pour de réelles confrontations d'idées, pour, peut-être, des propositions fécondes visant à rapprocher les deux rives de la Méditerranée ou bien l'Europe et l'Amérique latine. 1492, c'est un temps important de la construction des Etats, c'est l'infirmité mise en pratique, c'est l'ouverture du monde, c'est la domination coloniale. Pour nous qui manquons aujourd'hui singulièrement de repères, l'occasion ne doit pas être perdue.

Bernard Vincent

La vision des vainqueurs

Comment les colonisateurs de l'Amérique ont imposé leurs manières de voir, de croire et de penser. Un livre de bruits et de fureurs qui est une remarquable réussite

MONDE NOUVEAU

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

1492

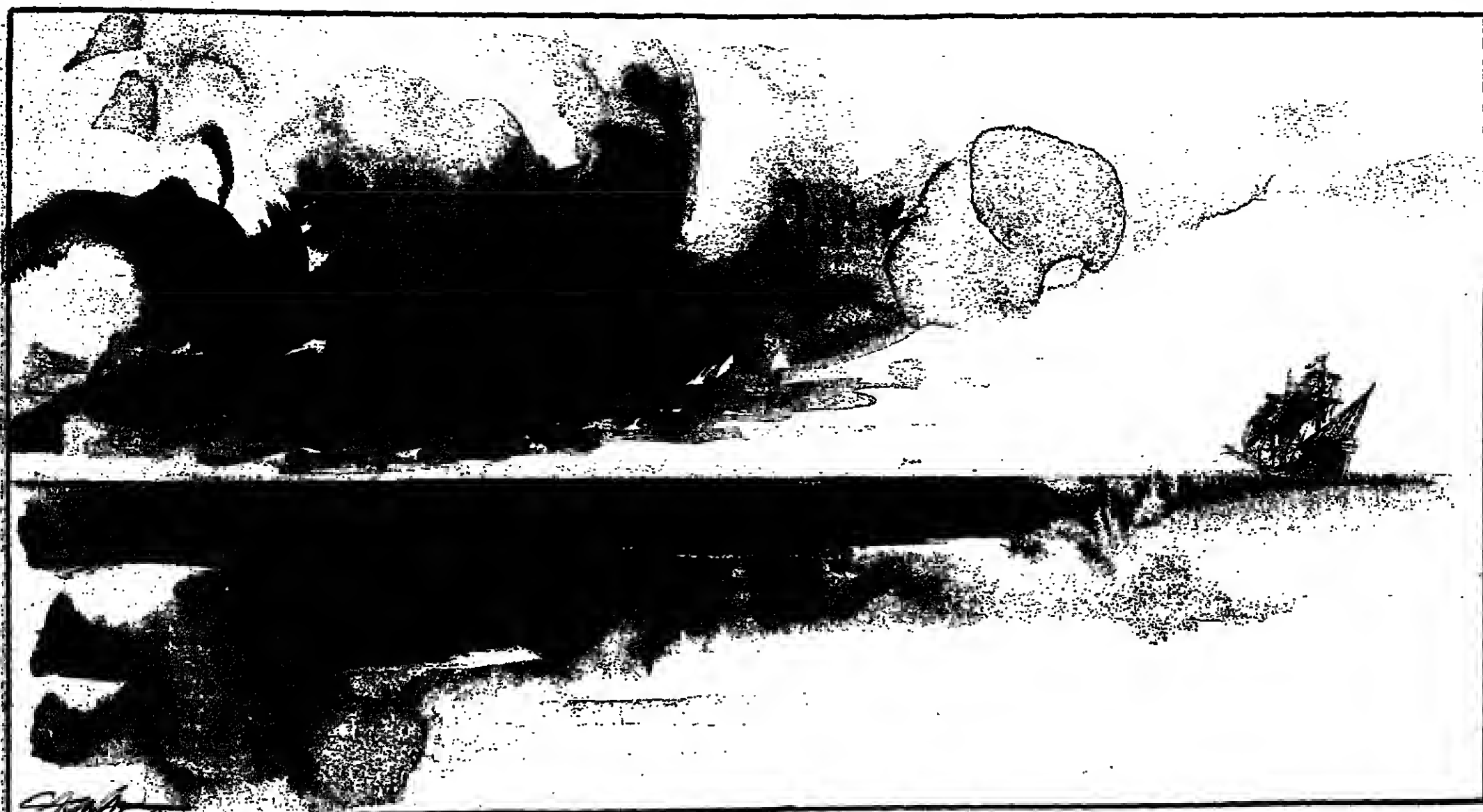
1492

1492

1492

1492

1492



Qui a découvert Colomb ?

Il ne fut sans doute pas le premier à aborder le Nouveau Monde.
Pourquoi, alors, a-t-il été ainsi « plébiscité » ?

1492
UN MONDE NOUVEAU ?
de Bartolomé et Lucile Bennassar,
Perrin, 273 p., 128 F.

L'immense bibliographie qui, en toutes langues, commence à être édifiée à l'occasion du cinquantième centenaire est menacée de la terrible loi des rendements décroissants. Pourquoi raconter une fois encore ce qui l'a été si souvent ? Inquiet ou déjà lassé, le lecteur est en quête de son Amérique : les livres qui valent la peine. Celui de Bartolomé et Lucile Bennassar, qui avaient publié il y a deux ans un ouvrage superbe, *Les Chrétiens d'Allah* (1), est de ceux-ci. Pour vous en persuader, allez droit au quatrième chapitre. On y trouve le morceau de bravoure obligé qu'est le récit du voyage de 1492 avec ses motifs classiques : la désespérance des équipages naviguant plus de

cinq semaines sans voir aucune terre ; la première rencontre de deux humanités lorsque le 12 octobre, sur le rivage de Guanahani, l'une des îles Moluques, les rudes marins basques et andalous sont accueillis par les doux Taïnos (« nus comme ils sont nés », écrit Colomb) ; la brouille entre l'amiral et Martin Alonso Pinzon, le commandant de la *Pinta* ; la découverte de Cuba (Cuba) et de la *Hispaniola* (Haïti) ; le retour le 15 mars 1493 à Palos, quitté le 3 août de l'année précédente (2).

Le récit est classique, mais il

est pas banal. Les Bennassar en font ressortir deux éléments qui troublent nos manières habituelles de concevoir la « découverte de l'Amérique ». Tout d'abord, sans la tenir pour certaine, ils présentent comme « plausible » l'hypothèse (pourtant minoritaire chez les historiens des grandes découvertes) selon laquelle Colomb aurait eu une absolue certitude dans l'existence de terres que l'on pouvait atteindre en naviguant vers l'Extrême-Occident. L'avait-il acquise lors des voyages effectués lors de ses années portugaises ? La tenait-il d'un pilote portugais ou andalou, entraîné très loin vers l'ouest lors d'un voyage de retour de la Guinée ? En tout cas, à l'appui de la thèse d'une prédécouverte, peut être invoqué le texte authentique des capitulations, dites de Santa-Fé (17 avril 1492), par lesquelles les Rois Catholiques concèdent au Génois le titre d'*« amiral de la mer océane, gouverneur et vice-roi des îles et terres fermes »* qu'il découvrirait. Ou, plutôt, qu'il a déjà découvertes puisque le document oppose les promesses du voyage qu'il va entreprendre (« el viaje que agora (...) ha de fazer (...) en servicio de Vuestras Altezas ») et des acquis antérieurement obtenus - « lo que ha descubierta ».

La route des Indes

Pour les Bennassar, la prédécouverte d'une terre à l'ouest (dont le secret aurait été jalousement gardé, comme il était d'usage parmi les navigateurs, les marchands et les rois) rend compréhensibles des faits autrement fort étranges : les faveurs exceptionnelles concédées à Colomb par les souverains espagnols ; son obstination à convaincre toutes les cours d'Europe qu'il était possible d'atteindre les terres orientales par la route de l'Ouest ; sa certitude dans la distance à parcourir, fixée à 750 lieues ; le délai de trois jours de navigation supplémentaires vers l'ouest obtenu des frères Pinzon et des officiers des trois navires alors même que la mutinerie s'était emparée des équipages dans la nuit du 9 au 10 octobre. Par avance pour Colomb, dans la nuit du 11 au 12, Juan Rodríguez Bermejo, installé à la proue de la *Pinta*, poussait le cri de la délivrance : « Tierra ! ».

Sûr de ses calculs, Colomb l'était aussi de ce qu'il allait « décou-

vrir » : non pas un territoire ou un continent inconnu, mais une route nouvelle pour atteindre les Indes - entendez Cipango et Cathay, le Japon et la Chine. Sa conviction est telle que, lors du premier voyage, il reconnaît dans les terres qu'il aborde ces mondes connus : Cuba est Cathay, *Hispaniola*, Cipango. A ces premières identifications s'en superposent d'autres, héritées de la géographie biblique : *Hispaniola* n'est pas seulement Cipango, mais aussi Ophir, l'un des royaumes salomoniques. Colomb, le chrétien pénétré de culture biblique, qui se compare volontiers à David ou à Moïse, est persuadé d'avoir atteint au paradis, rencontré là où les théologiens l'ont situé : dans les terres merveilleuses qui sont « la fin de l'Orient ».

Bardé de telles certitudes, Colomb ne pouvait pas découvrir l'Amérique - et il ne l'a pas découverte. Pour qu'elle le fût, il aurait fallu, d'une part, que les terres qu'il avait abordées ne soient plus prises pour les Indes ; d'autre part, que soit postulée l'existence d'une quatrième partie du monde, tout à fait distincte des trois déjà connues. Dans une lettre à l'ambassadeur de Florence à Paris, publiée en traduction latine en 1503 avec l'incipit *Albericus Vesputius Laurentio Petri Francisci de Medicis salutem plurimum dicit et conne ensuete* sous le titre de *Mundus novus*, Alberico, ou Amerigo, Vesputius soutient, le premier, les deux affirmations. L'éditeur Martin Hylacomylus Walzermüller n'a donc pas commis une lourde et perdurable faute lorsqu'en 1507, publiant à Saint-Dié les *Quatuor Americi Vesputii Navigationes*, il propose de baptiser le nouveau continent du prénom nu de l'un des prénoms de son « inventeur ».

Les ruptures de 1520

Dès lors la « conscience de l'Amérique », tout à fait étrangère aux catégories intellectuelles de Colomb, prend corps. Elle se fortifie avec les conquêtes du Mexique et du Pérou qui révèlent l'ampleur du Nouveau Continent ; elle oblige - mais avec lenteur - à réorganiser le savoir cosmographique ; elle fonde à partir des décennies 1520-1530 une première unification du monde.

Tout entier fondé sur les déca-

tiennent Vesputi pour le découvreur de l'Amérique.

Pourtant, après les ruptures décisives de la décennie 1520 - celle qui, véritablement, inaugure un « monde nouveau », - les choses changent. Dès la mi-seizième siècle, non seulement la hiérarchie des événements de l'an 1492 devient celle qu'elle est encore pour nous, mais encore Colomb conquiert ses droits à la découverte de l'Amérique. Le livre de Bartolomé et Lucile Bennassar reste discret, trop discret, sur les raisons et les modalités de cette « invention » de Colomb. A coup sûr, il désigne un joli problème historique : comment s'est constituée, non pas immédiatement, mais tout de même assez vite, la renommée d'un marin assez chanceux pour qu'il se soit trouvé un continent inconnu là où, à tort, ses certitudes en plaçaient un autre.

R. C.

(1) Perrin, 1989.
(2) Il est dommage que l'éditeur ait cru pouvoir prendre de grandes libertés avec la graphie de la langue espagnole, ignorant systématiquement les o et les l.

Le canevas d'Attali

1492
de Jacques Attali,
Fayard, 382 p., 120 F.

Jacques Attali n'a pas le temps de s'ennuyer, et il est bien rare qu'on s'ennuie avec lui : c'est la première vertu d'une œuvre, déjà grosse aujourd'hui de seize livres, dont seulement deux, *La Vie éternelle* (1) et *Le Premier Jour après moi* (2), sont désignés comme des romans. C'est là, sans doute, la source d'un malentendu : alors que tant d'écrivains s'efforcent d'appeler « romans » des ouvrages qui n'en sont pas, Attali procède à l'inverse et s'acharne à présenter comme des essais les plus romanesques de ses rêveries intellectuelles. Simple ment, il a ses confrères romanciers jouant avec des personnages, des lieux, des décors, des histoires, lui se laisse guider par des concepts, des savoirs, des constructions théoriques. On le voit bien avec 1492.

Dans un premier temps, Attali a collecté le matériau de son livre : tout ce qui s'est passé dans le monde - pas seulement occidental - au cours de cette année dont la découverte de Colomb n'a été que l'événement le plus spectaculaire. Dans la dernière partie, dans celui de l'économie, de la culture, des communications, des religions, de la science, de la médecine. A Venise comme à Anvers, dans les banques et dans les ateliers des peintres, chez les

imprimeurs de Salamance ou dans les sombres palais de Pologne. De tous ces événements, il a construit un vaste canevas dont il a tiré tous les fils, parfois jusqu'à nous. Avec une imagination, un enthousiasme, une puissance de conviction qui amènent bien vite le lecteur le plus froid à abandonner au bord du chemin les armes de la critique historique et de la discussion scientifique pour se laisser aller aux plaisirs de ce jeu, au bris des démonstrations subtiles ou cavalières, à l'ivresse des perspectives les plus insensées et les plus risquées.

Plus effervescent que jamais, Jacques Attali s'appuie certes, dans tous les domaines qu'il prend d'assaut, sur les études scientifiques les plus solides, sur Braudel, Chaumy, Favier ou Delumeau ici, sur Yovel ou Polakoff là, ailleurs sur Métraux, Wechsler ou Todorov. Mais l'intérêt de 1492 est tout entier dans ce romanesque conceptuel qui permet à l'écrivain de réinventer l'histoire et de faire de cette année, certes cruciale, une manière de personnage tout à la fois nécessaire et monstrueux dans lequel se nouent, lèches ou serrés, tous les fils de cette crise qui annonce un nouveau monde : celui dans lequel nous vivons encore.

P. L.

(1) Fayard, 1989.
(2) Fayard, 1990.

RENTREE ROMANESQUE

Les corps



Jean-Gabriel Zufferey

et

GALLIMARD

مكتبة من الأصل

HISTOIRE DE LA SOCIOLOGIE

de Pierre-Jean Simon.

P.U.F., 524 p., 225 F.

L'INNOVATION DANS

LES SCIENCES SOCIALES

La marginalité «critique»

de Maitte Dogan et Robert Pahre.

P.U.F., 322 p., 192 F.

SCIENCES HUMAINES :

SENS SOCIAL

Introduction

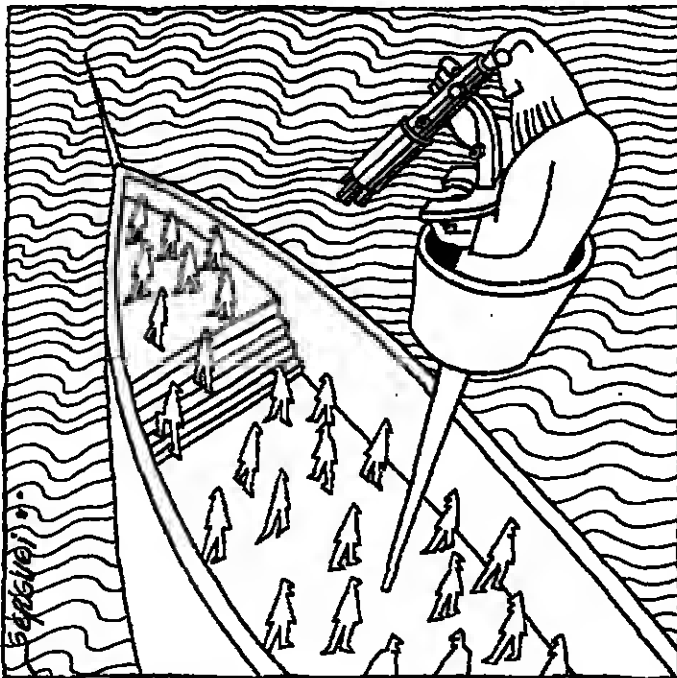
de Vincent Descombes.

Critique, juin-juillet 1991, 79 F.

SOCIÉTÉS

par Georges Balandier

Des arpenteurs du social



En ces temps d'incertitude, les savoirs eux-mêmes sont affectés par la crise d'identité. C'est le moment des mises en perspective, de la recherche d'assises plus fermes et de légitimations moins fragiles, et de la recomposition des territoires où les disciplines se rencontrent. La sociologie actuelle, dont les repères sont bousculés, peut laisser l'impression d'être « fatiguée ». Après un essor, puis un succès, qui lui ont valu d'être active en bien des lieux et de donner une teinture à la culture présente. Vue de l'extérieur, elle apparaît, selon l'humeur, comme « une science qui voudrait être » (dit Paul Veyne) ou comme une science « éternellement jeune » par l'effet du renouvellement incessant de ses problèmes (selon la formule prêtée à Max Weber).

Pierre-Jean Simon, en vingt-quatre étapes, présente son parcours de l'histoire de la sociologie — une histoire encore courte, mais appuyée sur un très long passé. C'est un itinéraire personnel, et pour cette raison d'autant plus formateur, menant à « la recherche des idées toujours vivantes », conduisant à interroger les œuvres du passé « à partir

de l'état actuel de la sociologie ». C'est une rencontre renouvelée avec les auteurs de la tradition, un dialogue avec les textes abondamment présents dans un ouvrage d'aspect trompeusement classique, une lecture qui n'exclut ni l'arbitraire — elle fait la part de l'oubli nécessaire — ni « la critique de l'héritage » indispensable à toute pensée vivante. Toujours, l'auteur se situe et pratique ce qu'il dit être « un écartisme systématique », en laissant aller son humeur dénonciatrice des amaturismes, du tape-à-l'œil et des « parasociologies ».

La distinction est bien établie entre une pensée du social présente dans toutes les sociétés et de tout temps, et une pensée sociologique qui résulte de l'étude d'intention scientifique du social. Ce qui est montré, c'est comment la première prépare la seconde et à une fonction cumulative du savoir d'où naîtra une science détachée du sens commun et des dogmatismes. De l'héritage grec à celui de la Renaissance, de celui de la Réforme à celui du temps des Lumières. Chaque occasion est saisie de rappeler la force des questions fortes, de manifester ce mouve-

ment d'où surgira non pas seulement la sociologie, mais aussi l'économie (d'abord considérée comme « harmonie des intérêts ») et l'histoire (d'abord vue comme progrès et réalisation du pouvoir de la raison).

La sociologie, annoncée, désirée, apparaît avec la rupture créée par la Révolution, « dans les décombres d'un monde passé ». Elle se constitue d'abord à partir de la découverte que les sociétés ont la possibilité de « changer par elles-mêmes ». Changement que Saint-Simon — ce Jean-Baptiste de la science sociale — veut conduire par le moyen de la science des phénomènes sociaux, que Proudhon et Marx — philosophes combattants — allient nécessairement aux luttes sociales et politiques. Auguste Comte, crédité de l'invention de la sociologie, veut à la fois réformer la société et élaborer la synthèse des connaissances

particulières afin de parvenir à une « science de salut ». A sa suite, Durkheim, identifié comme « le sociologue par excellence », fait de la discipline une science autonome et aussi une pragmatique associant la science sociale et l'action sociale, la théorie et la pratique.

Après cette présentation des fondateurs d'une sociologie positive, Pierre-Jean Simon propose un double tableau : celui de la sociologie allemande au temps de Max Weber (où se reconnaît l'apport de Raymond Aron), celui de la sociologie américaine au temps de ses « riches heures ». Et puis il s'arrête là, excluant ce qui relève de l'histoire proche de la discipline, des décennies de l'après-guerre où la sociologie commence à prendre forme de métier sans exclure l'engagement militant. Son parcours est un parcours de santé : il rétablit les liaisons fructueuses constituées au long des

siècles, il révèle la formation d'un savoir cumulatif que ni l'événement, ni l'affrontement critique ou le doute, ne peuvent entièrement ravager. Il exprime sa foi en une sociologie non repliée sur elle-même, mais libérée des tutelles, des usages serviles, et capable de retrouver l'assurance à la protection de tous les parasites.

Cette profession de foi n'efface pas l'incertitude. A tel point que deux politologues et sociologues aussi, Maitte Dogan et Robert Pahre, consacrent tout un ouvrage à la recherche des voies de l'innovation et de la créativité dans les sciences sociales. Ils font leur la distinction établie par Thomas Kuhn entre « science normale » et « science révolutionnaire » ; la première garde, exploite et enrichit par apports discrets le « patrimoine » ; la seconde renouvelle, fait place à l'indéfini, porte à l'avant de la scène scientifique ses créateurs. Mais les deux auteurs, guidés par le modèle des sports collectifs, valorisent l'« équipe » bien plus que ses modèles. Ils n'associent pas le progrès des disciplines à la comptabilité des citations qui font les renommées ; ils se situent plutôt du côté des anonymes.

Ce qu'ils recherchent, ce sont les processus et les conditions favorables à l'innovation, les « lieux » du savoir social où elle peut surgir. D'une part, les disciplines se sont démultipliées en spécialisations ; malgré cela, certains de leurs domaines se trouvent surcochés, le travail scientifique relève alors de la « loi des rendements décroissants », il se routinise, et la recherche novatrice se déplace vers la périphérie, vers les zones de contact avec d'autres savoirs. D'autre part, la communication entre disciplines différentes conduit à l'échange et à une partiellement mise en commun des apports respectifs. C'est aux frontières que s'établissent les relations fécondes, et non dans une interdisciplinarité de celles-ci. Dogan et Pahre se laissent séduire par le « nouveau

kaléidoscope des sciences sociales

Ils invitent à sortir du confinement disciplinaire en célébrant la vertu des métissages ; sans toujours marquer fermement leur rejet des « hybrides » néfastes et, notamment, de ceux qui résultent d'une insémination perversive des sciences sociales par la biologie. Leur démonstration est la plus persuasive lorsqu'elle traite de disciplines — ainsi, l'anthropologie ou la sociologie historique — qui ont le comparatisme comme principe et les incursions en d'autres domaines comme nécessité. Les défenseurs de l'identité disciplinaire, et particulièrement les gardiens de l'héritage durkheimien en sociologie, recevront avec réticence cet éloge de l'hybridation. Ils y trouveront cependant une exploration nouvelle de l'histoire des sciences sociales, surtout conduite à partir de ses sources américaines.

DÉCIDÉMENT, la question hantait la science sociale. La revue *Critique*, sous l'impulsion de Vincent Descombes, a rassemblé une série d'études reliées par une même ambition : chercher « le sens de la vie sociale dans l'action humaine » et « dans la façon dont les acteurs eux-mêmes la comprennent et la justifient ». En cette entreprise, fondée sur des publications récentes, la science sociale et la philosophie se trouvent fermement associées. D'entrée, Kant est la référence principale pour son *Anthropologie du point de vue pragmatique* ; car Vincent Descombes, et les autres à sa suite, établissent une équivalence entre science sociale et science pragmatique.

Ce qui conduit à lier une « anthropologie générale » à une philosophie de l'action, ce qui impose d'entrer dans le jeu afin d'accéder — de l'intérieur et par comparaison — à une compréhension des pratiques humaines, de l'usage du monde qu'elles manifestent. Descombes place les repères de ce cheminement : la pensée du droit, les institutions, la justification par le discours — c'est-à-dire par les théories du social. Du vécu, il faut faire surgir du sens, tâche sans fin, mais plus que jamais nécessaire en cette époque des grands bouleversements, et du déficit d'interprétation.

Signalons une *Histoire de la sociologie*, de Friedrich Jona, aux éditions Lethbridge, qui fait place aux théories sociologiques récentes. Rappelons l'ouvrage de Luc Boltanski et Laurent Thévenot, *De la justification, les économies de la grandeur*, aux éditions Grasset, analysé par Paul Eluère dans « la Minute des livres » du 23 août 1991 et par Nicolas Doffier dans le numéro spécial de *Critique* déjà cité.

ARTS

Le diamant terni

La vulgarisation en histoire de l'art ? Un exercice périlleux, très périlleux. Démonstration avec un ouvrage sur le dix-neuvième siècle où ne manque pas un cliché

L'AVENTURE DE L'ART AU XIX^e SIÈCLE

sous la direction de Jean-Louis Ferrier, avec la collaboration de Sophie Manneville. Préface de Bruno Foucart. Chêne-Hachette, 928 p., 499 F. Jusqu'au 31 janvier 1992, 590 F. ensuite.

Un ouvrage qui contient l'essentiel d'un siècle de peinture, de sculpture et d'architecture disposé en ordre chronologique, avec choix de citations et illustrations en abondance, qui n'en révérait ? Ce serait très commode et, probablement, très instructif. Chacun y trouverait son compte, du candidat aux jeux radiophoniques jusqu'à l'amateur averti de sujets de méditations esthétiques. Le rêve d'un livre définitif, d'une encyclopédie qui embrasse tout, du très connu au très oublié, se réaliserait ainsi — preuve irréfutable des progrès de la science historique.

C'est sans doute à ces nobles motifs qu'ont obéi les instigateurs de *L'Avventure de l'art au XIX^e siècle*. Le premier volume de la série, consacré à notre siècle,

ayant obtenu, dit-on, un vaste succès, ils se sont lancés dans l'exploration du XIX^e, réputé foisonnant et contradictoire. De l'un à l'autre volume, le principe de présentation est demeuré le même : chaque année donne lieu à un chapitre qui rassemble des notices de longueur inégale selon l'importance des sujets, des articles façon « fait divers » et des citations qui font office de « points de vue » ou d'éditorial.

Le modèle du style est celui du magazine, le style celui du journalisme, journalisme rétrospectif s'entend. Journalisme racoleur, surtout. Que les auteurs — anonymes — des textes, aient cru nécessaire de feindre la stupeur ou l'émerveillement pour rapporter des événements archicélèbres, qu'ils donnent au lecteur la comédie du sensationnel quand la sensation est depuis longtemps évanescée, passe encore. Qu'ils fassent semblant de pronostiquer finement en 1890 que Van Gogh sera célèbre vingt-cinq ans après, l'artifice est un peu gros mais pardonna-ble. Mais qu'ils rivalisent de schématisme, qu'ils réduisent les débats esthétiques à des slogans sommaires, qu'ils reprennent à leur compte les mythologies les plus éculées, c'est aller au-delà du tolérable.

Van Gogh fou et génial, Corot brave homme un peu benêt, Munch torturé et presque épileptique, Goya sourd comme un pot et possédé comme un démon : pas un cliché qui manque, pas un stéréotype qui fasse défaut. Il faudrait être simple ? Pourquoi faire simple obligerait-il à faire faux, sinon par paresse et au nom d'une conception tout à la fois méprisante et malhonnête du public ? Vulgariser, est-ce nécessairement être vulgaire ?

La « rigidité » de Seurat

Et encore... L'ouvrage n'aurait-il que ces méchants torts, on pourrait encore conseiller de le feuilleter, ne serait-ce que parce que l'illustration est pléthorique et, quelquefois, originale. Les couleurs sont douteuses de temps en temps, les œuvres reproduites datent rarement de l'année qu'elles sont censées illustrer, mais quoi ? La perfection est une chimère, chacun le sait. Seulement voilà : mal écrit, il est aussi mal informé et parsemé d'erreurs et de confusions.

Exemples, tous relevés en cinquante pages, pas davantage, selon la méthode dite des échantillons représentatifs : si les personnages des toiles de Seurat sont

dessinés avec rigidité, c'est moins pour des raisons artistiques que parce que le père de Seurat se servait à table d'un bras mécanique, modèle de rigidité bien sûr (p. 729). Si la *Vision* après le sermon de Gauguin a été refusé par le curé auquel le peintre l'offrait, c'est à cause de sa taille (p. 747). Or la *Vision* mesure 73 centimètres sur 92 ; les églises bretonnes sont-elles si exigües ? Si l'ingénieur anglais Baker a construit son célèbre pont métallique sur le Firth of Forth, c'est parce que le Tay Bridge, s'est effondré (p. 772). Rappelons que le Tay et le Firth of Forth sont deux bras de mer de la côte écossaise séparés d'au moins 50 kilomètres. La proposition, revient donc à écrire : on a construit un pont à Tancarville parce que celui de Nantes est tombé dans l'eau... Et que dire de ce manifeste du « néo-traditionalisme » (p. 775) qu'aurait rédigé Maurice Denis ? Denis, le malheureux, avait dénommé son mouvement « néo-traditionnisme ». C'est sans doute qu'il ne fréquentait pas assez Saint-Nicolas du Chardonnet.

Dans sa préface, la seule bonne page du livre, qui en compte plus de neuf cents, Bruno Foucart sur- nomme le XIX^e « le siècle de diamant ». Ainsi taillé et retrait, le diamant n'a plus d'éclat.

Philippe Dagen

Rachid Mimouni



Roman 276 p., 120 F

Magie de l'écriture : ce prodigieux roman met à nu la machinerie du pouvoir absolu et nous rappelle l'étrange capacité de l'homme à se détourner de l'humain.

André Brincourt, *Le Figaro*

Ce portrait d'un cynique, montré dans sa cruauté, sa bouffonnerie et sa déroute intelligente font de ce quatrième roman un hymne magnifique au prix qu'exige la liberté.

Anne Pons, *L'Express*

Un baroque flamboyant.

Henry Bonnier, *Le Méridional*

Stock

La drogue

Attention, toxique !

PLANÈTE DES NAUFRAGES

115 F.

Non parce qu'il y a des désastres, mais parce qu'il y a une logique derrière tout ça. Et c'est la plus étrange des logiques : si l'on ne prend pas garde aux naufrages, on se perd.

« Ce livre s'efforce de montrer que, dans les catastrophes, il y a une logique. Il ne s'agit pas de l'humain, mais de la machine. Et c'est la machine qui nous fait perdre la tête. »

LIVRES • IDÉES
ESSAIS

André Glucksmann éducateur

Sommes-nous tous inhumains ? Oui
Pouvons-nous devenir tous philosophes ? Peut-être

LE ONZIÈME
COMMANDMENT
d'André Glucksmann.
Flammarion, 346 p., 120 F.

Savoir que ça va mal. Ne pas détourner le regard des horreurs de la guerre. Scruter, sans ciller, lâchetés, tortures, famines, toutes formes de barbarie. Cesser d'espérer que ces hordes d'ignominie s'effacent d'un coup, par miracle, définitivement, par la grâce de Dieu, du Bien, ou de la Révolution. Voir dans l'humain le lieu de l'inhumain — chacun de nous étant éventuellement capable du pire. En être ébranlé, désemparé, défilé de toutes les illusions, débarrassé des confiances, certitudes, idéaux, assurances.

Ne pas sombrer pour autant dans l'abattement désabusé, ni la crapulerie froide. Devenir solidaire des refus de l'intolérable, persister à combattre indéfiniment le pire, convaincu qu'aucun dernier massacre ne débouche sur un paradis final. Voir le mal partout, en soi-même aussi. Tenter de l'endiguer, heurter par heurte, comme un peut, avec les moyens du bord, sans rêver que cela cesse. Agir avec cette idée : vouloir faire régner le Bien même au pire, s'efforcer d'annuler le mal est la seule issue.

Telles sont, en gros, les maximes régissant la démarche d'André Glucksmann. Maximes d'un moraliste, disant la noirceur humaine, l'éclairant sans relâche, afin qu'à partir de quelques solitaires pris de vertige s'improvise peut-être une résistance générale à l'inhumain. Le moralisateur, lui, d'autres propos : il est seulement préoccupé de mesurer l'écart entre les maux du jour et l'idéal à venir. En formulant ce « onzième commandement », qu'il qualifie d'inhumain ne nous soit étranger, André Glucksmann donne pour tâche au philosophe de « démoréaliser » (à tous les sens). Ainsi pourrait s'instaurer une « éthique de la dissua-



Que rien d'inhumain ne nous soit étranger

sion». Ce sombre humanisme refuse de rassurer, de tromper, d'entretenir le confort de l'espoir et le rêve que la paix — ou le triomphe du Bien, du Beau, du Vrai... — viendra compenser demain les turpitudes présentes.

Maladie mondiale

Il s'agit de ne pas refuser l'angoisse, d'assumer la tragédie et de trouver dans le désespoir lui-même la seule lucidité qui vaille, imprévisible mais universelle. Car la tragédie, aujourd'hui, est « devenue l'affaire de tous » : ce siècle est celui des guerres. A comment, par la Grande Guerre, celle de 1914, qui ne s'achève pas en 1918 : elle ne s'achève pas du tout. Aucune paix n'a pu résorber

cette « déferlante de cruauté » à l'Europe — si cultivée, si raffinée, si polie — s'est déchirée elle-même, sans raison ni but. Tant, depuis, n'est que décombres, parmi lesquels il faut scruter l'inhumain en nous comme dans l'Histoire. Là réside l'interrogation de ce siècle : « Verdun, les plaines de Champagne, Guernica, les plages de Normandie, Stalingrad, Treblinka, Auschwitz sont les hauts lieux du vingtième siècle découvert sa question métaphysique. »

A cet effondrement de l'Occident, les intégrismes de tous bords répondent malignement. Encouragent quelques meurtriers, disent-ils, et l'humanité sera saine et glorieuse. En éliminant l'Amérique, le juif ou le bourgeois, le salut, croient-ils, rachè-

tera enfin le mal. Mauvaises forces, selon Glucksmann. Vouloir extirper le mal, le croire local, temporaire, c'est le multiplier. Mieux vaut nous rendre compte que le fléau est mondial, et n'épargne personne : « L'Occident est effectivement porteur d'une maladie mondiale, il infecte les hommes de l'évidence d'une vulnérabilité telle qu'il n'en existe pas un pour sauver l'autre. »

Sommes-nous donc tous salauds ? Tous inhumains ? Oui. Pouvons-nous devenir tous philosophes ? Peut-être, si nous parvenons à nous demander en quoi nous sommes inhumains, et à le dire. Soljenitsyne, selon Glucksmann, en se demandant pourquoi il fut stalinien, en décrivant minutieusement le goulag, a plus de poids que Heidegger, qui n'écrit jamais, après le Reich nazi, « pourquoi je fus si aveuglé ».

Glucksmann pense vite. Il touche souvent juste. Ses formules, taillées à la serpe, finit comme meuble et pour tenter d'assurer une police religieuse, politique, économique, sanitaire ou morale. L'une n'exclut jamais les autres, bien au contraire.

Roger-Pol Droit

Des siècles de prisons

HISTOIRE DES GALÈRES, BAGNES ET PRISONS XIII^e-XX^e SIÈCLE

de J.-G. Petit, N. Castan, C. Fougeron, A. Zysberg, M. Pierre. Bibliothèque historique Privat, 368 p., 195 F.

Dans nos sociétés, la « solution carcérale » dispose d'une telle force d'évidence que citoyens et politiques, unis, y voient souvent le panacée à des problèmes aussi différents que le contrôle-diminution des pauvres, des rebelles, des malades ou des égarés. La tentation de l'emprisonnement se présente chaque fois qu'émerge une question insaisissable posée aux fragiles compromis culturels qui se succèdent dans le temps sous l'appellation facile d'« ordre public ». Des géistes de l'Inquisition aux projets de sidération, en passant surtout par les galères, les bagnes et les maisons centrales, c'est toujours aux murs qu'on en appelle pour résoudre une menace définie comme majeure et pour tenter d'assurer une police religieuse, politique, économique, sanitaire ou morale. L'une n'exclut jamais les autres, bien au contraire.

C'est le principal mérite de cet ouvrage de retracer pour la première fois une histoire presque continue de la « solution carcérale » sur près de huit siècles. Il fallait bien cinq auteurs pour mener à bien un tel parcours qui, par synthèses successives, rend compte de la longue histoire des exclusions violentes et fait aussi l'inventaire des utopies réformatrices qui tentèrent régulièrement d'en rationaliser la cruelle facilité. Trois parties ancrées les ori-

gines de l'enfermement en tant que système de peine depuis le temps médiéval, sa généralisation et sa diversification de la Révolution française à la guerre de 1870, enfin sa survie et son adaptation aux enjeux contemporains de la III^e République aux années 80. Dans sa préface, Michèle Perrot souligne dans ces textes l'heureuse combinaison de deux approches : l'une concrète qui décrit les lieux, l'organisation du quotidien, les usages et les révoltes, l'autre abstraite, qui souligne les logiques reliant ou distinguant ces pratiques et institutions punitives les unes des autres.

L'emprisonnement, quelles qu'en soient les formes, est toujours représenté comme une réponse à une menace, comme la défense d'un ordre social légitime. Le parcours de son histoire conduit aussi à la perspective comme un ensemble de pratiques créant et diffusant le contenu même de l'ordre public au nom duquel s'annoncent les peines.

L'histoire de l'enfermement progresse ainsi. Tôt amorcée par Tocqueville et Beaumont (1833) dans leur perspective de réforme sociale, poursuivie par Rusche et Kirscheimer (1938) selon l'approche marxiste de l'École de Francfort, relancée par Foucault (1975) dans son analyse des pouvoirs disciplinaires, la connaissance se précise maintenant dans une voie plus empirique. L'impossible solution carcérale sera-t-elle réinterrogée par les apports de tous ces travaux ?

Le très prochain bicentenaire du code pénal français, adopté en septembre 1791, pourrait en être l'occasion (1).

Pierre Lascombes

(1) Un colloque organisé à l'Arche de la Défense, le 19 octobre sur ce thème.

La drogue du développement

Attention, toxique ! Serge Latouche s'en prend, une nouvelle fois, au modèle de croissance de l'Occident

LA PLANÈTE DES NAUFRAGÉS
de Serge Latouche.
La Découverte, 338 p., 115 F.

Un livre dur. Non parce qu'il assène des vérités désagréables mais parce qu'avec des ruses de Sioux, une logique lentement déployée et d'autant plus féroce, il met les Occidentaux, si fiers de leur modernité, face aux résultats planétaires. Serge Latouche, dans *Faut-il refuser le développement ?* (1) et *l'Occidentalisation du monde* (2), avait déjà entrepris de mettre en question notre modèle de croissance. Des excès dans l'analyse et dans sa formulation tiraient de l'impact à son discours.

Son nouveau livre s'efforce d'éviter les dévies et, du coup, en acquiert plus de force. Il ne sous-estime plus les immenses progrès apportés à l'humanité par les découvertes du monde industriel, mais il les relativise avec d'impressionnants arguments.

Le plus convaincant est évidemment que le système dans lequel nous vivons est une machine à fabriquer des exclus, au Nord comme au Sud, à jeter par-dessus bord ceux qui ne se plient pas aux règles de la manœuvre. « La planète des naufragés » est devenue « une autre société ». Comment survit-elle ? En réactivant les réseaux de solidarité, en « réenchantant » l'économie dans le social, en tournant le dos à la loi du « maximum » (néologisme pour signifier l'obtention d'un maximum d'effets avec le minimum de coûts), en s'adonnant à la production « informelle », qui permet des initiatives dans cette sphère incroyablement fertile des « petits boulots », de l'artisanat, de l'épargne, du crédit, etc.

Certes, en érigeant la vie en valeur suprême, la « grande société » a conduit à un progrès indiscutable. Trop souvent, hélas, cette valorisation de la vie est purement quantitative. On s'intéresse aux mécanismes biologiques plus qu'à « l'humanité de l'homme ».

La « raison économique d'Etat » est bien dégelée par Serge Latouche, qui permet de justifier les crimes au nom du développement. « C'est maintenant à notre tour de polluer », déclarait un politicien brésilien. Et l'un massacre allégrement la forêt amazonienne avec, en prime, les derniers Indiens. De même a-t-on bien perçu la philosophie actuelle de « Que le meilleur gagne » ; le sous-entendu est : « Que les autres crevent ! ». Sa contestation de l'aide est originale : tenter de repêcher les naufragés du développement, c'est aussi les empêcher de prendre pied sur les îles et de s'auto-organiser.

A la rencontre d'Illich

Quelles îles ? C'est la partie la plus difficile conçue par notre auteur, parce qu'il nous invite à combattre cet ethnocentrisme dans lequel nous coulons tous nos raisonnements. On nous propose de croire à une autre société que celle qui nous porte, à penser que le niveau de vie n'est pas aussi important que la qualité de la vie, que la réduction du bien ou combien est une absurdité. Serge Latouche rejoint là les thèses d'Illich, de Parant (qu'il cite souvent) et de Tébédjère (*La Pauvreté, richesse des peuples*), qui n'ont pas fini de secouer nos conformismes.

Notre auteur creuse alors cette idée, qui ne cesse de le hanter : il

faut même aller au-delà de ce que l'on appelle un autre développement, d'un « capitalisme aux pieds nus », afin d'explorer ce qu'il nomme « l'archipel de l'informel ». Selon lui, le « développement » est un mot « toxique », même s'il est « alternatif » parce qu'il conduit à l'occidentalisation du monde, c'est-à-dire à l'im-passe. Des exemples ? Serge Latouche dénonce les ambiguïtés de l'auto-suffisance alimentaire, de ce qu'on a appelé « les besoins fondamentaux » et les « techniques appropriées ». Favoriser l'auto-croissance des richesses propres au tiers-monde : la socialité, la solidarité, la production de biens collectifs, de la vie aux activités culturelles (théâtre et fêtes), etc., lui paraît la seule alternative au système de l'accumulation des biens.

Serge Latouche sait bien que les obstacles aux réussites de ces nouvelles sociétés sont énormes. Ne serait-ce que du fait de la vague démographique. Mais la force des « exclus » est plus réelle qu'on ne le pense et notamment dans le rapport à la nature. « Que peut bien représenter la puissance d'un avion à côté de celle qui fait nature et pousser un arbre », disait un sage de Tanne (Vanuatu).

Dans cette courageuse analyse, Serge Latouche parie-t-il pour la rupture entre les deux systèmes (p. 252) ou pour « la synthèse entre le dynamisme de la société moderne et la solidarité des communautés traditionnelles » (p. 318), qui lui paraît « nécessaire et souhaitable » ? On ne sait. Il y a là sans doute débat intérieur qui pourrait en entraîner bien d'autres.

Pierre Drouin

(1) PUF, 1984.
(2) La Découverte, 1989 (*Le Monde* du 24 février 1989).
(3) J.-P. Garnier, *Le Capitalisme high tech*, Ed. Sporta, Paris, 1988.

FRANÇOIS BOTT



ROMAN
116 pages
70 F.



Flammarion



Le présent craint.
Le passé qui refuse de l'être.
Trois vies obscures dans
une Irlande mélancolique.



Deirdre Madden

ou la nouvelle littérature irlandaise.

HATIER

COLLECTION TERRE ÉTRANGÈRE

هكذا من الأصل

EN VITRINE

ROMANS POLICIERS

Traiko, « étrange étranger »

LES FILLES DE BELGRADE
NE M'ONT JAMAIS AIMÉ.
de Vladan Roudom.
La Table Ronde, 236 p., 89 F.

Si ce n'était que les filles de Belgrade... Mais ce pauvre Traiko est décidément voué à un destin de déceptions et, pour dire le moins, de malentendus. Cela commence très mal, immédiatement au lendemain de la guerre, avec l'instauration du communisme en Yougoslavie. Détour obligé - Serbie oblige - par d'antiques souvenirs sur le Kosovo, arrestation puis mort du grand-père, un peu trop ancien régime. La fin sera moins tragique, mais pas vraiment exaltante pour autant. Traiko a cru trouver l'amour, le vrai, à Nice, avec une sorte de Vénus africaine mais qui lui laisse un fils, noir comme l'ébène, en racontant avec son papa dans son pays d'origine.

Entre les deux, que ce soit à Belgrade - où il fait ses études de médecine - ou à Nice - où il

rejoint un chirurgien esthétique français, - rien n'ira jamais tout à fait comme il faut. Traiko ne sera jamais, constatera-t-il, qu'un vrai « étrange étranger », hors normes et dont les affections, à l'exception de celle qui le lie à sa mère, ne seront jamais que fugitives. Ce n'est pas faute, pour lui, de s'essayer à tout, y compris à de brillantes performances sexuelles, mais aussi, outre la médecine, à la cuisine et à la divination. Expériences toujours sans lendemain, au terme desquelles un psychiatre le taxera d'« immaturité ». Jugement que l'on partagerait peut-être si, au fil de ces rencontres avec les personnages les plus improbables, de ces contes jetés un peu au hasard du récit, ne se dégageait une certaine tendresse, une humanité qui réconcilie le lecteur avec ce garçon si peu à l'aise avec son personnage.

Vladan Roudom est né en Serbie, mais éduqué en français, dans un style drolastique où il excelle à se moquer perpétuellement de lui-même.

Alain Jacob

ROMANS

La geste de Raspail

Le prince Philippe Pharamond de Bourbon, capétien, a aujourd'hui dix ans. Un bel avenir lui est promis puisque le 3 février 1999, à 3 heures du matin, entouré de trois jeunes hommes liges - y a-t-il un symbole dans ce chiffre? - et de sa sœur, il sera sacré roi de France par Félix Amédée, cardinal, bénédictin et archevêque de Reims.

D'un tel sujet, on peut attendre un plaidoyer pour la monarchie ou un roman de politique-religion-fiction. Si Jean Raspail ne semble pas désespéré à l'idée d'un Pharamond pour l'entrée dans le troisième millénaire, il ne se laisse pas entraîner dans la polémique des successions, et son roman dépasse les étiquettes. C'est d'une double aventure qu'il s'agit. Celle de Pharamond et de son entourage - quel beau personnage romanesque que le cardinal! - et, dont dépend leur destin, celle de la sainte ampoule. « Pas de sainte ampoule, pas de roi. » Car il doit être oint de son contenu fait de saint chrême et d'une substance miraculeuse venue du ciel lors du baptême de Clovis. Las! aussi acharnés contre les symboles que contre les personnes, les révolutionnaires ont détruit la sainte ampoule et si, de son contenu, quelque peu fut recueilli, il faut le retrouver pour que le sacre de 1999 puisse avoir lieu.

Métant l'aventure à l'érudition, la réalité historique d'hier au monde réel d'aujourd'hui et possible de demain, Jean Raspail fait de cette recherche un roman à facettes également passionnantes. La vie du jeune prince, ses aventures, sa foi et son parcours dans notre monde sont en contrepoint d'une espèce de nouvelle conquête du saint Graal.

Pierre-Robert Leclercq
Sire, de Jean Raspail, éditions de Fallois, 280 p., 125 F.

Sous le signe de Colette

Catherine Bosramier place son premier roman, *La Mauvaise Foi*, sous la tutelle de Colette, sujet du mémoire de la jeune héroïne, Juliette. La vie va mettre sur son chemin une autre femme de lettres, Léa, comme le personnage de *Chéri*, dont le style est « quelque chose comme du Proust allégé ou un Jean Rhys mâtiné de *Madama Bovary* » - rien de moins! C'est la révélation, « un état de grâce dû au miracle de l'écriture », insiste l'auteur. La jeune fille n'a de cesse de rencontrer son grand écrivain et de lui déclarer : « Je vous choisis, Léa, contre Colette ».

Dès lors, s'établit un trouble chassé-croisé. Où est la vérité? Dans l'hymne à la vie et à la sensualité de l'auteur de *Sido*, pour qui « l'amour n'est pas un sentiment honorable », ou dans la célébration mystique de la littérature vécue comme un sacerdoce, option privilégiée par Léa Valère. Mais quand on a vingt ans, « l'amitié vraie passe par des actes ». Les mots même sont impuissants à la protéger de la passion. Léa choisit de se retirer du siècle, derrière les murs d'une abbaye bénédictine.

Juliette reprend la plume, pour vampiriser Léa Valère, dont elle fait l'objet de ses recherches universitaires - « manière indirecte, pense-t-elle, de lui prédire sa mort ». Conclusion logique de ce parcours initiatique où un écrivain chasse l'autre : le nom de Juliette sort de la fiction du roman inachevé pour venir figurer sur sa couverture. Même s'il n'évite pas toujours les clichés et les facilités, ce roman truffé de références aux aînés, propose une jolie variation sur la passion et les pièges de la création.

Florence Duthell

La Mauvaise Foi, de Catherine Bosramier, Ed. François Bourin, 236 p., 110 F.

CHRONIQUE SENTIMENTALE EN ROUGE

de Francisco Gonzalez Ledesma.
Traduit de l'espagnol
par Jean-Jacques Fleury.
L'Atalante, 332 p., 83 F.

HORS JEU
de Manuel Vazquez Montalban.
Traduit de l'espagnol
par Claude Bleton.
Christian Bourgois, 293 p., 120 F.

C'est Daniel Pennac qui le dit quelque part : « N'en déploie aux historiens, les villes font leur lit dans nos mémoires par la grâce des romanciers amoureux... » Dublin est à jamais inséparable de l'œuvre de Joyce, Alexandrie de celle de Durrell et New-York, la plus adulée des Babylones modernes, peut s'enorgueillir des entrées de Dos Passos, Lawrence Block ou Charyn.

Au panthéon des villes noires, Barcelone a de la chance. Avec Manuel Vazquez Montalban et Francisco Gonzalez Ledesma, elle est honorée par deux écrivains beaucoup plus soucieux de rendre hommage à l'histoire de son âme qu'au décor pittoresque de ses rues et aux archétypes d'humanité urbaine qui les peuplent. Et si, au travers de la disparité des styles et d'inspiration des deux écrivains, le parfum qui nous est restitué à la même tonalité, c'est bien le signe que l'objet de leur passion commune est de ceux qui forcent à l'écriture, qui s'imposent à l'imagination comme un désir unique et lancinant.

EN BREF

La bourse de la biographie Goncourt à Odette Joyeux. - Dans le cadre du « Livre sur la place », une manifestation littéraire qui se déroule tous les autumnes à Nancy et dont le thème est cette année « Du siècle à l'ordinateur », les membres de l'Académie Goncourt ont décerné leur bourse de la biographie littéraire à la comédienne Odette Joyeux pour *Le Troisième Ciel, la vie de Nicéphore Népce* (Ramsay), un livre consacré à l'inventeur, en 1816, de la photographie.

Les Rencontres littéraires de Biarritz. - Organisées par la municipalité et la Maison des écrivains, dans le cadre d'un vaste festival culturel, « Le Temps d'aimer », les Rencontres littéraires de Biarritz se dérouleront du 28 au 30 septembre sur le thème des « Vagues », en présence de nombreux auteurs, parmi lesquels Florence Delay, Tony Carto, Francis Marmont, Arnaldo Calvo et Maurizio Vazquez, qui participeront les matinales à des débats et les soirées à des suites de récits inspirés de leur œuvre et de leur histoire.

Prix d'automne. - Après s'être vu attribuer le prix de la Fondation Pierre-Lafite 1990 pour son ouvrage *Requiem pour un empire défunct*, l'histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie (éditions Lieu commun), François Fejtó vient de recevoir, pour la traduction italienne de ce livre, le prix Giovanni Boccaccio Europe.

Quant au dix-huitième prix Marcel Proust, il a été décerné à Ghislain de Diesbach pour sa biographie de l'auteur d'*À la recherche du temps perdu* parue aux éditions Perrin.

Ces Catalans qu'on attend

nation comme un désir unique et lancinant.

Pour ces deux Catalans, Barcelone est avant tout une ville torturée par la mémoire du fossé qui la déchira, une ville à double tranchant où chaque souvenir peut en cacher un autre, et où les écrivains jouent de l'omnipotence pour éviter de jouer du couteau.

Dans cette ville-piège soudain ouverte à une modernité délimitée, à une liberté aussi dangereuse qu'un excès d'illusion dans les veines d'un junkie, deux enquêteurs solitaires traquent leur lucidité harassée. Blindés par un cynisme à l'épreuve des formes les plus périlleuses de la foi et de l'espérance, ils cultivent des différences qui les rendent aussi semblables qu'un cliché et son négatif.

Pepe Carvalho, le « privé » de Montalban, se défait de sa mémoire en brûlant les livres qu'il a adorés, tandis que Mendez, le vieux fils de Ledesma, oublie la sienne en brandissant son impuissance sexuelle avec l'arrogance sarcastique d'un macho usé mais inamendable. Carvalho trompe l'ennui du présent en se comportant en gourmet vététaire, Mendez entretient une gastronomie à rebours dans les pires gargotes de la ville. A l'ironie glacée de Carvalho s'oppose l'ahurissante grossièreté matoise de Mendez.

Et quand l'un, Carvalho, s'isole dans sa ville des boteurs de la ville, l'autre s'enforce un peu plus dans la bauge qu'il sous-loue dans

l'arrière-salle d'un troquet des bas quartiers. Comment ne se sont-ils jamais rencontrés, ces arpenteurs de bitume, ces traqueurs de vérités si désuètes que ni les supérieurs de l'un, ni les clients de l'autre ne prennent la peine de les écouter jusqu'au bout? Et comment croire que le petit puto toxico que Mendez rencontre dans *Chronique sentimentale en rouge* n'est pas celle que Carvalho tentera d'aider dans *Hors jeu*? Peut-être s'évitent-ils pour ne pas avoir à confronter leur inutilité. Enfants de Marlowe et contemporains des détectives de James Crumley, ils ont, l'un comme l'autre, une haute idée de leur impuissance à changer un monde qu'ils ne prennent même plus la peine de juger.

Hai par ses collègues et méprisé par sa hiérarchie, Mendez pratique la police comme d'autres s'acharnent à jouer du rock n'roll dans un garage de banlieue. Il n'en attend rien d'autre que l'odeur et le bruit des rues, le plaisir de palper sur le tempo de sa ville et la satisfaction de continuer à enquêter sur ses voisins. Pour Carvalho, le métier de détective est une manière esthétique de gagner sa vie sans travailler tout en gardant le nez collé sur les dessous de sa ville. Mendez travaille en dilettante sur des affaires qu'on ne lui a pas confiées et Carvalho garde pour lui les résultats d'une enquête parce que, dans la Barcelone pré-olympique bivée à la rage des promoteurs, il n'y a plus personne qui veuille entendre le vérité.

Comble de bonheur, les créateurs de ces deux personnages fascinants sont aussi deux stylistes, deux écrivains qui travaillent leur langue avec un plaisir communicatif. Touffue et fleurie, audacieuse, souvent baroque, l'écriture de Ledesma colle à la fantaisie truculente de Mendez. Comme les façades de Gaudi, elle ignore la ligne droite. Elle flirte en permanence avec la préciosité et se rétablit dans l'éclat de rire d'un dialogue ou la surprenante virtuosité d'une description. Ledesma est un jongleur, et s'il faut un peu de temps pour pénétrer dans sa jungle, il en faut bien plus pour se résoudre à la quitter.

Aussi sournouement élégant que son héros Carvalho, le style de Montalban est toujours à contre-pied de ce qu'il décrit. Ironique, métaphorique, Montalban parle des choses en évitant de les nommer et ne les nomme que pour mieux parler d'autre chose. Tendue, imprévue, constamment intelligente jusqu'à frôler le maniérisme intellectuel, l'écriture de Montalban et la première aventure de Pepe Carvalho (*Les Mers du Sud*, 10/18) furent couronnées en 1979 par les jurés du Prix Planeta (l'équivalent espagnol du Goncourt). Onze ans plus tard, c'est Ledesma qui obtint le même prix pour *Chronique sentimentale en rouge*. A quand des auteurs de polars sur les listes du Goncourt?

Patrick Raynal

EN POCHE

Dans *Quel beau dimanche!*, un livre qu'il qualifie lui-même d'« essai », écrit en référence à *Une journée d'Ivan Denissovitch* de Soljénitsyne, Jorge Semprun raconte sa quête identitaire de double rescapé du nazisme et du stalinisme, en partant d'un dimanche de 1944 au block 40 du camp de Buchenwald (collection « Les cahiers rouges », Grasset, n°144). Dans la même collection, on peut lire les *Lettres à Van Gogh* de Van Gogh : couvrant les années 1881 à 1885 - la période hollandaise de l'artiste, - elles témoignent des liens établis avec le peintre néerlandais rencontré à l'Académie de Bruxelles, et le seul ami de Vincent parmi ses compatriotes, selon L. Roelandt, qui a assuré la traduction de l'ouvrage (n°148).

Monsieur le député suivi des Meffaux, deux courtes pièces de Leonardo Sciascia écrites en 1964 et 1965, sont éditées dans la collection « Biblio » du Livre de Poche. Elles dénoncent les tares de la politique à l'italienne et le minage social orchestré par la Cosa Nostra (n°1382). La même collection publie *Sur les crimes du désespoir*, un livre de 1833 écrit par Clemenceau sous le pseudonyme de Claude Aubilly. Texte en ancien français et français moderne (n°556).

Toujours en Livre de Poche, le merveilleux Voyage de Nils Holgersson à travers la Suède de Selma Lagerlöf est l'objet d'une traduction entièrement nouvelle et pour la première fois complète de Mère de Gouvenain c'est la même traduction qu'a retenue Actes Sud pour une version plus luxueuse de l'ouvrage. Ecrit en 1906, le roman du Nobel suédois est devenu un classique mondial (n°5930). Signalons également une édition des *Cortes et récits fantastiques* de Théophile Gautier établie par Alain Buisine et le Chevalier Des Touches de Jules Barbey d'Aurevilly, présentée et annotée par Patrick et Romain Wald Lasowski (n°5895 et n°5749).

En Poche encore, dans la collection « Biblio-Essais », est reprise l'essentiel des articles parus dans les *Cahiers de l'Homme* consacrés à Jung en 1984. Il s'agit, explique Michel Cazenave, qui assure la direction des *Cahiers*, d'ouvrir le débat et en rappelant les points forts de l'exemple de Jung, en soulignant les contours, en faisant ressortir les différences échappées, et en mettant en avant l'originalité d'une pensée (n°4140). Le Livre de Poche publie également la biographie de Michel Foucault de Didier Eribon (n°7300).

Dans la collection « Folio-Histoire » des éditions Gallimard, Jacques Le Goff s'est attaché, avec la *Naissance du purgatoire* (n°31), à décrire la révolution mentale et sociale du système dualiste de l'au-delà intervenus au douzième siècle.

Dans le Savant et la foi, un ouvrage présenté par Jean Delumeau et publié dans la collection « Champs » (Flammarion), dix-neuf hommes de science d'interrogent sur le rôle constitutif de l'« aventure scientifique » dans « l'histoire sainte de l'homme » (n°248).

Dans la même collection, Alfred Grosser réfléchit sur le crime et la Mémoire. Conçu comme un sens de la responsabilité à assumer pour un passé collectif, la mémoire doit, selon l'auteur, se faire action, à l'usage contre les crimes en train de se commettre (n°245). Dans « Champs » toujours, El Benavir propose *Une histoire moderne d'Israël* (n°246).

Toujours chez Flammarion, « GF » reprend *Lancelot ou le Chevalier à la charrette* de Chrétien de Troyes. Traduit et annoté par Jean-Claude Aubilly. Texte en ancien français et français moderne (n°556).

A mi-chemin entre le document et l'écriture romanesque, Marie Rouanet restitue avec minutie et émotion la poésie quotidienne de son enfance bitoise au début des Trente Glorieuses dans *Nous, les filles* (« Presses-Pocket », n°5).

La collection « 10-18 », dans la série « Domaines étrangers », offre un recueil composé d'une sélection des quelque quinze cents lettres d'amour qu'Henry Miller écrivait, au crépuscule de sa vie, à une actrice peu connue. *Lettres d'amour à Brenda Venus* est traduit de l'anglais par Denis Authier (n°2210).

Dans la même série, chez le même éditeur, Nord-Michigan, de Jim Harrison, traduit de l'anglais par Sara Oudin. Joseph, fils d'immigré, instituteur, même une vie sans histoire. Survient Catherine, l'une de ses élèves, dix-sept ans... (n°2205).

Dans la même collection encore, le *Mandarin du Portugal* Eça de Queiroz (1845-1900), traduit et annoté par Michelle Giudicelli (n°2207).

Folio-Gallimard a publié *Je suis un écrivain* de François Weyergans, ou la vie d'un romancier qui préfère passer ses nuits avec sa machine à écrire plutôt qu'avec Sylvie. La photo d'un hibou lui tient compagnie jusqu'à l'aube (n°2288). Dans la même collection paraît également *Le Soir* et les *Cendres* de Myrtille Anissimov (n°2287) et *Toine* de Guy de Maupassant. Ce recueil de nouvelles fait l'objet d'une réédition, présentée, établie et annotée par Louis Forestier (n°2278).

ACTUALITÉS

La première sélection Renandot

Voici la première sélection pour le prix Renandot qui sera attribué le 4 novembre : *Sonnet au clair de lune*, de Nicolas Bréhal (Mercure de France); *Eau de café*, de Raphaël Confiant (Grasset); *Marguerite devant les pourceaux*, de Claude Duneton (Grasset); *La Séparation*, de Dan Franck (Seuil); *Le Troisième Mensonge*, d'Agota Kristof (Seuil); *En douceur*, de Jean-Marie Leclercq (Gallimard); *Liverpool maîtresse haute*, de Luc Lang (Gallimard); *Ludo et compagnie*, de Patrick Laporte (POL); *Sven*, de Jean Lods (Calmann-Lévy); *Une peine à vivre*, de Rachid Mounir (Stock); *Les Larmes de Pierre*, d'Étienne Nicole (François Bourin); *Le gél de la mer*, de Bruno Racine (Grasset); *Le Tournesol déchiré*, de Boris Schreiber (François Bourin); *Le Roman du lincoln*, de René Swennen (Gallimard).

Le deuxième Salon de la revue


Inauguré vendredi 20 septembre par le ministre de la culture, M. Jack Lang, le deuxième Salon de la revue s'est tenu les 21, 22 et 23 septembre à l'École des beaux-arts à Paris. Trois cent vingt publications y étaient réunies par l'association Ent'revues, créée en 1986 et dirigée par Olivier Corpet, François Dufourmy, André Chablin et Yves Chevrel.

Un catalogue, présentant cent cinquante revues françaises, de lettres, de sciences humaines, a été publié à cette occasion pour défendre et promouvoir un genre spécifique, qui rencontre de graves problèmes financiers, liés notamment à une mauvaise distribution. La journée du 23 septembre a été ainsi réservée aux libraires et aux bibliothécaires pour les encourager à accueillir plus largement ce type de publications.

D'autant que, plus faciles d'accès pour les jeunes auteurs et plus accessibles à la nouveauté, les revues jouent un rôle essentiel dans la création et la recherche contemporaines. En témoignaient, au Salon, les stands de revues anciennes, souvent méconnues à leur époque, qui réunissaient pourtant des textes considérés aujourd'hui comme fondateurs. Sans doute ce deuxième Salon a-t-il aussi présenté, ça et là, ce que seront la littérature et les idées de demain.

Emmanuelle Nunez

Être vivant,
être seulement vivant,
ne jamais oublier
ce privilège...



Llewelyn Powys.

Un nom célèbre. Un prénom à découvrir.

HATIER

COLLECTION TERRE ÉTRANGÈRE

هكذا من الاجل

LIVRES • IDÉES
LETTRES ÉTRANGÈRES

Une enfance africaine

Amadou Hampâté Bâ est mort, il y a quatre mois, à quatre-vingt-onze ans. C'était un conteur né. Mais ses Mémoires de jeunesse prouvent que ce talent se doublait d'un exceptionnel don d'écrivain.

AMIKOULLE L'ENFANT PEUL
d'Amadou Hampâté Bâ
Préface de Théodore Monod
Actes Sud, 410 p., 138 F.

Dans les temps très reculés où il était encore possible de regarder une émission de télévision sans risquer de gagner une raquette de tennis ou un voyage aux Seychelles, Pierre Dumayet avait proposé une merveilleuse et tonique rencontre avec un sage africain du nom d'Amadou Hampâté Bâ. A travers cet homme plein de noblesse qui allait naturellement la vivacité à la sérénité, c'était la mémoire même des peuples de la haute vallée du Niger qui se livrait soudain.

Amadou Hampâté Bâ avait été le premier à présenter la grandeur et la fragilité de cette civilisation de l'oralité dont il s'était fait le défenseur le plus célèbre et le plus constant archiviste. « En Afrique, disait-il, quand un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui brûle. » D'où l'œuvre qu'il avait entreprise, qui recueillait, publiait, explicitait des récits initiatiques, des contes,

des légendes, des histoires vécues, et qui s'apparentait à une véritable mission de sauvegarde du verbe et du souffle traditionnels. D'où le genre littéraire auquel il se rattachait et qu'il avait plaisamment défini comme « oralité couchée sur le papier ».

Son talent de conteur se doublait pourtant, quoi qu'il dise, d'un exceptionnel don d'écrivain. En témoigne le livre de ses souvenirs d'enfance et d'adolescence qui paraît aujourd'hui, quatre mois après sa mort, à l'âge de quatre-vingt-onze ans. Car cet ouvrage, d'un formidable intérêt historique et ethnologique, s'impose aussi comme un ample récit de portée universelle, nourri de mille expériences et servi par une langue savoureuse, précise, puissante.

Coups du sort

Les vingt premières années de la vie d'Amadou Hampâté Bâ correspondent aux vingt premières années de ce siècle : années charnières pour cette Afrique où le poney colonial se superpose à

l'ordre ancien, sans l'annuler complètement mais en le dévoyant. Et le destin du jeune Amikoullé, rejeton d'une lignée princière quasiment exterminée au cours d'une guerre fratricide, suit au plus près les déséquilibres de l'époque, subissant tour à tour les coups du sort et les retours de fortune, comme si le cours de son existence était à l'exacte image d'une société blessée et désorientée.

« Chaque fois que mon existence commençait à s'engager sur une belle voie droite, le destin semblait s'amuser à lui donner une chiquenaude pour la faire basculer dans une direction totalement opposée, faisant régulièrement alterner des périodes de chance et de malchance. Cela commença bien avant ma naissance avec mon père Hampâté, qui avait dû (et ses enfants après lui) hériter d'une chefferie dans le pays de Fakala, et qui se retrouva seul rescapé survivant de toute sa famille, réfugié anonyme au fond d'une boucherie. Réhabilité par le roi même qui avait fait massacrer tous les siens, voilà qu'il meurt trop tôt pour que je le connaisse vraiment et que le

sort fait de moi un orphelin de trois ans. Un riche et noble chef de province vient-il à épouser ma mère et m'adopter pour héritier et fils présumé, faisant planer au-dessus de ma tête le turban des chefs de l'Oua? Patatras! Nous nous retrouvons tous en exil et me voilà fils de bagnard. Enfin revenu à Bandiagara, où la vie semble reprendre son cours normal, voilà que l'on m'arrache brutalement à mes occupations traditionnelles qui m'auraient sans doute dirigé vers une carrière classique de marabout enseignant, pour m'envoyer d'office à « l'école des Blancs », alors considérée par la masse musulmane comme la voie la plus directe pour aller en Enfer. »

Les grands mouvements du livre sont là : dans de violents soubresauts collectifs qui agressent et déchirent le temps suspendu de la tradition, avec en écho de brutales épreuves individuelles qui viennent détruire le long et bienheureux équilibre des jours. Amikoullé, l'enfant peul, forme l'un des derniers maillons d'une chaîne qui s'érode et se brise. Il est encore l'héritier de ces nomades, partout

présents, mais domesticités nulle part ; il est déjà le témoin d'un monde qui voit ses valeurs entrer en agonie. Il entend et mémorise toute la geste des peuples de la savane. Geste transmis de génération en génération, et qui faisait à la fois office de texte fondateur, de table du droit coutumier et de code de l'honneur. Mais il perçoit également ce qui dérange les comportements et les mentalités.

Un surcroît d'humanité

Amadou Hampâté Bâ parle de sa jeunesse, de sa famille où domine une mère qui est l'énergie même, de ses deux pères (le géniteur et le nourricier), de ses maîtres, de ses compagnons de jeux ou de rapines. C'est un débordement d'historiettes, d'anecdotes, de notations. Parfois le récit se change en épopée intégrant par pans entiers une fresque chargée d'exploits légendaires ou très contemporains. Parfois la remémoration saute de l'incongru au tragique, dévidant cette histoire d'enfance sur tous les registres, au

point de la lester d'un surcroît d'humour ou d'horreur : d'un surcroît d'humanité.

Une séquence retrace ainsi, sans périphrases, une expédition enfantine destinée à contrôler si, comme le bruit en avait couru, les excréments des « Blancs-blancs » étaient noirs ! Une autre séquence, quelques pages plus loin, montre Amikoullé en train de traverser un village en proie à la famine : au spectacle terrifiant des mourants déjà mêlés aux morts et livrés aux vautours, le garçon sent le cœur et la vue lui manquant, comme si une dernière poussière d'innocence venait de tomber de ses yeux.

Les Mémoires d'Amadou Hampâté Bâ ne suscitent que des sentiments forts, à la mesure d'une vie terrible et tendre, volontaire et lumineuse, inspirée et tolérante. On lit ces feuillets où passent le timbre de sa voix et la rumeur d'un monde englouti avec le plaisir extrême d'être à l'écoute d'un personnage fabuleux, avec l'intuition désespérante aussi qu'il n'y a plus guère de place, en Afrique ou ailleurs, pour des hommes d'une telle envergure.

André Velter

Une femme qui fuit

L'ÂME DU VENT
de Oh Jung-hi
Traduit du coréen
par Byoung-jou Lee
Piquet, 160 p., 92 F.

Tentons de n'être pas découragé par la présentation que l'éditeur fait de l'auteur : « Elle appartient à cette génération postérieure à la guerre et contemporaine de cette évolution industrielle des années 80 qui a placé son pays parmi les plus grandes puissances économiques. » On voit bien croire que l'institution qui a subventionné la traduction, a inspiré cette curieuse propagande, mais elle risquerait d'avoir un effet réducteur sur le lecteur, et ce serait dommage : on aurait tort de passer à côté de cet écrivain.

L'Âme du vent est le récit d'un amour d'une séparation. Une femme, peintre qui a abandonné son art pour le mariage, quitte régulièrement son mari et lui revient, après une nuit, deux jours, une semaine de vagabondage dans Séoul ou dans la campagne coréenne. Le mari, cadre dans une banque, est trop amoureux d'elle pour envisager le divorce. Mais la patience a ses limites. Sa belle-mère elle-même lui conseille de tuer sa femme s'il le faut.

L'air de Gelsomina

On suit la fugueuse dans les rues, sur les routes. Elle arrête le temps, contemple l'agitation citadine, l'activité des campagnes et, lentement, le passé resurgit, lointain et plus proche. La pensée plus proche, c'est l'air qu'elle prenait pour sa mère. Le passé plus proche, c'est l'air qu'elle prenait pour sa mère. Le passé plus proche, c'est l'air qu'elle prenait pour sa mère.

de ces deux drames à son mari, qui la voit s'éloigner de lui, impuissant, d'abord résigné, puis révolté.

Un jour enfin, après une absence si prolongée que son mari ne veut plus d'elle, elle enlève son fils. Les moments de solitude de l'homme, les égarements de la femme, sont exposés avec une émotion sobre et précieuse. Étrangement, une référence cinématographique est donnée par l'auteur : celle de Fellini. Le mari achète une toupie pour son enfant, un soir où, désespéré, il s'enivre et se souvient de l'air de Gelsomina, dans la Strada. On penserait plutôt à la folie de Monica Vitti dans le Désert rouge, d'Antonioni.

Réverie sur le vent

La lente découverte des causes de la révolte de la jeune femme (une scène traumatique qui eut lieu pendant la guerre des deux Corées, révisée à la fin du roman) s'accompagne d'une étonnante et poétique réverie sur le vent et les âmes qu'il transporte : « Le vent, c'est comme le geste de la main de deux personnes qui pensent l'une à l'autre avec le sentiment de se manquer réciproquement. »

Une brève nouvelle, la Soirée, qui décrit une société intellectuelle, est relatée, complète le volume. Bien que la technique narrative soit la même (avec une alternance imperceptible de voix, les « je » de la narratrice, de plusieurs personnages et de l'auteur se substituant l'un à l'autre), la rupture de ton y est trop grande, et l'on est surpris que l'éditeur ait voulu réunir les deux textes. Pourquoi ne pas avoir réservé la nouvelle pour un autre recueil plus enluminé qui nous permettrait de mieux connaître cette romancière ?

René de Ceccatty

La prière de Melville

Suite de la page 19

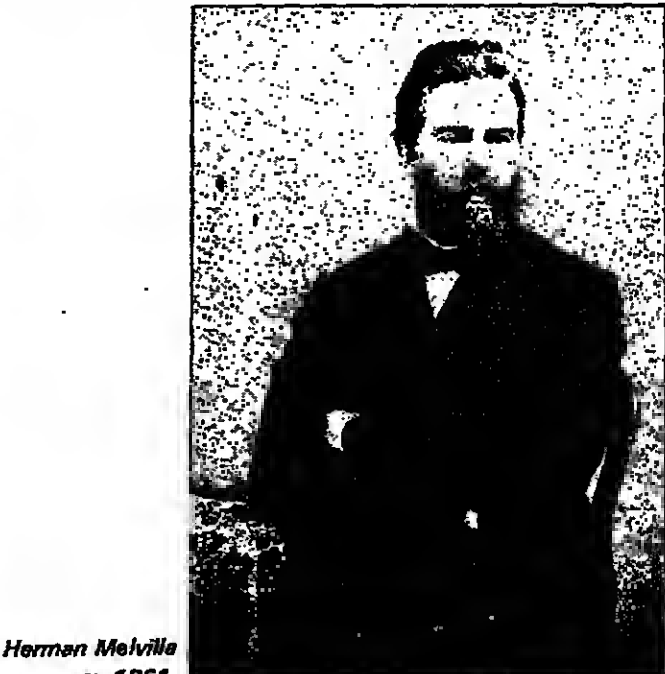
Moby Dick fut-il accueilli comme étant le délire d'un fou ? Cela n'empêcha pas Melville d'achever son sixième roman, le sombre et complexe *Pierre ou les Ambiguïtés*, drame centré sur l'histoire tragique entre le protagoniste et sa demi-sœur, d'où se dégage le symbole de l'union incestueuse entre le Bien et le Mal.

L'échec, cette fois-ci, ne fut même pas retenu. Par surcroît, un an plus tard, en 1853, les critiques de l'édition brûlèrent, de sorte que plus aucun des romans de Melville ne devait être réimprimé. Mais, toujours fidèle à son destin intime bien plus fort que celui de la réalité quotidienne, il continua d'écrire - des essais ou des nouvelles pour les magazines, parmi lesquels quelques chefs-d'œuvre laconiques comme *Bartleby l'écrivain* ou *Benito Cereno* (2). Ensuite, il réécrivit, ou plutôt réinventait, les pseudo-Mémoires d'un héros inconnu de la guerre d'indépendance dans cet *Israël Potter* que voici dans une nouvelle version remarquable, ainsi que la préface, sous l'air de l'essai (3) à Philippe L'Avorski : avant de revenir pour une dernière fois au roman avec le *Grand Escroc* qui mérite toujours, peut-être, le sort qu'on lui réserva à l'époque.

Alors, ayant atteint la quarantaine, Melville renonce à la prose et se consacre, on se résigne, à l'art confidentiel de la poésie, laquelle est avant tout une offrande et fut sans doute pour lui une sorte de prière. Comme Kipling dont, malgré les efforts de T. S. Eliot, l'œuvre poétique demeure elle aussi méconnue, Melville fait alterner avec bonheur dans ses poèmes le rythme vigoureux des ballades populaires et les métriques majestueuses de l'épopée.

Pierre Leyris - envers qui notre dette est immense si l'on songe que de John Clare à Emily Brontë, de Shakespeare à Hopkins, à Yeats, à John McGahern, à Jean Rhys... il a passé sa vie à peser dans ses délicates balances de traducteur les mots et les cadences d'écrivains jugés intraduisibles - a proposé naguère un choix du premier recueil de Melville, *Tableaux de bataille*, sous le titre de *Poèmes de guerre* (4). Aujourd'hui, il nous offre une très belle anthologie - toujours en édition bilingue - où l'on trouve le sublime poème en prose *John Marr* - dont paraît en même temps une autre version curieusement amputée de la soixantaine de vers qui le couronnent (5) - et l'épilogue de *Clarel*, l'immense roman en vers.

Quelques années après qu'il s'était voué à la poésie, le précoce aventurier - qui ne fut tel, en réalité, qu'en sa dix-neuvième et sa vingt-troisième années - avait obtenu un poste d'inspecteur des douanes à New-York, qu'il ne quitterait que dix-neuf ans plus tard.



Herman Melville en 1861.

Et pour finir, celui qui avait vécu adolescent les livres qu'il allait écrire revient à la prose - et de façon inlassable, jusqu'à sa mort et jusqu'à faire de son manuscrit un véritable palimpseste - il écrivit son livre-testament, son autobiographie secrète, *Billy Budd*, où l'ontocensure à laquelle l'oblige sa situation de père de famille aboutit à l'art défilé de la litote et, pour tout dire, au grand art.

Comme tout un chacun, Herman Melville fut beaucoup d'hommes à la fois : un comptable, un instituteur, un gabier, un déserteur, un condamné à mort sauvé in extremis par ses juges, un écrivain sans lecteurs, un fermier, un douanier... Mais, par-dessus tout et toujours, il fut l'habitant d'un monde de hautes indéchiffrables et de sentiments épiques ou pesants le sens calviniste de la dépravation innée - l'homme, en somme, qui, selon Hawthorne, en un moment son ami, n'aimait à raisonner que « sur tout ce qui est hors de portée du savoir humain ».

Dans *Redburn*, son quatrième ouvrage, Melville raconte l'histoire d'un fils de famille - lui-même - qui s'enrôle dans la marine marchande sur un navire en partance pour Liverpool. Il décrit le gosse chassé de bottines à hauts talons s'ingéniant à singer l'homme du monde devant un équipage prompt à bannir ce déclassé qu'il soupçonne de cruels appétits ; et qui, enfin, arrivé au port, s'engage dans le labyrinthe des rues, se repérant sur un plan vieux d'un siècle mais sur lequel il a soigneusement appris la topographie de la ville et l'emplacement de monuments depuis longtemps disparus. Peut-on s'empêcher d'y voir l'image, le métaphore même de son existence ?

Il y a une cinquantaine d'années, au moment où Lawrence d'Arabie et D. H. Lawrence l'avaient découvert, Borges observait que le livre de Melville, avec ses quêtes interminables sur un espace se confondant avec l'univers, annonçait Kafka ; et que l'œuvre de celui-ci projetait sur son prédécesseur « une curieuse lumière ultérieure ». Et d'ajouter qu'une des traditions de la vaste Amérique était bel et bien celle du grand homme inconnu.

Serait-il interdit de rappeler en confidence que « la Période », si compressée d'ailleurs à introduire des auteurs qui risquent, à court terme, de ternir son éclat, semble emprunter à l'égard de Melville l'allure distraite et pensive de la gloire elle-même ?

Hector Bianciotti

(2) *La Vierge, Benito Cereno et le Marchand de perles*. Traduit et préfacé par Jean-Pierre Naugrette. Flammarion, coll. « G.F. Flammarion », 1991.
(3) Aubier. A paraître le 23 octobre.
(4) Gallimard. 1981 : « Poésie Gallimard », 1991.
(5) Le Nouveau Commerce. Traduit par Anne Lacroix et Marcelle Fondreide.

La Librairie Internationale
71, boulevard Saint-Germain
Paris 6^e

A l'occasion de l'ouverture de sa Librairie Internationale, la Fnac vous invite le mercredi 2 octobre à 15h à une rencontre avec André Glucksmann, auteur de *Le XX^e commandement*. Edition Flammarion et Jullien Asselineau, une des grandes figures de l'intelligentsia russe, président de l'Université de la Russie, historien, député, recteur de l'Institut des Archives de Moscou, et auteur avec Jean Daniel de l'ouvrage *Cette grande ligne à l'est*, Editions Maren Sell.

Suivie à 18h, par une lecture des textes de Julian Barnes, auteur de *Le Perroquet de Houdini*, *Une biographie du monde en dix chapitres* 1/2 et *Avant moi* par Julian Barnes et Claude Chabrol, présentée par Marie-Pierre Bay.

fnac

BREVES

Africains. Caraïbes. Indiens. Européens.
Cantent et écrivent.
Langue créole et langue française.
Sur les senteurs de la littérature antillaise.

"Lettres créoles."

Patrick Chamoiseau et Raphaël Confiant.

HATIER

هكذا من الأصل

JOURNAL DE 1920

d'Isaac Babel.
Traduit du russe
par Vladimir Berelovitch.
Balland, 204 p., 39 F.

CORRESPONDANCE
AVEC BORIS PASTERNAK
ET SOUVENIRS

de Varlam Chalamov.
Traduit du russe
par Sophie Benesch
et Lily Denis.
Gallimard, coll. « Arcades »,
220 p., 72 F.

CAHIERS DE LA KOLYMA
et autres poèmes

de Varlam Chalamov.
Traduit du russe
par Christian Mouze.
Ed. Maurice Nadeau,
100 p., 75 F.

PEU à peu émergent les faces cachées de l'iceberg. Les éclats de réalité qui entourent les mystères et les montagnes de secrets si longtemps inavouables... Isaac Babel (1894-1940), Boris Pasternak (1899-1960), Varlam Chalamov (1907-1982). Trois destins d'écrivains presque de la même génération marqués, meurtris, dévorés par la révolution et qui, par le pur hasard des publications, se trouvent amenés à cohabiter dans nos lectures, puisque viennent de paraître un *Journal de 1920* de Babel, une *Correspondance* de Varlam Chalamov avec Boris Pasternak de 1952 à 1956, ainsi que des poèmes de l'auteur des *Récits de Kolyma*.

Babel n'a pas eu le temps de devenir un écrivain prolifique. Ses jours étaient comptés... Considéré comme l'un des représentants les plus originaux et les plus doués de sa génération, cet Odessite élevé selon la tradition juive était devenu célèbre dès la publication de son premier livre, *Cavalierie rouge*, une suite de récits sur la campagne de la 1^{re} armée de cavalerie soviétique pendant la guerre contre la Pologne en 1920 (1). Le texte avait scandalisé les autorités et indigné le maréchal Boudienny, qui commandait la 1^{re} armée. Dans une lettre à Maxime Gorki, il dénonçait cette œuvre « vulgaire et diffamatoire » et s'indignait : « Que raconte Babel, et qu'est-ce qui l'autorise à faire usage du titre sonore de Cavalierie rouge ? Écrivait-il. Il invente des calomnies, couvre de boue les meilleurs chefs militaires communistes, raconte des histoires inventées de toutes pièces ou ment, tout simplement. (...) Je pense que vous conviendrez avec moi que pour décrire cette honte de classes, la première de l'histoire de l'humanité, il faut tout d'abord comprendre l'essence de cette lutte, c'est-à-dire être un dialecticien, un artiste marxiste même inexpérimenté. Babel n'est ni l'un ni l'autre. Sa prétention à représenter la vie quotidienne, l'organisation, les traditions de la 1^{re} armée de cavalerie n'a donc abouti qu'à une obscène caricature tout imprégnée d'esprit petit-bourgeois » (Lettre à la Pravda du 28 octobre 1928).

Auteur à succès, « coqueluche de Moscou », fêté pour ses *Contes d'Odessa* autant que pour ses pièces de théâtre jouées d'une situation privilégiée grâce à l'amitié de Maxime Gorki ou de leïev, le patron de la Guépéou, Isaac Babel sait certainement

qu'il n'est pas invulnérable. Mais il refusera toujours de quitter la Russie. En 1925, sa femme est partie vivre à Paris, il la rejoint en 1928-1929, puis en 1932 : sa fille Nathalie naît à Paris en 1929. En 1935, on le fait venir en catastrophe avec Pasternak à Paris au Congrès pour la liberté de la culture pour étoffer une délégation soviétique médiocre. Il revient en URSS, où il ne peut plus avoir accès à l'édition. Sa seconde femme, Antonina Pirojkova, donne naissance à sa fille Lidia. Il sera arrêté le 15 mai 1939 dans la datcha qu'on lui avait construite à Peredelkino, le village des écrivains proche de Moscou. Jugé pour trotskisme, espionnage, etc., le 26 janvier 1940, exécuté le lendemain, alors qu'on fait croire aux siens, à sa seconde femme, pendant quinze ans, avec un sadisme qui fait partie du système, qu'il est vivant, qu'on l'a vu dans des camps (2).

RETROUVÉ en 1955 à Kiev, patiemment déchiffré par Antonina Pirojkova, le *Journal de 1920*, qui paraît dans sa version intégrale aux éditions Balland, est passionnant pour plusieurs raisons : non seulement comme un élément capital de la genèse de *Cavalierie rouge*, non seulement comme un témoignage de la terrible lucidité d'un écrivain dans une guerre qu'il voudrait « juste » (« C'est l'enfer, la façon dont nous portons la liberté »), mais une œuvre vivante, une esquisse paradoxale plus forte que l'œuvre achevée. Correspondant de guerre sur le front polonais, en Volynie puis en Galicie, Babel note, entre le 3 juin et le 15 septembre, ce qu'il ressent, ce qu'il voit, des impressions, des images, des ébauches de portraits, sans se préoccuper de censure ou de contrainte stylistique. Sans se préoccuper du Bien et du Mal. Une sorte de coupe saignante, palpitante de vie, dans l'horreur vue par un homme douloureux, déchiré, devant une cruauté humaine indéchiffrable. « Le champ jonché de corps, ces blessures invraisemblables, les crânes défoncés, les jeunes corps blancs et nus qui brillent au soleil, les agendas, les feuillets, les livres militaires, les évangiles éparpillés, les cadavres parmi les céréales. » Loin d'Odessa et de la Moldavie, comme un crève-cœur, il sent un cafard sans fin : « Parce que je suis loin de ma maison, parce que nous détruisons, parce que nous passons comme un tourbillon, comme un torrent de lave, détestés de tous, la vie vole en éclats, j'assiste à un grand requiem interminable. »

Pogromes, villages pillés, femmes violées. Les Polonais, les Russes, les cosaques, la révolution et la syphilis sur cette terre où coexistent l'Eglise catholique, l'Eglise uniate, la synagogue, les juifs à longue barbe, longilignes dans leurs caftans noirs, dont il comprend le yiddish, mais qui sont si différents des Odessites

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Babel, Pasternak, Chalamov...



Isaac Babel, élève de l'école communale d'Odessa.

« Le mari, doux, la barbe noire. Une juive rousse, encornée, se lave les pieds. La fille et la colique. Le dîner - des beignets à l'huile de tournesol - le paradis. La voilà, l'épaisseur juive ». Les hasidim, pâles, avec des papillotes, spectacle incroyable, trois cents ans en arrière. Shtetls sinistres, sales, misérables, lieux du malheur juif dont il se sent à la fois solidaire et différent. « Toujours la même chanson, les juifs sont ruinés, la perplexité, ils attendaient le pouvoir des soviets comme des libérateurs, et tout à coup des cris, des cravaches, sales youpinks. » Dans le chaos intérieur et extérieur, Babel se cherche lui-même. Mourissant l'œuvre à venir. Sans savoir qu'il lui reste à peine vingt ans à vivre.

Chaque soir dans la surprise
De me savoir vivant,
Je me disais des poèmes
J'entendais à nouveau la voix.
(Au poète Pour Boris Pasternak).
C'est de l'enfer, l'enfer de la Kolyma, que Varlam Chalamov a écrit ses *Cahiers de la Kolyma* dont il pense qu'ils « ne seront

jamais imprimés ni publiés » et qu'il adresse, en 1952, « au poète dont les vers l'ont fait vivre durant vingt ans ». C'est le début d'une correspondance qui durera un peu plus de quatre ans (de mars 1952 à août 1956) entre l'ancien détenu encore astreint à résidence en Yakoutie, le poète sorti des camps, et l'auteur de *Ma sœur la vie*. Une belle correspondance que le futur auteur des *Récits de Kolyma*, convaincu de la force terrible de l'art, adresse au Poète par excellence : « Avez-vous jamais songé à cela ? Aux gens qui sont restés des êtres humains uniquement grâce à vos paroles, à vos dessins, à vos pensées qui les accompagnent sans cesse ? Que vos vers, ou les récits comme des prières ? »

En 1953, Chalamov a pu quitter Kolyma après seize ans dans les camps. Il vit dans la région de Kalinine (Tver), près d'une entreprise de tourbe. Revenu pour deux jours à Moscou, il retrouve sa fille de dix-huit ans, qu'il avait quittée à dix-huit mois, et, immense bonheur, rencontre

Boris Pasternak le 13 novembre 1953. Celui-ci, qui travaille en secret à son roman *Le Docteur Jivago*, fait lire le manuscrit inachevé à son visiteur, qui va disséquer le millier de feuillets qu'il a dévorés avec un soin tout particulier. Pour lui, « les écrivains sont des maîtres à vivre. Ils nous montrent ce qui est bien, ce qui est mal, ils nous font peur, empêchent notre âme de s'enliser dans les recoins ténébreux de l'existence. Une des caractéristiques de la littérature russe est sa dimension éthique. (...) Le Docteur Jivago relève incontestablement de cette dimension supérieure ». Chalamov va continuer, tout au long de l'élaboration du roman, à en être un des premiers lecteurs. « Votre description du camp n'est pas véridique, écrit-il à Pasternak en 1956 à propos de la seconde partie. Il y a longtemps, depuis 1929, qu'on ne les appelle plus des camps de concentration, mais des camps de rééducation par le travail, ce qui ne change rien, bien sûr, ce n'est qu'un maillo superflu dans la chaîne du mensonge. Il n'y a pas de poteau avec l'inscription « goulag... »

Suit tout un cours sur l'histoire et la géographie des camps : Belomorkanal, Potma, Dmitlag, Belaglag, Bamlag, Irkutlag, Taichetlag, etc. (3). Et sur la perversion des âmes, la corruption de l'esprit et du cœur, qui est l'essentiel : « Quand, de jour en jour, une immense majorité des gens comprend qu'en fin de compte, on peut vivre sans viande, sans sucre, sans vêtements, sans chaussures, mais aussi sans honneur, sans conscience, sans amour ni sens du devoir. Tout se dégrade, et le dernier dénuement est terrible. » Description implacable de cet autre monde par cet expert de l'enfer qui semble comme un préambule aux terribles *Récits de Kolyma* et d'où ressort une formidable volonté de vivre. « L'homme naît pour vivre et non pour se préparer à vivre. C'est superbe », commente-t-il, s'insurgeant contre l'héroïsme érigé en vertu à l'initiative de la jeunesse. « Il est incontestable que la jeunesse mourait facilement. Mais quelle

jeunesse ne meurt pas facilement à la guerre ? Les jeunes ne savent pas, ils ne sentent pas ce qu'est la mort, ils ne comprennent pas, ne ressentent pas au fond d'eux-mêmes qu'on n'a qu'une seule vie. Dès l'école, dès le jardin d'enfants, on leur a inculqué que le monde dans lequel ils vivaient était la plus belle conquête de l'humanité. Ils avaient donc quelque chose à défendre. »

CETTE correspondance d'une hauteur de vue et d'une richesse exceptionnelles tient à la qualité des deux hommes et à la haute idée des poètes et de la poésie qui a commandé l'existence de Varlam Chalamov. Elle prend fin à l'automne 1956, lorsque Chalamov, enfin réhabilité, revient vivre à Moscou. Elle est complétée par des *Souvenirs* rassemblés sans doute après la mort de Pasternak. Il raconte bien leurs échanges, leurs conversations sur la rime, sur l'époque et il évoque l'enterrement du poète à Peredelkino le 1^{er} juin 1960, les larmes et les missifs de fleurs pieuses par une foule où on avait l'impression qu'il y avait plus de journalistes que d'amis. « Le cercueil se mit à naviguer en direction du cimetière, et l'on se rendit compte qu'il y avait un millier de personnes. Était-ce beaucoup ou peu ? Pour des funérailles « à la Pouchkine », c'était beaucoup. Mais pour un dernier adieu au premier poète tyrique du monde, à un écrivain mondialement célèbre, à un lauréat du prix Nobel, c'était insignifiant. »

Varlam Chalamov, qui avait connu une vie pire que la mort, allait mourir en 1982, infirme, aveugle, dans un asile de vieillards. Seul.

(1) Publié en français en 1959, chez Gallimard, *Cavalierie rouge* reprend l'édition censurée postérieure à 1929, éditée en URSS en 1957 avec une préface d'Ilia Ehrenbourg après la stabilisation de Babel (1954). En 1972, l'Age d'homme publiait le texte intégral de *Cavalierie rouge* dans une traduction de Jacques Cateau (repas en collection de poche « Points-Seuil » R. 277).

(2) Antonina Pirojkova a réuni un volume de *Souvenirs* sur Babel 1918-1939-1940 (Yopomianina à Babel), Moscou, 1989 (en russe).

(3) Après un excellent reportage sur l'Union Culturelle, Alain Brossat (en collaboration avec Sonia Combe et Léonid Moukhine) publie *Chouk, 1937-1946*. Le système du goulag : travail forcé, mémoires révélateurs d'un camp stalinien. Un livre du souvenir consacré à Ouzneg, le « camp du lac », à 1 000 kilomètres au nord d'Irkoutsk, un des multiples Bors de l'Anghel où réapparaissent les visages déformés longtemps invisibles. Autrement, série « Mémoires » n° 11, 288 p., 120 F. En librairie le 3 octobre.

L'un était Bleu et l'autre Gris

« Bouquins » publie la somme de James McPherson sur cette guerre de Sécession fratricide qui fit de l'Union américaine une nation

LA GUERRE DE SÉCESSION
de James M. McPherson.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Béatrice Vienne.
Robert Laffont, coll. « Bouquins »,
1 040 p., 130 F.

Comparée à la guerre du Vietnam, la guerre de Sécession, ce sanglant stigmate de l'histoire américaine, ne fait pas recette en France.

Sur la première, des rayons entiers de bibliothèque, sur la seconde, pas grand-chose. Rien en tout cas de pertinent. Grâce soit donc rendue à Robert Laffont qui publie dans la collection « Bouquins » le désordonné classique *Battle Cry of Freedom* (Cri de guerre : liberté) de James M. McPherson.

Professeur d'histoire à l'université de Princeton, McPherson a été couvert d'éloges en 1988 lorsque son ouvrage a paru. Sixième tome de la monumentale *Histoire des Etats-Unis* entreprise par Oxford University Press, cet ouvrage s'ajoute aux cinquante mille livres et brochures consacrés outre-Atlantique à la guerre de Sécession. C'est dire si ses mille pages relèvent du tour de force, celui d'avoir synthétisé en un seul volume, dense mais alerte, tout ce qu'il faut connaître sur la question.

L'édition française elle-même est digne de louanges, de la traduction à la préface de Philippe Raynaud en forme d'hommage au génie prémonitoire de Tocqueville, lequel, vingt-cinq ans avant le déclenchement du conflit, avait perçu ce que l'opposition entre le Nord et le Sud avait d'irréductible. Rien ne manque à cette version française, ni les notes à foison - certaines ajoutées à l'intention des lecteurs hexagonaux - ni la chronologie, ni la bibliographie originale, ni l'index. A l'exception de quelques scories typographiques et d'un oubli fâcheux - une table des cartes, - ce « Bouquin » est une réussite.

La guerre de Sécession fit 620 000 victimes, plus que toutes les autres guerres réunies auxquelles les Américains ont été mêlés. Viet-

nam compris. Bleus (les soldats de l'Union) et Grises (les confédérés) se livrèrent des combats sans merci dont l'explication ultime est encore sujette à discussion. A l'opposé de la thèse en vogue chez certains historiens contemporains, McPherson est d'avis que l'esclavage fut bien l'enjeu principal de ce conflit fratricide, même si la nécessité de mettre fin à la sécession des Etats du Sud tint longtemps lieu, au Nord, de principale raison d'unique justification. Comme le président Lincoln lui-même, la plupart des partisans de l'Union ne se résolurent que tardivement à l'émancipation des Noirs. En même temps, McPherson montre bien ce que l'héritage des Pères fondateurs avait de potentiellement explosif. Antiesclavagistes eux-mêmes, ils avaient laissé l'esclavage gagner du terrain au-delà de leurs Etats d'origine, malgré leur conviction, proclamée par la Déclaration d'indépendance de 1776, que « tous les hommes naissent égaux ».

Une victoire indécise

Quatre-vingts ans plus tard, deux Amériques se tournaient le dos. Le Nord libéral et précapitaliste, le Sud aristocratique et cotonnier. Le livre de McPherson est d'une érudition limpide sur cette opposition dans laquelle, à rebours de l'opinion commune, il ne voit pas, malgré tout, la raison essentielle de la défaite de la confédération. Sans doute le Nord tira-t-il avantage de sa supériorité démographique et de son développement industriel, mais ce ne sont pas des gages absolus de

succès, les Yankees allaient le vérifier en Indochine un siècle plus tard.

McPherson résume ainsi tout déterminisme. Il attribue plutôt la victoire de l'Union aux contingences de l'histoire, au talent changeant des généraux en chef, presque au hasard. A trois reprises au moins, rappelle-t-il, le Sud fut sur le point de l'emporter, fin 1862, en 1863 et même en 1864, l'avant-dernière année du conflit. Mais, par trois fois, le sort tourna en faveur du Nord, à peu de chose près, comme à Gettysburg, la bataille la plus fameuse de cette guerre d'affrontements indécis dont McPherson donne autant de récits minutieux.

Il n'est guère, aujourd'hui, à l'est du Mississippi, de petite ville qui n'ait son monument dédié à la guerre civile. Chaque fois qu'ils en ont l'occasion, les nostalgiques de la guerre de Sécession revêtent l'uniforme de Billy Yank, le nordiste, et de Johnny Reb, le sudiste, pour participer à la reconstitution d'une de ces batailles de légende. Le sang et les larmes ont séché. Cent trente ans après, ces reconstitutions rappellent à l'Amérique sa seconde révolution, celle qui, d'une union incertaine - c'est la conclusion de McPherson - a fait des Etats-Unis une nation.

Bertrand Le Gendre

* A lire aussi, dans la collection « Les grandes batailles de l'histoire », Gettysburg 1863 de Marc Roland. Bataille décisive pour le Nord. Bataille décisive pour la nation. Ce livre est riche d'une iconographie qui fait défaut à la version française de l'ouvrage de James McPherson. (Scoler Editions, 114 p., 79 F.)

EDUARDO MENDOZA



Par l'auteur de
La ville
des prodiges

Editions du Seuil

Le retour M. Arafat

Le chef de file des extrémistes du mouvement de libération de la Palestine, Yassir Arafat, a été élu président de l'OLP (Organisation pour la libération de la Palestine) à la conférence nationale tenue à Manama (Bahreïn) le 26 septembre.

Le chef de file des extrémistes du mouvement de libération de la Palestine, Yassir Arafat, a été élu président de l'OLP (Organisation pour la libération de la Palestine) à la conférence nationale tenue à Manama (Bahreïn) le 26 septembre.

Le chef de file des extrémistes du mouvement de libération de la Palestine, Yassir Arafat, a été élu président de l'OLP (Organisation pour la libération de la Palestine) à la conférence nationale tenue à Manama (Bahreïn) le 26 septembre.

Le chef de file des extrémistes du mouvement de libération de la Palestine, Yassir Arafat, a été élu président de l'OLP (Organisation pour la libération de la Palestine) à la conférence nationale tenue à Manama (Bahreïn) le 26 septembre.

Le chef de file des extrémistes du mouvement de libération de la Palestine, Yassir Arafat, a été élu président de l'OLP (Organisation pour la libération de la Palestine) à la conférence nationale tenue à Manama (Bahreïn) le 26 septembre.

Le chef de file des extrémistes du mouvement de libération de la Palestine, Yassir Arafat, a été élu président de l'OLP (Organisation pour la libération de la Palestine) à la conférence nationale tenue à Manama (Bahreïn) le 26 septembre.

6.00 F